

**NOTE D'INFORMATION**  
**OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT OBLIGATOIRE**  
**EN VUE DE LA RADIATION DE LA COTE**  
**VISANT LE FLOTTANT EN BOURSE DE LGMC SA**



**À L'INITIATIVE DE**  
**MUTANDIS SCA ET DE JAYBO SARL**



**NOMBRE DE TITRES VISES ET PRIX PAR TITRE :**  
**49 860 ACTIONS AU PRIX UNITAIRE DE 424 DIRHAMS**  
**287 DROITS D'ATTRIBUTION DE 1999 AU PRIX UNITAIRE DE 1 272 DIRHAMS**  
**1 725 DROITS D'ATTRIBUTION DE 2006 AU PRIX UNITAIRE DE 283 DIRHAMS**

**MONTANT MAXIMAL DE L'OFFRE : 21 993 879 DIRHAMS**

**DURÉE DE L'OFFRE : DU 10 FÉVRIER AU 5 MARS 2010 INCLUS**

**CONSEILLER FINANCIER ET COORDINATEUR  
GLOBAL**

**CFG FINANCE**



**ORGANISME CHARGÉ DE L'ENREGISTREMENT  
DE L'OPÉRATION**

**CFG MARCHÉS**



**VISA DU CONSEIL DÉONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIÈRES**

Conformément aux dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, et de l'article 36 de la loi n° 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier telle que modifiée et complétée par la loi n° 46-06, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le 1<sup>er</sup> février 2010 sous la référence VI/EM/005/2010.

---

**ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS**

---

**ABREVIATIONS**

%	Pourcentage
AGE	Assemblée générale extraordinaire
AGO	Assemblée générale ordinaire
BFR	Besoin en fonds de roulement
CA	Chiffre d'affaires
CAF	Capacité d'autofinancement
CDVM	Conseil déontologique des valeurs mobilières
CEVPM	Centre d'expérimentation et de valorisation des produits de la mer
CIC	Crédit Industriel et Commercial
CMPC	Coût moyen pondéré du capital
CPC	Compte de produits et de charges
D	Dette
DCF	Discounted cash flows
Dh / MAD	Dirham marocain
EACCE	Établissement autonome de contrôle et de coordination des exportations
EBE	Excédent brut d'exploitation
FDA	Foods and drugs administration
FP	Fonds propres
GACM	Groupe des assurances du Crédit Mutuel SA
HT	Hors taxes
IR	Impôt sur le revenu
IS	Impôt sur les sociétés
kDh	Milliers de dirhams marocains
mDh	Millions de dirhams marocains
na	Non applicable
Nb.	Nombre
nd	Non disponible
ns	Non significatif
OMP	Omnium marocain des pêches
OPA	Offre publique d'achat
OPR	Offre publique de retrait
p	Prévisions
PET	Polyéthylène téréphtalate
PV	Procès verbal
Rex	Résultat d'exploitation
RHF	Restauration hors foyers
RN	Résultat net
SA	Société anonyme
SARL	Société à responsabilité limitée

SCA	Société en commandite par actions
SIG	Soldes intermédiaires de gestion
SPM	Sous Produits de la Mer
SPP	Sous Produits de la Pêche
SPSA	Sardine sans peau sans arêtes
TAC	Total autorisé de captures
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
Var	Variation

**DEFINITIONS**

---

Armateur	Exploitant d'un navire de pêche ou marchand
Mareyeur	Commerçant en gros des produits de la mer
Eau saumurée	Préparation salée visant à conserver certains produits agroalimentaires
Poisson pélagique	Poisson de haute mer
Société ou LGMC SA	désigne la société Les Grandes Marques et Conserveries Chérifiennes Réunies, société anonyme de droit marocain au capital de 119.017.600 dirhams, dont le siège social est situé 37 rue des Aït Ba Amrane, 20300 Casablanca, Maroc et immatriculée au Registre du Commerce de Casablanca sous le numéro 6391
Opération	désigne l'offre publique de retrait, objet de la présente note d'information
Initiateurs	désigne Mutandis SCA et Jaybo SARL

## SOMMAIRE

<b>ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS .....</b>	<b>2</b>
<b>DEFINITIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>SOMMAIRE.....</b>	<b>5</b>
<b>AVERTISSEMENT .....</b>	<b>7</b>
<b>PRÉAMBULE .....</b>	<b>8</b>
<b>PARTIE 1 : ATTESTATIONS ET COORDONNÉES.....</b>	<b>9</b>
1. LE GÉRANT DE MUTANDIS SCA .....	10
2. LE GÉRANT DE JAYBO SARL.....	11
3. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LGMC SA .....	12
4. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE MUTANDIS SCA .....	13
5. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LGMC SA.....	15
6. L'ORGANISME CONSEIL .....	20
7. LE CONSEIL JURIDIQUE .....	21
8. LE GARANT IRRÉVOCABLE.....	22
9. L'ÉVALUATEUR INDÉPENDANT.....	23
10. LE RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE DE MUTANDIS SCA.....	24
11. LE RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE DE JAYBO SARL .....	24
12. LE RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE DE LGMC SA .....	24
<b>PARTIE 2 : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION .....</b>	<b>25</b>
1. CADRE DE L'OPÉRATION .....	26
2. OBJECTIFS DE L'OPÉRATION .....	30
3. INTENTIONS DES INITIATEURS .....	30
4. LIENS ENTRE LGMC ET LES INITIATEURS .....	30
5. STRUCTURE DE L'OFFRE .....	31
6. ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATIONS DU PRIX DE L'OFFRE.....	32
7. RAPPORT DE L'ÉVALUATEUR INDÉPENDANT.....	36
8. FRAIS DE TRANSACTION .....	37
9. CONSEILLERS ET INTERMÉDIAIRES FINANCIERS.....	38
10. MODALITÉS DE PARTICIPATION À L'OFFRE .....	39
11. MODALITÉS DE CENTRALISATION, D'ENREGISTREMENT ET DE RÉGLEMENT LIVRAISON .....	41
12. CARACTÉRISTIQUES DE COTATION.....	42
13. CALENDRIER DE L'OPÉRATION .....	42
14. FISCALITÉ.....	43
15. CHARGES RELATIVES À L'OPÉRATION.....	44
<b>PARTIE 3 : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES INITIATEURS.....</b>	<b>45</b>
1. INITIATEURS DE L'OPERATION .....	46
2. PRÉSENTATION DE MUTANDIS SCA .....	47
3. PRÉSENTATION DE JAYBO SARL.....	56
<b>PARTIE 4 : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LGMC SA.....</b>	<b>61</b>
1. RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL.....	62
2. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE LGMC SA .....	64
3. MARCHÉ DES TITRES DE LA SOCIÉTÉ .....	69
4. NOTATION .....	69
5. ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES .....	70
6. ORGANES D'ADMINISTRATION.....	72
7. ORGANES DE DIRECTION.....	74
8. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	75
<b>PARTIE 5 : MUTANDIS SCA.....</b>	<b>77</b>

1.	ACTIVITÉ DE MUTANDIS SCA .....	78
2.	SITUATION FINANCIÈRE DE MUTANDIS SCA .....	83
3.	PERSPECTIVES DE MUTANDIS SCA .....	94
4.	FACTEURS DE RISQUE .....	95
5.	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES .....	96
<b>PARTIE 6 : JAYBO SARL .....</b>		<b>97</b>
1.	ACTIVITÉ DE JAYBO SARL.....	98
2.	SITUATION FINANCIÈRE DE JAYBO SARL.....	100
3.	PERSPECTIVES DE JAYBO SARL .....	104
4.	FACTEURS DE RISQUE .....	105
5.	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES .....	106
<b>PARTIE 7 : LGMC SA.....</b>		<b>107</b>
1.	ACTIVITÉ DE LGMC SA.....	108
2.	SITUATION FINANCIÈRE DE LGMC SA.....	126
3.	PERSPECTIVES DE LGMC SA.....	156
4.	FACTEURS DE RISQUE .....	162
5.	FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES .....	164
<b>PARTIE 8 : ANNEXES .....</b>		<b>165</b>
1.	DONNÉES COMPTABLES ET FINANCIÈRES DE LGMC SA .....	166
1.	ÉTATS DE SYNTHÈSE DE MUTANDIS SCA .....	214
2.	ÉTATS DE SYNTHÈSE DE JAYBO SARL .....	230
3.	MODÈLE DU BULLETIN D'ORDRE DE VENTE .....	252

**AVERTISSEMENT**

---

Le visa du CDVM n'implique ni approbation du prix ou de l'opportunité de l'opération, ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'offre faite aux actionnaires de la société LGMC SA.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la participation à l'opération, objet de ladite note d'information.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

## PRÉAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, et de l'article 36 de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier telle que modifiée et complétée, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation des Initiateurs et de LGMC SA, leur situation financière et l'évolution de leur activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note d'information a été élaborée par CFG Finance, agissant en qualité de Conseiller Financier, en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note d'information a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- ✓ Les commentaires, analyses et statistiques fournis par le management de LGMC SA, de Mutandis SCA et de Jaybo SARL, et recueillis lors des diligences effectuées auprès de ces sociétés selon les standards de la profession, afin de nous assurer de la sincérité des informations contenues dans la présente note ;
- ✓ Les liasses fiscales et comptables de LGMC SA et Jaybo SARL pour les trois derniers exercices clos ;
- ✓ Les comptes semestriels de LGMC SA pour les exercices clos aux 30 septembre 2008 et 2009 ;
- ✓ La revue limitée des commissaires aux comptes de LGMC SA pour les exercices clos aux 30 septembre 2008 et 2009 ;
- ✓ La liasse fiscale et comptable de Mutandis SCA pour le dernier exercice clos ;
- ✓ Les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires et extraordinaires de LGMC SA et Jaybo SARL, pour les trois derniers exercices clos et les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de ces sociétés pour l'exercice en cours ;
- ✓ Les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires et extraordinaires de Mutandis SCA pour le dernier exercice clos et pour l'exercice en cours ;
- ✓ Les procès-verbaux des conseils d'administration de LGMC SA et des réunions de gérance de Jaybo SARL pour les trois derniers exercices clos ainsi que pour l'exercice en cours ;
- ✓ Les procès-verbaux de réunions de gérance, du conseil de surveillance ainsi que les rapports du conseil de surveillance à l'assemblée générale de Mutandis SCA pour le dernier exercice clos et pour l'exercice en cours ;
- ✓ Les rapports des commissaires aux comptes de LGMC SA et les rapports spéciaux des commissaires aux comptes pour les trois derniers exercices clos ;
- ✓ Le rapport des commissaires aux comptes de Mutandis SCA et le rapport spécial des commissaires aux comptes pour le dernier exercice clos ;
- ✓ Le rapport de l'évaluateur indépendant ;
- ✓ Les prévisions établies par les organes de direction et de gestion de LGMC SA.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne telle que modifiée et complétée et de l'article 38 de la loi 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier, cette note d'information doit être :

- ✓ Remise ou adressée sans frais à toute personne sollicitée dans le cadre de la présente demande ou qui en fait la demande ;
- ✓ Disponible sur le site du CDVM ([www.cdvm.gov.ma](http://www.cdvm.gov.ma)) ;
- ✓ Tenue à la disposition du public au siège de la Bourse de Casablanca et sur son site Internet ([www.casablanca-bourse.com](http://www.casablanca-bourse.com)) ;
- ✓ Disponible aux sièges des sociétés initiatrices de la présente offre publique et de la société visée :
  - Mutandis SCA : 5/7, rue Ibnou Tofail, quartier Palmier - Casablanca
  - Jaybo SARL : 3, route d'El Jadida, lot Fadloullah 1, Hay Erraha – Casablanca
  - LGMC SA : 3, route d'El Jadida, lot Fadloullah 1, Hay Erraha - Casablanca

**PARTIE 1 : ATTESTATIONS ET COORDONNÉES**

---

**1. LE GÉRANT DE MUTANDIS SCA**

Dénomination ou raison sociale	Mutandis SCA
Représentant légal	Mugest SARL, représentée par M. Adil Douiri
Fonction	Gérant
Adresse	5/7, rue Ibnou Tofail, quartier Palmier – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.98.43.88
Numéro de télécopie	05.22.98.34.60
Adresse électronique	<a href="mailto:nbenkirane@mutandis.com">nbenkirane@mutandis.com</a>

**Attestation**

Objet : Offre Publique de Retrait de LGMC SA

Le gérant de Mutandis SCA atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires de LGMC SA pour fonder leur jugement sur l'Opération envisagée. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

**Mugest SARL**  
Gérant  
Représentée par M. Adil Douiri

**2. LE GÉRANT DE JAYBO SARL**

Dénomination ou raison sociale	Jaybo SARL
Représentant légal	M. Karim Ayouche
Fonction	Gérant
Adresse	3, route d'El Jadida, lot Fadloullah 1, Hay Erraha - Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.77.72.90
Numéro de télécopie	05.22.98.43.36
Adresse électronique	<a href="mailto:kay@lgmcindustries.com">kay@lgmcindustries.com</a>

**Attestation**

Objet : Offre Publique de Retrait de LGMC SA

Le gérant de Jaybo SARL atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires de LGMC SA pour fonder leur jugement sur l'Opération envisagée. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

**M. Karim Ayouche**  
Gérant

### 3. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LGMC SA

#### 3.1 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LGMC SA

Dénomination ou raison sociale	LGMC SA
Représentant légal	M. Mohamed El Jamali
Fonction	Président du Conseil d'Administration
Adresse	3, route d'El Jadida, lot Fadloullah 1, Hay Erraha - Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.77.72.90
Numéro de télécopie	05.22.98.43.23
Adresse électronique	<a href="mailto:news@lgmcindustries.com">news@lgmcindustries.com</a>

#### Attestation

Objet : Offre Publique de Retrait de LGMC SA

Le Président du Conseil d'Administration de LGMC SA atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires de LGMC SA pour fonder leur jugement sur l'Opération envisagée. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

**M. Mohamed El Jamali**  
Président du Conseil d'Administration

#### 3.2 LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LGMC SA

Dénomination ou raison sociale	LGMC SA
Représentant légal	M. Karim Ayouche
Fonction	Directeur Général
Adresse	3, route d'El Jadida, lot Fadloullah 1, Hay Erraha - Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.77.72.90
Numéro de télécopie	05.22.98.43.23
Adresse électronique	<a href="mailto:kay@lgmcindustries.com">kay@lgmcindustries.com</a>

#### Attestation

Objet : Offre Publique de Retrait de LGMC SA

Le Directeur Général de LGMC SA atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux actionnaires de LGMC SA pour fonder leur jugement sur l'Opération envisagée. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

**M. Karim Ayouche**  
Directeur Général

#### 4. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE MUTANDIS SCA

##### Coordonnées des Commissaires aux Comptes

Dénomination ou raison sociale	A. Saadi et Associés
Représentant légal	M. Nawfal Amar
Adresse	4, place Maréchal – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.27.99.16
Numéro de télécopie	05.22.22.10.24
Date du 1 <sup>er</sup> exercice soumis au contrôle	2008
Date d'expiration du mandat actuel	AGO qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011
Dénomination ou raison sociale	Fidaroc Grant Thornton
Représentant légal	M. Faiçal Mekouar
Adresse	47, rue Allal Ben Abdellah – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.54.48.80
Numéro de télécopie	05.22.29.66.70
Date du 1 <sup>er</sup> exercice soumis au contrôle	2008
Date d'expiration du mandat actuel	AGO qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011

##### Attestation des Commissaires aux Comptes relative aux comptes sociaux de Mutandis SCA pour l'exercice clos le 31 décembre 2008

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2008 tels que audités par nos soins.

##### Rapport général des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2008

Conformément à la mission qui nous a été confiée par la société, nous avons effectué l'audit des états de synthèse de la société Mutandis SCA, comprenant le bilan et le compte de produits et charges clos le 31 décembre 2008. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 554.332.351,42 dirhams compte tenu d'une perte de 28.417.648,58 dirhams.

##### *Responsabilité de la direction*

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

*Responsabilité de l'Auditeur*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

*Opinion sur les états de synthèse*

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Mutandis au 31 décembre 2008 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

*Vérifications et informations spécifiques*

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du gérant destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que complétée et modifiée par la loi 20-05, nous portons à votre connaissance que la société Mutandis a :

- ✓ Pris une participation dans la société Distr SA à hauteur de 68% soit un investissement au 31 décembre 2008 de 82,848 kDh ;
- ✓ Créé la filiale Financière First SARL à hauteur de 99,9% soit un investissement de 100 kDh ;
- ✓ Créé la filiale Fenyadi SARL à hauteur de 99,9% soit un investissement de 100 kDh.

**Casablanca, le 20 février 2009**

**M. Faïçal Mekouar**  
Gérant Associé  
Fidaroc Grant Thornton

**M. Nawfal Amar**  
Associé  
A. Saaidi et Associés

## 5. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE LGMC SA

### Coordonnées des Commissaires aux Comptes

Dénomination ou raison sociale	Fidumac
Représentant légal	Mohamed Touhlali – Gérant Associé
Adresse	89, rue Chaouia – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.26.37.41
Numéro de télécopie	05.22.26.16.79
Date du 1 <sup>er</sup> exercice soumis au contrôle	1974
Date d'expiration du mandat actuel	AGO qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012
Dénomination ou raison sociale	Pierre Nectoux
Représentant légal	Pierre Nectoux – Expert Comptable
Adresse	29, rue El Yarmouk, Hay Essalam – Casablanca
Date du 1 <sup>er</sup> exercice soumis au contrôle	1974
Date d'expiration du mandat actuel	AGO qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012

### Attestation des Commissaires aux Comptes relative aux comptes sociaux de LGMC SA pour les exercices clos les 31 mars 2007, 2008 et 2009

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse audités par nos soins.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse sociaux des exercices clos aux 31 mars 2007, 2008 et 2009 tels que audités par nos soins.

### Rapport général des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 mars 2007

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse de la société Les Grandes Marques et Conserveries Chérifiennes Réunies au 31 mars 2007, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres de 178.044.340,40 dirhams dont un bénéfice net de 19.745.685.60 dirhams ont été arrêtés par le conseil d'administration. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par le conseil d'administration ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

*Opinion sur les états de synthèse*

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société LGMC SA au 31 mars 2007 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que la société a fait l'objet d'un contrôle fiscal et a reçu une notification de redressement. La société a contesté ces redressements et saisi la commission locale de taxation. A ce stade de la procédure, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le dénouement de ce contrôle fiscal et sur ses conséquences financières pour la société.

*Vérifications et informations spécifiques*

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

**Casablanca, le 16 juillet 2007**

**M. Mohamed Touhlali**  
Gérant Associé – Fidumac

**M. Pierre Nectoux**  
Expert comptable

**Rapport général des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 mars 2008**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse sociaux de la société Les Grandes Marques et Conserveries Chérifiennes Réunies au 31 mars 2008, lesquels comprennent le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à cette date. Ces états de synthèse qui font ressortir un montant de capitaux propres de 201.826.412,37 dirhams dont un bénéfice net de 32.021.751,97 dirhams ont été arrêtés par le conseil d'administration. Notre responsabilité consiste à émettre une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession. Ces normes requièrent qu'un tel audit soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit comprend l'examen, sur la base de sondages, des documents justifiant les montants et informations contenus dans les états de synthèse. Un audit comprend également une appréciation des principes comptables utilisés, des estimations significatives faites par le conseil d'administration ainsi que de la présentation générale des comptes. Nous estimons que notre audit fournit un fondement raisonnable de notre opinion.

**Opinion sur les états de synthèse**

La société a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre des exercices 1999 à 2003 qui ne s'est pas encore dénoué à ce jour. La société a réfuté la totalité des redressements notifiés et se trouve toujours dans l'attente de l'examen du dossier par la commission nationale, de ce fait, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le dénouement de ce contrôle fiscal et ses conséquences.

A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états financiers de la situation décrite ci-dessus, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société LGMC SA au 31 mars 2008 ainsi que du résultat de ses opérations et de l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables admis au Maroc.

*Vérifications et informations spécifiques*

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

**Casablanca, le 2 juillet 2008**

**M. Mohamed Touhlali**  
Gérant Associé – Fidumac

**M. Pierre Nectoux**  
Expert comptable

**Rapport général des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 mars 2009**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des états de synthèse sociaux de la société LGMC SA, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2009. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres de 168.278.384,35 dirhams dont une perte de 8.828.988,02 dirhams.

*Responsabilité de la Direction*

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

*Responsabilité de l'Auditeur*

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

*Opinion sur les états de synthèse*

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société LGMC SA au 31 mars 2009 conformément aux principes comptables admis au Maroc.

*Vérifications et informations spécifiques*

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

**Casablanca, le 14 juillet 2009**

**M. Mohamed Touhlali**  
Gérant Associé – Fidumac

**M. Pierre Nectoux**  
Expert comptable

**Attestation des Commissaires aux Comptes relative aux comptes semestriels aux 30 septembre 2008 et 2009**

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les comptes aux 30 septembre 2008 et 2009, objet de notre examen limité.

Votre Société a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'impôt sur les sociétés (IS) et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ainsi que l'impôt sur les revenus (IR) pour les exercices 1999 à 2003. Contestant la quasi-totalité du redressement notifié, la Société s'est pourvue devant la commission nationale de taxation. A ce stade, et compte tenu de l'avancement des procédures en cours, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le dénouement de ce contrôle fiscal.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les comptes semestriels, aux 30 septembre 2008 et 2009, objet de l'examen limité précité.

**Revue limitée des commissaires aux comptes relative aux comptes semestriels au 30 septembre 2008**

En exécution de la mission prévue par l'article 17 du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993 modifié et complété par la loi n° 23-01, nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du bilan, du compte de produits et charges de la société LGMC SA, couvrant la période du 1<sup>er</sup> avril 2008 au 30 septembre 2008.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Votre société a fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'impôt sur les sociétés (IS) et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ainsi que l'impôt sur les revenus (IR) pour les exercices 1999 à 2003. Contestant la quasi-totalité des redressements notifiés, la société s'est pourvue devant la commission nationale de taxation. A ce stade, compte tenu de l'avancement des procédures en cours, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur le dénouement de ce contrôle fiscal.

Sur la base de notre examen limité, et à l'exception du point ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits susceptibles d'entacher, de manière significative, la sincérité des informations contenues dans lesdits documents.

**Casablanca, le 2 décembre 2008**

**M. Mohamed Touhlali**  
Gérant Associé – Fidumac

**M. Pierre Nectoux**  
Expert comptable

**Revue limitée des commissaires aux comptes relative aux comptes semestriels au 30 septembre 2009**

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de LGMC SA comprenant le

bilan et le compte de produits et charges relatifs à la période du 1<sup>er</sup> avril 2009 au 30 septembre 2009. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 176.220.443,65 dirhams dont un bénéfice net de 7.942.059,30 dirhams, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société arrêtés au 30 septembre 2009, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

**Casablanca, le 7 décembre 2009**

**M. Mohamed Touhlali**  
Gérant Associé – Fidumac

**M. Pierre Nectoux**  
Expert comptable

## 6. L'ORGANISME CONSEIL

Organisme conseil	CFG Finance
Représentant légal	Mme Souad Benbachir
Fonction	Associée Gérant
Numéro de téléphone	05.22.48.82.62
Numéro de télécopie	05.22.99.24.80
Adresse électronique	s.benbachir@cfgmorocco.com

### Attestation de l'Organisme Conseil

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier des sociétés LGMC SA, Mutandis SCA et Jaybo SARL à travers :

- ✓ Les commentaires, analyses et statistiques fournis par le management de LGMC SA, de Mutandis SCA et de Jaybo SARL, et recueillis lors des diligences effectuées auprès de ces sociétés selon les standards de la profession, afin de nous assurer de la sincérité des informations contenues dans la présente note ;
- ✓ Les liasses fiscales et comptables de LGMC SA et Jaybo SARL pour les trois derniers exercices clos ;
- ✓ Les comptes semestriels de LGMC SA pour les exercices clos aux 30 septembre 2008 et 2009 ;
- ✓ La revue limitée des commissaires aux comptes pour les exercices clos aux 30 septembre 2008 et 2009 ;
- ✓ La liasse fiscale et comptable de Mutandis SCA pour le dernier exercice clos ;
- ✓ Les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires et extraordinaires de LGMC SA et Jaybo SARL, pour les trois derniers exercices clos et les assemblées générales ordinaires et extraordinaires de ces sociétés pour l'exercice en cours ;
- ✓ Les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires et extraordinaires de Mutandis SCA pour le dernier exercice clos et pour l'exercice en cours ;
- ✓ Les procès-verbaux du conseil d'administration de LGMC SA et des réunions de gérance de Jaybo SARL pour les trois derniers exercices clos ainsi que pour l'exercice en cours ;
- ✓ Les procès-verbaux de réunions de gérance, du conseil de surveillance ainsi que les rapports du conseil de surveillance à l'assemblée générale de Mutandis SCA pour le dernier exercice clos et pour l'exercice en cours ;
- ✓ Les rapports des commissaires aux comptes de LGMC SA et les rapports spéciaux des commissaires aux comptes pour les trois derniers exercices clos ;
- ✓ Le rapport des commissaires aux comptes de Mutandis SCA et le rapport spécial des commissaires aux comptes pour le dernier exercice clos ;
- ✓ Le rapport de l'évaluateur indépendant ;
- ✓ Les prévisions établies par les organes de direction et de gestion de LGMC SA.

CFG Finance est une filiale détenue directement par CFG Group, qui détient une participation dans Mutandis SCA, initiateur de la présente offre. Par ailleurs, l'un des associés commanditaires de Mutandis SCA, M. Adil Douiri, est également actionnaire de CFG Group. En conséquence, nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

La préparation de cette note d'information a été effectuée conformément aux règles et usages internes en vigueur au sein de CFG Finance.

**Mme Souad Benbachir**  
Associée Gérant

## 7. LE CONSEIL JURIDIQUE

### Coordonnées du Conseiller Juridique

Dénomination ou raison sociale	<b>Cabinet Naciri &amp; Associés / Gide Loyrette Nouel</b>
Représentant légal	Me. Hicham Naciri
Fonction	Associé
Adresse	63, Bd Moulay Youssef – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.27.46.28
Numéro de télécopie	05.22.27.30.16
Adresse électronique	<a href="mailto:naciri@gide.com">naciri@gide.com</a>

### Attestation du Conseiller Juridique

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de LGMC SA, de Mutandis SCA et de Jaybo SARL, et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

**Me. Hicham Naciri**  
Associé / Avocat aux barreaux de Casablanca et de Paris

## 8. LE GARANT IRRÉVOCABLE

Dénomination ou raison sociale	Mutandis SCA
Représentant légal	Mugest SARL, représentée par Adil Douiri
Fonction	Gérant
Adresse	5/7, rue Ibnou Tofail, quartier Palmier – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.98.43.88
Numéro de télécopie	05.22.98.34.60
Adresse électronique	<a href="mailto:nbenkirane@mutandis.com">nbenkirane@mutandis.com</a>

### Attestation

Le gérant de Mutandis SCA garantit la teneur et le caractère irrévocable de l'engagement pris par les Initiateurs de l'Opération.

### **Caractéristiques de l'Offre Publique de retrait :**

- Nombre de titres concernés et prix unitaires :
  - ✓ 49 860 actions au prix unitaire de 424 dirhams
  - ✓ 287 droits d'attribution relatifs à l'augmentation de capital réalisée en 1999 au prix unitaire de 1 272 dirhams
  - ✓ 1 725 droits d'attribution relatifs à l'augmentation de capital réalisée en 2006 au prix unitaire de 283 dirhams
- Durée de l'offre : du 10 février au 5 mars 2010.

**9. L'ÉVALUATEUR INDÉPENDANT**

Dénomination ou raison sociale	Mazars Masnaoui
Représentant légal	M. Naoufal El Khatib
Fonction	Associé Directeur
Adresse	104 bis, Bd Abdelmoumen - Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.23.81.90
Numéro de télécopie	05.22.23.82.37
Adresse électronique	<a href="mailto:naoufal.elkhatib@mazars.ma">naoufal.elkhatib@mazars.ma</a>

**Attestation de l'Évaluateur indépendant**

Dans le contexte de l'opération envisagée et après avoir mis en oeuvre toutes les diligences nécessaires pour apprécier la valorisation retenue, les prix proposés de 424 dirhams par action de la Société, de 1.272 dirhams par droit d'attribution émis à l'occasion de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale des actionnaires du 7 juin 1999 et de 283 dirhams par droit d'attribution émis à l'occasion de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale des actionnaires du 4 juillet 2006, nous apparaissent équitables pour les actionnaires minoritaires de la Société. Ces prix ont été établis selon des méthodes d'évaluation pertinentes et usuellement retenues. Les critères utilisés dans lesdites méthodes sont connus, exacts, objectifs, significatifs et multiples.

**M. Naoufal El Khatib**  
Associé Directeur

**10. LE RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE DE MUTANDIS SCA**

Pour toute information et communication financière, prière de contacter :

Dénomination ou raison sociale	Mutandis SCA
Représentant de la communication	M. Amine Lahlou
Fonction	Directeur administratif et financier
Adresse	5/7, rue Ibnou Tofail, quartier Palmier – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.98.43.88
Numéro de télécopie	05.22.98.34.60
Adresse électronique	<a href="mailto:alahlou@mutandis.com">alahlou@mutandis.com</a>

**11. LE RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE DE JAYBO SARL**

Pour toute information et communication financière, prière de contacter :

Dénomination ou raison sociale	Jaybo SARL
Représentant de la communication	M. Karim El Jamali
Fonction	Directeur administratif et financier
Adresse	3, route d'El Jadida, lot Fadloulah 1, Hay Erraha - Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.77.72.90
Numéro de télécopie	05.22.98.43.23
Adresse électronique	<a href="mailto:eljk@lgmcindustries.com">eljk@lgmcindustries.com</a>

**12. LE RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE DE LGMC SA**

Pour toute information et communication financière, prière de contacter :

Dénomination ou raison sociale	LGMC Industries SA
Représentant de la communication	M. Karim El Jamali
Fonction	Directeur financier et administratif
Adresse	3, route d'El Jadida, lot Fadloulah 1, Hay Erraha – Casablanca
Numéro de téléphone	05.22.77.72.99
Numéro de télécopie	05.22.98.43.23
Adresse électronique	<a href="mailto:eljk@lgmcindustries.com">eljk@lgmcindustries.com</a>

**PARTIE 2 : PRÉSENTATION DE L'OPÉRATION**

---

## 1. CADRE DE L'OPÉRATION

### 1.1 CONTEXTE DE L'OPÉRATION

En date du 17 décembre 2009, Mutandis SCA a acquis 466.916 actions représentant 51% du capital et des droits de vote de LGMC SA.

Lesdites actions ont été acquises auprès des actionnaires suivants :

Actionnaires cédants	Nombre d'actions cédées	En % du capital et des droits de vote	Prix de cession (en Dh / action)
M. Karim Ayouche	284 969	31,1%	424
Mme Leila Ayouche	44 668	4,9%	424
M. Abdelkrim El Jamali	68 205	7,4%	424
M. Mohamed El Jamali	63 909	7,0%	424
Mme Kenza Bourquia	5 165	0,6%	424
<b>Total</b>	<b>466 916</b>	<b>51,0%</b>	

A la suite de cette opération, Mutandis SCA et Jaybo SARL, société détenue par les actionnaires et dirigeants historiques de LGMC SA, ont conclu en date du 17 décembre 2009 un pacte d'actionnaires ayant pour objet de définir les termes et les conditions de leur participation aux organes de direction et de fixer les droits et obligations attachés à leur qualité d'actionnaires. Ce pacte d'actionnaires a également pour objectif de régir le cadre de leur partenariat au sein de LGMC SA dans lequel les actionnaires et dirigeants historiques de LGMC SA apporteraient leur expertise opérationnelle du métier, et Mutandis SCA apporterait son expertise en termes de réflexion stratégique et son soutien financier dans le cadre des éventuels futurs projets de développement de LGMC SA. En conséquence de la signature de ce pacte, Mutandis SCA et Jaybo SARL détiennent conjointement et de concert 94,3% du capital et des droits de vote de LGMC SA.

Enfin et compte tenu du fait que la cotation en bourse de LGMC SA, qui résulte d'une situation historique, ne répond pas à un besoin stratégique de la Société et de ses actionnaires majoritaires, et considérant le fait que l'action LGMC SA souffre d'un manque de liquidité associé à une faible visibilité au sein de la cote de la Bourse de Casablanca eu égard à la faible couverture du titre par les analystes financiers de la place, Mutandis SCA et Jaybo SARL ont décidé d'initier la procédure de radiation des titres LGMC SA de la Bourse de Casablanca et d'initier, en conséquence, une Offre Publique de Retrait sur les titres LGMC SA.

## 1.2 CADRE LÉGAL

En conséquence du franchissement à la hausse du seuil de 40% des droits de vote de la Société par Mutandis SCA, cette dernière et Jaybo SARL, agissant de concert, ont l'obligation de déposer une Offre Publique d'Achat (OPA), conformément aux dispositions de l'article 18 du dahir n° 1-04-21 du 1<sup>er</sup> Rabii I 1425 (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n° 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier telle que modifiée et complétée par la loi n° 46-06 et de l'arrêté du Ministère des Finances et de la Privatisation n° 1874-04 du 11 ramadan 1425 (25 octobre 2004) fixant le pourcentage des droits de vote qui oblige son détenteur à procéder à une OPA.

Toutefois, dans la mesure où la radiation des titres de LGMC SA a été décidée le jour du franchissement du seuil susvisé de 40% des droits de vote de la Société et que ladite radiation entraîne l'obligation de déposer une Offre Publique de Retrait (OPR), conformément aux dispositions de l'article 20 bis du dahir n° 1-04-21 du 1<sup>er</sup> Rabii I 1425 (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n° 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier telle que modifiée et complétée par la loi n° 46-06, les Initiateurs ont déposé auprès du CDVM le 17 décembre 2009 une offre publique de retrait visant les titres de la société LGMC SA.

L'article 6 du Dahir n° 1-04-21 du 1<sup>er</sup> Rabii I 1425 du (21 avril 2004) portant promulgation de la loi n°26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier, tel que modifié et complété, définit l'offre publique de retrait comme étant la procédure qui permet aux personnes physiques ou morales, détenant, seules ou de concert au sens de l'article 10 du même dahir, la majorité des droits de vote d'une société dont les titres sont inscrits à la cote, de faire connaître publiquement qu'elles se proposent de racheter des titres, visés à l'article 2 du même dahir, de ladite société, afin de permettre aux personnes physiques ou morales détenant des titres de cette société et n'appartenant pas au groupe précité de se retirer du capital social de ladite société.

Le conseil d'administration de LGMC SA, qui s'est tenu le 17 décembre 2009, a décidé le principe de la radiation des titres de LGMC SA de la cote de Bourse de Casablanca et a décidé, en conséquence, d'initier une offre publique de retrait sur les titres de LGMC SA de la Bourse de Casablanca.

Le projet d'offre publique de retrait sur LGMC SA a été déposé auprès du CDVM le 17 décembre 2009. L'avis de recevabilité a été publié le 31 décembre 2009.

Suite au dépôt de la présente offre publique de retrait auprès du CDVM, l'action LGMC SA a été suspendue de la cotation le 21 décembre 2009. La reprise de la cotation a eu lieu le 4 janvier 2010.

### 1.3 RECONFIGURATION DU CAPITAL DE LGMC SA

#### Actionnariat avant OPR – au 31 décembre 2009

Actionnaires	Adresse	En % du capital et des droits de vote	
		Nb. de titres détenues	
Jaybo SARL	37 rue des Aït Ba Amrane, Casablanca	396 733	43,3%
Mutandis	5/7, rue Ibnou Tofail, quartier Palmier - Casablanca	466 916	51,0%
Flottant	-	51 871	5,7%
<i>Actions</i>		49 860	5,4%
<i>Droits d'attribution (3 pour 1)</i>		287	0,1%
<i>Droits d'attribution (2 pour 3)</i>		1 725	0,1%
<b>Total</b>	-	<b>915 520</b>	<b>100,0%</b>

Source : LGMC SA

#### Actionnariat après OPR<sup>1</sup>

Actionnaires	Adresse	En % du capital et des droits de vote	
		Nombre d'actions détenues	
Jaybo SARL	37 rue des Aït Ba Amrane, Casablanca	396 733	43,3%
Mutandis SCA	5/7, rue Ibnou Tofail, quartier Palmier - Casablanca	518 787	56,7%
Flottant	-	-	-
<b>Total</b>		<b>915 520</b>	<b>100,0%</b>

Source : LGMC SA

#### Évolution de l'actionnariat



<sup>1</sup> Sous réserve du succès total de l'opération, soit le rachat de la totalité du flottant actuel par les Initiateurs.

**1.4 ACCORDS POUVANT AVOIR UNE INCIDENCE SUR L'OFFRE**

Il n'y a, à la connaissance des Initiateurs et de la Société, aucun accord pouvant avoir une incidence sur l'offre. Les Initiateurs détiennent conjointement 94,3% du capital de LGMC SA.

**1.5 AUTORISATIONS**

Le CDVM a soumis en date du 21 décembre 2009 le projet d'offre publique de retrait au Ministère des Finances et de la Privatisation, qui n'a pas formulé d'objections au projet.

**1.6 DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LGMC SA**

Le conseil d'administration de LGMC SA, qui s'est tenu le 17 décembre 2009, a décidé le principe de la radiation des titres de LGMC SA de la cote de Bourse de Casablanca et a décidé, en conséquence, d'initier une offre publique de retrait sur les titres de LGMC SA de la Bourse de Casablanca.

## **2. OBJECTIFS DE L'OPÉRATION**

### **2.1 MOTIFS DE L'OPÉRATION**

Compte tenu du fait que la cotation en bourse de LGMC SA, qui résulte d'une situation historique, ne répond pas à un besoin stratégique de la Société et de ses actionnaires majoritaires, et considérant le fait que l'action LGMC SA souffre d'un manque de liquidité associé à une faible visibilité au sein de la cote de la Bourse de Casablanca eu égard à la faible couverture du titre par les analystes financiers de la place, Mutandis SCA et Jaybo SARL ont décidé de radier les titres LGMC SA de la Bourse de Casablanca et d'initier, en conséquence, une Offre Publique de Retrait sur les titres LGMC SA, afin d'offrir une opportunité aux actionnaires minoritaires d'apporter leurs titres.

Étant donnée la faible part en capital constituant le flottant en bourse, il n'y aura pas de changements significatifs relatifs à la stratégie de développement de LGMC SA suite à la présente offre publique de retrait. En effet, les Initiateurs de l'offre détiennent conjointement, directement, 94,3% du capital de LGMC SA.

Cette offre porte sur l'acquisition de tous les titres LGMC SA constituant le flottant en Bourse, soit 49 860 actions au prix unitaire de 424 dirhams, 287 droits d'attribution de 1999 au prix unitaire de 1.272 dirhams et 1.725 droits d'attribution de 2006 au prix unitaire de 283 dirhams.

### **2.2 MODALITÉS DE FINANCEMENT**

Concernant les titres visés par la présente Opération, Mutandis SCA se portera acquéreur des actions constituant le flottant en bourse. Mutandis SCA dispose des fonds nécessaires en vue de financer l'Opération en numéraire.

## **3. INTENTIONS DES INITIATEURS**

Les Initiateurs envisagent de conserver les titres LGMC SA qu'ils détiennent et ceux qu'ils pourront acquérir dans le cadre de la présente Opération.

Suite à cette Opération, la société LGMC SA demandera la radiation de ses titres de la Bourse de Casablanca.

## **4. LIENS ENTRE LGMC ET LES INITIATEURS**

Mutandis SCA détient directement 51% du capital de LGMC SA, qui lui octroie 51% des droits de vote. Cette participation augmentera à 56,7% maximum à l'issue de cette offre publique de retrait.

Jaybo SARL détient directement 43,3% du capital de LGMC SA, qui lui octroie 43,3% des droits de vote.

D'un commun accord avec Jaybo SARL, Mutandis SCA se porte acquéreur unique des titres visés dans le cadre de ladite Opération.

## **5. STRUCTURE DE L'OFFRE**

### **5.1 NOMBRE DE TITRES VISÉS PAR L'OPR**

L'OPR portera sur la totalité du capital flottant à la bourse de Casablanca de LGMC SA, soit 49 860 actions représentant 5,4% du capital, 287 droits d'attribution de 1999 représentant 0,1% du capital et 1 725 droits d'attribution de 2006 représentant 0,1% du capital..

### **5.2 PRIX DE L'OFFRE**

Les Initiateurs offrent aux actionnaires de LGMC SA d'acquérir leurs titres aux conditions de prix unitaires suivantes :

- ✓ Actions : 424 dirhams ;
- ✓ Droits d'attribution de 1999 : 1 272 dirhams ;
- ✓ Droits d'attribution de 2006 : 283 dirhams.

### **5.3 DATE DE JOUISSANCE DES ACTIONS OBJET DE L'OPR**

1<sup>er</sup> avril 2009

### **5.4 MONTANT GLOBAL DE L'OPÉRATION**

L'OPR porte sur un montant global maximum de 21 993 879 dirhams.

### **5.5 DATE D'OUVERTURE DE L'OFFRE**

Le 10 février 2010

### **5.6 DATE DE CLÔTURE DE L'OFFRE**

Le 5 mars 2010

### **5.7 DURÉE DE L'OFFRE**

L'offre au prix unitaire de 424 dirhams par action, 1.272 dirhams par droit d'attribution de 1999 et de 283 dirhams par droit d'attribution de 2006 est valable pendant la durée de l'offre comprise entre la date d'ouverture et la date de clôture de l'opération objet de la présente note d'information.

### **5.8 SEUIL DE RENONCIATION**

Dans le cadre de cette opération, aucun seuil de renonciation à l'offre n'est prévu par les Initiateurs. Mutandis SCA s'engage en effet à acquérir de manière ferme et irrévocable la totalité des titres apportés par les actionnaires minoritaires de LGMC SA dans le cadre de l'OPR et qui seront intégralement servis.

### **5.9 DATE DE REGLEMENT**

Le 22 mars 2010

### **5.10 ORGANISME CHARGÉ DE LA CENTRALISATION DES TITRES**

L'organisme chargé de la centralisation des titres est CFG Marchés.

## 6. ÉLÉMENTS D'APPRECIATIONS DU PRIX DE L'OFFRE

La valorisation de LGMC SA telle que décrite dans la présente note d'information a été réalisée par CFG Finance en sa qualité de Conseiller Financier et revue par le cabinet Mazars Masnaoui en sa qualité d'Évaluateur indépendant.

Le prix proposé par les Initiateurs de la présente offre est le suivant :

- ✓ 424 dirhams par action, soit le prix payé par Mutandis SCA le 17 décembre 2009 pour l'acquisition de 51% du capital de LGMC SA ;
- ✓ 1 272 dirhams par droit d'attribution de 1999 ;
- ✓ 283 dirhams par droit d'attribution de 2006.

Dans le cadre de la présente opération, CFG Finance a procédé à des travaux de valorisation de LGMC SA sur la base des méthodes suivantes :

- ✓ La méthode d'actualisation des flux futurs (Discounted Cash Flows ou DCF) ;
- ✓ L'évaluation sur la base de la dernière transaction intervenue en décembre 2009 sur le capital de LGMC SA ;
- ✓ L'analyse des cours boursiers du titre LGMC SA.

La méthode de valorisation par les multiples boursiers a été volontairement écartée. En effet, cette méthode repose sur la constitution d'un échantillon de sociétés cotées comparables qui présentent les mêmes caractéristiques sectorielles et d'exploitation (niveau de rentabilité économique, croissance attendue...) et dont les titres doivent être liquides. Ces conditions n'étant pas réunies pour LGMC SA, cette méthode n'a pas été retenue.

### 6.1 ÉVALUATION PAR LA MÉTHODE DCF

La méthode d'actualisation des cash-flows futurs consiste à déterminer la Valeur d'Entreprise comme la somme actualisée, au coût moyen pondéré du capital (« CMPC »), des flux futurs générés par ses actifs et de la valeur terminale.

La valeur terminale est calculée par actualisation à l'infini du cash-flow libre normatif estimé à l'issue de l'horizon de prévision, prenant en compte un taux de croissance perpétuel déterminé en fonction de l'environnement général de la société et de son secteur.

La valeur des fonds propres est obtenue en retranchant l'endettement net de la valeur d'entreprise.

#### 6.1.1 PRINCIPALES HYPOTHÈSES RETENUES

##### Cash-flow libres opérationnels

Les cash-flow libres découlent du plan d'affaires sur la période allant du 1<sup>er</sup> avril 2009 au 31 mars 2014 communiqué par le management de la Société et détaillé au niveau de la partie « Perspectives » de la présente note d'information.

##### Taux d'actualisation

Le CMPC correspond à l'exigence de rentabilité des pourvoyeurs de fonds de la société. Il est calculé à partir de la formule suivante :

$$CMPC = C_{fp} \times \frac{FP}{(D + FP)} + C_d \times (1 - IS) \times \frac{D}{(D + FP)}$$

Où	$C_{fp}$	Coût des fonds propres
	FP	Fonds propres
	D	Endettement net

$C_d \times (1-IS)$  Coût de la dette après impôts

Le coût des fonds propres est calculé de la manière suivante :

$$C_{fp} = R_f + \beta \times (R_M - R_f)$$

Où  $R_f$  Taux sans risque (Bons du Trésor 5 ans), soit 3,79%  
 $\beta$  Bêta endetté de 1,4 calculé sur la base d'un bêta désendetté de 1,0  
 $R_M$  Taux de rentabilité du marché de 10,8%

En prenant en compte une structure financière cible de 65% (endettement net / (endettement net + fonds propres) et d'un coût de la dette après impôts de 4,9%, le CMPC de la Société ressort à 10,6%.

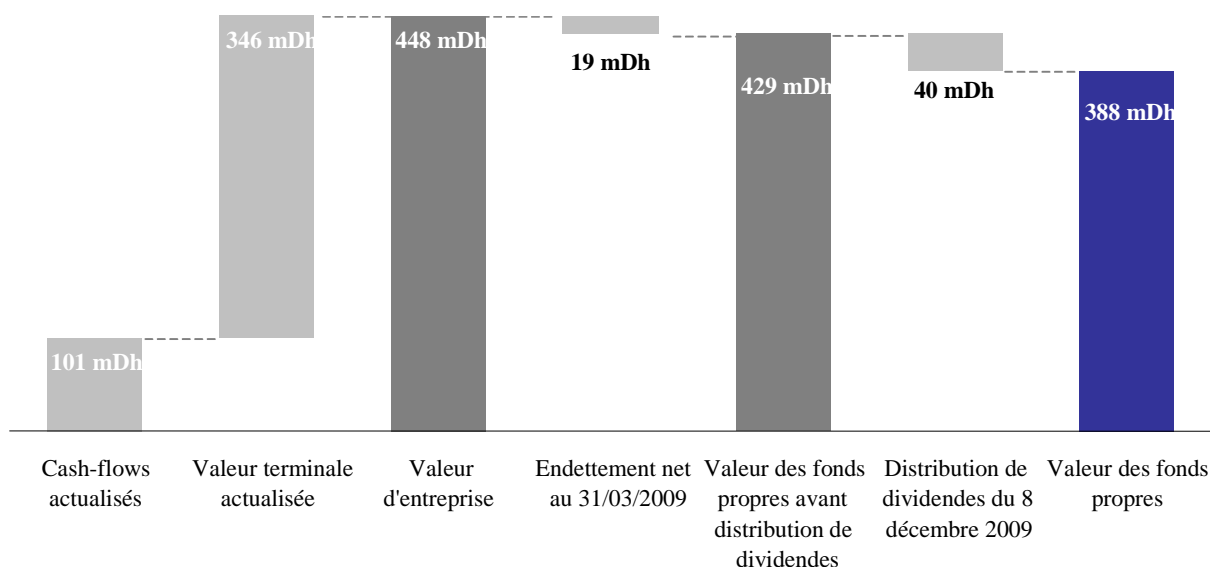
### Taux de croissance perpétuelle

Le taux de croissance perpétuelle retenu pour le calcul de la valeur terminale est de 3% et correspond au taux de croissance estimé du PIB.

#### 6.1.2 SYNTHÈSE DE L'ÉVALUATION PAR LA MÉTHODE DCF

La valeur des fonds propres de LGMC SA s'établit à 429 millions dirhams avant la distribution de dividendes intervenue le 8 décembre 2009 soit 468 dirhams par action et 388 millions de dirhams après cette distribution de dividendes, soit une valeur par action de 424 dirhams. La distribution de dividendes intervenue le 8 décembre 2009 a effectivement portée sur un montant de 40,2 mDh.

#### Synthèse de la valorisation par la méthode DCF



Source : CFG Finance

#### 6.2 TRANSACTION DE RÉFÉRENCE

La cession par le bloc majoritaire de 51% du capital de LGMC SA à Mutandis SCA, qui a eu lieu le 17 décembre 2009, constitue une transaction de référence essentielle pour l'appréciation du prix de la présente offre. Le prix de cession retenu lors de cette transaction est de 424 dirhams par action.

La méthode retenue pour l'évaluation du prix de cette transaction est l'actualisation des *cash-flows* futurs, dite méthode « DCF », sachant que le prix offert pour l'acquisition d'un bloc de contrôle comprend usuellement une prime de contrôle.

### 6.3 ÉVALUATION PAR LA MÉTHODE DES COURS BOURSIERS

#### ✓ Actions

Cette méthode consiste en l'analyse de l'évolution des cours de l'action LGMC SA sur 24 mois.

La valorisation retenue est la médiane des moyennes pondérées des cours sur le dernier mois, les 3 derniers mois, les 6 derniers mois, les 12 derniers mois et les 24 derniers mois.

Les cours boursiers présentés ci-dessous s'entendent avant distribution de dividendes intervenue le 8 décembre 2009 pour un montant de 40 mDh soit 44 dirhams par action.

Cours boursier LGMC SA	Cours moyen pondéré (en Dh/action)
Cours au 1er décembre 2009	350
Moyenne 1 mois	347
Moyenne 3 mois	347
Moyenne 6 mois	348
Moyenne 12 mois	345
Moyenne 24 mois	377
<b>Médiane des moyennes</b>	<b>347</b>

#### ✓ Droits d'attribution

Les droits d'attribution de LGMC SA relatifs à l'augmentation de capital de 1999 n'ont pas cotés au cours des 24 derniers mois. Le prix de référence de ces droits au 1<sup>er</sup> décembre est de 1.050 dirhams (source : Bloomberg).

Les droits d'attribution relatifs à l'augmentation de capital de 2006 ont cotés à deux reprises lors des 24 derniers mois, respectivement à 220 dirhams (15 septembre 2009) et 250 dirhams (14 janvier 2010) (source : Bloomberg).

Au 1<sup>er</sup> décembre 2009, les prix de référence de ces droits sont les suivants :

Titres LGMC SA	Prix de référence au 1er décembre 2009 (en Dh)
Droit d'attribution 1999 (3 pour 1)	1050
Droit d'attribution 2006 (2 pour 3)	233

Source : Bloomberg

#### 6.4 SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

La valeur des fonds propres retenue dans le cadre de l'opération de 388 millions de dirhams correspond à la valeur retenue dans le cadre de la transaction de référence et découlant de la méthode dite « DCF ». Cette valeur prend en compte la distribution de réserves de 40 mDh intervenue en décembre 2009. Avant prise en compte de cette distribution de réserves, la valeur des fonds propres ressort à 429 mDh, soit 468 dirhams par action.

	Valeur par action coupon attaché (en dirhams)	Prime par rapport au prix retenu coupon attaché
Méthode DCF	468,1	0%
Transaction de référence	468,1	0%
Moyenne des cours boursiers	347,1	35%
Cours boursier au 1er décembre 2009	350,0	34%
<b>Prix par action</b>	<b>468,1</b>	<b>arrondi à 468</b>

Le prix retenu dans le cadre de l'opération est le prix maximal des différentes méthodes et offre une prime de 35% par rapport au cours boursier moyen de LGMC SA et de 34% par rapport au cours boursier au 1<sup>er</sup> décembre 2009. Ce prix s'entend avant détachement du coupon de 44 dirhams par action liée à la distribution de dividendes du 8 décembre 2009. Après retraitement lié à la distribution de dividendes citée ci-avant, le prix par action de LGMC SA ressort à 424 dirhams par action.

Par ailleurs, l'OPR offre également aux détenteurs de droits d'attribution LGMC cotés en lignes secondaires à la Bourse de Casablanca de racheter leurs titres aux conditions de prix suivantes :

- ✓ Droits d'attribution de 1999 (parité de 1 pour 3) : 1 272 dirhams par droit ;
- ✓ Droits d'attribution de 2006 (parité de 3 pour 2) : 283 dirhams par droit.

	Prix par titre coupon attaché (en dirhams)	Prime par rapport au prix retenu coupon attaché
Droit d'attribution 1999 – Prix de référence au 1 <sup>er</sup> décembre 2009	1.404	34%
Droit d'attribution 2006 – Prix de référence au 1 <sup>er</sup> décembre 2009	312	34%

## 7. RAPPORT DE L'ÉVALUATEUR INDÉPENDANT

En référence à l'article 25 du dahir n°1-04-21 (tel que modifié) relatif aux offres publiques sur le marché boursier, nous avons été mandatés par la société « Les Grandes Marques Et Conserveries Chérifiennes Réunies » afin de nous prononcer sur le caractère équitable du prix proposé.

Le prix proposé correspond à la valeur la plus élevée issue des méthodes d'évaluation suivantes :

- ✓ l'analyse des cours boursiers
- ✓ l'actualisation des flux de liquidité disponibles sur la base des données prévisionnelles du business plan préparé par la société « Les Grandes Marques Et Conserveries Chérifiennes Réunies » ;
- ✓ la valeur de l'action retenue lors de la transaction de référence ;

Nous avons mis en oeuvre des diligences destinées à apprécier les valeurs des titres et des droits d'attribution émis par la société « Les Grandes Marques Et Conserveries Chérifiennes Réunies » et s'assurer que celles-ci sont équitables pour les actionnaires minoritaires de la société

Nos travaux ont consisté principalement à :

- ✓ vérifier les éléments ainsi que les calculs ayant permis de déterminer la valeur des titres de des droits d'attribution émis par la Société ;
- ✓ s'assurer que les méthodes retenues pour la valorisation des titres et des droits d'attribution émis par la Société sont cohérentes et pertinentes.

Dans le contexte de l'opération envisagée, les prix proposés de :

- ✓ 424 dirhams par action de la Société
- ✓ 1.272 dirhams par droit d'attribution émis à l'occasion de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale des actionnaires du 7 juin 1999 ;
- ✓ 283 dirhams par droit d'attribution émis à l'occasion de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale des actionnaires du 4 juillet 2006 ;

nous apparaissent équitables pour les actionnaires minoritaires de la Société. Ces Prix ont été établis selon des méthodes d'évaluation pertinentes et usuellement retenues. Les critères utilisés dans lesdites méthodes sont connus, exacts, objectifs, significatifs et multiples.

**Fait à Casablanca, le 25 janvier 2010**

**Naoufal El Khatib**  
Associé Directeur  
Mazars Masnaoui

## 8. FRAIS DE TRANSACTION

Tous les frais de courtage et d'intermédiation relatifs à la présente offre, incluant les commissions prélevées par la Bourse de Casablanca et le dépositaire, ainsi que tous les impôts et taxes dont sont redevables les actionnaires de LGMC SA apportant leurs actions à l'OPR, demeureront à leur charge.

Le détail des commissions applicables au moment de la transaction, à payer par les apporteurs d'actions de LGMC SA se présente comme suit :

Établissements	Commissions HT <sup>1</sup>
Société de bourse	0,6%
Bourse de Casablanca	0,1%
Dépositaire des actions	0,2%

Le taux de TVA en vigueur pour ce type de transaction est de 10%.

<sup>1</sup> Les taux sont applicables au montant de la transaction.

---

**9. CONSEILLERS ET INTERMÉDIAIRES FINANCIERS**

---

Organisme Conseiller et Coordinateur global	CFG Finance
Évaluateur indépendant	Cabinet Mazars Masnaoui
Organisme centralisateur des titres	CFG Marchés
Organisme chargé d'enregistrer l'opération auprès de la Bourse de Casablanca	CFG Marchés (côté acheteurs) et CFG Marchés et les autres sociétés de bourse (côté vendeurs)

---

## **10. MODALITÉS DE PARTICIPATION À L'OFFRE**

### **10.1 DURÉE DE L'OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT**

L'offre portera sur une durée de 17 jours de bourse, du 10 février au 5 mars 2010 inclus.

### **10.2 BÉNÉFICIAIRES**

La présente OPR s'adresse à tous les détenteurs des titres LGMC SA constituant le flottant en bourse sans aucune limitation.

Les actionnaires souhaitant apporter leurs titres à l'offre devront remettre aux collecteurs d'ordres les éléments suivants :

- ✓ Un ordre de vente dûment horodaté et émargé par l'actionnaire cédant et par l'organisme collecteur d'ordres ;
- ✓ Une attestation de blocage des titres (fournie par le dépositaire des titres) ;
- ✓ Un justificatif de l'identité.

### **10.3 REMISE DES ORDRES DE VENTE**

Les actionnaires souhaitant participer à la présente offre sont invités à remettre aux sociétés de bourse ou aux banques, du 10 février au 5 mars 2010 inclus, un ordre de vente conforme au modèle mis à leur disposition et annexé à la présente note d'information.

Les ordres de vente au nom des enfants mineurs peuvent être passer par le père, la mère, le tuteur ou le représentant légal.

Dans le cas d'un mandat de gestion de portefeuille, le gestionnaire peut passer l'ordre de vente pour le compte du client dont il gère le portefeuille à condition de disposer d'une procuration dûment signée et légalisée par son mandant ou le mandat de gestion si celui-ci prévoit une disposition expresse dans ce sens. Les sociétés de gestion marocaines ou étrangères agréées sont dispensées de présenter ces justificatifs pour les OPCVM qu'elles gèrent.

Les ordres de vente peuvent être révoqués à tout moment jusqu'à la fin de la durée de l'offre.

### **10.4 ATTESTATION DE BLOCAGE DES TITRES APPORTÉS**

Une attestation de blocage des titres devra être jointe à l'ordre de vente par les personnes physiques ou morales apportant leurs titres. Le blocage des titres sera effectif à partir de la date de présentation des titres à l'offre jusqu'à la date de règlement livraison. Il sera irrévocable dès la clôture de l'offre.

L'attestation de blocage devra être fournie par les dépositaires et devra comporter notamment :

- ✓ Le numéro de la carte d'identité nationale pour les personnes physiques marocaines résidentes ou non résidentes, le numéro de titre de séjour pour les personnes physiques étrangères résidentes au Maroc ou le numéro de passeport pour les personnes physiques étrangères non résidentes ;
- ✓ Le numéro d'inscription au registre du commerce pour les personnes morales de droit marocain ou de tout autre document faisant foi dans le pays d'origine et accepté par l'organisme chargé de l'intermédiation pour les personnes morales étrangères ;
- ✓ Les coordonnées bancaires identifiant le compte qui sera crédité du produit de l'apport dans le cadre de la présente offre publique de retrait.

### 10.5 IDENTIFICATION DES APORTEURS DE TITRES

Les personnes physiques ou morales apportant leurs titres dans le cadre de la présente OPR devront justifier leur identité en présentant les documents ci-dessous.

Les organismes collecteurs d'ordre devront obtenir copie du document qui atteste de l'identité de l'apporteur du titre et la joindre à l'ordre de vente.

Associations	Photocopie des statuts et du récépissé du dépôt de dossier
Enfants mineurs	Photocopie de la page du livret de famille attestant de la date de naissance de l'enfant
OPCVM de droit marocain	Photocopie de la décision d'agrément. Pour les FCP, le numéro du certificat de dépôt au greffe du tribunal, et pour les SICAV, le numéro du registre de commerce
Personnes morales étrangères	Modèle des inscriptions au registre de commerce ou équivalent
Personnes morales marocaines (hors OPCVM)	Modèle des inscriptions au registre de commerce
Personnes physiques non résidentes et non marocaines	Photocopie des pages du passeport contenant l'identité de la personne ainsi que les dates d'émission et d'échéance du document
Personnes physiques résidentes et non marocaines	Photocopie de la carte de résident
Personnes physiques résidentes marocaines et ressortissants marocains à l'étranger	Photocopie de la carte d'identité nationale

Les actionnaires pourront apporter leurs titres à travers les ordres de vente par l'intermédiaire d'un tiers, à condition que celui-ci présente une procuration dûment signée et légalisée.

## **11. MODALITÉS DE CENTRALISATION, D'ENREGISTREMENT ET DE RÉGLEMENT LIVRAISON**

### **11.1 CENTRALISATION ET CONSOLIDATION DES ORDRES**

La structure du fichier de centralisation des ordres, établie par la Bourse de Casablanca, sera transmise par CFG Marchés aux collecteurs d'ordres. Les collecteurs d'ordres de vente devront remettre séparément à la Bourse de Casablanca sous clé USB et au plus tard le 9 mars 2010 à 12h00, les fichiers des ordres de ventes de leurs clients, respectant la structure du fichier de centralisation des ordres.

Les organismes collecteurs d'ordres n'ayant pas de statut de société de bourse sont libres de désigner la société de bourse qui se chargera de l'enregistrement des transactions auprès de la Bourse de Casablanca. Ils devront informer la bourse de Casablanca ainsi que la société de bourse choisie, par écrit et au plus tard le jour de réception des fichiers soit le 9 mars 2010.

La Bourse de Casablanca procèdera par la suite à la centralisation et la consolidation des différents fichiers d'ordres de vente et à l'attribution des titres vendus.

Le 15 mars 2010, la Bourse de Casablanca communiquera aux collecteurs d'ordres les résultats de l'offre.

### **11.2 ENREGISTREMENT DE L'OFFRE**

Sur la base des actions présentées, l'enregistrement à la Bourse de Casablanca des transactions relatives à la présente opération sera effectué par CFG Marchés (côté acheteurs) et CFG Marchés et les autres sociétés de bourse (côté vendeurs).

### **11.3 RÉSULTATS DE L'OPÉRATION**

Les résultats de l'opération seront publiés par la Bourse de Casablanca au Bulletin de la Cote le 17 mars 2010, ainsi que dans un journal d'annonces légales par les Initiateurs, dans les trois jours qui suivent.

### **11.4 MODALITÉS DE RÉGLEMENT LIVRAISON**

Le règlement et la livraison des titres LGMC SA seront réalisés le 22 mars 2010. Ils s'effectueront selon les procédures en vigueur à la Bourse de Casablanca.

## 12. CARACTÉRISTIQUES DE COTATION

Les principales caractéristiques de cotation du titre LGMC SA sont les suivantes :

Libellé	Les Grandes Marques et Conserveries Chériennes Réunies
Ticker	LGM
Code valeur	4600
Code ISIN	MA0000010605
Mode de cotation	Multifixing
Compartiment de cotation	3 <sup>ème</sup> compartiment
Secteur d'activité	Agroalimentaire / Production

Les principales caractéristiques de cotation des droits d'attribution de 1999 sont les suivants :

Libellé	LGM (AN99 3P1)
Ticker	LGMA
Code valeur	4601
Code ISIN	MA0000800344

Les principales caractéristiques de cotation des droits d'attribution de 2006 sont les suivants :

Libellé	LGM (AN06 2P3)
Ticker	LGMB
Code valeur	4602
Code ISIN	MA0000800740

## 13. CALENDRIER DE L'OPÉRATION

Ordre	Étapes	Au plus tard
1	Réception du dossier complet par la Bourse de Casablanca	29/01/2010
2	Émission de l'avis d'approbation de la Bourse de Casablanca sur l'OPR	01/02/2010
3	Visa du CDVM sur la note d'information de l'OPR	01/02/2010
4	Publication au bulletin de la cote de l'avis relatif à l'OPR	02/02/2010
5	Ouverture de l'Offre Publique de Retrait	10/02/2010
6	Clôture de l'Offre Publique de Retrait	05/03/2010
7	Réception des fichiers des ordres d'apports de titres par la Bourse de Casablanca	09/03/2010 avant 12h
8	Centralisation, consolidation et traitement des ordres d'apports de titres par la Bourse de Casablanca	10/03/2010
9	Envoi d'un état récapitulatif des ordres d'apports de titres au CDVM	11/03/2010
10	Suite du CDVM sur l'OPR (positive ou sans suite)	12/03/2010
11	Annonce, au bulletin de la cote, dans le cas où le CDVM déclare l'opération sans suite	12/03/2010
12	Remise par la Bourse de Casablanca des résultats de l'OPR aux collecteurs d'ordres	15/03/2010
13	Enregistrement des transactions relatives à l'OPR	17/03/2010
14	Annonce des résultats de l'OPR	17/03/2010
15	Règlement Livraison des titres objets de l'OPR	22/03/2010

## 14. FISCALITÉ

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

### 14.1 ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES RÉSIDENTES AU MAROC

Imposition des profits de cession Conformément aux dispositions de l'article 73 du Code Général des Impôts, les profits de cession des actions sont soumis à l'IR au taux de 15% pour les actions de sociétés cotées. Pour les actions cotées, l'impôt est retenu à la source et versé au Trésor par l'intermédiaire financier habilité teneur de comptes titres.

Selon les dispositions de l'article 68 du Code Général des Impôts, sont exonérés de l'impôt :

- ✓ les profits ou la fraction des profits sur cession d'actions correspondant au montant des cessions réalisées au cours d'une année civile, n'excédant pas le seuil de 30 000 DH ;
- ✓ la donation des actions effectuée entre ascendants et descendants, entre époux et entre frères et sœurs.

Le fait générateur de l'impôt est constitué par la réalisation des opérations ci-après :

- ✓ la cession, à titre onéreux ou gratuit à l'exclusion de la donation entre ascendants et descendants et entre époux, frères et sœurs ;
- ✓ l'échange, considéré comme une double vente sauf en cas de fusion ;
- ✓ l'apport en société.

Le profit net de cession est constitué par la différence entre :

- ✓ d'une part, le prix de cession diminué, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de cette cession, notamment les frais de courtage et de commission ;
- ✓ et d'autre part, le prix d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais supportés à l'occasion de ladite acquisition, tels que les frais de courtage et de commission.

Les moins-values subies au cours d'une année sont imputables sur les plus-values des années suivantes jusqu'à l'expiration de la 4ème année qui suit celle de la réalisation des moins-values.

### 14.2 ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES RÉSIDENTES AU MAROC

Imposition des profits de cession Les profits nets résultant de la cession, en cours ou en fin d'exploitation, d'actions cotées à la Bourse des Valeurs de Casablanca sont imposables en totalité.

### 14.3 ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES NON RÉSIDENTES AU MAROC

Imposition des profits de cession Sous réserve de l'application des dispositions des conventions internationales de non double imposition, les profits de cession d'actions réalisées par des personnes physiques non résidentes sont imposables à l'IR.

**14.4 ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES NON RÉSIDENTES AU MAROC**

Imposition des profits de cession Les profits de cession d'actions cotées à la bourse des valeurs réalisées par des personnes morales non résidentes sont exonérés de l'impôt sur les sociétés. Toutefois, cette exonération ne s'applique pas aux profits résultant de la cession des titres des sociétés à prépondérance immobilière.

**15. CHARGES RELATIVES À L'OPÉRATION**

Les Initiateurs supporteront l'ensemble des charges relatives à la présente opération d'Offre Publique de Retrait. Ces frais sont estimés à environ 7% du montant de l'opération.

Ces charges comprennent :

- ✓ d'une part les commissions de l'Organisme Conseil et Coordinateur global, de l'Évaluateur indépendant, du Conseil Juridique, du dépositaire des titres, de la Bourse de Casablanca et du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières ;
- ✓ d'autre part les frais légaux et les frais de communication et de publication.

### **PARTIE 3 : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES INITIATEURS**

---

**1. INITIATEURS DE L'OPERATION**

Les Initiateurs de l'OPR des titres LGMC SA, objet de la présente note d'information, sont Mutandis SCA et Jaybo SARL.

## 2. PRÉSENTATION DE MUTANDIS SCA

### 2.1 RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Dénomination sociale	Mutandis SCA
Siège social	5/7, rue Ibnou Tofail, quartier Palmier - Casablanca
Téléphone	05.22.98.43.88
Fax	05.22.98.34.60
Site web	<a href="http://www.mutandis.com">www.mutandis.com</a>
Forme juridique	Société en commandite par actions
Date de constitution	1 <sup>er</sup> avril 2008
Durée de vie	99 ans
Numéro de RC	180175 - Casablanca
Exercice social	Du 1er janvier au 31 décembre
Capital social au 31 décembre 2009	1.047.611.600 Dhs, entièrement libéré, divisé en 10.476.116 actions de 100 Dh chacune et toutes de même catégorie
Objet social	<p>Selon l'article 2 des statuts, l'objet social de la société consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La prise de participation directe ou indirecte, dans toutes sociétés à créer ou déjà existantes par voie de souscription au capital ou par acquisition de titres, en qualité d'actionnaire ou d'associé ;</li> <li>- La prise d'intérêts, quelle qu'en soit la forme, dans toutes opérations ou entreprises quel qu'en soit l'objet ;</li> <li>- La gestion et la cession des participations ;</li> <li>- L'achat, la vente ou l'échange de toutes valeurs mobilières, droits sociaux et parts d'intérêts ;</li> <li>- Le conseil, l'étude et la prestation de services ;</li> <li>- Et généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son activité ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.</li> </ul>
Régime fiscal	La société est régie par la législation commerciale et fiscale de droit commun. Elle est ainsi assujettie à l'Impôt sur les Sociétés au taux de 30%. Le taux de la TVA applicable aux opérations de Mutandis SCA est de 20%.
Consultations des documents juridiques	Les statuts et PV de Conseil de Surveillance et d'Assemblées générales ordinaires et extraordinaires peuvent être consultés au siège social de la société.
Liste des textes législatifs applicables	De par sa forme juridique, la société est régie par la loi 5-96 du 13 février 1997, modifiée et complétée par la loi 21-05 du 14 février 2006 et par les dispositions du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de ladite loi.
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca

Source : Mutandis SCA

## 2.2 RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE MUTANDIS SCA

### 2.2.1 RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Au 31 décembre 2009, le capital de Mutandis SCA s'établit à 1 047 611 600 dirhams, entièrement libéré, réparti en 10 476 116 actions d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune et toutes de même catégorie.

### 2.2.2 ÉVOLUTION DU CAPITAL

L'évolution du capital de Mutandis SCA depuis sa constitution en 2008 est présentée dans le tableau ci-dessous :

Année	Capital social initial (en Dh)	Nature de l'opération	Nb. d'actions créées	Nominal (en Dh)	Prix d'émission (en Dh)	Mt de l'opération (en Dh)	Nb. total d'actions	Capital social final (en Dh)
2008	0	Création	7 770 000	100	100	777 000 000	7 770 000	777 000 000
2009	777 000 000	Augmentation de capital par apport en numéraire	2 706 116	100	105 et 110	288 523 970	10 476 116	1 047 611 600

Source : Mutandis SCA

Mutandis SCA a été créée en 2008 avec un capital social initial de 777 mDh. L'augmentation de capital effectuée en novembre 2009 a été souscrite à la fois par de nouveaux actionnaires et par certains actionnaires historiques.

## 2.2.3 HISTORIQUE DE L'ACTIONNARIAT

L'évolution de l'actionnariat depuis la constitution de la société est la suivante :

	Au 31 décembre 2008		Au 31 décembre 2009	
	Nombre d'actions	En % du capital et des droits de vote	Nombre d'actions	En % du capital et des droits de vote
Adil Douiri	1 400 000	18,0%	1 400 000	13,4%
Mohamed Ben Thami Tazi	900 000	11,6%	1 200 000	11,5%
Muteo	999 999	12,9%	999 999	9,5%
Arnela Capital Privado	999 999	12,9%	999 999	9,5%
Chaâbi Capital Investissement	-	-	952 380	9,1%
RMA Watanya	500 000	6,4%	738 095	7,0%
BMCE Bank	499 999	6,4%	738 094	7,0%
Holmarcom	600 000	7,7%	600 000	5,7%
Best Financière	500 000	6,4%	500 000	4,8%
CFG Group	499 999	6,4%	499 999	4,8%
Holpar	-	-	454 545	4,3%
Mohamed Hassan Bensalah	400 000	5,1%	400 000	3,8%
Divers	470 004	6,0%	993 005	9,5%
<b>TOTAL</b>	<b>7 770 000</b>	<b>100,0%</b>	<b>10 476 116</b>	<b>100,0%</b>

Source : Mutandis SCA

L'augmentation de capital effectuée en 2009 a permis de porter le capital social de Mutandis SCA de 777 mDh à 1.047 mDh. Cette augmentation de capital s'est faite par émission d'actions nouvelles, souscrite par de nouveaux actionnaires et par certains actionnaires historiques de la société.

## 2.2.4 STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

Le capital social de Mutandis SCA au 31 décembre 2009 est entièrement libéré et est composé de 10.476.116 actions, toutes de même catégorie, d'une valeur nominale de 100 dirhams soit un total de 1.047.611.600 dirhams.

Au 31 décembre 2009, le capital social de Mutandis SCA est réparti comme suit :

Actionnaires	Adresse	Nombre d'actions détenues	En % du capital et des droits de vote
Adil Douiri	Casablanca	1 400 000	13,4%
Mohamed Ben Thami Tazi	Casablanca	1 200 000	11,5%
Muteo	27, Bd Bir Anzarane - Casablanca	999 999	9,5%
Arnela Capital Privado	Avda, Linares Rivas n°1, Entraplanta, 150005 Coruna - Espagne	999 999	9,5%
Chaâbi Capital Investissement	101, Bd Mohamed Zerktouni - Casablanca	952 380	9,1%
RMA Watanya	83, avenue des FAR - Casablanca	738 095	7,0%
BMCE Bank	140, avenue Hassan II - Casablanca	738 094	7,0%
Holmarcom	20, rue Mustapha El Maâni - Casablanca	600 000	5,7%
Best Financière	Angle avenue Ennakhil et Ben Barka - Rabat	500 000	4,8%
CFG Group	5/7, rue Ibnou Tofail, quartier Palmier - Casablanca	499 999	4,8%
Holpar	16, rue Abderazzak - Casablanca	454 545	4,3%
Mohamed Hassan Bensalah	Casablanca	400 000	3,8%
Autres actionnaires	-	993 005	9,5%
<b>Total</b>		<b>10 476 116</b>	<b>100,0%</b>

Source : Mutandis SCA

## 2.2.5 RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX PRINCIPAUX ASSOCIÉS COMMANDITAIRES

Principaux associés commanditaires	Activité	Principaux actionnaires	Résultat net au 31/12/08 (en kDh)	Situation nette au 31/12/08 (en kDh)
Muteo	Holding	Au Derby SA, Pharaon SA	-383	24 617
Arnela Capital Privado	Holding	Inveravante Inversiones Universales SL	-25 504	4 483 196
Chaâbi Capital Investissement <sup>1</sup>	Fonds d'investissement	Crédit Populaire du Maroc	-	-
RMA Watanya	Assurances	Finance.com, GACM, H.B.M.	1 064 191	5 161 350
BMCE Bank	Banque	RMA Watanya , CIC, Mamda/Mcma, Finance.com	803 946	7 775 204
Holmarcom	Holding	Famille Bensalah	97 749	1 657 030

Source : Mutandis SCA

## 2.2.6 PACTE D'ASSOCIÉS

A ce jour, aucun pacte d'associés n'a été conclu entre les associés de Mutandis SCA.

## 2.3 NOTATION

La société n'a fait, à ce jour, l'objet d'aucune notation.

## 2.4 ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES

## 2.4.1 CONVOCATION ET LIEU DE REUNION

Les assemblées générales sont convoquées par la gérance ou par le conseil de surveillance ou encore par le ou les commissaires aux comptes.

La convocation des assemblées générales est faite aux frais de la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chacun des actionnaires quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Pendant la période de la liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation.

<sup>1</sup> Chaâbi Capital Investissement a été créée en juin 2009

#### 2.4.2 COMPOSITION

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Chaque action donne droit à une voix. Chaque actionnaire peut se faire représenter par son conjoint, par un autre actionnaire ou par un ascendant ou descendant.

#### 2.4.3 QUORUM

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins sur première convocation, la moitié, et sur deuxième convocation, le quart des actions. A défaut de ce deuxième quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans toutes les assemblées générales extraordinaires, qu'elles soient réunies sur première convocation ou sur une convocation subséquente, les résolutions pour être valables doivent être prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Toutes modifications statutaires exigent l'accord de tous les associés commandités.

### 2.5 ORGANES D'ADMINISTRATION

Conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts, Mutandis SCA est administré par un ou plusieurs gérants, associé ou non associé, personne physique ou morale, désignés par le ou les associés commandités, avec leur consentement unanime. Conformément audit article, est désigné en qualité de gérant et pour une durée illimitée la société Mugest SARL, au capital de 100 000 dirhams, sise à Casablanca – 5/7 rue Ibnou Tofail et représentée par M. Adil Douiri.

#### ▪ Composition du conseil de surveillance

Conformément à l'article 19 des statuts, Mutandis SCA est pourvue d'un conseil de surveillance composé de trois membres au moins, choisis exclusivement parmi les associés commanditaires personnes physiques et nommés par l'assemblée générale ordinaire des associés.

La composition du conseil de surveillance au 31 décembre 2009 se présente comme suit :

Conseil de surveillance	Fonction	Date de nomination	Expiration du mandat
Mohamed Hassan Bensalah	Président du conseil de surveillance	14 mars 2008	13 mars 2011
Zouhair Bennani	Vice Président du conseil de surveillance	14 mars 2008	13 mars 2011
Mohamed Tazi	Membre du conseil de surveillance	14 mars 2008	13 mars 2011
Najib Hakim Belmaachi	Membre du conseil de surveillance	14 mars 2008	13 mars 2011
Driss Jettou	Membre du conseil de surveillance	14 mars 2008	13 mars 2011
Manuel Jove Capellan	Membre du conseil de surveillance	14 mars 2008	13 mars 2011
Othman Benjelloun	Membre du conseil de surveillance	14 mars 2008	13 mars 2011
Amyr Alami	Membre du conseil de surveillance	14 mars 2008	13 mars 2011

Source : Mutandis SCA

- **Rôle du conseil de surveillance**

La société en commandite par actions diffère de la société anonyme, y compris de la société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dans la mission qu'elle assigne au conseil de surveillance. En un mot, dans la société en commandite, le conseil de surveillance est un vérificateur du respect des lois et de la bonne gouvernance par le ou les gérants. Le conseil de surveillance travaille parallèlement au commissaire aux comptes et rend compte à l'assemblée des associés commanditaires qu'il représente. En aucun cas, il ne peut s'immiscer dans les décisions de gestion de la société ni en apprécier le bien fondé. De ce fait, trois rapports sont présentés à l'assemblée des commanditaires chaque année : celui du gérant, celui du conseil de surveillance et celui du commissaire aux comptes. Il n'est pas prévu de rapport du gérant au conseil de surveillance.

L'article 22 des statuts, qui reprend les dispositions de la loi sur la société en commandite par actions expose le fonctionnement du conseil de surveillance de Mutandis SCA :

*« Article 22 – Pouvoirs du conseil de surveillance*

22.1. Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société. Il ne peut en aucun cas s'immiscer dans ladite gestion. Le conseil de surveillance peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés ; il peut décider la création en son sein de commissions dont il fixe la composition et les attributions, et qui exercent leur activité sous sa responsabilité.

22.2. A toute époque de l'année, le conseil de surveillance opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Il est saisi en même temps que le commissaire aux comptes de la société des documents mis à la disposition de ce dernier. Le conseil de surveillance fait à l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires un rapport dans lequel il porte notamment un jugement sur la régularité de la gestion de la société et révèle, le cas échéant, les irrégularités et inexactitudes qu'il a pu relever dans les états de synthèse de l'exercice. Ce rapport ne peut traiter de l'opportunité des décisions de gestion. »

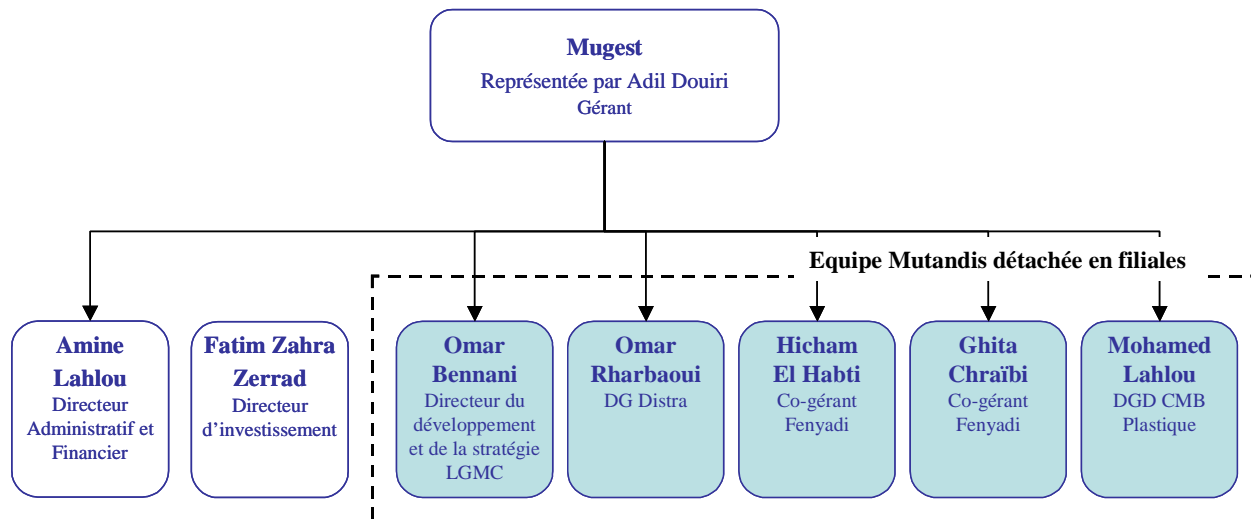
- **Rémunération du conseil de surveillance**

A ce jour, aucune rémunération n'a été versée au conseil de surveillance.

## 2.6 ORGANES DE DIRECTION

### 2.6.1 ORGANIGRAMME

L'organigramme fonctionnel de Mutandis SCA au 1<sup>er</sup> janvier 2010 est le suivant :



### 2.6.2 FORMATION ET EXPÉRIENCE DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

**Adil Douiri** – Associé gérant et fondateur de Mutandis SCA - 46 ans, diplômé de l'École Nationale des Ponts et Chaussées à Paris. Adil Douiri a cogéré pendant six ans (1986-1992), pour le compte de la Banque d'Affaires Européenne Paribas (aujourd'hui BNP Paribas), les investissements boursiers de la Banque et ceux de ses clients aux États-Unis. Rentré au Maroc en 1992 pour participer au développement de son pays, il est co-fondateur de la première banque d'affaires du Royaume, Casablanca Finance Group (CFG Group aujourd'hui), pionnière des innovations dans les marchés boursiers marocains. Il en a été Président du Conseil de Surveillance jusqu'en novembre 2002. Il a ensuite été nommé en novembre 2002 Ministre du Tourisme, puis en juin 2004, Ministre du Tourisme, de l'Artisanat & de l'Économie Sociale, et ce jusqu'en octobre 2007. Depuis 2008, il a été nommé administrateur de CFG Group et administrateur de BMCE Bank, la troisième banque universelle marocaine..

**Amine Lahlou** – Directeur administratif et financier de Mutandis SCA – Diplômé de Sup de Co Reims, majeure Finance. Avant de rejoindre Mutandis SCA, Amine Lahlou a passé 5 années chez Ernst&Young à Paris où il a occupé (i) le poste d'auditeur senior, en charge de la revue des comptes sociaux et consolidés et du suivi de la mise en conformité avec la réglementation Sarbane Oxley de grandes comptes industriels et (ii) le poste de consultant senior au sein du pôle Transaction Support, où il a pris part à différentes missions de due diligences d'acquisitions et de vendor due diligences.

**Fatim Zahra Zerrad** – Directeur d'investissement de Mutandis SCA – Diplômée d'un DESS en finance et gestion de l'université de la Sorbonne. Fatim Zahra Zerrad a passé quatre années chez Uplines Securities dans la partie capital investissement et capital risque. Elle a par la suite assuré la responsabilité de Chef de cabinet au ministère du tourisme et de l'artisanat de 2002 à 2007.

**Omar Rharbaoui** – Directeur général de Distra – Diplômé de l'École Centrale de Marseille puis de Sciences-Po Paris. Omar Rharbaoui est un ancien de la banque d'affaires CFG Group, au sein de laquelle il a passé une année dans l'analyse du marché marocain de la dette avant de rejoindre en tant que chargé d'études le cabinet du Premier Ministre Youssoufi, pendant 2 années, où il a été affecté au secteur des nouvelles technologies. Il a ensuite occupé le poste de Directeur Central au Ministère du Tourisme, en charge de la stratégie et des statistiques.

**Omar Bennani** – Directeur du développement et de la stratégie de LGMC – Diplômé de l'ESSEC, majeure Finance et Stratégie. Omar Bennani a été successivement senior consultant chez Capgemini Consulting dans la division conseil à la gestion financière des entreprises puis manager chez Gallileo Business Consulting pilotant des projets de conseil en stratégie et marketing stratégique pour des multinationales, PME et filiales de fonds d'investissement.

**Ghita Chraïbi** – Cogérant Fenyadi – Diplômée de HEC Paris, majeure Entrepreneurs. Avant de rejoindre Mutandis, Ghita Chraïbi a occupé le poste de consultante responsable des contenus pédagogiques et en charge du marketing et de la communication au sein de Key Pepole, institut de formation et clubs de réflexion pour dirigeants à Paris. Ghita Chraïbi a ensuite occupé le poste de consultante, chef de projet au sein d'un cabinet de conseil et d'expertise en bonnes pratiques de gestion des ressources humaines (Altay, Paris).

**Hicham El Habti** – Cogérant Fenyadi – Diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale des Ponts et Chaussées à Paris. Hicham El Habti a occupé pendant trois années le poste de senior consultant chez Ernst&Young en charge de la valorisation des produits dérivés avant de rejoindre en 2006 Avis-Locefiance en tant que secrétaire général.

**Mohamed Lahlou** – Directeur général délégué de CMB Plastique – Diplômé de l'École Centrale Paris. Mohamed Lahlou a cumulé une expérience de six années dans le conseil en stratégie en France chez Capgemini Consulting, Mercer (aujourd'hui Oliver Wyman), et A.T. Kearney où il occupait le poste d'associate senior.

## 2.7 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

### 2.7.1 COMMISSIONS SPÉCIALISÉES

Le conseil de surveillance de Mutandis SCA a décidé de nommer deux commissions spécialisées.

La première est une commission à caractère consultatif, chargée d'aider le gérant lorsque ce dernier a besoin de recueillir des avis et conseils relatifs à un investissement projeté.

La deuxième commission est chargée de deux missions : (i) une mission d'audit interne visant à s'assurer de la fiabilité de l'organisation comptable et financière, ainsi que de la maîtrise des risques et (ii) une mission d'examen des rémunérations accordées aux dirigeants du groupe visant à s'assurer de leur conformité avec la réalité du marché de l'emploi des dirigeants.

### 2.7.2 PRÊTS ACCORDÉS AU CONSEIL DE SURVEILLANCE

A ce jour, il n'existe pas de prêts accordés par la société au conseil de surveillance.

### 2.7.3 FLUX ENTRE MUTANDIS SCA ET LGMC SA

A ce jour, il n'existe pas de flux entre Mutandis SCA et LGMC SA.

### 2.7.4 INTENTIONS DE MUTANDIS SCA

Mutandis SCA envisage de porter sa participation dans le capital de LGMC à 66% maximum, diminuée des actions qui n'auraient pas été apportées dans le cadre de l'OPR. Cette augmentation de la participation se fera à travers une augmentation de capital réservée à Mutandis SCA.

### 3. PRÉSENTATION DE JAYBO SARL

#### 3.1 RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL

---

Dénomination sociale	Jaybo SARL
Siège social	37, rue Aït Ba Amrane - Casablanca
Téléphone	05.22.77.72.90
Fax	05.22.98.43.23
Forme juridique	Société à Responsabilité Limitée
Date de constitution	1998
Durée de vie	99 ans
Numéro de registre du commerce	96 137 - Casablanca
Exercice social	Du 1er janvier au 31 décembre
Capital social au 31 décembre 2009	28 000 000 Dhs, entièrement libéré, divisé en 280 000 actions de 100 Dh chacune et toutes de même catégorie
Objet social	<p>Selon l'article 3 des statuts, la société a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La prise de participation, directe ou indirecte, dans toutes opérations ou entreprises par voie de création de sociétés, de participation à leur constitution ou à l'augmentation de capital de sociétés existantes ou encore par voie de commandite, d'achat de titres, droits sociaux ou autrement;</li> <li>- Plus généralement, toutes opérations de toute nature pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets précités, ou pouvant favoriser les affaires de la société.</li> </ul>
Régime fiscal	La société est régie par la législation commerciale et fiscale de droit commun. Elle est ainsi assujettie à l'Impôt sur les Sociétés au taux de 30%. Le taux de la TVA applicable aux opérations de Jaybo SARL est de 20%.
Consultations des documents juridiques	Les statuts et PV d'Assemblées générales ordinaires et extraordinaires peuvent être consultés au siège social de la société.
Liste des textes législatifs applicables	De par sa forme juridique, la société est régie par la loi 5-96 du 13 février 1997, modifiée et complétée par la loi 21-05 du 14 février 2006 et par les dispositions du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de ladite loi.
Tribunal compétent en cas de litige	Tribunal de Commerce de Casablanca

---

Source : Jaybo SARL

### 3.2 RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE JAYBO SARL

#### 3.2.1 RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Au 31 décembre 2009, le capital de Jaybo SARL s'établit à 28 000 000 dirhams, entièrement libéré, réparti en 280 000 parts sociales d'une valeur nominale de 100 dirhams chacune et toutes de même catégorie.

#### 3.2.2 ÉVOLUTION DU CAPITAL

Depuis sa constitution en 1998, le capital social de Jaybo SARL a évolué comme suit :

Année	Capital social initial (en Dh)	Nature de l'opération	Nb. de titres créés	Nominal (en Dh)	Prix d'émission (en Dh)	Mt de l'opération (en Dh)	Nb. total de titres	Capital social final (en Dh)
1998	0	Création	5 000	100	100	500 000	5 000	500 000
2007	500 000	Augmentation de capital par incorporation du report à nouveau	275 000	100	100	27 500 000	280 000	28 000 000

Source : Jaybo SARL

En 1998, la société Jaybo SARL est créée avec un capital social initial de 500 kDh. Il sera augmenté à 28 000 kDh en 2007, par incorporation du report à nouveau.

#### 3.2.3 HISTORIQUE DE L'ACTIONNARIAT

L'évolution de l'actionnariat de Jaybo SARL au cours des trois derniers exercices est la suivante :

Actionnaires	Au 31 déc. 2007		Au 31 déc. 2008		Au 31 déc. 2009	
	Nb. de parts sociales	% du capital et des droits de vote	Nb. de parts sociales	% du capital et des droits de vote	Nb. de parts sociales	% du capital et des droits de vote
M. Karim Ayouche	109 088	39,0%	109 088	39,0%	109 088	39,0%
M. Mohamed El Jamali	54 544	19,5%	54 544	19,5%	54 544	19,5%
M. Abdelkrim El Jamali	54 544	19,5%	54 544	19,5%	54 544	19,5%
Mme Zhor El Alaoui Belghiti	57 792	20,6%	57 792	20,6%	57 792	20,6%
M. Mohamed Lahbib Bourquia	4 032	1,4%	4 032	1,4%	4 032	1,4%
<b>Total</b>	<b>280 000</b>	<b>100,0%</b>	<b>280 000</b>	<b>100,0%</b>	<b>280 000</b>	<b>100,0%</b>

Source : Jaybo SARL

M. Karim Ayouche détient 39% du capital social et des droits de vote de Jaybo SARL, alors que les familles El Jamali et Bourquia-Belghiti en détiennent respectivement 39% et 22%. La répartition de l'actionnariat en pourcentage du capital et des droits de vote entre les associés de Jaybo SARL n'a pas été modifiée au cours des trois derniers exercices.

### 3.2.4 STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2009, le capital social de Jaybo SARL est réparti comme suit :

Associés	Adresse	Nombre de parts sociales détenues	En % du capital et des droits de vote
M. Karim Ayouche	Casablanca	109 088	39,0%
M. Mohamed El Jamali	Casablanca	54 544	19,5%
M. Abdelkrim El Jamali	Casablanca	54 544	19,5%
Mme Zhor El Alaoui Belghiti	Casablanca	57 792	20,6%
M. Mohamed Lahbib Bourquia	Agadir	4 032	1,4%
<b>Total</b>	-	<b>280 000</b>	<b>100,0%</b>

Source : Jaybo SARL

La société Jaybo SARL est détenue par les familles Ayouche, El Jamali et Bourquia-Belghiti respectivement à hauteur de 39%, 39% et 22%.

### 3.2.5 PACTE D'ASSOCIÉS

A ce jour, aucun pacte d'actionnaires n'a été conclu entre les associés de Jaybo SARL.

## 3.3 ASSEMBLÉES D'ASSOCIÉS

### 3.3.1 CONVOCATION ET LIEU DE REUNION

Selon l'article 20 des statuts, lorsque les associés auront à prendre des décisions collectives et tant que leur nombre ne sera pas supérieur à vingt, ces décisions résulteront au choix de la gérance, soit d'un vote individuel, formulé par écrit qui sera transmis à la gérance, soit de la réunion d'une assemblée générale.

Si les associés sont consultés par écrit et afin de provoquer ce vote, la gérance adressera à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions par elle proposée, en y ajoutant toutes indications et explications qu'elle jugera utile. Les associés auront un délai de quinze jours à compter de l'envoi de la lettre pour faire parvenir leur vote à la gérance, sous lettre recommandée. Il ne sera fait aucun état des votes qui seraient reçus par la gérance, après l'expiration de ce délai.

Pendant ledit délai, les associés pourront exiger de la gérance tous renseignements complémentaires qu'ils jugeront utiles sur les résolutions à eux soumises.

S'il est procédé à la réunion d'une assemblée générale, la convocation de cette assemblée sera faite vingt jours au moins à l'avance, par lettres recommandées, adressées à chacun des associés et indiquant sommairement l'ordre du jour arrêté par la gérance. Toutefois, ce délai de convocation pourra être réduit à huit jours pour les assemblées extraordinaires et pour les assemblées ordinaires extraordinairement réunies ou sur deuxième convocation.

### 3.3.2 COMPOSITION

Conformément à l'article 21 des statuts, tous les associés ont droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts leur appartenant.

Chacun d'eux a autant de voix qu'il possède de parts sans limitation.

Le vote écrit est exclusivement personnel et ne peut être exercé par mandataire, mais s'il est tenu une assemblée générale, tout associé peut s'y faire représenter par un autre associé, ou par son conjoint.

Le droit de vote attaché aux parts grevées d'usufruit est exercé par l'usufruitier.

### 3.3.3 QUORUM

Conformément à l'article 23 des statuts, dans les cas autres que ceux prévus aux articles 10 et 24 des statuts (cession de parts et modifications des statuts), les décisions collectives doivent pour être valables, être adoptées par des associés représentant plus de la moitié au capital social.

Si les associés qui ont pris part au vote, soit par écrit, soit en assemblée générale, ne représentent pas cette fraction de capital, la gérance soumet une seconde fois aux associés, le texte des résolutions proposées et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des voix exprimées, quelle que soit la portion de capital représentée par les associés ayant participé au vote.

En application de l'article 10 des statuts, les cession de parts à des tiers ne peuvent se faire qu'avec le consentement de la majorité des associés, représentant au moins les trois quarts du capital social.

L'article 24 des statuts prévoit que les résolutions de modifications de statuts doivent, pour être valables, être adoptées par un nombre d'associés représentant à la fois la majorité absolue de tous les associés existants et la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

## 3.4 ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

### 3.4.1 DISPOSITIONS STATUTAIRES

Selon l'article 14 des statuts, Jaybo SARL est administrée par deux gérants.

Par ailleurs, l'assemblée générale extraordinaire du 22 octobre 2009 a conféré aux deux gérants tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, tels que lesdits pouvoirs sont évoqués à l'article 14 des statuts, cette citation n'étant pas limitative. Lors de cette AGE, les associés ont par ailleurs décidé que la société sera valablement engagée par la signature séparée de l'un des deux gérants.

### 3.4.2 PRÉSENTATION DES GÉRANTS

**Karim Ayouche** - 47 ans, rejoint LGMC SA en 1989. Biochimiste et titulaire d'un Master en Commerce International, il occupe successivement les postes « Responsable ligne industrielle » chez Rhône Poulenc puis de « Chef de produit » chez Kerplas en France. Il a occupé successivement les postes de Directeur de Production puis de Directeur Commercial avant de prendre la Direction Générale de LGMC SA.

**Mohamed El Jamali** - 63 ans, diplômé de l'Institut Universitaire de Technologie de Strasbourg, il est également titulaire d'un DECS. De 1973 à 1996, il a assuré la Direction Générale de la société Les Conserveries Chériennes avant sa fusion avec Les Grandes Marques ayant donné naissance à LGMC. Puis il a assuré la Direction Générale de LGMC avant de devenir PDG en 2002 puis Président du Conseil d'administration en 2007. Monsieur El Jamali occupe par ailleurs de nombreuses fonctions dans les différentes associations professionnelles représentant le secteur de la conserve agroalimentaire et de l'industrie du poisson. Il est Président de l'Unicop (Union Nationale des Industries de la Conserve de Poisson), vice Président de la FENIP (Fédération des Industries de Transformation et de Valorisation des Produits de la Pêche), Trésorier de la Ficopam (Fédération des Industries des produits de Conserve Agricole du Maroc). Membre de la commission Codex Alimentarius. Mohamed El Jamali est par ailleurs gérant de Coprave Sarl et Président du Conseil d'Administration de la société Sous Produits du Poisson (S.P.P.).

### **3.5 GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

#### **3.5.1 PLAN D'ACTIONNARIAT**

Au 31 décembre 2009, il n'existe pas de plan d'actionnariat de Jaybo SARL.

#### **3.5.2 CONVENTIONS**

Au 31 décembre 2009, il n'existe pas de conventions signées par Jaybo SARL.

#### **3.5.3 NANTISSEMENTS**

Au 31 décembre 2009, aucune part sociale de Jaybo SARL n'est nantie.

#### **3.5.4 PRÊTS ACCORDÉS AUX GÉRANTS**

Au 31 décembre 2009, il n'existe pas de prêts accordés par Jaybo SARL aux gérants de la société.

#### **3.5.5 FLUX ENTRE JAYBO SARL ET LGMC SA**

Hormis les versements de dividendes de LGMC SA à Jaybo SARL en sa qualité d'actionnaires de LGMC SA, il n'existe pas de flux entre ces deux sociétés.

**PARTIE 4 : PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LGMC SA**

---

## 1. RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Dénomination sociale	Les Grandes Marques et Conserveries Chérifiennes Réunies
Siège social	37 rue des Aït Ba Amrane, 20300 Casablanca
Téléphone	05.22.77.72.99
Fax	05.22.98.43.36
Site web	<a href="http://www.lgmcindustries.com">www.lgmcindustries.com</a>
Forme juridique	Société anonyme à conseil d'administration
Date de constitution	1er juillet 1946
Durée de vie	99 ans
Numéro de RC	6391 - Casablanca
Exercice social	Du 1er avril au 31 mars
Capital social au 31 mars 2009	119 017 600 dirhams entièrement libéré, composé de 915 520 actions d'une valeur nominale de 130 dirhams chacune
Objet social	<p>Selon l'article 3 des statuts, l'objet social de la Société consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La fabrication, l'achat, la vente, l'importation et l'exportation de tous produits alimentaires, ainsi que de tous objets ou matières nécessaires à son industrie ;</li><li>- L'armement, l'affrètement et l'exploitation de tous navires pour l'industrie des transports maritimes et de la pêche en général ;</li><li>- La pêche et la vente du poisson, soit frais, soit congelé, soit surgelé, soit réfrigéré soit après traitement ou mise en conserve, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation, ainsi que des sous-produits du poisson ;</li><li>- La fabrication, l'achat, la vente, l'importation et l'exportation de fruits, de légumes frais ou conserves ;</li><li>- L'importation de tout matériel nécessaire à la fabrication de conserves alimentaires ;</li><li>- L'importation, l'acquisition, la fabrication de tout matériel de froid, de congélation ou de surgélation ;</li><li>- L'importation de toute matière première destinée à être commercialisée localement ou à l'export ;</li><li>- L'exploitation de terres agricoles (par acquisition ou location) dans le but de traiter les produits agricoles en frais ou conservés (appertisation ou congélation) dans le cadre de l'objet social ;</li><li>- La participation directe ou indirecte de la société dans les toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à cet objet, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, souscriptions ou achats de titres ou droits sociaux, fusion, association en participation ou autrement ;</li><li>- Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières, immobilières et financières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus spécifiés.</li></ul>
Régime fiscal	<p>La Société est régie par la législation commerciale et fiscale de droit commun. Elle est ainsi assujettie à l'impôt sur les sociétés au taux de 30%. Les opérations de LGMC SA sont soumises à des taux de TVA différents :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Exonération de TVA sur la vente des déchets de poissons ;</li><li>- Taux de 7% applicable sur les ventes de conserves de sardines ;</li><li>- Taux commun de 20% sur les autres opérations.</li></ul>

Une partie significative de l'activité de LGMC SA étant réalisée à l'export, la Société

est assujettie sur ces opérations à l'Impôt sur les Sociétés au taux de 17,5%, et est exonérée de TVA sur les ventes à l'export. Certains achats de matières et fournitures destinés à la production de conserves destinées à l'export sont par ailleurs soumis au régime des douanes d'admission temporaire.

Consultations des documents juridiques

Les statuts et PV de conseil d'administration et d'assemblées générales ordinaires et extraordinaires peuvent être consultés à l'adresse suivante : 3, route d'El Jadida – Casablanca.

Liste des textes législatifs et réglementaires applicables

De par sa forme juridique, la Société est régie par le Dahir n° 1-96-124 du 14 Rabii II 1417 (30 août 1996) portant promulgation de la Loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes tel que modifié et complété par le Dahir n°1-08-18 du 17 Joumada I (23 mai 2008) portant promulgation de la Loi n°20-05

De par sa cotation à la Bourse de Casablanca, la Société est également soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés financiers et notamment :

- Le Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00, 52-01 et 45-06 ;
- Le Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances n° 499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Économie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n° 1960-01 du 30 octobre 2001 et par les Arrêtés du Ministre des Finances et de la Privatisation n° 1994-04, 1137-07 et 1268-08 ;
- Le Règlement Général du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières approuvé par l'arrêté du Ministère de l'Économie et des Finances n° 822-08 du 14/04/2008 ;
- Le Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par les lois n° 23-01, 36-05 et 44-06 ;
- Le Dahir portant loi n° 35-96 relatif à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs tel que modifié et complété par la loi n° 43-02 ;
- Le Règlement Général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Économie, des Finances n° 932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Économie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n° 1961-01 du 30 octobre 2001 ; et
- Le Dahir n° 1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la loi n° 26-03 relatif aux offres publiques sur le marché boursier marocain modifié et complété par la loi n° 46-06.

Tribunal compétent en cas de litige

Tribunal de Commerce de Casablanca

Source : LGMC SA

## 2. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE LGMC SA

### 2.1 RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL

Au 31 décembre 2009, le capital social de LGMC SA est composé de 915 520 actions d'une valeur nominale de 130 dirhams chacune, soit un capital social de 119 017 600 dirhams, entièrement libéré.

### 2.2 HISTORIQUE DU CAPITAL ET DE L'ACTIONNARIAT

#### 2.2.1 HISTORIQUE DU CAPITAL SOCIAL

Le tableau ci-dessous récapitule l'évolution du capital social de LGMC SA depuis la création de la société « Les Grandes Marques » (LGM) en 1974.

Année	Nature de l'opération	Nb. d'actions créées	Nominal (en Dh)	Prix d'émission (en Dh)	Mt de l'opération (en Dh)	Nb. total d'actions	Capital social (en Dh)
1974	Fusion entre les différentes sociétés composant la concentration "Les Grandes Marques".	45 000	130	130	5 850 000	60 000	7 800 000
1976	Fusion absorption par LGM du groupe "Conserveries réunies OCEANIC"	4 530	130	130	588 900	64 530	8 388 900
1981	Augmentation de capital par conversion de réserves et attribution d'actions gratuites	16 132	130	130	2 097 160	80 662	10 486 060
1996	Fusion absorption par LGM de la société LCC	56 666	130	130	7 366 580	137 328	17 852 640
1999	Augmentation de capital par conversion de réserves et attribution d'actions gratuites	411 984	130	130	53 557 920	549 312	71 410 560
2006	Augmentation de capital par conversion de réserves et attribution d'actions gratuites	366 208	130	130	47 607 040	915 520	119 017 600

Source : LGMC SA

En 1946, des industriels français mettent en place à Agadir l'une des plus importantes unités de production de conserves de sardines du Maroc, appelée Amiaroc. La même année, à Safi, des industriels français créent la société « Les Conserveries Chérifiennes » (LCC).

En 1959, la société Amiaroc est introduite à la Bourse de Casablanca.

En 1974, la famille El Jamali acquiert 50% du capital de LCC dans le cadre de la loi sur la marocanisation. La même année, la famille Ayouche acquiert la majorité du capital d'Amiaroc. La société fait alors partie de la

concentration des Grandes Marques. Amiaroc prend l'initiative de fusionner avec les autres sociétés formant la concentration : Delory, Sonac, Comatonne, Socali, Sicam et Bigeon. Elles prennent le nom de « Les Grandes Marques » (LGM). Le 16 décembre 1974, la société LGM prend la place d'Amiaroc à la Bourse de Casablanca avec une valeur nominale des titres qui s'établit à 130 Dhs.

En 1976, la société LGM absorbe le groupe des « Conserveries réunies OCEANIC ».

En 1996, LGM opère une fusion-absorption sur LCC. La nouvelle entité prend le nom de LGMC.

En 1999 et 2006, la société LGMC SA effectue deux augmentations de capital par conversion de réserves et attribution d'actions gratuites. Les parités de ces opérations sont respectivement de 1 action ancienne pour 3 nouvelles et de 3 actions anciennes pour 2 nouvelles.

A l'issue de ces opérations, le capital social de LGMC SA s'élève à 119 mDh.

### 2.2.2 HISTORIQUE DE L'ACTIONNARIAT

L'évolution de l'actionnariat de LGMC SA sur les trois derniers exercices et au 31 décembre 2009 est présentée dans le tableau ci-dessous :

Actionnaires	Au 31 mars 07		Au 31 mars 08		Au 31 mars 09		Au 31 déc. 2009	
	Nb. de titres	% du capital et des droits de vote	Nb. de titres	% du capital et des droits de vote	Nb. de titres	% du capital et des droits de vote	Nb. de titres	% du capital et des droits de vote
Jaybo SARL	455 763	49,8%	458 391	50,1%	458 391	50,1%	396 733	43,3%
Famille Ayouche	137 639	15,0%	137 639	15,0%	137 639	15,0%	-	-
Famille El Jamali	89 911	9,8%	89 911	9,8%	89 911	9,8%	-	-
Famille Alaoui Bourquia	76 725	8,4%	76 725	8,4%	76 725	8,4%	-	-
TAD Maroc SARL	45 300	4,9%	45 300	4,9%	45 300	4,9%	-	-
S.P.M. SA	29 666	3,2%	30 469	3,3%	30 469	3,3%	-	-
S.P.P. SA	18 000	2,0%	18 000	2,0%	18 000	2,0%	-	-
Mutandis SCA	-	-	-	-	-	-	466 916	51,0%
Flottant	62 516	6,8%	59 085	6,5%	59 085	6,5%	51 871	5,7%
<b>Total</b>	<b>915 520</b>	<b>100,0%</b>	<b>915 520</b>	<b>100,0%</b>	<b>915 520</b>	<b>100,0%</b>	<b>915 520</b>	<b>100,0%</b>

Source : LGMC SA

Le 17 décembre 2009, Mutandis SCA a acquis 51% du capital et des droits de vote de LGMC SA auprès des familles Ayouche, El Jamali et Alaoui Bourquia. A l'issue de cette cession, l'actionnariat de LGMC SA est réparti entre Mutandis SCA (51%) et Jaybo SARL (43,3%), le reliquat étant constitué du flottant.

### 2.3 STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

Au 31 décembre 2009, le capital social de LGMC SA est réparti comme suit :

Actionnaires	Adresse	Nb. d'actions détenues	En % du capital et des droits de vote
Jaybo SARL	37 rue des Aït Ba Amrane, Casablanca	396 733	43,3%
Mutandis SCA	5/7, rue Ibnou Tofail, quartier Palmier - Casablanca	466 916	51,0%
Flottant	-	51 871	5,7%
<b>Total</b>	-	<b>915 520</b>	<b>100,0%</b>

Source : LGMC SA

### 2.4 RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Actionnaires	Activité	Principaux actionnaires	Résultat net au 31 déc. 2008 (en kDh)	Situation nette au 31 déc. 2008 (en kDh)
Jaybo SARL	Holding	Familles Ayouche, Alaoui Bourquia et El Jamali	12 300	45 306
Mutandis SCA	Société d'investissement	Adil Douiri, Mohamed Ben Thami Tazi, Muteo, Arnela Capital Privado, Chaâbi Capital Investissement, RMA Watanya, BMCE Bank, Holmarcom	-28 418	554 332

Source : LGMC SA

### 2.5 PACTE D'ACTIONNAIRES

Un pacte d'actionnaires a été signé le 17 décembre 2009 entre Mutandis SCA et Jaybo SARL et ce, afin de définir les termes et les conditions de participation de Mutandis SCA et de Jaybo SARL aux organes de gestion de la Société, de régir leurs relations au sein de la Société et de fixer les droits et obligations attachés à leur qualité d'actionnaires.

Le pacte d'actionnaires contient notamment :

- ✓ des stipulations relatives à la gouvernance d'entreprise notamment en matière de Direction Générale et de Conseil d'administration ;
- ✓ des stipulations en matière de cession des titres de la société détenus par les signataires du pacte.

#### ▪ Règles de nomination du président du conseil d'administration

L'article 2.3.2 du pacte prévoit que M. Mohamed El Jamali assurera les fonctions de président du conseil d'administration de LGMC SA pour une durée de quatre ans à compter de la date de signature du pacte. Au terme de la durée de quatre ans susvisée, le mandat de président du conseil d'administration de M. Mohammed El Jamali pourra être renouvelé pour des périodes successives d'une année. En cas de vacance par décès, par démission ou par tout autre empêchement du poste de président du conseil d'administration occupé par Monsieur Mohammed El Jamali, le conseil d'administration procédera à la nomination d'un nouveau président du conseil d'administration.

### ▪ Règles de nomination du directeur général

L'article 2.3.3 du pacte prévoit que M. Karim Ayouche assurera les fonctions de directeur général de la Société et ce, pour une durée de quatre ans commençant à courir à compter de la date de signature du pacte. Au terme de la durée de quatre ans susvisée, le mandat de directeur général de M. Karim Ayouche pourra être renouvelé pour des périodes successives d'une année. En cas de vacance par décès, par démission ou par tout autre empêchement du poste de directeur général occupé par M. Karim Ayouche, le conseil d'administration procédera à la nomination d'un nouveau directeur général.

### ▪ Composition du conseil d'administration

Selon l'article 2.1.1 du pacte, le conseil d'administration de la Société comprend six membres, nommés pour une durée de six ans dont :

- ✓ quatre membres seront désignés sur proposition (i) de Mutandis SCA ou (ii) de tout affilié de Mutandis partie au pacte ou (iii) de tout tiers ayant acquis des titres auprès de Mutandis (ou de tout affilié de Mutandis) et partie au pacte et tout affilié d'un tel tiers partie au pacte, ayant adhéré au pacte ; et
- ✓ deux membres seront désignés sur proposition de Jaybo SARL ou (i) de tout affilié de Jaybo partie au pacte ou (ii) de tout tiers ayant acquis des titres auprès de Jaybo (ou de tout affilié de Jaybo) et partie au pacte et tout affilié d'un tel tiers partie au pacte, ayant adhéré au pacte.

### ▪ Droit de préemption

Conformément à l'article 4.3.1 du pacte, et sous réserve des cas de cessions libres prévu à l'article 4.1.2 du pacte, au cas où une des parties souhaite céder ses titres à un tiers, elle devra adresser à chacune des autres parties et à la Société une notification préalable de la cession de titres projetée par lettre recommandée avec demande d'acquit de réception. Un tel projet de cession de titres par une partie à un tiers est subordonné au respect préalable d'un droit de préemption au profit des bénéficiaires du droit de préemption.

### ▪ Cessions libres

Les cas de cessions libres sont les suivants :

- la cession d'une action de la Société au profit de personnes physiques ou morales nommées membres du conseil d'administration de la Société et toute rétrocession de cette action à son cédant initial, sous réserve que ce dernier soit toujours Actionnaire au jour de cette rétrocession ;
- la cession de titres de la Société, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou un descendant jusqu'au 2<sup>ème</sup> degré inclus ;
- les cessions par Mutandis à un affilié de cette dernière ;
- les cessions par Jaybo SARL à un affilié de cette dernière.

### ▪ Période d'inaliénabilité des titres

Selon l'article 4.2 du pacte, et sous réserve des cas de cessions libres visées à l'Article 4.1.2 du pacte, Jaybo SARL (et tout affilié de Jaybo SARL) s'oblige, expressément et irrévocablement, à conserver directement sans pouvoir les céder, de quelque manière que ce soit, la totalité des titres de la Société qu'elle détient à la date de signature du pacte et ce, tant et aussi longtemps que M. Karim Ayouche exercera les fonctions de directeur général de la Société.

### ▪ Durée du pacte

Selon l'article 8 du pacte, ce dernier est conclu pour une durée initiale de dix ans, renouvelable par tacite reconduction par périodes de cinq ans, sauf dénonciation par l'une des parties six mois avant l'échéance.

Les stipulations relatives à la gestion de la Société cesseront de produire leurs effets à l'égard de toute partie si sa participation vient à être inférieure à 10% du capital et des droits de vote de la Société, étant entendu que Jaybo SARL disposera d'un siège au conseil d'administration de la Société tant et aussi longtemps qu'elle détiendra une participation égale ou supérieure à 5% du capital et des droits de vote de la Société.

## 2.6 INTENTION DES ACTIONNAIRES

Mutandis SCA et Jaybo SARL prévoient la réalisation de deux augmentations de capital, dont les objectifs sont les suivants :

- ✓ La première augmentation de capital réservée à Mutandis SCA lui permettra d'augmenter sa participation dans le capital de LGMC SA pour la porter à 66% (diminuée des actions qui n'auraient pas été apportées lors de l'OPR). Le pourcentage de détention final de Mutandis SCA à l'issue de cette augmentation de capital dépend des résultats de la présente opération. Suite à cette augmentation de capital, Jaybo SARL détiendra 34% du capital de la Société ;
- ✓ La deuxième augmentation de capital permettra à la Société de bénéficier des ressources suffisantes pour la concrétisation de divers projets d'investissements.

## 2.7 RESTRICTIONS EN MATIÈRE DE NÉGOCIABILITÉ

Il n'existe aucune restriction en matière de négociabilité sur les actions LGMC SA.

## 2.8 NANTISSEMENT D'ACTIFS

Au 31 décembre 2009, il n'existe pas d'actif de LGMC SA qui soit nanti.

## 2.9 DÉCLARATION DES FRANCHISSEMENTS DE SEUILS

Il n'existe aucune obligation spécifique de franchissement de seuil de participation découlant de l'application des statuts de LGMC SA.

Les obligations réglementaires en matière de déclaration de franchissement de seuil sont celles applicables aux sociétés cotées à la Bourse des Valeurs de Casablanca et régis par le Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs tel que modifié et complété (Art. 68 ter et quater).

Selon l'article 68 ter, toute personne physique ou morale qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont cotées à la Bourse des valeurs, informe cette société ainsi que le conseil déontologique des valeurs mobilières et la société gestionnaire, dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date de franchissement de l'un de ces seuils de participation, du nombre total des actions de la société qu'elle possède, ainsi que du nombre de titres donnant à terme accès au capital et des droits de vote qui y sont rattachés. Elle informe en outre dans les mêmes délais le conseil déontologique des valeurs mobilières des objectifs qu'elle a l'intention de poursuivre au cours des douze mois qui suivent lesdits franchissements de seuils. Les obligations d'information destinées au conseil déontologique des valeurs mobilières telles que prévues au précédent alinéa doivent être remplies selon les modalités fixées par ledit conseil et préciser notamment si l'acquéreur envisage :

- ✓ d'arrêter ses achats sur la valeur concernée ou les poursuivre ;
- ✓ d'acquérir ou non le contrôle de la société concernée;
- ✓ de demander sa nomination en tant qu'administrateur de la société concernée.

Selon l'article 68 quater, toute personne physique ou morale possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote sur une société ayant son siège au Maroc et dont les actions sont inscrites à la cote de la Bourse des valeurs, et qui vient à céder tout ou partie de ces actions ou de ces droits de vote, doit en informer cette société ainsi que le conseil déontologique des valeurs mobilières et la société gestionnaire dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 68 ter ci-dessus, s'il franchit à la baisse l'un de ces seuils de participation.

## 2.10 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

### 2.9.1 DISPOSITIONS STATUTAIRES

Selon l'article 34 des statuts de la Société, en cas de résultat positif, le bénéfice net dégagé fait l'objet d'un prélèvement de 5% affecté à la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale excède le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue en dessous de ce dixième.

La somme nécessaire pour servir aux actionnaires un premier dividende est de 6% sur les sommes dont les actions sont libérées et non amorties, sans que, si les bénéfices d'une année ne permettent pas ce paiement, les actionnaires puissent le réclamer sur les bénéfices des années subséquentes.

Le reliquat est distribué aux actionnaires, sous forme de super-dividendes.

Toutefois, l'Assemblée Générale Ordinaire peut décider le prélèvement sur la portion revenant aux actionnaires à titre de superdividende, des sommes qu'elle juge convenable de fixer, soit pour être reportées à nouveau sur l'exercice suivant, soit pour des amortissements supplémentaires de l'actif, soit pour être portées à un ou plusieurs fonds de réserves extraordinaires.

Le Conseil fixe les époques de paiement des dividendes ; il peut, en cours d'année, procéder à la répartition d'acomptes si les bénéfices réalisés le permettent. Cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximum de 9 mois après la clôture de l'exercice.

Les dividendes non perçus 5 ans après la date de leur exigibilité sont prescrits au profit de la Société.

### 2.9.2 HISTORIQUE DE VERSEMENT DE DIVIDENDES

Les dividendes distribués au cours des quatre derniers exercices sont les suivants :

	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
<b>Résultat net (en Dh) de l'année n</b>	13 424 788	19 745 685	32 021 751	-8 828 988
<b>Dividendes distribués en n+1</b>	10 986 240	8 239 680	24 719 040	40 282 880
<b>Taux de distribution</b>	81,84%	41,73%	77,19%	ns
<b>Résultat net par action (en dh)</b>	24,4	21,6	35,0	ns
<b>Dividende par action (en Dh)</b>	<b>20,0</b>	<b>9,0</b>	<b>27,0</b>	<b>44,0</b>

Source : LGMC SA

## 1. MARCHÉ DES TITRES DE LA SOCIÉTÉ

La Société est cotée à la Bourse de Casablanca depuis 1974 sous le code ticker LGM.

Le titre est coté au troisième compartiment de la Bourse de Casablanca.

A ce jour, la Société n'a émis aucun titre de créances négociables sur le marché.

## 2. NOTATION

La Société n'a fait, à ce jour, l'objet d'aucune notation.

### 3. ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES

#### 5.1 CONVOCATION ET LIEU DE REUNION

Selon l'article 21 des statuts, l'Assemblée Générale est convoquée par le conseil d'administration ; à défaut, elle peut également être convoquée par les commissaires aux comptes, par un mandataire désigné par le Président du tribunal statuant en référé à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs actionnaires réunissant au moins le dixième du capital social, ou par les liquidateurs.

Trente jours au moins avant la réunion de l'assemblée, un avis de réunion, établi conformément aux prescriptions légales, doit être inséré dans un journal d'annonces légales et au bulletin officiel.

Les convocations aux assemblées sont faites par un avis inséré dans un journal d'annonces légales et au bulletin officiel. En outre les actionnaires propriétaires de titres nominatifs sont convoqués par lettre recommandée avec accusé de réception (ou par télécopie avec confirmation par lettre recommandée avec accusé de réception).

Le délai de convocation est au moins de 15 jours francs sur première convocation et de 8 jours francs sur convocation suivante. La deuxième assemblée, et le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée sont convoquées dans les mêmes formes que la première.

Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué par l'avis de convocation.

#### 5.2 COMPOSITION

Selon l'article 22 des statuts, les Assemblées Générales se composent de tous les actionnaires dont les actions sont libérées des versements exigibles, quel que soit le nombre d'actions possédées par chacun d'eux. Dans toutes les assemblées, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, déduction faite de celles qui sont privées du droit de vote en vertu des dispositions législatives ou réglementaires.

Chaque membre des Assemblées Générales a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sauf dans le cas prévu à l'article 9 des statuts qui prévoit un droit de vote double.

L'article 9 des statuts prévoit que chaque action confère à son propriétaire un droit de vote ainsi qu'il est prévu à l'article 22 ci-après et la même vocation aux bénéfices et au reliquat à la liquidation.

##### ▪ **Forme des actions**

Les titres d'actions sont nominatifs ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Les actions nominatives ne sont pas matérialisées. Leur représentation et les droits de leur titulaire résultent de la seule inscription sur le registre des transferts tenu par la société au siège social, dans les conditions prévues par la loi.

Tout titulaire d'une action nominative émise par la société est en droit d'obtenir une copie de cette inscription, certifiée conforme par le Président du Conseil d'Administration.

La société se réserve la faculté de ne pas créer matériellement de titres, la propriété des actions étant simplement constatée par une inscription nominative dans les registres sociaux ou par des titres au porteur.

##### ▪ **Cession des actions et des droits**

Sous réserve des dispositions légales ou réglementaires régissant la cession des valeurs mobilières cotées, la cession des actions s'effectue de la manière suivante :

- ✓ Les actions au porteur se transmettent par la simple tradition du titre.

- ✓ La cession des titres nominatifs ainsi que des actions dont la création matérielle n'a pas encore eu lieu, s'opère par le transfert inscrit sur un registre spécial et effectué par la société au vu d'un bulletin de transfert signé du cédant et, si les actions ne sont pas entièrement libérées, accepté par le cessionnaire.
- ✓ En cas d'augmentation ou de réduction de capital, de regroupement ou de division, les titulaires de droits faisant l'objet de rompus doivent faire leur affaire personnelle de la réduction des rompus par voie d'achat ou de cession de droits.
- ✓ Les titres sur lesquels les versements appelés auront été effectués, seront seuls admis au transfert.
- ✓ Tous les frais résultant du transfert seront à la charge du nouveau titulaire.
- ✓ La cession d'une action comprendra, à l'égard de la société, celle des dividendes échus au moment de la mutation des produits de l'exercice annuel en cours, ainsi que la part éventuelle dans les fonds de réserve et de prévoyance.

#### ▪ Droits et obligations attaches a l'action

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

Les actionnaires ne sont pécuniairement responsables que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils possèdent.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Les usufruitiers et les nus-propriétaires doivent se faire représenter par un seul d'entre eux; à défaut d'entente signifiée à la société, celle-ci ne reconnaît que l'usufruitier pour tous les droits pouvant être attachés à l'action; toutefois, les communications relatives à l'exercice du droit préférentiel de souscription en cas d'augmentation de capital, sont également faites au nu-propriétaire.

Les droits et obligations attachées à l'action, y compris le dividende en cours et la part éventuelle dans les réserves de la société, suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

Les actions nominatives depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire, entièrement libérées, bénéficient d'un droit de vote double dans les assemblées. Un droit de vote double a été conféré par l'assemblée générale extraordinaire du 29 octobre 1998 aux actions numérotées de 1 à 137.328.

Au 31 décembre 2009, le capital social de LGMC SA est constitué uniquement d'actions au porteur. Il n'existe plus d'action nominative et donc plus de droits de vote double.

### 5.3 QUORUM

Selon l'article 26 des statuts, pour délibérer valablement sur première convocation, l'assemblée générale ordinaire annuelle ou convoquée extraordinairement doit réunir le quart au moins des actions ayant le droit de vote.

Si elle ne réunit pas ce quorum, une nouvelle assemblée est convoquée dans les mêmes formes mais avec un délai de 8 jours francs, et délibère valablement quelle que soit la portion des actions représentées.

Selon l'article 31 des statuts, l'assemblée générale extraordinaire n'est régulièrement constituée et ne peut valablement délibérer que si les actionnaires, présents ou représentés, possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de voter.

Si sur première convocation, l'assemblée n'a pu réunir la moitié du capital, une seconde assemblée peut être convoquée qui délibère valablement si elle est composée d'un nombre représentant le quart du capital social. Si la seconde assemblée convoquée ne réunit pas le quorum du quart, elle peut être prorogée d'une date ultérieure de deux mois au plus avec le même quorum à partir du jour auquel elle avait été convoquée, l'assemblée prorogée doit réunir le quorum du quart.

#### 4. ORGANES D'ADMINISTRATION

Conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts de la Société, LGMC SA est administré par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de quinze membres au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Les administrateurs peuvent, dans la limite ci-dessus, adjoindre de nouveaux membres au Conseil s'ils le jugent utile, mais ces nominations doivent être soumises pour ratification à la prochaine assemblée générale qui fixe la durée du mandat des nouveaux administrateurs. Les administrateurs sont tenus de convoquer l'assemblée générale ordinaire dans un délai maximum de 30 jours si pour une raison quelconque le nombre d'administrateurs descend au dessous de trois. Si les nominations faites à titre provisoire ne sont pas ratifiées par l'assemblée des actionnaires, les actes faits depuis l'adjonction par le conseil n'en demeurent pas moins valables.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années au plus, chaque année s'entendant du temps compris entre une assemblée ordinaire annuelle et la suivante.

Les administrateurs peuvent toujours être réélus.

La composition du Conseil d'administration de LGMC SA au 31 décembre 2009 se présente comme suit :

Administrateurs	Fonction	Date de nomination	Expiration du mandat
Mohamed El Jamali	Président du conseil	Assemblée Générale du 18/08/06	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31/03/12
Karim Ayouche	Membre	Conseil d'administration du 17 décembre 2009	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31/03/12
Mutandis SCA, représentée par Adil Douiri	Membre	Conseil d'administration du 17 décembre 2009	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31/03/12
Driss Jettou	Membre	Conseil d'administration du 17 décembre 2009	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31/03/12
Mohamed Hassan Bensalah	Membre	Conseil d'administration du 17 décembre 2009	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31/03/12
Souad Benbachir	Membre	Conseil d'administration du 17 décembre 2009	Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31/03/12

Source : LGMC SA

##### ▪ Décisions du conseil d'administration

Conformément à l'article 14 des statuts, le conseil d'administration se réunit sur convocation du président aussi souvent que la loi le prescrit et que la bonne marche de la société le nécessite.

En cas de défaillance ou d'urgence, la convocation peut être faite par le ou les commissaires aux comptes ; en outre la convocation peut être faite par au moins le tiers des membres du conseil si ce dernier ne s'est pas réuni depuis trois mois. La présence effective de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité des délibérations. Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

##### ▪ Pouvoirs du conseil d'administration

Conformément à l'article 16 des statuts, le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Sa compétence s'étend à tous les actes non réservés à l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les statuts. Des

comités techniques peuvent être constitués, avec ou non le concours de tiers, le conseil en fixe la composition et les attributions.

Le président du conseil d'administration assume, sous responsabilité, la direction de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales d'actionnaires et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

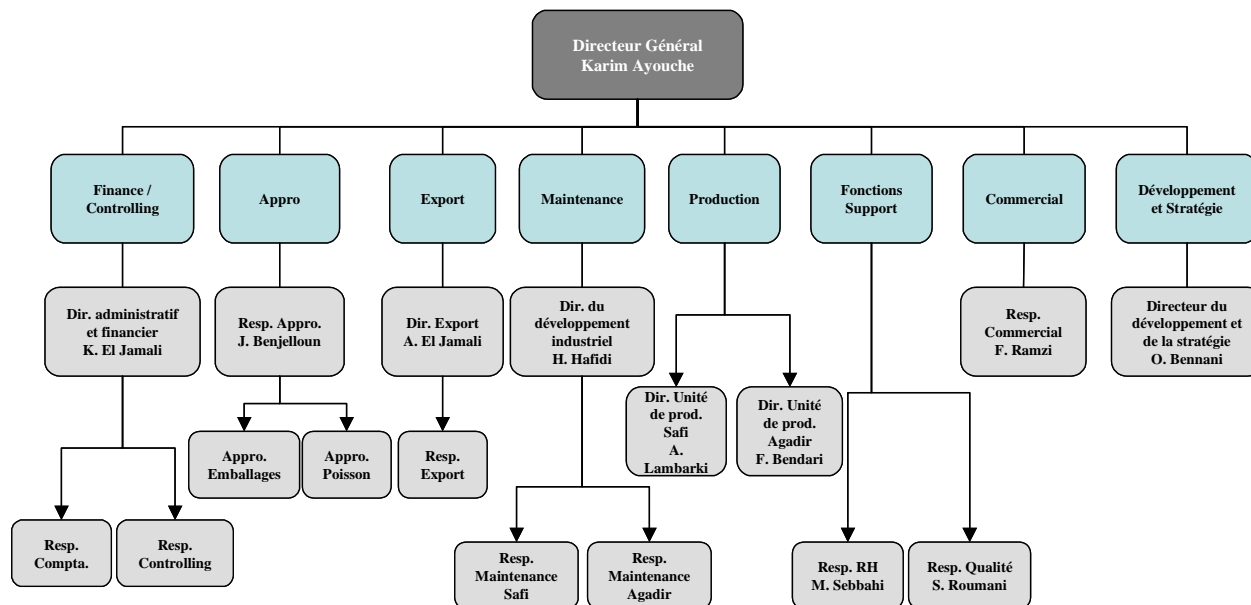
Dans les rapports avec les tiers, le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que l'acte dépassait cet objet et que les tiers ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président du conseil d'administration peut substituer tout ou partiellement dans ses pouvoirs à tous mandataires spéciaux qu'il avisera.

## 5. ORGANES DE DIRECTION

### 7.1 ORGANIGRAMME

L'organigramme fonctionnel de LGMC SA au 1er janvier 2010 est le suivant :



Source : LGMC SA

### 7.2 FORMATION ET EXPÉRIENCE DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

**Karim Ayouche** - Directeur Général - 47 ans, rejoint LGMC SA en 1989. Biochimiste et titulaire d'un Master en Commerce International, il occupe successivement les postes « Responsable ligne industrielle » chez Rhône Poulenc puis de « Chef de produit » chez Kerplas en France. Il a occupé successivement les postes de Directeur de Production puis de Directeur Commercial avant de prendre la Direction Générale de LGMC SA.

**Karim El Jamali** - Directeur Administratif et Financier - 33 ans, rejoint LGMC SA en 2004. Diplômé de l'université de Paris Dauphine, il a occupé plusieurs postes d'auditeur au sein d'un cabinet d'audit international à Paris avant de prendre la Direction Administrative et Financière de LGMC SA.

**Hanane Hafidi** - Directeur du Développement Industriel - 29 ans, rejoint LGMC SA en 2005. Ingénieur en Génie Industriel, elle a occupé le poste de « Responsable de la maintenance », avant de prendre la direction de la maintenance et du développement industriel de LGMC SA.

**Amine Lambarki** - Directeur Unités de production Safi - 34 ans, rejoint LGMC SA en 2000. Ingénieur agronome, il a occupé successivement les postes de « Responsable qualité » et « Chargé de mission » avant de prendre la direction de l'ensemble des sites de production de Safi.

**Fouzia Bendari** - Directeur Unités de production Agadir - 52 ans, rejoint LGMC SA en 1992. Docteur en Chimie, elle a occupé plusieurs postes de responsabilité au sein de OMP et au CEVPM de Boulogne sur Mer, puis successivement les postes de « Responsable qualité », et « Directeur de production » de LGMC SA avant de prendre la direction de l'ensemble des sites de production d'Agadir.

## 6. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

### 8.1 CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

#### ▪ Conventions conclues au cours de l'exercice 2008/2009

La société S.P.M. a accordé à la société LGMC SA au cours de l'exercice 2008/2009 une avance de trésorerie. Le solde du compte au 31 mars 2009 est de 6.000 kDh. Ces avances sont génératrices d'intérêt, le montant des intérêts provisionné au cours de l'exercice est de 29 kDh.

La société S.P.P. a accordé à la société LGMC SA au cours de l'exercice 2008/2009 une avance de trésorerie. Le solde du compte au 31 mars 2009 est de 5.000 kDh. Ces avances sont génératrices d'intérêt, le montant des intérêts provisionné au cours de l'exercice est de 16 kDh.

#### ▪ Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

La société Jakam a mis à disposition de la société LGMC SA un local à usage administratif. Le montant du loyer inscrit en charges en 2008/2009 est de 330 kDh.

La société LGMC SA a conclu avec la société Coprave<sup>1</sup> une convention d'assistance administrative. Le montant des honoraires inscrits en produits en 2008/2009 à 60 kDh.

La société LGMC SA a conclu avec la société S.P.M. une convention d'assistance administrative. Le montant des honoraires inscrits en produits en 2008/2009 à 120 kDh.

La société LGMC SA a conclu avec la société S.P.P. une convention d'assistance administrative. Le montant des honoraires inscrits en produits en 2008/2009 à 120 kDh.

La société LGMC SA a conclu avec la société Comarsop<sup>2</sup> une convention d'assistance administrative. Le montant des honoraires inscrits en produits en 2008/2009 à 18 kDh.

La société LGMC SA a conclu avec la société S.P.M. une convention de nettoyage des locaux. Le montant des honoraires inscrits en produits en 2008/2009 à 445 kDh.

La société LGMC SA a accordé à la société Kennemerland International une avance de trésorerie. Le montant des avances au 31 mars 2009 est de 2.150 kDh.

### 8.2 RÉMUNÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à l'article 18 des statuts, l'assemblée générale ordinaire peut allouer au conseil d'administration, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, qu'elle détermine librement, et que le conseil répartit entre ses membres dans les proportions qu'il juge convenables.

Le conseil lui-même peut allouer à certains administrateurs pour des missions spéciales, et aux comités techniques, une rémunération exceptionnelle.

Il peut également autoriser le remboursement des frais de voyage et de déplacement engagés sur décision préalable de sa part, dans l'intérêt de la société.

Les rémunérations et les remboursements des frais sont portés aux charges d'exploitation et soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Les administrateurs ne peuvent recevoir, en cette qualité, aucune autre rémunération de la société, à moins qu'ils ne soient liés à celle-ci par un contrat de travail dans les conditions prévues par la loi.

<sup>1</sup> Coprave est une société spécialisée dans la production de semi-conserves d'anchois

<sup>2</sup> Comarsop est une société spécialisée dans la pêche de pélagiques

Le tableau ci-dessous présente la rémunération attribuée au conseil d'administration au cours des trois derniers exercices :

En kDh	2006/2007	2007/2008	2008/2009
Jetons de présence	200	0	200

Source : LGMC SA

### 8.3 PLAN D'ACTIONNARIAT SALARIÉ

Au 31 décembre 2009, il n'existe pas de plan d'actionnariat salarié de LGMC SA.

### 8.4 PRÊTS ACCORDÉS PAR LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2009, il n'existe pas de prêts accordés par la Société.

**PARTIE 5 : MUTANDIS SCA**

---

## 1. ACTIVITÉ DE MUTANDIS SCA

### 1.1 HISTORIQUE DE MUTANDIS SCA

Mutandis SCA est une société d'investissement créée en avril 2008 par un groupe d'une quinzaine d'investisseurs marocains, espagnols et français de premier plan.

Mutandis SCA est une société au capital initial de 777 millions de dirhams, porté depuis à 1.048 millions de dirhams et dont le dirigeant principal est M. Adil Douiri, l'un des co-fondateurs et administrateur de la banque d'affaires CFG Group.

Mutandis est une société d'investissement à caractère institutionnel, visant à accélérer la croissance des entreprises qu'elle acquiert et dont elle assure la gestion.

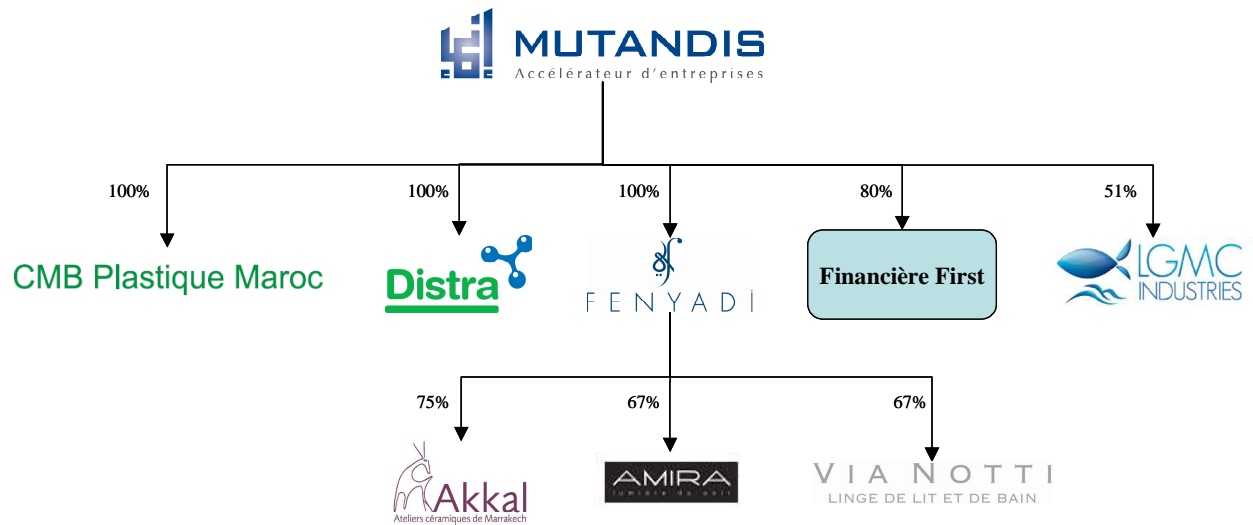
### 1.2 DATES CLÉS DE MUTANDIS SCA

Avril 2008	Création de la société d'investissement Mutandis, dotée d'un capital social initial de 777 mDh
Octobre 2008	Acquisition de la société Distra
Décembre 2008	Augmentation de capital de Distra réservée à Lesieur Cristal en contrepartie de l'apport de son activité Nettoyants liquides Maxis'
Décembre 2008	Création de Fenyadi
Décembre 2008	Création de Financière First
Janvier 2009	Acquisition de la société Akkal par Fenyadi
Février 2009	Acquisition de la société Amira Bougies par Fenyadi
Janvier 2009	Acquisition de la société Via Notti par Fenyadi
Novembre 2009	Acquisition de la société CMB Plastique Maroc
Novembre 2009	Augmentation de capital de Mutandis en vue de porter son capital social à 1 048 mDh
Décembre 2009	Acquisition de 51% du capital de la société LGMC SA

### 1.3 FILIALES DE MUTANDIS SCA

#### 1.3.1 ORGANIGRAMME DES PRINCIPALES PARTICIPATIONS

L'organigramme des participations de Mutandis SCA au 31 décembre 2009 est le suivant :



Source : Mutandis SCA

## 1.3.2 PRÉSENTATION DES PRINCIPALES FILIALES

Dénomination	Siège social	Secteur d'activité	Actionnariat	Capital social (en kDh)	Chiffre d'affaires (en kDh)	Résultat net (en kDh)	Div. perçus du dernier exercice (en kDh)
Distra SA <sup>1</sup>	Rue Al Mariniyne - Zone industrielle de Berrechid	Détergents	Mutandis SCA (100%)	127 936	54 000	-18 000	-
Fenyadi SARL	5/7 rue Ibnou Tofail, quartier Palmier - Casablanca	Artisanat	Mutandis SCA (100%)	30 000	Premier exercice non clôturé		-
Amira Bougies SA <sup>1</sup>	277 Zone Industrielle Sidi Ghanem Marrakech	Artisanat	Mutandis SCA (67%)	971	5 779	696	-
Via Notti SA <sup>1</sup>	322 Zone Industrielle Sidi Ghanem Marrakech	Artisanat	Mutandis SCA (67%)	602	8 648	457	-
Akkal SARL <sup>1</sup>	322 Zone Industrielle Sidi Ghanem Marrakech	Artisanat	Mutandis SCA (75%)	6 158	5 319	-2 502	-
Financière First SARL	5/7 rue Ibnou Tofail, quartier Palmier - Casablanca	Investissements financiers	Mutandis SCA (80%)	200 000	Premier exercice non clôturé		-
CMB Plastique SA <sup>1</sup>	Km 10,4 ancienne route de Rabat, Sidi Bernoussi - Casablanca	Emballages agroalimentaires	Mutandis SCA (100%)	63 300	193 011	22 610	-
LGMC SA <sup>2</sup>	37 rue des Aït Ba Amrane, 20300 Casablanca	Conserves agroalimentaires	Mutandis SCA (51%)	119 018	363 628	-8 829	-

Source : Mutandis SCA

### Distra

DISTRA est une société industrielle spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de détergents et produits d'hygiène de la maison et de la personne.

Sa gamme de produits se compose de :

- ✓ Lessives en poudre distribuées sous les marques WASH et NEX pour le lavage à la main ou en machine ;
- ✓ Eaux de Javel distribuées sous la marque MAXIS' ;
- ✓ Détergents liquides distribués sous la marque MAXIS' MAISON ;
- ✓ Pâte détergente multi-usage distribuée sous la marque MAGIX ;
- ✓ Liquide vaisselle distribué sous la marque MAGIX ;
- ✓ Shampoings distribués sous les marques ESTEVA et KIDS.

Créée en 2001, elle a été rachetée par Mutandis SCA en octobre 2008.

Distra est actuellement dirigée par M. Omar Rharbaoui, ancien Directeur d'Investissement de Mutandis SCA.

<sup>1</sup> Exercice clos au 31 décembre 2008

<sup>2</sup> Exercice clos au 31 mars 2009

### Fenyadi

Fenyadi est une société pionnière dans l'artisanat marocain de haut de gamme et de luxe.

Société Holding, Fenyadi a vocation à faire émerger un artisanat marocain renouvelé de la rencontre entre le savoir faire traditionnel, le design moderne, la gestion efficace et les moyens capitalistiques adaptés et à donner une réalité nouvelle au savoir vivre et au patrimoine marocains.

A ce jour, Fenyadi a pris le contrôle de trois entreprises d'artisanat (Via Notti, Akkal et Amira), respectivement spécialisées dans le linge de maison, la céramique décorative haut de gamme et les bougies décoratives.

Elle se fixe une ambition de développement élevée :

- ✓ Par croissance interne en développant les ventes de ses filiales au Maroc et à l'étranger sur les produits existants et sur de nouveaux produits,
- ✓ Par croissance externe en acquérant des entreprises d'artisanat disposant d'un savoir faire éprouvé et d'un potentiel élevé.

Fenyadi est actuellement co-gérée par Hicham El Habti et Ghita Chraïbi, tous deux anciens Directeurs d'Investissement de Mutandis SCA.

### Financière First

Financière First est un véhicule d'investissement et de prises de participations. A ce jour, Financière First a acquis des titres de la Société des Brasseries du Maroc, titres cotés à la Bourse de Casablanca. Au 31 décembre 2009, Financière First détient 8,6% du capital de la Société des Brasseries du Maroc.

### CMB Plastique Maroc

CMB Plastique Maroc est leader au Maroc dans la production d'emballages plastiques (préformes en PET et bouchons) destinés aux industries alimentaires liquides : boissons gazeuses, eaux minérales et huiles principalement. Créée en 1998 sous sa forme actuelle, elle détient près de 52% de part de marché (source : CMB Plastique Maroc).

En outre, elle est reconnue pour son savoir faire, sa maîtrise du marché et des spécificités de ses principaux donneurs d'ordre.

CMB Plastique Maroc est actuellement dirigée par un Directeur Général, Mohamed Lamti, assisté d'un Directeur Général délégué, Mohamed Lahlou, ancien directeur d'investissement de Mutandis SCA.

#### **1.4 ACTIVITÉ DE MUTANDIS SCA**

Mutandis SCA est une société holding créée en avril 2008 et dotée d'un capital initial de 777 millions de dirhams, porté à 1 048 millions de dirhams en novembre 2009.

Holdings industriel, Mutandis SCA a vocation à acquérir et gérer des entreprises à fort potentiel, orientées vers la consommation des ménages, afin d'en accélérer le développement. En les dotant d'un positionnement stratégique adapté, de ressources humaines qualifiées, spécialisées, de méthodes de management modernes et de moyens capitalistiques appropriés, Mutandis SCA ambitionne d'accélérer les trajectoires de croissance de ses filiales pour en faire des champions nationaux, références de leur secteur d'activité, sur le long terme.

## 2. SITUATION FINANCIÈRE DE MUTANDIS SCA

### 2.1 ANALYSE DES ÉTATS DE SOLDES DE GESTION

Le tableau ci-dessous présente les états de soldes de gestion de Mutandis SCA au 31 décembre 2008 (comptes sociaux):

En kDh	Au 31 décembre 2008
Ventes de biens et services produits	
Variation de stocks de produits	
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	
<b>Production de l'exercice</b>	
Achats consommés de matières & fournitures	5 953
Autres charges externes	8 610
<b>Consommation de l'exercice</b>	<b>14 563</b>
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>-14 563</b>
Impôts et taxes	13
Charges de personnel	3 288
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>-17 864</b>
Autres produits d'exploitation	
Autres charges d'exploitation	
Reprises d'exploitation, transferts de charges	18
Dotations d'exploitation	13 212
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-31 059</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>2 642</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>-28 417</b>
<b>Résultat non courant</b>	<b>-1</b>
Impôt sur les résultats	
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>-28 418</b>

Source : Mutandis SCA

## 2.1.1 ANALYSE DES ACHATS CONSOMMÉS DE MATIÈRES ET FOURNITURES

En kDh	Au 31 décembre 2008
<b>Achats consommés de matières et fournitures,</b>	<b>5 953</b>
<b>dont :</b>	
Achats non stockés de matières et de fournitures	156
<i>En % des achats consommés</i>	<i>2,6%</i>
Achats de travaux, études et prestations de services	5 798
<i>En % des achats consommés</i>	<i>97,4%</i>

Source : Mutandis SCA

Les achats consommés de matières et fournitures (ACMF) sont essentiellement constitués des achats de travaux, études et prestations de services pour un montant de 5 798 kDh, soit 97,4% des ACMF. Ce poste regroupe les prestations de cabinets de conseil dans le cadre des processus d'acquisition et de structuration des filiales.

## 2.1.2 ANALYSE DES AUTRES CHARGES EXTERNES

En kDh	Au 31 décembre 2008
<b>Autres charges externes,</b>	<b>8 610</b>
<b>dont :</b>	
Locations et charges locatives	171
<i>En % des autres charges externes</i>	<i>2,0%</i>
Redevances de crédit-bail	119
<i>En % des autres charges externes</i>	<i>1,4%</i>
Entretiens et réparations	31
<i>En % des autres charges externes</i>	<i>0,4%</i>
Primes d'assurances	36
<i>En % des autres charges externes</i>	<i>0,4%</i>
Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise	0
<i>En % des autres charges externes</i>	<i>0,0%</i>
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	7 585
<i>En % des autres charges externes</i>	<i>88,1%</i>
Redevances pour brevets, marques, droits	5
<i>En % des autres charges externes</i>	<i>0,1%</i>
Déplacements, missions et réceptions	162
<i>En % des autres charges externes</i>	<i>1,9%</i>
Reste du poste des autres charges externes	500
<i>En % des autres charges externes</i>	<i>5,8%</i>

Source : Mutandis SCA

Les autres charges externes représentent 8 610 kDh, dont plus de 88% sont constitués de rémunérations d'intermédiaires et d'honoraires (rémunération du gérant Mugest, commissaires aux comptes, tenue des comptes par un cabinet externe, secrétariat juridique...), qui s'établissent à 7 585 kDh.

### 2.1.3 ANALYSE DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION

En kDh	Au 31 décembre 2008
Ventes de biens et services produits	
Variation de stocks de produits	
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	
<b>Production de l'exercice</b>	
Achats consommés de matières & fournitures	5 953
Autres charges externes	8 610
<b>Consommation de l'exercice</b>	<b>14 563</b>
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>-14 563</b>
Impôts et taxes	13
Charges de personnel	3 288
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>-17 864</b>
Autres produits d'exploitation	
Autres charges d'exploitation	
Reprises d'exploitation, transferts de charges	18
Dotations d'exploitation	13 212
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-31 059</b>

Source : Mutandis SCA

Le résultat d'exploitation de l'exercice clos au 31 décembre 2008 s'établit à – 31 059 kDh. Les principaux éléments constituant ce résultat d'exploitation sont la valeur ajoutée, à hauteur de 46,9%, les charges de personnel, qui représentent 10,6% de ce résultat et les dotations d'exploitation, à hauteur de 42,5%.

Les dotations d'exploitation correspondent à l'amortissement des immobilisations en non valeur de 13 158 kDh, principalement constituées de frais préliminaires correspondant aux frais d'enregistrement relatifs à l'augmentation de capital réalisée lors de la constitution de Mutandis SCA.

## 2.1.4 ANALYSE DU RÉSULTAT NET

En kDh	Au 31 décembre 2008
Résultat d'exploitation	-31 059
Résultat financier	2 642
Résultat courant	-28 417
Résultat non courant	-1
Impôt sur les résultats	
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>-28 418</b>

Source : Mutandis SCA

Le résultat net de Mutandis SCA s'établit au 31 décembre 2008 à – 28 418 kDh, sous l'effet d'un résultat d'exploitation négatif de 31 059 kDh, en partie compensé par un résultat financier de 2 642 kDh.

Le résultat financier de Mutandis SCA au 31 décembre 2008 est essentiellement constitué des revenus liés au placement de sa trésorerie, constitué de comptes à vue pour un montant de 34 456 kDh et de titres et valeurs de placement pour un montant de 213 706 kDh.

## 2.1.5 ANALYSE DE L'AUTOFINANCEMENT

Au 31 décembre 2008, l'autofinancement de Mutandis SCA s'élève à –15 205 kDh. Le passage du résultat net à l'autofinancement est explicité dans le tableau ci-dessous :

En kDh	Au 31 décembre 2008
+ Résultat net	-28 418
+ Dotations aux amortissements	13 212
<b>= Autofinancement</b>	<b>-15 205</b>

Source : Mutandis SCA

## 2.2 ANALYSE DU BILAN

En kDh	Au 31 décembre 2008
<b>Actif</b>	
<b>Actif immobilisé</b>	<b>117 049</b>
Immobilisations en non valeur	0
Immobilisations incorporelles	35
Immobilisations corporelles	26 366
Immobilisations financières	90 648
Écarts de conversion actif	0
<b>Actif circulant</b>	<b>408 784</b>
Stocks	0
Créances de l'actif circulant	195 078
Titres et valeurs de placement	213 706
Écarts de conversion actif	0
<b>Trésorerie actif</b>	<b>34 456</b>
<b>Total Actif</b>	<b>560 289</b>
<b>Passif</b>	
<b>Capitaux permanents</b>	<b>554 332</b>
Capitaux propres	554 332
Dettes de financement	0
Provisions	0
Écarts de conversion passif	0
<b>Passif circulant</b>	<b>5 956</b>
Dettes du passif circulant	5 956
Autres provisions	
Écarts de conversion passif	
<b>Trésorerie passif</b>	
<b>Total Passif</b>	<b>560 289</b>

Source : Mutandis SCA

## 2.2.1 ANALYSE DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Immobilisations corporelles

En kDh	Au 31 décembre 2008
Terrains	
Constructions	
Install. Techniques, Matériel & Outillage	
Matériel de Transport	14
Mob., Mat. de bureau & Aménagements divers	307
Autres immobilisations corporelles	
Immobilisations corporelles en cours	26 046
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>26 366</b>
<i>En % de l'actif immobilisé</i>	<i>22,5%</i>

Source : Mutandis SCA

Les immobilisations corporelles de Mutandis SCA au 31 décembre 2008 sont constituées à hauteur de près de 99% d'immobilisations corporelles en cours, correspondant à l'acquisition de 25% d'un terrain à Casablanca. Les autres propriétaires du terrain sont CFG Group et Muteo, actionnaires de Mutandis SCA. Les formalités administratives et notariales n'ayant pas été finalisées au 31 décembre 2008, cette acquisition est classée en immobilisations en cours.

Immobilisations financières

En kDh	Au 31 décembre 2008
Prêts immobilisés	
Autres créances financières	7 600
Titres de participation	83 047
Autres titres immobilisés	
<b>Immobilisations financières</b>	<b>90 648</b>
<i>En % de l'actif immobilisé</i>	<i>77,4%</i>

Source : Mutandis SCA

Les immobilisations financières de Mutandis SCA représentent plus de 77% de son actif immobilisé à fin 2008, soit 90 648 kDh. Ce poste regroupe les titres de participation de Mutandis SCA dans les sociétés Distras, Fenyadi et Financière First à hauteur de 83 047 kDh, ainsi que d'autres créances financières à hauteur de 7 600 kDh. Ces créances financières sont exclusivement constituées d'une avance octroyée à la société Fenyadi, en vue de procéder à l'augmentation de capital de cette dernière.

## 2.2.2 ANALYSE DE L'ACTIF CIRCULANT

Créances de l'actif circulant

En kDh	Au 31 décembre 2008
Fournis. débiteurs, avances & acomptes	
Clients et comptes rattachés	
Personnel	20
État	2 912
Comptes d'associés	110 450
Autres débiteurs	81 680
Comptes de régularisation actif	16
<b>Créances de l'actif circulant</b>	<b>195 078</b>
<i>En % de l'actif total</i>	<i>34,8%</i>

Source : Mutandis SCA

Les créances de l'actif circulant s'élèvent au 31 décembre 2008 à 195 078 kDh.

Les comptes d'associés débiteurs présentent un solde de 110 450 kDh correspondant à la partie non encore versée par certains actionnaires suite à l'appel des deuxième et troisième quarts du capital social effectué le 20 novembre 2008. Au 31 décembre 2009, le capital social de Mutandis SCA est entièrement libéré.

Le poste « Autres débiteurs » s'élève à 81 680 kDh et est composé de la créance détenue par Mutandis sur CFG Group et Muteo relative à l'acquisition d'un terrain à Casablanca.

Titres et valeurs de placement

En kDh	Au 31 décembre 2008
Titres et valeurs de placement	213 706

Source : Mutandis SCA

Les titres et valeurs de placement, d'un montant de 213 706 kDh, correspondent à des placements de liquidités opérés auprès d'un OPCVM de la place.

## 2.2.3 ANALYSE DE LA TRÉSORERIE ACTIF

En kDh	Au 31 décembre 2008
Chèques et valeurs à encaisser	
Banques, T.G. et C.C.P.	34 455
Caisses, régies et accreditifs	
<b>Trésorerie Actif</b>	<b>34 455</b>

Source : Mutandis SCA

Au 31 décembre 2008, la trésorerie actif de Mutandis SCA s'élève à 34 455 kDh.

## 2.2.4 ANALYSE DES CAPITAUX PROPRES

En kDh	Au 31 décembre 2008
Capital social	777 000
Moins Actionnaires, capital souscrit non appelé	-194 250
Capital appelé et versé	582 750
Réserve d'investissement	0
Réserve légale	0
Report à nouveau	0
Résultat de l'exercice	-28 418
<b>Capitaux propres</b>	<b>554 332</b>

Source : Mutandis SCA

Au 31 décembre 2008, les capitaux propres de Mutandis SCA s'élèvent à 554 332 kDh.

A la même date, le capital social de Mutandis SCA est de 777 000 kDh, dont les trois quarts ont été appelé alors que son résultat net enregistre une perte de 28 418 kDh.

## 2.2.5 ANALYSE DU PASSIF CIRCULANT

En kDh	Au 31 décembre 2008
Fournisseurs et comptes rattachés	4 689
Clients créditeurs, avances et acomptes	
Personnel	965
Organismes sociaux	194
État	108
Comptes d'associés	
Autres créanciers	
Comptes de régularisation Passif	
Autres provisions pour risques et charges	
Écart de conversion Passif	
<b>Passif circulant</b>	<b>5 956</b>

Source : Mutandis SCA

Le passif circulant de Mutandis SCA s'élève à 5 956 kDh au 31 décembre 2008, dont 4 689 kDh représentent des dettes fournisseurs et comptes rattachés.

## 2.2.6 ANALYSE DE LA LIQUIDITÉ ET DE LA SOLVABILITÉ

Liquidité

Le tableau ci-dessous présente les différents ratios de liquidité de Mutandis SCA au 31 décembre 2008 :

	Au 31 décembre 2008
Ratio de liquidité générale <sup>1</sup>	68,6
Ratio de liquidité immédiate <sup>2</sup>	41,7

Source : Mutandis SCA

Les ratios de liquidité générale et immédiate permettent de mesurer la capacité d'une société à honorer ses engagements à court terme. Au 31 décembre 2008, Mutandis SCA présente un ratio de liquidité immédiate de 41,7 et un ratio de liquidité générale de 68,6. Ces ratios témoignent de la liquidité satisfaisante de Mutandis SCA au 31 décembre 2008.

<sup>1</sup> Current ratio = Actif circulant / Passif circulant

<sup>2</sup> Cash ratio = (Trésorerie + Titres et valeurs de placement) / Passif circulant

**Solvabilité**

	Au 31 décembre 2008
Levier financier <sup>1</sup>	0%
Indépendance financière <sup>2</sup>	99%

Source : Mutandis SCA

Les ratios de solvabilité permettent de mesurer la capacité de l'entreprise à honorer le paiement de sa dette et des intérêts produits par cette dernière.

Au 31 décembre 2008, le bilan de Mutandis SCA ne présentant pas d'endettement financier, le ratio de levier financier est nul alors que celui d'indépendance financière est proche de 1.

**2.3 ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT**

En kDh	Au 31 décembre 2008
+ Capacité d'autofinancement	-15 205
- Distribution de dividendes	
+ Cession et réduction des immobilisations	
+ Augmentation des capitaux propres et assimilés	582 750
+ Augmentation des dettes de financement	
<b>= Total Ressources stables</b>	<b>567 545</b>
+ Acquisition ou augmentation d'immobilisations	117 103
+ Remboursement des capitaux propres	
+ Remboursement des dettes de financement	
+ Emplois en non valeurs	13 158
<b>= Total Emplois stables</b>	<b>130 261</b>
<b>Variation du besoin de financement global</b>	<b>402 828</b>
Variation de trésorerie	34 456
<b>Trésorerie nette</b>	<b>34 456</b>

Source : Mutandis SCA

Au 31 décembre 2008, les ressources stables de Mutandis SCA s'élèvent à 567.545 kDh et sont constitués d'une capacité d'autofinancement négative de -15.205 kDh et de l'augmentation des capitaux propres à hauteur de 582.750 kDh. Les emplois stables s'élèvent quant à eux à 130.261 kDh et sont constitués d'acquisition d'immobilisations à hauteur de 117.103 kDh et d'emplois en non valeur à hauteur 13.158 kDh.

<sup>1</sup> Levier financier = Endettement financier / Capitaux propres

<sup>2</sup> Indépendance financière = Capitaux propres / Total passif

L'augmentation des immobilisations de 117.013 kDh correspond à hauteur de 22% à l'acquisition de 25% d'un terrain à Casablanca et à hauteur de 71% de l'acquisition de participation dans les sociétés Distra, Fenyadi et Financière First.

La variation du besoin de financement global ressort à 402.828 kDh. La trésorerie nette de Mutandis SCA s'élève ainsi à 34.456 kDh.

### **3. PERSPECTIVES DE MUTANDIS SCA**

Mutandis SCA ambitionne de devenir, comme son identité visuelle l'indique, un accélérateur de croissance pour les entreprises qu'il acquiert. Ces entreprises sont, en majorité, des entreprises industrielles, produisant au Maroc et orientées vers les produits de grande consommation.

Sur les années à venir, Mutandis SCA compte se concentrer sur les trois pôles d'activités actuels, à savoir l'artisanat de luxe, l'agroalimentaire et l'hygiène et éventuellement entamer son entrée dans le secteur de la distribution.

Pour financer les entreprises acquises et continuer sa croissance externe, Mutandis SCA prévoit d'augmenter son capital régulièrement, notamment via son introduction à la Bourse de Casablanca.

#### **4. FACTEURS DE RISQUE**

##### **Le risque marché**

L'activité de Mutandis SCA est liée à l'évolution des secteurs d'activité où opère le groupe ainsi qu'à la conjoncture économique nationale.

Cependant, la diversification des activités de Mutandis SCA permet d'atténuer l'impact de ce risque. Mutandis SCA opère dans des secteurs variés tels que l'artisanat, les détergents, les emballages et l'agroalimentaire.

##### **Le risque de concentration du portefeuille**

Le portefeuille des titres de participation détenus par Mutandis SCA est concentré à fin décembre 2009, pour près de 65%, sur trois sociétés : CMB Plastique, LGMC et Financière First. Ce risque est néanmoins maîtrisé au vu de la situation nette et des résultats dégagés par ces sociétés. De plus, près de 17% du portefeuille de Mutandis SCA est constitué de trésorerie.

**5. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES**

A la date d'établissement de la présente note d'information, il n'existe pas de litiges ni de faits exceptionnels susceptibles d'affecter de manière significative la situation financière de Mutandis SCA.

**PARTIE 6 : JAYBO SARL**

---

## 1. ACTIVITÉ DE JAYBO SARL

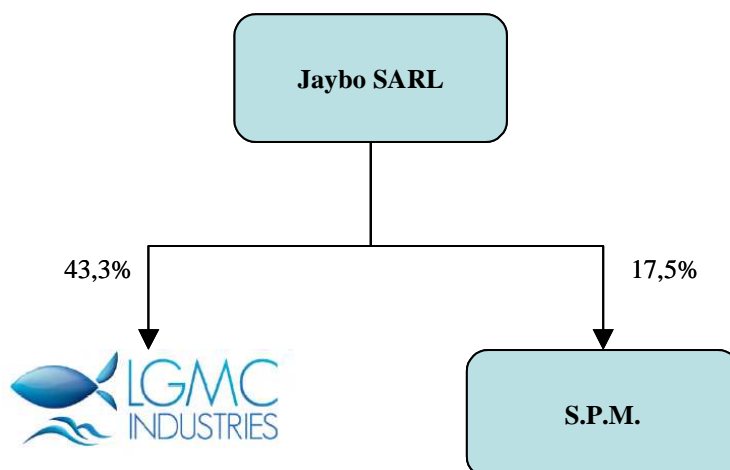
### 1.1 DATES CLÉS DE JAYBO SARL

Janvier 1998	Création de Jaybo SARL, holding détenu par les familles Ayouche, Alaoui - Bourquia et El Jamali au capital social initial de 500.000 dirhams, a été créée peu après la fusion ayant donné naissance à LGMC SA. L'objectif de cette création était de pérenniser l'actionnariat historique de LGMC SA.
Décembre 2007	Augmentation de capital par incorporation du report à nouveau portant le capital social de Jaybo SARL à 28.000.000 dirhams
Août 2008	Acquisition de 17,53% du capital de la société S.P.M., spécialisée dans la production de farine de poissons, auprès de LGMC SA pour un montant de 3.885 kDh
Décembre 2009	Signature d'un pacte d'actionnaires avec Mutandis SCA dans le cadre de la prise de contrôle majoritaire de Mutandis SCA dans la société LGMC SA

### 1.2 FILIALES DE JAYBO SARL

#### 1.2.1 ORGANIGRAMME DES PRINCIPALES PARTICIPATIONS

Au 31 décembre 2009, l'organigramme des participations de Jaybo SARL est le suivant :



## 1.2.2 PRÉSENTATION DES PRINCIPALES FILIALES

Dénomination	Siège social	Secteur d'activité	% du capital détenu	Résultat net (en kDh)	Situation nette (en kDh)	Montant des dividendes perçus du dernier exercice (en kDh)
LGMC SA <sup>1</sup>	37, rue Aït Ba Amrane - Casablanca	Conserves de poissons	43,3%	-8 829	168 278	12 390
S.P.M. SA <sup>2</sup>	Rue de l'Océan, Anza - Agadir	Farine et huile de poisson	17,5%	2 742	31 341	179

Source : Jaybo SARL

## 1.3 ACTIVITÉ DE JAYBO SARL

Jaybo SARL est le holding qui regroupe les participations des familles Ayouche, El Jamali et Alaoui Bourquia dans le secteur de l'industrie de transformation des produits de la mer,.

## 1.4 STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE JAYBO SARL

Jaybo SARL entend maintenir ses positions minoritaires dans le capital des sociétés LGMC SA et S.P.M.. Aucune stratégie d'investissement n'est aujourd'hui prévue par la gérance de la société.

<sup>1</sup> Exercice clos au 31 mars 2009

<sup>2</sup> Exercice clos au 31 décembre 2008

## 2. SITUATION FINANCIÈRE DE JAYBO SARL

*Avertissement : Étant donné la forme juridique de la société (société à responsabilité limitée), les comptes sociaux de Jaybo SARL ne sont pas certifiés par des commissaires aux comptes.*

### 2.1 ANALYSE DE L'ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

Le tableau ci-dessous présente les états des soldes de gestion de Jaybo SARL sur les trois dernier exercices clos les 31 décembre 2006, 2007 et 2008 :

En kDh	2006	2007	2008	Var. 06/07	Var. 07/08	TCAM
Ventes de biens et services produits		766		-	-	-
Variation de stocks de produits				-	-	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				-	-	-
<b>Production de l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>766</b>	<b>0</b>	-	-	-
Achats consommés de matières & fournitures		6	15	-	163,5%	-
Autres charges externes	107	264	121	147,0%	-54,0%	6,6%
<b>Consommation de l'exercice</b>	<b>107</b>	<b>270</b>	<b>136</b>	<b>152,3%</b>	<b>-49,4%</b>	<b>13,0%</b>
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>-107</b>	<b>496</b>	<b>-136</b>	-	-	<b>na</b>
Impôts et taxes	4	124	85	2715,4%	-31,1%	340,4%
Charges de personnel				-	-	-
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>-111</b>	<b>372</b>	<b>-222</b>	-	-	<b>na</b>
Autres produits d'exploitation	25		44	-	-	33,3%
Autres charges d'exploitation				-	-	-
Reprises d'exploitation, transferts de charges				-	-	-
Dotations d'exploitation	27	209	30	672,1%	-85,9%	4,4%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-113</b>	<b>163</b>	<b>-207</b>	-	-	<b>na</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>5 467</b>	<b>4 103</b>	<b>12 569</b>	<b>-25,0%</b>	<b>206,4%</b>	<b>51,6%</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>5 353</b>	<b>4 266</b>	<b>12 363</b>	<b>-20,3%</b>	<b>189,8%</b>	<b>52,0%</b>
<b>Résultat non courant</b>	<b>3 861</b>	<b>614</b>	<b>0</b>	<b>-84,1%</b>	<b>-99,9%</b>	<b>-98,9%</b>
Impôt sur les résultats	574	273	63	-52,5%	-76,9%	-66,8%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>8 641</b>	<b>4 607</b>	<b>12 300</b>	<b>-46,7%</b>	<b>167,0%</b>	<b>19,3%</b>

Source : Jaybo SARL

Au 31 décembre 2008, le résultat courant de Jaybo SARL s'élève à 12 363 kDh, contre un résultat courant de 5 353 kDh en 2006 et 4 266 kDh en 2007.

L'activité principale de Jaybo SARL étant la détention de titres de participations, le résultat courant est quasi-exclusivement constitué de produits financiers. Ainsi, le résultat financier de la société passe de 5 467 kDh en 2006 à 12 569 kDh en 2008, soit un TCAM de 51,6% sur la période. Les produits financiers enregistrés au cours

des trois derniers exercices correspondent en totalité aux dividendes versés par LGMC SA. Au 31 décembre 2007, Jaybo SARL enregistre par ailleurs 766 kDh de ventes de biens et services qui correspond à la location à LGMC SA, SPP et SPM d'un local à usage administratif.

En 2007, les dotations aux amortissements s'élèvent à 209 kDh contre 27 kDh en 2006. Cette hausse s'explique par l'acquisition d'immobilisations corporelles (constructions) qui vient augmenter le poste dotations aux amortissements. Suite à la cession de ces immobilisations en décembre 2007, le niveau des dotations aux amortissements baisse en 2008 pour atteindre 30 kDh.

En 2006 et 2007, la société enregistre respectivement un résultat non courant de 3 861 kDh et 614 kDh correspondant à la valeur nette d'amortissements des immobilisations cédées.

Le résultat net de Jaybo SARL est donc de 8 641 kDh en 2006, de 4 607 kDh en 2007 et de 12 300 kDh en 2008, soit un TCAM de 19,3% sur la période (2006-2008).

## 2.2 ANALYSE DU BILAN

Le tableau ci-dessous présente les bilans de Jaybo SARL des trois derniers exercices :

En kDh	2006	2007	2008	Var. 06/07	Var. 07/08	TCAM
<b>Actif</b>						
<b>Actif immobilisé</b>	<b>96 962</b>	<b>86 089</b>	<b>91 563</b>	<b>-11,2%</b>	<b>6,4%</b>	<b>-2,8%</b>
Immobilisations en non valeur		110	91	-	-17,7%	-
Immobilisations incorporelles				-	-	-
Immobilisations corporelles	6 224			-	-	-
Immobilisations financières	90 738	85 979	91 472	-5,2%	6,4%	0,4%
Écarts de conversion actif				-	-	-
<b>Actif circulant</b>	<b>5 508</b>	<b>4 492</b>	<b>347</b>	<b>-18,5%</b>	<b>-92,3%</b>	<b>-74,9%</b>
Stocks				-	-	-
Créances de l'actif circulant	5 508	4 492	347	-18,5%	-92,3%	-74,9%
Titres et valeurs de placement				-	-	-
Écarts de conversion actif				-	-	-
<b>Trésorerie actif</b>	<b>2 208</b>	<b>2 932</b>	<b>212</b>	<b>32,8%</b>	<b>-92,8%</b>	<b>-69,0%</b>
<b>Total Actif</b>	<b>104 678</b>	<b>93 512</b>	<b>92 122</b>	<b>-10,7%</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-6,2%</b>
<b>Passif</b>						
<b>Capitaux permanents</b>	<b>28 400</b>	<b>33 006</b>	<b>47 306</b>	<b>16,2%</b>	<b>43,3%</b>	<b>29,1%</b>
Capitaux propres	28 400	33 006	45 306	16,2%	37,3%	26,3%
Dettes de financement			2 000	-	-	-
Provisions				-	-	-
Écarts de conversion passif				-	-	-
<b>Passif circulant</b>	<b>76 279</b>	<b>60 506</b>	<b>44 816</b>	<b>-20,7%</b>	<b>-25,9%</b>	<b>-23,3%</b>
Dettes du passif circulant	76 279	60 506	44 816	-20,7%	-25,9%	-23,3%
Autres provisions				-	-	-
Écarts de conversion passif				-	-	-
<b>Trésorerie passif</b>				-	-	-
<b>Total Passif</b>	<b>104 678</b>	<b>93 512</b>	<b>92 122</b>	<b>-10,7%</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-6,2%</b>

Source : Jaybo SARL

L'actif immobilisé de Jaybo SARL est constitué en moyenne sur les 3 derniers exercices à hauteur de 98% d'immobilisations financières. En 2008, celles-ci augmentent pour atteindre 91 472 kDh. Cette hausse est liée à la prise de participation de Jaybo SARL dans la société S.P.M. à hauteur de 17,53% de son capital. En 2006, la société a acquis des immobilisations corporelles constituées d'un terrain et de constructions qu'elle a cédés en 2007.

L'actif circulant de Jaybo SARL est constituée exclusivement de créances, correspondant aux dividendes à recevoir des sociétés dans lesquelles Jaybo SARL détient une participation. L'actif circulant passe ainsi de 5 508 kDh en 2006 à 347 kDh en 2008.

Par ailleurs, en 2008, Jaybo SARL a contracté une dette de financement de 2 mDh qui a permis de financer l'acquisition des titres de SPM auprès de LGMC SA.

### 2.2.1 ANALYSE DES CAPITAUX PROPRES

En kDh	2006	2007	2008
Capital social	500	28 000	28 000
Moins Actionnaires, capital souscrit non appelé			
Capital appelé et versé			
Réserve légale			
Réserves diverses	100	100	100
Report à nouveau	19 159	300	4 906
Résultat de l'exercice	8 641	4 607	12 300
<b>Capitaux propres</b>	<b>28 400</b>	<b>33 006</b>	<b>45 306</b>

Source : Jaybo SARL

En 2008, les capitaux propres de Jaybo SARL atteignent 45.306 kDh contre 33.006 kDh en 2007 et 28.400 kDh en 2006. En 2007, la société a augmenté son capital social par incorporation du report à nouveau. Le capital social de Jaybo SARL passe ainsi de 500 kDh en 2006 à 28.000 kDh en 2007. L'augmentation des capitaux propres entre 2007 et 2008 est liée à l'évolution positive du résultat net et du report à nouveau de la société.

### 2.2.2 ANALYSE DES DETTES DU PASSIF CIRCULANT

En kDh	2006	2007	2008
Fournisseurs et comptes rattachés	3	71	70
Comptes d'associés	75 679	53 431	44 731
Autres créanciers	585	6 989	3
Comptes de régularisation Passif	12	16	12
<b>Dettes du passif circulant</b>	<b>76 279</b>	<b>60 506</b>	<b>44 816</b>

Source : Jaybo SARL

Les dettes du passif circulant de Jaybo sont constituées principalement de comptes d'associés, qui s'élèvent à 75.679 kDh en 2006, 53.431 kDh en 2007 et 44.731 kDh en 2008. Lors de la création de la société, les associés ont apporté les titres qu'ils détenaient dans LGMC SA. La contrepartie de cet apport est le poste « Comptes d'associés » qui est apuré au fur et à mesure des versements de dividendes. En 2007, la société a enregistré par ailleurs une dette envers des créanciers divers de l'ordre de 6 989 kDh.

### **3. PERSPECTIVES DE JAYBO SARL**

Jaybo SARL a vocation à rester actionnaire dans la société LGMC SA à hauteur de 34% du capital. Au 31 décembre 2009, Jaybo SARL détient 43,3% du capital de LGMC SA. La baisse du pourcentage de ce pourcentage de détention se fera par dilution lors d'une augmentation de capital réservée à Mutandis SCA.

Jaybo SARL a également vocation à rester actionnaire minoritaire de la société S.P.M..

#### **4. FACTEURS DE RISQUE**

##### **Le risque marché**

L'activité de Jaybo SARL est liée à l'évolution des secteurs d'activité où opèrent les filiales de la société ainsi qu'à la conjoncture économique nationale.

##### **Le risque de concentration du portefeuille**

Le portefeuille des titres de participation détenus par Jaybo SARL est exclusivement constitué des sociétés LGMC SA et S.P.M. Ce risque est néanmoins maîtrisé au vu de la situation nette et des résultats dégagés par ces sociétés.

**5. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES**

A la date d'établissement de la présente note d'information, il n'existe pas de litiges ni de faits exceptionnels susceptibles d'affecter de manière significative la situation financière de Jaybo SARL.

**PARTIE 7 : LGMC SA**

---

## 1. ACTIVITÉ DE LGMC SA

### 1.1 DATES CLÉS DE LGMC SA

- 1946 Des industriels français mettent en place à Agadir l'une des plus importantes unités de production de conserves de sardines du Maroc, appelée Amiaroc.
- La même année, à Safi, des industriels français créent la société « Les Conserveries Chérifiennes » (LCC).
- 1959 Introduction à la Bourse de Casablanca de la société Amiaroc.
- 1974 La famille El Jamali acquiert 50% du capital de LCC dans le cadre de la loi sur la marocanisation.
- La même année, la famille Ayouche acquiert la majorité du capital d'Amiaroc. La société fait alors partie de la concentration des Grandes Marques. Amiaroc prend l'initiative de fusionner avec les autres sociétés formant la concentration : Delory, Sonac, Comatonne, Sociali, Sicam et Bigeon. Elles prennent le nom de « Les Grandes Marques » (LGM).
- Le 16 décembre 1974, la société LGM prend la place d'Amiaroc à la Bourse de Casablanca avec une valeur nominale des titres qui s'établit à 130 Dhs.
- 1976 La société LGM absorbe le groupe des « Conserveries réunies OCEANIC ».
- 1996 LGM opère une fusion-absorption sur LCC. La nouvelle entité prend le nom de LGMC.
- Au moment de leur fusion, les deux sociétés présentent une complémentarité géographique et industrielle de leurs unités de production. Leurs marchés d'exportation sont également complémentaires. L'opération permet à la nouvelle entité de devenir le premier exportateur de conserves de poissons du Maroc (*source : management LGMC*).
- 1996 Nomination d'un comité de sauvegarde pour redresser la société S.P.P.
- 1997 Augmentation du capital social de la société S.P.P. pour le porter de 1.404 kDh à 2.808 kDh
- 2009 Mutandis SCA acquiert 51% du capital de la société LGMC SA

### 1.2 APPARTENANCE DE LA SOCIÉTÉ VISÉE À UN GROUPE

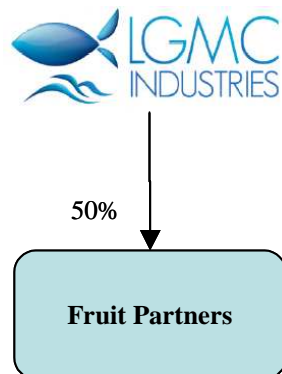
LGMC SA est une filiale à 51% de Mutandis SCA.

Au 31 décembre 2009, il n'existe pas de relations financières entre LGMC SA et Mutandis SCA.

### 1.3 FILIALES DE LGMC SA

#### 1.3.1 ORGANIGRAMME DES PRINCIPALES PARTICIPATIONS

L'organigramme juridique de LGMC SA au 31 décembre 2009 est le suivant :



Source : LGMC SA

#### 1.3.2 PRÉSENTATION DES PRINCIPALES FILIALES

Le tableau ci-dessous présente les principales filiales détenues contrôlées par LGMC SA au 31 décembre 2009 :

Dénomination	Siège social	Capital social (en kDh)	% du capital détenu	Principaux actionnaires	Chiffre d'affaires (en kDh)	Résultat net (en kDh)	Situation nette (en kDh)	Dividendes perçus (en kDh)
Fruit Partners SARL <sup>1</sup>	37, rue des Aït Ba Amrane - Casablanca	100	50%	LGMC (50%), Top Food (50%)	1 975	605	725	308

Source : LGMC SA

La société Fruit Partners a été créée en partenariat avec la société Top Food en vue de la campagne d'abricots de l'année 2007. La société Top Food est une filiale du groupe Unimer, spécialisée dans la transformation et l'exportation de produits agricoles (fruits, condiments et produits déshydratés).

<sup>1</sup> Exercice clos le 28 février 2009

## 1.3.3 PRÉSENTATION DES FLUX ENTRANTS ET SORTANTS ENTRE LGMC SA ET SES FILIALES

Les tableaux ci-dessous présentent les flux entrants et sortants entre LGMC SA et ses filiales au cours des trois derniers exercices :

2008/2009	SPP	SPM	COMARSOP	FRUIT PARTNERS	KENNEMERLAND INT.
<b>Ventes (en kDh)</b>	<b>1 702</b>	<b>4 206</b>	<b>18</b>		
Ventes de déchets	1 582	3 640			
Prestations facturées	120	566	18		
<b>Achats (en kDh)</b>	<b>393</b>	<b>564</b>		<b>56</b>	<b>700</b>
<b>Flux de trésorerie (en kDh)</b>	<b>5 016</b>	<b>6 029</b>			
Prêt à LGMC	5 000	6 000			
Intérêts facturés	16	29			
2007/2008	SPP	SPM	COMARSOP	FRUIT PARTNERS	KENNEMERLAND INT.
<b>Ventes (en kDh)</b>	<b>2 848</b>	<b>4 114</b>	<b>18</b>	<b>2 191</b>	
Ventes de déchets	2 728	3 678			
Prestations facturées	120	435	18	1 021	
Frais emballages facturés				1 170	
<b>Achats (en kDh)</b>				<b>838</b>	
2006/2007	SPP	SPM	COMARSOP	FRUIT PARTNERS	KENNEMERLAND INT.
<b>Ventes (en kDh)</b>	<b>2 667</b>	<b>3 838</b>	<b>18</b>		
Ventes de déchets	2 542	3 386			
Poisson frais	5	75			
Prestations facturées	120	377	18		

Source : LGMC SA

Au cours des trois derniers exercices, LGMC SA a enregistré des ventes avec S.P.P. et S.P.M., filiales spécialisées dans la production de farine et huile de poisson, pour un montant de 6.505 kDh en 2006/2007, 6.962 kDh en 2007/2008 et 5.908 kDh en 2008/2009. Ces ventes comprennent pour les trois derniers exercices des ventes de déchets, des prestations facturées ainsi que des ventes de poisson frais en 2006/2007 et des frais d'emballages facturés en 2007/2008. Par ailleurs, en 2008/2009, LGMC SA a également effectué des achats auprès de S.P.P. et S.P.M. pour un montant de 957 kDh. Au cours du même exercice, LGMC SA a contracté auprès de S.P.P. et S.P.M. des emprunts pour un montant global de 11.000 kDh, qui ont généré des intérêts facturés de 46 kDh.

Au cours des trois derniers exercices, LGMC SA a conclu avec la société Comarsop une convention d'assistance administrative dont le montant des honoraires est de 18 kDh.

En 2007/2008, LGMC SA a enregistré des ventes avec Fruit Partners pour un montant de 2.191 kDh, constituées de prestations facturées et de frais d'emballages facturés. Au cours du même exercice, LGMC SA a enregistré des achats auprès de Fruit Partners pour un montant de 838 kDh, contre 56 kDh en 2008/2009.

Enfin, en 2008/2009, LGMC SA a enregistré des achats auprès de Kennermerland pour un montant de 700 kDh.

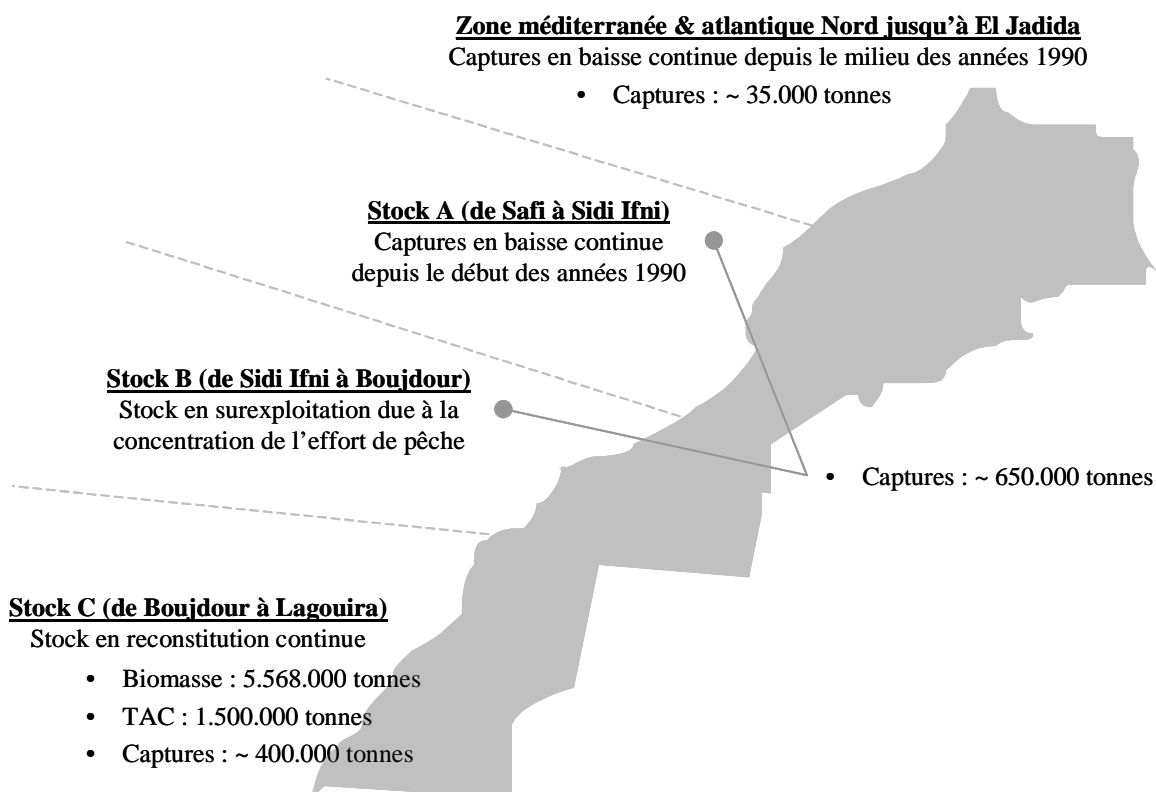
## 1.4 ACTIVITÉ DE LGMC SA

### 1.4.1 L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION DES PRODUITS DE LA PÊCHE

#### Les ressources halieutiques

Le Maroc dispose d'environ 3.500 km de côtes et d'une Z.E.E (zone économique exclusive) de 200 miles marins, qui lui permettent de posséder des ressources halieutiques riches et diversifiées.

La cartographie des zones de pêches au Maroc est la suivante :



Source : Département des Pêches Maritimes, 2006

### La production halieutique

Malgré la diversité des ressources halieutiques marocaines, les stocks exploités sont constitués essentiellement de petits pélagiques et de céphalopodes, et en particulier de sardine et de poulpe.

Le tableau ci-dessous présente la production halieutique côtière et artisanale nationale des trois dernières années :

En tonnes	2006	En % du total	2007	En % du total	2008	En % du total	Var. 06/07	Var. 07/08
Poisson pélagique	579 041	82,4%	566 110	83,2%	657 478	84,4%	-2,2%	16,1%
<i>Dont : Sardine</i>	452 180	64,4%	412 628	60,6%	523 045	67,1%	-8,7%	26,8%
Poisson blanc	87 461	12,5%	79 555	11,7%	79 639	10,2%	-9,0%	0,1%
Céphalopodes	28 466	4,1%	26 786	3,9%	36 120	4,6%	-5,9%	34,8%
Crustacés et coquillages	7 354	1,0%	7 911	1,2%	6 149	0,8%	7,6%	-22,3%
<b>Total</b>	<b>702 322</b>	<b>100,0%</b>	<b>680 362</b>	<b>100,0%</b>	<b>779 386</b>	<b>100,0%</b>	<b>-3,1%</b>	<b>14,6%</b>

Source : EACCE

La production de la pêche côtière et artisanale, toutes espèces confondues, a totalisé 779 386 tonnes en 2008 pour une valeur des captures enregistrées au niveau des halles de 4,3 milliards de dirhams. Le poisson pélagique débarqué par la flotte de pêche côtière a représenté en volume 84,4% des débarquements de la pêche côtière en 2008 avec respectivement 657 478 tonnes et 1,5 milliard de dirhams.

La production halieutique nationale est également composée de pêche hauturière. Celle-ci est principalement constituée de céphalopodes, et ne représente qu'une faible part de la production globale.

### Le contexte institutionnel de la pêche au Maroc

L'exploitation des bateaux au Maroc est soumise à des licences de pêche délivrées par le Ministère de la Pêche. L'octroi de ces licences est gelé depuis 1995. A travers cette mesure, le Ministère de la Pêche souhaite préserver intactes les réserves nationales. Il vise également une meilleure exploitation de la flotte actuelle, composée encore essentiellement de bateaux traditionnels. Ces derniers disposent rarement de systèmes de réfrigération et leurs captures sont souvent de qualité inférieure. Cette situation constitue une véritable barrière à l'entrée pour tout opérateur potentiel dans le secteur.

Par ailleurs, une réflexion est menée par les autorités marocaines en vue d'augmenter les quotas de pélagiques capturés (par le biais d'attribution de nouvelles licences de pêche) et surtout d'améliorer la qualité des approvisionnements. Les études menées notamment par l'INRH (Institut National de Recherche Halieutique) ont montré qu'une croissance des captures de pélagiques pouvait avoir lieu sans remettre en cause le renouvellement des espèces.

Depuis quelques années, une véritable réflexion est menée par les autorités et les professionnels du secteur afin d'améliorer la qualité et le rendement de la production halieutique nationale. Ces réflexions ont abouti à l'élaboration d'un certain nombre de plans stratégiques.

#### ❖ **Le Plan d'orientation stratégique pour la modernisation de la filière côtière et artisanale à l'horizon 2012**

Ce plan, lancé en 2008 par l'ONP, et doté d'un budget d'investissement de 4 milliards de dirhams, a plusieurs objectifs, dont :

- ✓ L'amélioration de la compétitivité du secteur et l'accroissement de sa contribution dans l'économie ;

- ✓ La mise en conformité avec les normes internationales afin de garantir la qualité et la traçabilité des produits ;
- ✓ La préservation de la ressource halieutique.

La mise en œuvre de ce programme vise la modernisation de tous les maillons de la filière, et notamment :

- ✓ Au niveau de l'organisation commerciale : gestion des ports de pêche, aménagement de villages de pêche et de points de débarquement, mise en place d'un système de traçabilité des produits de la pêche ;
- ✓ Au niveau du développement du secteur : mise à niveau et modernisation de la flotte de pêche côtière et artisanale grâce à la mise en place d'un fonds de garantie spécifique au secteur, modernisation des moyens de manutention et de déchargement et appui au secteur à travers la mise en place de pôles de compétitivité.

#### ❖ Le Programme Ibar

L'ONP a initié le programme Ibar dans le but de rajeunir la flotte de pêche côtière et artisanale. Ce programme s'articule autour de trois axes :

- ✓ La mise à niveau de la flotte artisanale, qui concerne l'équipement en installations de stockage, de conservation et de sécurité à bord de 16 000 barques ;
- ✓ La mise à niveau de la flotte côtière à travers la mise en place de systèmes d'isolation et de réfrigération des cales pour près de 1 800 bateaux de pêche ;
- ✓ La modernisation de la flotte côtière par le remplacement de 800 bateaux, en service depuis plus de 15 ans, par de nouvelles unités modernes.

L'enveloppe dédiée à ce programme s'élève à 977 millions de dirhams.

#### ❖ La stratégie Halieutis

Plus récemment, le secteur de la pêche au Maroc s'est doté d'une nouvelle stratégie baptisée « Halieutis », qui vise la modernisation des différents segments du secteur ainsi que l'amélioration de sa compétitivité et de sa performance. De manière globale, l'objectif est de tripler le PIB du secteur d'ici 2020 pour en faire un véritable moteur de la croissance nationale. Ce programme vise également à augmenter le nombre des emplois directs à 115 000 contre 61 650 actuellement.

La nouvelle stratégie prévoit la concrétisation de 16 projets structurants dans les filières de transformation et de valorisation des produits de la mer. Les principaux projets de la stratégie Halieutis concernent :

- ✓ Le réaménagement des pêcheries sur la base de quotas afin d'atteindre un rendement maximal de 95% des ressources débarquées contre 5% aujourd'hui ;
- ✓ L'équipement des navires en cales réfrigérées ;
- ✓ Le développement de l'aquaculture pour en faire un moteur de croissance majeur ;
- ✓ La création de pôles de compétitivité à travers le Royaume pour améliorer la valorisation des produits de la mer, augmenter le taux d'utilisation des capacités de production et permettre aux industriels d'élargir leurs gammes de produits.

**L'industrie de transformations des produits de la pêche**

Le tableau ci-dessous présente la répartition de la production halieutique par destination :

En tonnes	2006	En % du total	2007	En % du total	2008	En % du total	Var. 06-07	Var. 07-08
Consommation	358 188	51,0%	322 653	47,4%	323 126	41,5%	-9,9%	0,1%
Conserves	158 323	22,5%	137 498	20,2%	122 696	15,7%	-13,2%	-10,8%
Congélation	41 271	5,9%	33 741	5,0%	59 771	7,7%	-18,2%	77,1%
Farine et huile de poisson	138 061	19,7%	179 415	26,4%	259 897	33,3%	30,0%	44,9%
Salaison	1 542	0,2%	2 524	0,4%	9 281	1,2%	63,7%	267,7%
Appât	4 938	0,7%	4 531	0,7%	4 614	0,6%	-8,2%	1,8%
<b>Total</b>	<b>702 323</b>	<b>100,0%</b>	<b>680 362</b>	<b>100,0%</b>	<b>779 385</b>	<b>100,0%</b>	<b>-3,1%</b>	<b>14,6%</b>

Source : EACCE

La consommation reste le premier débouché de la production halieutique et représente plus de 40% des débarquements en 2008 contre 51% en 2006.

Eu égard aux conditions de débarquements, plus de 33% de la production sont destinés aux sous-produits de la pêche (farine et huile de poisson) en 2008 contre 19,6% en 2006. Les plans de modernisation de la flotte et d'amélioration des conditions de débarquements devraient permettre de réduire ce pourcentage au profit de produits à plus haute valeur ajoutée.

L'industrie de la conserve constitue le troisième débouché des débarquements et représente en moyenne 19,5% des débarquements totaux entre 2006 et 2008, soit en moyenne près de 140 000 tonnes de poissons traitées annuellement sur cette période.

L'industrie de transformation des produits de la mer est essentiellement tournée vers l'export, qui représente environ 80% de la production totale du secteur. De plus, l'inexistence de données statistiques fiables pour le marché local rend difficile l'étude globale du secteur. Aussi, l'analyse des données sectorielles se limitera-t-elle aux exportations de conserves de poissons.

En 2007, la production halieutique nationale a enregistré une baisse de 3,1%, suite à des problèmes de disponibilité des ressources halieutiques sur les côtes marocaines. Cette baisse a été intégralement compensée en 2008, puisque la production halieutique nationale a augmenté de 14,6% pour atteindre 779.385 tonnes.

❖ **Positionnement produits**

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des exportations de conserves de poissons par espèce depuis 2006 :

	2006		2007		2008		Var 06-07		Var 07-08	
	En tonnes	En mDh	En tonnes	En mDh	En tonnes	En mDh	En tonnes	En mDh	En tonnes	En mDh
Sardines	119 647	2 722	102 779	2 561	113 333	3 043	-14,1%	-5,9%	10,3%	18,8%
Maquereaux	9 932	384	10 108	373	9 375	349	1,8%	-2,9%	-7,3%	-6,4%
Autres	6 740	207	4 564	154	2 959	87	-32,3%	-25,8%	-35,2%	-43,2%
<b>Total</b>	<b>136 319</b>	<b>3 313</b>	<b>117 450</b>	<b>3 088</b>	<b>125 667</b>	<b>3 479</b>	<b>-13,8%</b>	<b>-6,8%</b>	<b>7,0%</b>	<b>12,7%</b>

Source : EACCE

Le secteur de la conserve de poissons réalise un chiffre d'affaires d'environ 3,5 milliards de dirhams en 2008, contre 3,3 milliards de dirhams en 2006 et 3,1 milliards en 2007. Les principaux produits commercialisés sont les conserves de sardines, de maquereaux et de thon.

Le principal produit à l'export est la sardine, qui représente 90,2% des volumes exportés en 2008 pour une valeur de 3,0 milliards de dirhams. Les industriels marocains exportent également des conserves de maquereaux, qui représentent quant à elles en moyenne 7,8% des tonnages exportés sur la période (2006-2008) pour une valeur moyenne de 368 millions de dirhams.

En 2007, les exportations marocaines de conserves de poissons ont globalement enregistré une baisse de 6,8% en valeur et 13,8% en volume, en lien avec le recul de la production halieutique nationale et la raréfaction des ressources durant cet exercice. En 2008, les exportations marocaines enregistrent une hausse de 7% en volume et 12,7% en valeur, sous l'effet d'une demande mondiale en conserves de poissons croissante.

#### ❖ Positionnement géographique

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des exportations de conserves de sardines en tonnage et en valeur par zone géographique depuis 2006 :

En tonnes	2006	En %	2007	En %	2008	En %	Var 06/07	Var 07/08
Europe	44 491	37,2%	35 124	34,2%	39 455	34,8%	-21,1%	12,3%
Afrique	50 702	42,4%	49 268	47,9%	54 338	47,9%	-2,8%	10,3%
Moyen-Orient	18 771	15,7%	13 770	13,4%	14 174	12,5%	-26,6%	2,9%
Reste du monde	5 683	4,7%	4 616	4,5%	5 366	4,7%	-18,8%	16,2%
<b>Total</b>	<b>119 647</b>	<b>100,0%</b>	<b>102 779</b>	<b>100,0%</b>	<b>113 333</b>	<b>100,0%</b>	<b>-14,1%</b>	<b>10,3%</b>

Source : EACCE

Les principaux marchés clients de conserves de sardines marocaines sont l'Afrique et l'Europe (82,8% des exportations en volume en 2008).

#### Afrique

Le marché africain est un marché traditionnel pour les industriels marocains, les exportations marocaines vers l'Afrique représentant en moyenne 46,1% du total des exportations de conserves de sardines sur la période (2006-2008).

Les prix de vente pratiqués sur ce marché sont inférieurs à ceux pratiqués dans les autres régions, et ce en raison de la faible valeur ajoutée des produits exportés, qui sont essentiellement composés de conserves de sardines pleines.

#### Europe

Le marché européen représenté près de 35% des exportations marocaines de conserves de sardines en 2008, soit un volume de 39 455 tonnes, en progression de plus de 12% par rapport à 2007. Les principaux pays clients des conserveurs marocains sont l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France.

#### Moyen-Orient

Le Moyen-Orient représente près de 14% en moyenne sur la période (2006-2008). Les exportations marocaines de conserves de sardines sur ce marché sont quasi-stables en volume sur cette période, le taux de croissance annuel moyen se situant à moins de 3%.

#### Reste du monde

Les conserves de sardines marocaines sont également exportées vers l'Amérique ainsi que l'Asie et l'Océanie, les États-Unis étant le principal marché client sur ces autres zones géographiques.

#### ❖ Parts de marché

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des exportations marocaines de conserves de poisson sur les trois derniers exercices ainsi que la part de marché de LGMC SA sur cette période :

En mDh	2006/2007	2007/2008	2008/2009	Var. 07/08	Var. 08/09
Exportations marocaines de conserves	3 361,1	3 332,2	3 322,0	-0,9%	-0,3%
<i>Dont sardines</i>	2 733,6	2 845,7	2 881,9	4,1%	1,3%
<i>Dont maquereaux</i>	410,8	355,6	350,2	-13,4%	-1,5%
<i>Dont autres</i>	61,4	36,4	41,2	-40,7%	13,0%
<i>Dont thon</i>	155,3	94,5	48,7	-39,2%	-48,4%
Chiffre d'affaires LGMC SA	375,4	406,0	363,6	8,2%	-10,4%
<i>Dont sardines</i>	347,2	378,6	333,9	9,0%	-11,8%
<b>Part de marché globale</b>	<b>11,2%</b>	<b>12,2%</b>	<b>10,9%</b>	<b>1,0 pts</b>	<b>-1,2 pts</b>
<b>Part de marché sardines</b>	<b>12,7%</b>	<b>13,3%</b>	<b>11,6%</b>	<b>0,6 pts</b>	<b>-1,7 pts</b>

Source : EACCE - LGMC SA

En moyenne sur les trois derniers exercices, la part de marché globale de LGMC SA sur les exportations marocaines de conserves de poissons s'élève à 11,4%. Sur le marché des conserves de sardines, la part de marché de LGMC SA est en moyenne sur les trois derniers exercices de 12,5%.

#### ❖ Réglementation sectorielle, autorités de tutelle et de contrôle

L'industrie de la pêche est encadrée par de nombreux textes législatifs. Au même titre que tout autre produit alimentaire vendu sur le territoire national, les conserves de poisson sont soumises au contrôle sanitaire selon le Dahir n°18 31 08 du 9 moharrem 1405 (5 octobre 1984) portant loi n°1383 relative à la répression des fraudes sur les marchandises.

Les conserves de poisson exportées sont quant à elle contrôlées à tous les niveaux de la chaîne de production. Avant toute exportation, ces produits sont notamment contrôlés par le Département de l'Élevage du Ministère de l'Agriculture et des Pêches maritimes ainsi que par l'EACCE.

L'EACCE est un organisme public chargé principalement de garantir la conformité des produits alimentaires marocains destinés à l'exportation aux exigences réglementaires des marchés internationaux et de s'assurer du bon respect de toutes les dispositions obligatoires liées au risque de la santé humaine. L'EACCE délivre notamment aux industriels de la conserverie de poisson un certificat d'inspection nécessaire à l'obtention du visa d'exportation administré par les services vétérinaires.

Plus en amont dans la chaîne de production des conserves de poisson, l'Office national des pêches (ONP) constitue l'autorité de contrôle des approvisionnements en matières premières. L'ONP est chargé de la gestion des marchés de première vente des produits de la mer. Créé en 1969, l'Office a fait l'objet d'une redéfinition de son rôle en 1996, qui a permis de repositionner sa mission autour de son métier de base et d'accompagner le secteur de la pêche côtière et artisanale dans sa restructuration et sa modernisation.

#### ❖ Les principaux intervenants du secteur

A ce jour, l'industrie de la conserve de poissons compte actuellement une quarantaine d'unités de traitement réparties essentiellement entre Safi et Agadir.

Les capacités de traitement du secteur s'établissent aujourd'hui à environ 600 000 tonnes de matières premières. En pratique, les industriels du secteur traitent près de 300 000 tonnes de matières premières annuellement, soit un taux d'utilisation des capacités de production d'environ 50%. La faiblesse de ce taux d'utilisation est essentiellement liée à la problématique de l'approvisionnement, dont la quantité et la qualité ne permettent pas aux conserveurs marocains d'exploiter régulièrement leurs unités de production à leurs capacités maximales. La stratégie Halieutis ainsi que les différents plans mis en place par l'ONP devraient néanmoins permettre d'améliorer la qualité de l'approvisionnement, et d'augmenter ainsi la part des débarquements allouée à l'industrie de la conserve, au détriment des sous-produits (farine et huile de poisson).

En dehors de LGMC SA, les principaux intervenants<sup>1</sup> du secteur sont :

- ✓ Unimer : Cotée à la Bourse de Casablanca, Unimer est l'un des principaux acteurs du secteur depuis sa création en 1934. Le groupe dispose de 3 unités de production à Safi et Agadir. Le groupe Unimer est également présent dans la conserverie végétale et la distribution de produits agroalimentaires ;
- ✓ Consenor : Fondée en 1947, cette société est l'une des plus anciennes du secteur et compte 3 unités de production à Agadir et Safi. Les deux principales marques du groupe sont Princesse et La Safiote ;
- ✓ Belma : Créée en 1947, l'entreprise est implantée à Agadir et commercialise ses produits sous les marques Belma et Anza.

#### ❖ Les organisations professionnelles

La fédération des industries de transformation et de valorisation des produits de la pêche (FENIP) est une organisation professionnelle créée le 21 novembre 1996. elle succède à la fédération des industries de la conserve du Maroc (FICOMA) créée en 1948. Fédération sectorielle, membre de la CGEM, la FENIP a essentiellement pour but :

- ✓ De représenter et de défendre les intérêts de ses adhérents ;
- ✓ D'étudier les mesures propres à développer les industries de transformation des produits de la pêche et à améliorer les conditions de production, de distribution et de vente des produits ;
- ✓ De fournir à ses adhérents toute assistance de nature à promouvoir et à développer leurs activités.

Le secteur des industries de transformation des produits de la mer regroupe sept branches d'activité dont six sont représentées au sein d'organisations professionnelles adhérentes à la FENIP et en particulier l'Union nationale des industries de la conserve de poisson (UNICOP).

#### 1.4.2 ACTIVITÉ DE LGMC SA

##### Positionnement Produits

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires par produits sur les trois derniers exercices :

Chiffre d'affaires (en mDh)	06/07	En %	07/08	En %	08/09	En %	Var. 06/07 - 07/08	Var. 07/08 - 08/09	TCAM
<i>Sardines</i>	347,2	93%	378,6	93%	333,9	92%	9%	-12%	-2%
<i>Maquereaux</i>	11,8	3%	14,5	4%	14,1	4%	23%	-3%	9%
<i>Thon</i>	0,1	0%	0,3	0%	0,6	0%	100%	128%	114%
<i>Autres</i>	0,0	0%	0,0	0%	0,0	0%			
Conserves de poissons	359,2	96%	393,4	97%	348,6	96%	10%	-11%	-1%
<i>Dont Export</i>	354,1	94%	389,4	96%	343,9	95%	10%	-12%	-1%
Conserves végétales	8,4	2%	2,1	1%	8,6	2%	-75%	315%	1%
<i>Dont Export</i>	6,5	2%	0,4	0%	6,7	2%	-94%	1600%	2%
Autres	7,8		10,6		6,5		36%	-39%	-9%

<sup>1</sup> Eu égard à la forte intensité concurrentielle du secteur, les indicateurs concernant les principaux intervenants ne sont pas disponibles.

<i>Dont Export</i>									
<b>Total</b>	<b>375,4</b>	<b>100%</b>	<b>406,0</b>	<b>100%</b>	<b>363,6</b>	<b>100%</b>	<b>8%</b>	<b>-10%</b>	<b>-2%</b>
<i>Dont Export</i>	<i>360,6</i>	<i>96%</i>	<i>389,8</i>	<i>96%</i>	<i>350,6</i>	<i>96%</i>	<i>8%</i>	<i>-10%</i>	<i>-1%</i>

Source : LGMC SA

L'activité principale de LGMC SA consiste en la production et la commercialisation de conserves de poissons, et notamment de sardines. De fait, les conserves de sardines représentent en moyenne 93% du chiffre d'affaires total sur la période (2006/2007-2008/2009).

Par ailleurs, la Société est également présente dans la conserverie végétale à travers la production et la commercialisation de conserves d'abricots. Cette activité reste cependant marginale et représente en moyenne 2% du chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices.

Le chiffre d'affaires de la Société est également constitué de ventes de déchets (rubrique Autres).

Chacun des produits, et notamment les conserves de sardines et de maquereaux, est décliné en produits «classiques» (poissons entiers) et en produits à plus haute valeur ajoutée.

Ainsi, en ce qui concerne la conserve de sardines, LGMC SA présente la gamme suivante :

- ✓ Sardines « classiques » à l'huile (huile de soja, huile d'olive, huile de tournesol) ;
- ✓ Sardines « classiques » à la tomate ;
- ✓ Sardines sans peau et sans arêtes à l'huile, à la tomate, au citron, à l'ail, au basilic.

En ce qui concerne la conserve de maquereaux, la gamme de produits se décline comme suit :

- ✓ Maquereaux « classiques » au naturel, à la sauce tomate ou à l'huile ;
- ✓ Filets de maquereaux.

Le segment des conserves végétales est décliné en deux produits :

- ✓ Des oreillons d'abricots au sirop ;
- ✓ De la confiture d'abricots.

### Positionnement géographique

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des ventes à l'export de LGMC SA par zone géographique sur les trois derniers exercices :

<b>Chiffre d'affaires Export (en mDh)</b>	<b>06/07</b>	<b>En %</b>	<b>07/08</b>	<b>En %</b>	<b>08/09</b>	<b>En %</b>	<b>Var. 06/07 - 07/08</b>	<b>Var. 07/08 - 08/09</b>	<b>TCAM</b>
<b>Afrique</b>	136,1	37,7%	161,4	41,4%	164,2	46,8%	18,7%	1,7%	9,9%
<b>Europe</b>	141,9	39,4%	152,6	39,2%	120,1	34,3%	7,6%	-21,3%	-8,0%
<b>Moyen-Orient</b>	38,9	10,8%	32,0	8,2%	29,2	8,3%	-17,6%	-8,7%	-13,3%
<b>Divers</b>	43,8	12,1%	43,7	11,2%	37,1	10,6%	-0,2%	-15,1%	-7,9%
<b>Total</b>	<b>360,6</b>	<b>100,0%</b>	<b>389,8</b>	<b>100,0%</b>	<b>350,6</b>	<b>100,0%</b>	<b>8,1%</b>	<b>-10,1%</b>	<b>-1,4%</b>

Source : LGMC SA

### **Afrique :**

L'Afrique représente 46,8% du chiffre d'affaires en 2008/2009. Les ventes en Afrique sont essentiellement constituées de conserves de sardines pleines à l'huile végétale. Le principal marché africain est la République Démocratique du Congo, suivi du Nigeria et de l'Angola. Les autres marchés africains de LGMC SA sont le Bénin, le Cameroun, le Congo, le Gabon, le Ghana, l'Ouganda, la Tanzanie et le Togo.

Les ventes sur le marché africain se font essentiellement sous marques propres. Ce marché est par ailleurs caractérisé par des prix de vente moyens inférieurs aux prix de vente moyens appliqués sur les autres destinations, et ce en raison de la faible valeur ajoutée des produits vendus sur le marché africain.

### Europe :

Les ventes de LGMC SA en Europe sont essentiellement destinées aux marchés de l'Union Européenne, qui représentent 98,0% du chiffre d'affaires Europe en 2007/2008 et 94,9% en 2008/2009. L'Europe de l'Est constitue pour LGMC SA un nouveau marché à fort potentiel de développement.

Les principaux marchés européens de LGMC SA sur les trois derniers exercices sont : l'Allemagne (en moyenne 32,6% du chiffre d'affaires réalisé en Europe) et le Royaume-Uni (en moyenne 36,1% du chiffre d'affaires réalisé en Europe).

Le marché européen est caractérisé par une part relativement plus importante des produits à haute valeur ajoutée (sardines sans peau et sans arêtes, emballages aluminium), vendus essentiellement sous marques distributeurs.

### Moyen-Orient :

Le Moyen-Orient représente en moyenne 9,1% du chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices. Les principaux marchés clients sont l'Arabie Saoudite, le Liban, la Syrie et la Jordanie.

### Positionnement Marques

L'évolution du chiffre d'affaires de LGMC SA par marque sur les trois derniers exercices est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Chiffre d'affaires Conserves (en kDh)	06/07	En %	07/08	En %	08/09	En %	Var.	Var.	TCAM
							06/07 - 07/08	07/08 - 08/09	
<b>Marques propres</b>	<b>197 273</b>	<b>53,7%</b>	<b>204 525</b>	<b>51,7%</b>	<b>206 817</b>	<b>57,4%</b>	<b>3,7%</b>	<b>1,1%</b>	<b>2,4%</b>
Josiane	47 879	13,0%	52 140	13,2%	52 140	14,5%	8,9%	0,0%	4,4%
Anny	124 087	33,8%	121 807	30,8%	132 234	36,7%	-1,8%	8,6%	3,2%
Cyrus	7 901	2,1%	11 863	3,0%	6 386	1,8%	50,1%	-46,2%	-10,1%
Monica	12 199	3,3%	14 398	3,6%	11 291	3,1%	18,0%	-21,6%	-3,8%
Queen Mary	4 607	1,3%	3 886	1,0%	4 266	1,2%	-15,6%	9,8%	-3,8%
Autres	600		430		500				
<b>Marques Distributeurs</b>	<b>170 278</b>	<b>46,3%</b>	<b>190 873</b>	<b>48,3%</b>	<b>153 222</b>	<b>42,6%</b>	<b>12,1%</b>	<b>-19,7%</b>	<b>-5,1%</b>
<b>Total</b>	<b>367 551</b>	<b>100,0%</b>	<b>395 397</b>	<b>100,0%</b>	<b>360 038</b>	<b>100,0%</b>	<b>7,6%</b>	<b>-8,9%</b>	<b>-1,0%</b>

Source : LGMC SA

L'évolution de la répartition du chiffre d'affaires entre marques propres et marques distributeurs est liée au mix géographique des ventes et en particulier à la répartition des ventes entre Afrique et Europe. En effet, l'essentiel des ventes européennes de la Société se fait sous marques distributeurs alors que les ventes dans les pays africains se font principalement sous marques propres.

En 2008/2009, les ventes sous marques propres atteignent 206.817 kDh contre 204.525 kDh en 2007/2008, soit une quasi-stagnation. Ce maintien du chiffre d'affaires marques propres est corrélé à l'évolution du chiffre d'affaires Afrique, qui affiche une progression de +1,7% entre 2007/2008 et 2008/2009.

Les ventes sous marques distributeurs enregistrent une baisse de près de -20% entre 2007/2008 et 2008/2009, pour atteindre 153.222 kDh. Cette évolution suit le trend baissier du chiffre d'affaires Europe de -21,3% en 2008/2009.

### Saisonnalité

L'activité de production et de commercialisation de conserves de poisson subit une saisonnalité liée aux fluctuations des approvisionnements en matière première pélagique. La basse saison s'étend de janvier à avril et est liée aux conditions climatiques défavorables qui empêchent certains bateaux d'aller en mer. Ainsi, la production de conserves de poisson se déroule principalement entre mai et décembre.

#### 1.4.3 ACTIVITÉ DE FRUIT PARTNERS

La société Fruit Partners a été créée en collaboration avec Top Food pour la campagne d'abricots 2007. La société a enregistré un chiffre d'affaires de 12.337 kDh pour l'exercice clos le 28 février 2008 et de 1.975 kDh pour l'exercice clos le 29 février 2009. Depuis la campagne 2007, la société n'a plus d'activité à proprement parler.

## 1.5 ORGANISATION

### 1.5.1 ORGANISATION DE LA PRODUCTION

#### Moyens de production

LGMC SA dispose de 4 sites de production répartis entre Safi (3) et Agadir (1).

La capacité de production quotidienne des unités peut atteindre 400 tonnes de produits frais, ce qui correspond à une capacité annuelle de 100 000 tonnes de poissons frais soit l'équivalent de 350 millions de boîtes. Ces dernières années, LGMC SA a traité en moyenne 34.600 tonnes de poissons par an, équivalent à 115 millions de boîtes, soit à peine 30% de sa capacité. La faiblesse de ce chiffre s'explique par l'irrégularité des approvisionnements en poissons.

LGMC SA dispose également d'entrepôts frigorifiques d'une capacité de 2 000 tonnes au sein de ses usines, qui lui permettent en cas d'approvisionnements importants de conserver pendant la période voulue un stock tampon de matières premières permettant de réguler les flux de production.

Chaque unité de production est orientée vers des productions spécifiques :

- ✓ L'unité d'Agadir est essentiellement dédiée au marché britannique, grâce notamment à ses équipements permettant de traiter des qualités d'emballages très spécifiques ;
- ✓ Une unité de Safi est spécialisée en filets de poisson ainsi qu'en conserve végétale ;
- ✓ La seconde unité de Safi est spécialisée en formats spécifiques (formats RHF notamment) ;
- ✓ La troisième unité de Safi est multi-produits.

Le tableau suivant présente les estimations de tonnages traités par site sur les trois derniers exercices :

Tonnages traités	2006/2007	2007/2008	2008/2009	Var. 06/07-07/08	Var. 07/08 - 08/09
Safi	19 764	20 703	18 988	4,8%	-8,3%
Agadir	14 910	17 850	11 787	19,7%	-34,0%
<b>Total</b>	<b>34 674</b>	<b>38 553</b>	<b>30 775</b>	<b>11,2%</b>	<b>-20,2%</b>

Source : LGMC SA

LGMC SA investit chaque année près de 3% de son chiffre d'affaires en équipements et en formation du personnel pour améliorer sa productivité.

### Processus de production

#### ❖ Analyses et contrôle

A chaque approvisionnement (Poissons, ingrédients, Boîtes vides), un échantillon est systématiquement analysé.

Le poisson n'est admis en production que lorsque les échantillons subissent avec succès les différents tests suivants :

- ✓ Tests organoleptiques : tests visuels pour évaluer la qualité du poisson (présence d'écailles, différents aspects de la peau, de l'œil, de la couleur...);
- ✓ Tests d'histamine : mesure du degré de dégradation de la protéine dans le poisson ;
- ✓ Tests d'ABVT : mesure de la fraîcheur du poisson

En ce qui concerne les autres produits, si les résultats des analyses et contrôles ne sont pas conformes aux normes minimales, les lots sont rejetés.

#### ❖ Stockage et pré stockage

Le poisson admis en production est traité dans les 24 heures suivant son arrivée. Il est d'abord pré stocké dans des chambres froides à une température de 2 à 5 degrés. Toutes les caractéristiques du lot stocké (origine, poids/unité de poisson, caractéristiques chimiques, ...) sont répertoriées de manière à distribuer efficacement le poisson selon les besoins de l'utilisation.

Le poisson à stocker au-delà de 24 heures est mis dans des chambres froides à une température inférieure de - 18°C.

#### ❖ Préparation

Il existe deux types de préparation, une préparation manuelle et une préparation par filetage :

- ✓ Préparation manuelle : le poisson est d'abord étêté et éviscéré manuellement par des ouvrières. Puis il est immergé dans de l'eau saumurée avant d'être mis dans des boîtes ouvertes. Généralement, et suivant les programmes de production, la préparation manuelle est privilégiée lorsque le poisson est de moindre qualité et nécessite un temps de traitement court.
- ✓ Préparation par filetage : le poisson est mis dans des machines fileteuses d'une capacité de 2 tonnes par heure (la tête et la queue sont coupées avant d'enlever les arêtes, le poisson est disposé sous forme de papillons ou de filets). Ce procédé est privilégié pour le poisson le plus frais, destiné à des produits de forte valeur ajoutée (SPSA, filets de poisson, sardines avec préparations spéciales, ...).

#### ❖ Cuisson

Deux types de cuisson sont pratiqués :

- ✓ Cuisson continue : le poisson défile à vitesse constante à l'intérieur d'un four en inox à 90°C, pendant une durée de 40 minutes. Ce procédé moderne est adapté à tous types de préparation (poisson plein en boîtes, filets en grilles, ...). Il présente aussi l'avantage de permettre plusieurs réglages de cuisson en fonction de la température de chauffage et de la vitesse de défilement.
- ✓ Cuisson statique : le poisson est mis dans des fours en acier pendant une durée courte (quelques minutes). Ce procédé présente des risques importants lors des manipulations (températures élevées) et l'obsolescence de sa technologie. Il reste néanmoins adapté à la cuisson de filets de poisson.

#### ❖ Sertissage et lavage des boîtes

Les boîtes ouvertes sont d'abord entièrement remplies d'huile (ou de sauces selon le produit fabriqué) avant d'être serties, c'est à dire fermées par pression sur la face supérieure. Un contrôle sévère est effectué à ce stade du processus pour vérifier l'étanchéité et les aspects des boîtes ainsi que le bon fonctionnement des machines sertisseuses.

Les boîtes sont ensuite lavées à l'eau chlorée avant d'être savonnées et rincées. Cette étape est réalisée minutieusement pour préparer efficacement la stérilisation. La durée maximum entre le sertissage et la stérilisation est de 4 heures.

#### ❖ Stérilisation

La stérilisation des boîtes de conserves dure environ 55 minutes à des températures comprises entre 115 °C et 120 °C. Les boîtes stérilisées sont alors stockées pendant 12 heures pour refroidir.

#### ❖ Conditionnement

Le conditionnement consiste en la mise sous étui des conserves de sardines ainsi que de la mise en carton de ces conserves.

### ❖ Système de contrôle de qualité

LGMC SA s'inspire du procédé HACCP (Hazard Analytic Critical Control Point) pour assurer la qualité de ses produits. Au sein de chaque usine, le département « Contrôle Qualité » supervise la production. Un laboratoire équipé existe sur chaque site (Agadir et Safi) et procède aux analyses sur la matière première et les produits finis.

Différents tests sont effectués au cours du processus :

- ✓ Analyse de la qualité du poisson frais ;
- ✓ Analyse de la résistance des boîtes d'emballage par des tests d'écrasement ainsi que par des tests visuels ;
- ✓ Contrôle de la qualité de l'eau saumurée ;
- ✓ Suivi et maintenance continus du bon fonctionnement du sertissage ;
- ✓ Contrôle de la qualité de la stérilisation.

LGMC SA est agréé par plusieurs organismes internationaux, notamment la FDA américaine et par les autorités sanitaires canadiennes. Par ailleurs, LGMC SA a obtenu deux certifications majeures indispensables pour exporter dans certains pays européens, l'EFSIS anglo-saxon (European Food Safety and Inspection Service) et l'IFS européen (International Food Standards).

Enfin, les principaux clients de LGMC SA conduisent de nombreux audits périodiques dans les usines de LGMC.

### 1.5.2 APPROVISIONNEMENTS

Les principaux intrants de LGMC SA sont le poisson, les emballages et la couverture (huiles, concentré de tomate...).

#### Approvisionnement en poissons

Les sardines et les maquereaux proviennent des ports de Laâyoune, Dakhla, et Safi et dans une moindre mesure des ports d'Agadir, Tan Tan et Sidi Ifni.

LGMC SA s'approvisionne auprès de mareyeurs et d'armateurs. La société doit obligatoirement passer par l'ONP pour gérer sa relation avec les armateurs. L'ONP retient une caution bancaire auprès de la société puis se charge du règlement des armateurs. Les approvisionnements auprès des mareyeurs se font de manière plus flexible puisque la société traite directement avec eux, les mareyeurs se chargeant de l'interaction avec l'ONP. De plus, les mareyeurs offrent la plupart du temps un service complet qui inclut le transport de la matière première jusqu'à l'usine.

Afin de se prémunir des aléas liés à la saisonnalité des approvisionnements, LGMC SA a recours à l'achat de poissons congelés. La Société dispose par ailleurs d'entrepôts frigorifiques de grande capacité au sein de ses usines qui lui permettent en cas d'approvisionnements très importants de conserver pendant la période voulue un stock tampon de matières premières permettant de réguler les flux de production.

#### Approvisionnement en emballages

La société LGMC SA s'approvisionne en boîtes vides auprès de quatre fournisseurs : Impress Metal Packaging, Mivisa ,Crown Maroc et Mutronic.

#### Approvisionnement en couverture

Les principales couvertures utilisées par LGMC SA sont l'huile végétale (tournesol, soja), l'huile d'olive et le concentré de tomate.

Les trois principaux fournisseurs de LGMC SA sont Lesieur Cristal, Les Conserveries de Meknès et Lukas.

### 1.5.3 ORGANISATION COMMERCIALE

L'organisation commerciale de LGMC SA reste très souple et dépend fortement des opportunités d'affaires existantes pour chacun des marchés. La part de l'un ou l'autre des canaux varient fortement d'une année à l'autre.

La typologie des clients de LGMC SA à l'export est la suivante :

- ✓ Agents qui font office d'intermédiaires mais aussi de prescripteurs des produits LGMC SA ;
- ✓ Importateurs ;
- ✓ Centrales d'achats ;
- ✓ Industriels étrangers qui sous-treatent leur production.

En ce qui concerne le marché local, LGMC SA commercialise ses produits exclusivement par le biais de la société SOJAMFI. La société SOJAMFI est détenue par la famille El Jamali, elle-même actionnaire de LGMC SA à travers Jaybo SARL. Les relations entretenues entre SOJAMFI et LGMC SA sont de nature uniquement commerciales.

### 1.5.4 RESSOURCES HUMAINES

L'effectif global de LGMC est composé de personnel permanent et de saisonniers.

#### ✓ Permanents

Le personnel permanent compte un total de 204 personnes réparti entre le siège à Casablanca, et les services administratifs des usines de Safi et d'Agadir.

La répartition du personnel par catégorie socioprofessionnelle se présente comme suit :

	Cadres supérieurs	Cadres	Employés	Techniciens et techniciens spécialisés	Total
Casablanca	6	5	29		40
Safi	1	3	43	68	115
Agadir	1	2	11	35	49
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>10</b>	<b>83</b>	<b>103</b>	<b>204</b>

Source : LGMC SA

La moitié des cadres et cadres supérieurs sont des femmes traduisant la politique de promotion de l'équité en milieu professionnel.

LGMC SA encourage également le développement des compétences de ses salariés en participant au financement de leurs formations à court ou à long terme, avec une quote-part assumée par LGMC SA pouvant atteindre 100% du coût de la formation, et en accordant des congés payés pour les périodes des formations.

L'ancienneté moyenne des salariés permanents est de 16,5 années.

#### ✓ Saisonniers :

Les saisonniers représentent la masse la plus importante du personnel de LGMC SA, ce qui se justifie par la nature de l'activité. Leur nombre est variable et peut atteindre 2 000 personnes lors des périodes de disponibilité de la matière première.

La nature de l'activité et la culture du secteur font que la main d'œuvre est quasi exclusivement féminine. LGMC SA accorde une attention particulière à la formation de cette catégorie, qui affiche généralement une technicité limitée et un taux d'analphabétisme atteignant 89%.

Ainsi et au moment de leur recrutement, les ouvrières reçoivent une formation sur l'hygiène et la sécurité sur les lieux de travail, une formation sur le respect des normes de la qualité, sur les procédures de réclamation au sein de l'usine et sur la lecture des bulletins de paie. Ce personnel reçoit également une formation sur l'utilisation des cartes bancaires prépayées (leur moyen de paiement).

✓ **Charte éthique :**

LGMC SA a traduit ses valeurs sur une charte éthique, pour formaliser ses engagements en matière de responsabilité sociale vis-à-vis de son capital humain en bannissant le travail des enfants, la discrimination de tout genre, en favorisant l'emploi des handicapés, l'amélioration continue des conditions de travail, en assurant une couverture sociale et médicale à l'ensemble de ses employés, et une couverture contre les accidents de travail, en reconnaissant le droit à l'appartenance syndicale et de la négociation collective, en respectant le minimum légal des salaires, et en veillant à la conformité de ses pratiques en matière des ressources humaines aux lois nationales et aux conventions internationales.

### 1.5.5 MOYENS TECHNIQUES ET INFORMATIQUES

L'outil de production de la Société est constitué d'équipements récents, âgés de moins de 10 ans. Par ailleurs, ces équipements ont une durée de vie élevée suite aux campagnes de maintenance récurrentes décidées par la direction de la Société.

LGMC SA a mis l'accent depuis quelques années sur le développement des systèmes d'information pour optimiser et fiabiliser la transmission des flux d'informations entre les différents sites et le siège. Dans ce cadre, LGMC SA a mis à niveau ses équipements informatiques et met actuellement en place une solution ERP (progiciel de gestion intégré en entreprise) qui couvrira les principaux modules à savoir les finances, le suivi des stocks, la production, les approvisionnements et les ventes. A l'heure actuelle, les modules comptabilité et gestion des stocks sont opérationnels. Il est prévu que l'ensemble des fonctions soient utilisées dans le courant de l'année 2010.

### 1.5.6 STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT PASSÉE

Au cours des trois derniers exercices, LGMC SA a concentré ses efforts commerciaux sur certains marchés d'Afrique de l'Ouest où la Société n'était pas présente ou présente de manière marginale.

La Société s'est également focalisée sur la mise à niveau de son outil de production. LGMC SA a réalisé en 2009 un investissement structurel sur une des principales unités du groupe à Safi qui permet une amélioration des flux de circulation des produits dans l'usine. Cette mise à niveau a été couplée à la mise en place de nouveaux équipements à même d'augmenter sensiblement la productivité et de capter des marchés à plus forte valeur ajoutée.

## 2. SITUATION FINANCIÈRE DE LGMC SA

### 2.1 ANALYSE DE L'ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

Le tableau suivant reprend les données historiques de l'état des soldes de gestion (ESG) de LGMC SA pour les exercices clos aux 31 mars 2007, 2008 et 2009.

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Ventes de biens et services produits	375 364	406 010	363 628	8,2%	-10,4%	-1,6%
Variation de stocks de produits	-4 601	12 069	12 923	-	7,1%	na
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	322	0	652	-	-	42,4%
<b>Production de l'exercice</b>	<b>371 085</b>	<b>418 079</b>	<b>377 204</b>	<b>12,7%</b>	<b>-9,8%</b>	<b>0,8%</b>
Achats consommés de matières & fournitures	269 143	297 992	276 887	10,7%	-7,1%	1,4%
Autres charges externes	31 590	31 331	30 044	-0,8%	-4,1%	-2,5%
<b>Consommation de l'exercice</b>	<b>300 733</b>	<b>329 323</b>	<b>306 931</b>	<b>9,5%</b>	<b>-6,8%</b>	<b>1,0%</b>
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>70 352</b>	<b>88 756</b>	<b>70 272</b>	<b>26,2%</b>	<b>-20,8%</b>	<b>-0,1%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>18,7%</i>	<i>21,9%</i>	<i>19,3%</i>	<i>3,1 pts</i>	<i>-2,5 pts</i>	
Achats revendus de marchandises		862				
Impôts et taxes	866	908	1 858	4,9%	104,6%	46,5%
Charges de personnel	47 331	47 776	46 694	0,9%	-2,3%	-0,7%
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>22 155</b>	<b>39 210</b>	<b>21 720</b>	<b>77,0%</b>	<b>-44,6%</b>	<b>-1,0%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>5,9%</i>	<i>9,7%</i>	<i>6,0%</i>	<i>3,8 pts</i>	<i>-3,7 pts</i>	
Autres produits d'exploitation	11	0	15	-	-	18,7%
Autres charges d'exploitation	200	0	200	-	-	0,0%
Reprises d'exploitation, transferts de charges	3 722	4 564	11 644	22,6%	155,1%	76,9%
Dotations d'exploitation	9 115	10 790	9 236	18,4%	-14,4%	0,7%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>16 572</b>	<b>32 984</b>	<b>23 944</b>	<b>99,0%</b>	<b>-27,4%</b>	<b>20,2%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>4,4%</i>	<i>8,1%</i>	<i>6,6%</i>	<i>3,7 pts</i>	<i>-1,5 pts</i>	
<b>Résultat financier</b>	<b>4 698</b>	<b>2 638</b>	<b>-527</b>	<b>-43,8%</b>	<b>-</b>	<b>na</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>21 270</b>	<b>35 622</b>	<b>23 417</b>	<b>67,5%</b>	<b>-34,3%</b>	<b>4,9%</b>
<b>Résultat non courant</b>	<b>2 290</b>	<b>3 380</b>	<b>-9 930</b>	<b>47,6%</b>	<b>-</b>	<b>na</b>
Impôt sur les résultats	3 814	6 980	22 316	83,0%	219,7%	141,9%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>19 746</b>	<b>32 022</b>	<b>-8 829</b>	<b>62,2%</b>	<b>-</b>	<b>na</b>
<i>En % du CA</i>	<i>5,3%</i>	<i>7,9%</i>	<i>-2,4%</i>	<i>2,6 pts</i>	<i>-10,3 pts</i>	

Source : LGMC SA

L'analyse ci-dessous présente les différents postes de l'ESG de LGMC SA et détaille leur évolution sur les périodes considérées (2007-2009).

### 2.1.1 ANALYSE DE LA PRODUCTION

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Ventes de biens et services produits	375 364	406 010	363 628	8,2%	-10,4%	-1,6%
Variation de stocks de produits	-4 601	12 069	12 923	-	7,1%	na
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	322	0	652	-	-	42,4%
<b>Production de l'exercice</b>	<b>371 085</b>	<b>418 079</b>	<b>377 204</b>	<b>12,7%</b>	<b>-9,8%</b>	<b>0,8%</b>

Source : LGMC SA

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Ventes de biens et services produits - Export	360 664	389 771	350 601	8,1%	-10,0%	-1,4%
Vente de biens et services produits - Local	14 700	16 239	13 028	10,5%	-19,8%	-5,9%
<b>Ventes de biens et services produits totales</b>	<b>375 364</b>	<b>406 010</b>	<b>363 628</b>	<b>8,2%</b>	<b>-10,4%</b>	<b>-1,6%</b>

Source : LGMC SA

En 2007/2008, dans un contexte de stagnation des exportations marocaines de conserves des produits de la mer, LGMC SA a accru ses parts de marchés pour représenter près de 12% des exportations marocaines de la filière (source : EACCE). Les principaux événements qui ont permis à la Société de réaliser cette performance sont :

- L'entrée sur le marché nigérian, qui a permis d'accroître le chiffre d'affaires de près de 29 mDh ;
- L'accroissement des ventes sur le marché allemand, lié notamment au contrat conclu avec l'enseigne LIDL ;
- La baisse contenue des ventes sur certains marchés traditionnels de LGMC SA, tel que la République démocratique du Congo.

Ainsi, en 2007/2008, le chiffre d'affaires total de la Société s'établit à 406 mDh, soit une progression de 8,2% par rapport à l'exercice précédent.

En 2008/2009, les ventes de LGMC SA affichent une baisse de 10,4% en raison d'un effondrement des ventes au deuxième semestre de l'exercice (-38,4% par rapport au deuxième semestre de l'exercice 2007/2008) et ce, en dépit de la très bonne tenue des ventes durant le premier semestre de l'exercice (+35,6% par rapport au premier semestre de l'exercice 2007/2008). Cette évolution négative des ventes s'explique par une multitude de facteurs :

- ✓ Le retournement de la conjoncture économique mondiale à partir du deuxième semestre entraînant une baisse de la demande en Europe de l'Ouest et dans certains pays africains dont les performances économiques sont corrélées aux cours des matières premières ;
- ✓ La très forte baisse du cours de la livre sterling sachant que le marché anglais représente le premier marché européen de LGMC SA ;
- ✓ Les difficultés sur le marché allemand en raison de l'arrêt d'un important contrat, conséquence de la livraison à LGMC SA par un fournisseur d'huile impropre à la consommation ayant générée des retards importants de livraison de produits finis. L'arrêt de ce contrat a représenté un manque à gagner en terme de chiffre d'affaires d'environ 23 mDh.

## 2.1.2 ANALYSE DE LA CONSOMMATION

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
<b>Achats consommés de matières et fournitures,</b>	<b>269 143</b>	<b>297 992</b>	<b>276 887</b>	<b>10,7%</b>	<b>-7,1%</b>	<b>1,4%</b>
Achats de matières premières	119 950	149 826	141 587	24,9%	-5,5%	8,6%
<i>En % des achats consommés</i>	<i>44,6%</i>	<i>50,3%</i>	<i>51,1%</i>	<i>5,7 pts</i>	<i>0,9 pts</i>	
- Variation des stocks de matières premières	0	0	0	-	-	-
<i>En % des achats consommés</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>			
Achats consommés de matières premières	119 950	149 826	141 587	24,9%	-5,5%	8,6%
<i>En % des achats consommés</i>	<i>44,6%</i>	<i>50,3%</i>	<i>51,1%</i>	<i>5,7 pts</i>	<i>0,9 pts</i>	
Achats de matériel et fournitures consommables et d'emballage	159 076	120 687	130 517	-24,1%	8,1%	-9,4%
<i>En % des achats consommés</i>	<i>59,1%</i>	<i>40,5%</i>	<i>47,1%</i>	<i>-18,6 pts</i>	<i>6,6 pts</i>	
- Variation des stocks de matières et fournitures consommables et emballages	15 863	-20 493	1 662	-	-	-67,6%
<i>En % des achats consommés</i>	<i>5,9%</i>	<i>-6,9%</i>	<i>0,6%</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	
Achats consommés de matières et fournitures consommables et emballages	143 214	141 180	128 854	-1,4%	-8,7%	-5,1%
<i>En % des achats consommés</i>	<i>53,2%</i>	<i>47,4%</i>	<i>46,5%</i>	<i>-5,8 pts</i>	<i>-0,8 pts</i>	
Achats non stockés de matières et de fournitures	5 977	6 923	6 436	15,8%	-7,0%	3,8%
<i>En % des achats consommés</i>	<i>2,2%</i>	<i>2,3%</i>	<i>2,3%</i>			
Achats de travaux, études et prestations de services	2	63	10	2946,9%	-84,1%	120,3%
<i>En % des achats consommés</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0 pts</i>	<i>0,0 pts</i>	

Source : LGMC SA

Les achats consommés de matières et fournitures (ACMF) ont enregistré une hausse de +10,7% durant l'exercice 2007/2008 portée par une augmentation de 24,9% des achats de matières premières suite à l'augmentation de la production durant cet exercice mais aussi des coûts d'achats unitaires de l'huile et du poisson, non compensée par la baisse de 1,4% des achats consommés de matières et fournitures consommables et emballages. Cette baisse des achats consommés de matières et fournitures consommables et emballages, dans un contexte caractérisé par une production en croissance, est liée à la mise en place d'une politique de gestion des stocks qui privilégie des approvisionnements en flux tendus et ce, grâce à la présence et la réactivité de quatre fournisseurs d'emballages. Elle est également liée à l'évolution de la répartition de la production par type de boîte (fer blanc ou aluminium), l'exercice 2006/2007 ayant connu une part relativement plus importante des emballages aluminium, plus onéreux, dans la production totale.

Durant l'exercice 2008/2009, les ACMF baissent de 7,1% sous l'effet de la baisse de 5,5% des achats de matières premières et de la baisse de 8,7% des achats consommés de matières et fournitures consommables et emballages, une baisse toutefois moins importante que la diminution de la production durant le même exercice (-9,8%) en raison de la hausse des prix de certains intrants, notamment de l'huile et de certains formats de boîtes.

## 2.1.3 AUTRES CHARGES EXTERNES

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
<b>Autres charges externes,</b>	<b>31 590</b>	<b>31 331</b>	<b>30 044</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-2,5%</b>
<b>dont :</b>						
Locations et charges locatives	919	1 194	1 557	30,0%	30,4%	30,2%
<i>En % des autres charges externes</i>	2,9%	3,8%	5,2%	0,9 pts	1,4 pts	
Redevances de crédit-bail	3 049	2 384	817	-21,8%	-65,7%	-48,2%
<i>En % des autres charges externes</i>	9,7%	7,6%	2,7%	-2,0 pts	-4,9 pts	
Entretiens et réparations	4 580	4 353	4 067	-5,0%	-6,6%	-5,8%
<i>En % des autres charges externes</i>	14,5%	13,9%	13,5%	-0,6 pts	-0,4 pts	
Primes d'assurances	629	416	490	-33,8%	17,7%	-11,7%
<i>En % des autres charges externes</i>	2,0%	1,3%	1,6%	-0,7 pts	0,3 pts	
Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise	619	228	241	-63,1%	5,3%	-37,6%
<i>En % des autres charges externes</i>	2,0%	0,7%	0,8%	-1,2 pts	0,1 pts	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 418	5 711	4 293	67,1%	-24,8%	12,1%
<i>En % des autres charges externes</i>	10,8%	18,2%	14,3%	7,4 pts	-3,9 pts	
Redevances pour brevets, marques, droits	0	0	0	-	-	-
<i>En % des autres charges externes</i>	-	-	-			
Transports	15 080	14 340	15 551	-4,9%	8,4%	1,6%
<i>En % des autres charges externes</i>	47,7%	45,8%	51,8%	-2,0 pts	6,0 pts	
Déplacements, missions et réceptions	1 187	1 101	1 111	-7,2%	0,9%	-3,2%
<i>En % des autres charges externes</i>	3,8%	3,5%	3,7%	-0,2 pts	0,2 pts	
Reste du poste des autres charges externes	2 110	1 603	1 917	-24,0%	19,6%	-4,7%
<i>En % des autres charges externes</i>	6,7%	5,1%	6,4%	-1,6 pts	1,3 pts	

Source : LGMC SA

Le poste « Autres charges externes » affiche une quasi-stagnation durant l'exercice 2007/2008 (-0,8% par rapport à 2006/2007) grâce à une diminution de 4,9% des frais de transport (45,8% du total « Autres charges externes en 2007/2008), soit une baisse de 739 kDh, et de 5,0% des coût d'entretien et des réparations (13,9% du total « Autres charges externes en 2007/2008), soit une baisse de 227 kDh.

A l'issue de l'exercice 2008/2009, le poste « Autres charges externes » enregistre une nouvelle baisse de 4,1% malgré la hausse des charges de transport (+8,4%, soit +1 211 kDh) et ce , grâce à la baisse des redevances de crédit-bail (-65,7%, soit -1 568 kDh) et des rémunérations d'intermédiaires et honoraires (-24,8%, soit - 1 418 kDh).

## 2.1.4 EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Ventes de biens et services produits	375 364	406 010	363 628	8,2%	-10,4%	-1,6%
Variation de stocks de produits	-4 601	12 069	12 923	-	7,1%	na
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	322	0	652	-	-	42,4%
<b>Production de l'exercice</b>	<b>371 085</b>	<b>418 079</b>	<b>377 204</b>	<b>12,7%</b>	<b>-9,8%</b>	<b>0,8%</b>
Achats consommés de matières & fournitures	269 143	298 854	276 887	11,0%	-7,4%	1,4%
Autres charges externes	31 590	31 331	30 044	-0,8%	-4,1%	-2,5%
<b>Consommation de l'exercice</b>	<b>300 733</b>	<b>330 185</b>	<b>306 931</b>	<b>9,8%</b>	<b>-7,0%</b>	<b>1,0%</b>
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>70 352</b>	<b>87 894</b>	<b>70 272</b>	<b>24,9%</b>	<b>-20,0%</b>	<b>-0,1%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>18,7%</i>	<i>21,6%</i>	<i>19,3%</i>	<i>2,9 pts</i>	<i>-2,3 pts</i>	
Impôts et taxes	866	908	1 858	4,9%	104,6%	46,5%
Charges de personnel	47 331	47 776	46 694	0,9%	-2,3%	-0,7%
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>22 155</b>	<b>39 210</b>	<b>21 720</b>	<b>77,0%</b>	<b>-44,6%</b>	<b>-1,0%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>5,9%</i>	<i>9,7%</i>	<i>6,0%</i>	<i>3,8 pts</i>	<i>-3,7 pts</i>	

Source : LGMC SA

L'excédent brut d'exploitation (EBE) s'améliore de 77% en 2007/2008, pour passer de 22,2 mDh (soit 5,9% du chiffre d'affaires) à 39,2 mDh (soit 9,7% du chiffre d'affaires).

Cette amélioration du taux de marge d'EBE s'explique par un différentiel de croissance favorable entre la production de l'exercice qui affiche une hausse de 12,7% et la consommation de l'exercice qui progresse de +9,8% seulement consécutivement à une bonne maîtrise du poste « Autres charges externes ». Elle s'explique également par la quasi-stagnation des charges de personnel (+0,9% seulement) dans un contexte marqué par une croissance à deux chiffres de la production. L'évolution des charges de personnel est fortement dépendante de la répartition des ventes par type de produits (SPSA, sardine classique), les produits à forte valeur ajoutée étant plus consommateur de main d'œuvre que les autres produits dits « classiques ». Ainsi, en 2007/2008, la hausse relativement faible des charges de personnel est la conséquence de la baisse de la part des produits SPSA dans la production totale. De plus, en période de forte activité et de régularité de l'approvisionnement, LGMC SA bénéficie d'économies d'échelle en terme de main d'œuvre.

En 2008/2009, l'EBE enregistre une baisse de 44,6% conduisant à une détérioration du taux de marge d'EBE (de 9,7% du chiffre d'affaires à 6,0% du chiffre d'affaires, soit un niveau quasiment-identique au taux de marge brute atteint lors de l'exercice 2006/2007). Cette évolution négative s'explique d'une part par la diminution de 9,8% de la production de l'exercice, et d'autre part par la baisse moins marquée des principaux postes de charges, notamment des achats consommés de matières et fournitures (-7,4%), des autres charges externes (-4,1%) et des charges de personnel (-2,3%).

## 2.1.5 RÉSULTAT D'EXPLOITATION

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Excédent brut d'exploitation (EBE)	22 155	39 210	21 720	77,0%	-44,6%	-1,0%
Autres produits d'exploitation	11	0	15	-	-	18,7%
Autres charges d'exploitation	200	0	200	-	-	0,0%
Reprises d'exploitation, transferts de charges	3 722	4 564	11 644	22,6%	155,1%	76,9%
Dotations d'exploitation	9 115	10 790	9 236	18,4%	-14,4%	0,7%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>16 572</b>	<b>32 984</b>	<b>23 944</b>	<b>99,0%</b>	<b>-27,4%</b>	<b>20,2%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>4,4%</i>	<i>8,1%</i>	<i>6,6%</i>	<i>3,7 pts</i>	<i>-1,5 pts</i>	

Source : LGMC SA

En 2007/2008, les efforts continus d'amélioration de la productivité liés à la maîtrise des processus de fabrication et aux investissements réalisés dans l'ensemble des unités de production de la Société ont permis de dégager un résultat d'exploitation de 33 mDh, soit une marge opérationnelle de 8,1%.

En 2008/2009, le résultat d'exploitation enregistre un repli 27,6% avec un taux de marge brute qui ressort à 6,6% du chiffre d'affaires, un repli qui reste toutefois moins important que le recul affiché par l'EBE (-44,6%) notamment grâce à la baisse des dotations d'exploitation (-14,4%) et à un transfert de charges de 5,3 mDh suite au règlement du litige avec un fournisseur d'huile lié à la problématique de livraison par ce fournisseur d'huile végétale contaminée par des huiles minérales et donc impropre à la consommation, ayant permis à LGMC SA de bénéficier du remboursement par les assurances de ce fournisseur des dommages induits par ce litige.

Les reprises d'exploitation de 3,7 mDh en 2006/2007, 4,6 mDh en 2007/2008 et de 6,3 mDh en 2008/2009 représentent des reprises sur provisions pour dépréciation de stocks.

## 2.1.6 RÉSULTAT FINANCIER

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
<b>Produits financiers</b>	<b>5 591</b>	<b>5 046</b>	<b>3 371</b>	<b>-9,8%</b>	<b>-33,2%</b>	<b>-22,4%</b>
Intérêts et produits assimilés	403	154	11	-61,8%	-92,6%	-83,2%
Revenus des créances rattachés à des participations	2 430	2 101	1 013	-13,5%	-51,8%	-35,4%
Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement	116	178	283	53,9%	59,2%	56,5%
Reste du poste intérêts et autres produits financiers	2 643	2 612	2 063	-1,2%	-21,0%	-11,6%
<b>Charges financières</b>	<b>894</b>	<b>2 408</b>	<b>3 898</b>	<b>169,5%</b>	<b>61,9%</b>	<b>108,9%</b>
Charges sur cessions de titres de placement	0	0	0	-	-	-
Reste du poste des autres charges financières	894	2 408	3 898	169,5%	61,9%	108,9%
<b>Résultat financier</b>	<b>4 698</b>	<b>2 638</b>	<b>-527</b>	<b>-43,8%</b>	<b>-</b>	<b>na</b>

Source : LGMC SA

Le résultat financier de LGMC SA a connu une baisse continue entre les exercices 2006/2007 et 2008/2009, passant de +4,7 mDh en 2007 à -0,5 mDh en 2009.

Ce recul du résultat financier s'explique par l'augmentation des charges financières, constituée exclusivement de pertes de change. Les produits financiers enregistrés sur les périodes concernées sont essentiellement constitués de revenus des créances rattachés à des participations (38,4% en moyenne des produits financiers sur les trois derniers exercices) et de gains de change (53,4% en moyenne des produits financiers sur les trois derniers exercices).

## 2.1.7 RÉSULTAT NON COURANT

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
<b>Produits non courants</b>	<b>4 839</b>	<b>3 946</b>	<b>6 667</b>	<b>-18,5%</b>	<b>69,0%</b>	<b>17,4%</b>
Produits des cessions d'immobilisations	4 836	3 918	92	-19,0%	-97,7%	-86,2%
Subventions d'équilibre	0	0	0	-	-	-
Reprises sur subventions d'investissement	0	0	0	-	-	-
Autres produits non courants	3	28	6 575	920,5%	na	na
Reprises non courante, transferts de charges	0	0	0	-	-	-
<b>Charges non courantes</b>	<b>2 549</b>	<b>566</b>	<b>16 597</b>	<b>-77,8%</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	2 500	493	1	-80,3%	-99,8%	-98,2%
Subventions accordées	0	0	0	-	-	-
Autres charges non courantes	49	73	16 596	47,4%	na	na
Dotations non courantes aux amortissements et provisions	0	0	0	-	-	-
<b>Résultat non courant</b>	<b>2 290</b>	<b>3 380</b>	<b>-9 930</b>	<b>47,6%</b>	<b>-</b>	<b>na</b>

Source : LGMC SA

Le résultat non courant de LGMC SA a enregistré en 2007/2008 une hausse de 47,6% pour s'établir à 3,4 mDh au lieu de 2,3 mDh en 2006/2007. Les résultats non courants des exercices 2006/2007 et 2007/2008 sont essentiellement constitués des cessions d'immobilisations relatives à la cession de titres de participations détenus par LGMC SA dans S.P.M. et Coprave.

En 2008/2009, LGMC SA a enregistré un résultat non courant de -9,9 mDh, s'expliquent par les deux éléments suivants :

- ✓ Un produit non courant de 6,6 mDh relatif aux indemnités versées par les assurances d'un des fournisseurs suite au litige évoqué plus haut ;
- ✓ Une charge non courante de 16,6 mDh enregistrée suite au règlement définitif du contrôle fiscal entamé en 2003. Le protocole d'accord signé avec l'Administration fiscale a conduit au versement par LGMC SA d'un montant de 34,7 mDh, dont une partie est comptabilisée en charges (résultat non courant et impôt sur les bénéficiaires), le reste concernant la TVA et n'ayant pas d'impact sur le résultat de la Société.

## 2.1.8 RÉSULTAT NET

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Résultat d'exploitation	16 572	32 984	23 944	99,0%	-27,4%	20,2%
Résultat financier	4 698	2 638	-527	-43,8%	-	na
Résultat non courant	2 290	3 380	-9 930	47,6%	-	na
Résultat avant impôts	23 559	39 002	13 487	65,5%	-65,4%	-24,3%
Impôt sur les bénéfices	3 814	6 980	22 316	83,0%	219,7%	141,9%
<b>Résultat net</b>	<b>19 746</b>	<b>32 022</b>	<b>-8 829</b>	<b>62,2%</b>	<b>-</b>	<b>na</b>
<i>En % du CA</i>	<i>5,3%</i>	<i>7,9%</i>	<i>-2,4%</i>	<i>2,6 pts</i>	<i>-10,3 pts</i>	

Source : LGMC SA

Les résultats nets des exercices 2006/2007 et 2007/2008 s'établissent respectivement à 19,7 mDh et 32,0 mDh. Cette croissance du résultat net de +62,2% s'explique essentiellement par l'augmentation du chiffre d'affaires et l'amélioration de la marge opérationnelle. Ainsi, entre 2006/2007 et 2007/2008, la marge nette de LGMC SA passe de 5,3% du chiffre d'affaires à 7,9% du chiffre d'affaires.

En 2008/2009, le résultat net subit le contrecoup du ralentissement des ventes (baisse du chiffre d'affaires de 10%), du renchérissement des prix des matières premières et de l'impact du règlement définitif du redressement fiscal. En effet, au titre de ce règlement, LGMC SA a Hors impact du redressement fiscal, le résultat net s'établirait à 23 mDh.

## 2.2 ANALYSE DU BILAN

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
<b>Actif</b>						
<b>Actif immobilisé</b>	<b>53 930</b>	<b>57 108</b>	<b>58 065</b>	<b>5,9%</b>	<b>1,7%</b>	<b>3,8%</b>
Immobilisations en non valeur	286	569	504	99,0%	-11,4%	32,8%
Immobilisations incorporelles	3 122	3 019	2 854	-3,3%	-5,5%	-4,4%
Immobilisations corporelles	45 108	48 418	49 605	7,3%	2,5%	4,9%
Immobilisations financières	5 414	5 102	5 102	-5,8%	0,0%	-2,9%
Écarts de conversion actif	0	0	0	-	-	-
<b>Actif circulant</b>	<b>190 854</b>	<b>217 541</b>	<b>225 443</b>	<b>14,0%</b>	<b>3,6%</b>	<b>8,7%</b>
Stocks	112 977	103 594	119 974	-8,3%	15,8%	3,0%
Créances de l'actif circulant	77 529	113 370	105 289	46,2%	-7,1%	16,5%
Titres et valeurs de placement	0	0	0	-	-	-
Écarts de conversion actif	348	577	181	65,7%	-68,7%	-28,0%
<b>Trésorerie actif</b>	<b>23 091</b>	<b>32 667</b>	<b>10 823</b>	<b>41,5%</b>	<b>-66,9%</b>	<b>-31,5%</b>
<b>Total Actif</b>	<b>267 876</b>	<b>307 317</b>	<b>294 331</b>	<b>14,7%</b>	<b>-4,2%</b>	<b>4,8%</b>
<b>Passif</b>						
<b>Capitaux permanents</b>	<b>178 250</b>	<b>201 959</b>	<b>168 411</b>	<b>13,3%</b>	<b>-16,6%</b>	<b>-2,8%</b>
Capitaux propres	178 044	201 826	168 278	13,4%	-16,6%	-2,8%
Dettes de financement	0	0	0	-	-	-
Provisions	206	133	133	-35,4%	0,0%	-19,6%
Écarts de conversion passif	0	0	0	-	-	-
<b>Passif circulant</b>	<b>77 626</b>	<b>93 358</b>	<b>95 943</b>	<b>20,3%</b>	<b>2,8%</b>	<b>11,2%</b>
Dettes du passif circulant	77 108	92 395	95 287	19,8%	3,1%	11,2%
Autres provisions	348	577	181	65,7%	-68,7%	-28,0%
Écarts de conversion passif	170	386	476	127,0%	23,3%	67,3%
<b>Trésorerie passif</b>	<b>12 000</b>	<b>12 000</b>	<b>29 977</b>	<b>0,0%</b>	<b>149,8%</b>	<b>58,1%</b>
<b>Total Passif</b>	<b>267 876</b>	<b>307 317</b>	<b>294 331</b>	<b>14,7%</b>	<b>-4,2%</b>	<b>4,8%</b>

Source : LGMC SA

## 2.2.1 ANALYSE DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Immobilisations en non valeur

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Frais préliminaires	0	0	0	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	286	569	504	99,0%	-11,4%	32,8%
<b>Immobilisations en non valeur</b>	<b>286</b>	<b>569</b>	<b>504</b>	<b>99,0%</b>	<b>-11,4%</b>	<b>32,8%</b>
<i>En % de l'actif immobilisé</i>	<i>0,5%</i>	<i>1,0%</i>	<i>0,9%</i>			

Source : LGMC SA

Les immobilisations en non valeur comprennent exclusivement des charges à répartir sur plusieurs exercices. Elles représentent 0,5% de l'actif immobilisé en 2006/2007, 1,0% en 2007/2008 et 0,9% en 2008/2009.

Immobilisations incorporelles

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Brevets, Marques et Valeurs similaires	55	55	55	0,0%	0,0%	0,0%
Fonds Commercial	2 581	2 581	2 581	0,0%	0,0%	0,0%
Autres immobilisations incorporelles	486	383	218	-21,3%	-43,1%	-33,1%
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>3 122</b>	<b>3 019</b>	<b>2 854</b>	<b>-3,3%</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-4,4%</b>
<i>En % de l'actif immobilisé</i>	<i>5,8%</i>	<i>5,3%</i>	<i>4,9%</i>			

Source : LGMC SA

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées du fonds commercial. Ce dernier représente en moyenne 86,2% des immobilisations incorporelles sur les trois exercices concernés. Ce fonds commercial fait suite à la fusion en 1996 entre les sociétés LGM et LCC qui a donnée naissance à LGMC SA. Il est décomposé de la manière suivante :

- ✓ Fonds de commerce LGM : 81 kDh
- ✓ Fonds de commerce LCC revalorisé : 2.500 kDh

La baisse des immobilisations incorporelles est attribuable à l'amortissement des immobilisations incorporelles autres que le fonds commercial et les brevets et marques.

Au 31 mars 2009, les immobilisations incorporelles représentent 4,9% de l'actif immobilisé (contre 5,8% en 2006/2007 et 5,3% en 2007/2008).

**Immobilisations corporelles**

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Terrains	10 024	10 024	10 024	0,0%	0,0%	0,0%
Constructions	11 048	11 389	11 581	3,1%	1,7%	2,4%
Install. Techniques, Matériel & Outillage	19 104	25 071	24 550	31,2%	-2,1%	13,4%
Matériel de Transport	513	240	195	-53,1%	-18,8%	-38,3%
Mob., Mat. de bureau & Aménagements divers	472	439	428	-6,9%	-2,6%	-4,8%
Autres immobilisations corporelles	1 029	895	709	-13,0%	-20,8%	-17,0%
Immobilisations corporelles en cours	2 919	359	2 118	-87,7%	489,4%	-14,8%
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>45 108</b>	<b>48 418</b>	<b>49 605</b>	<b>7,3%</b>	<b>2,5%</b>	<b>4,9%</b>
<i>En % de l'actif immobilisé</i>	<i>83,6%</i>	<i>84,8%</i>	<i>85,4%</i>			

Source : LGMC SA

Les immobilisations corporelles sont composées des éléments suivants :

- ✓ Les terrains : ils représentent en moyenne 21,0% des immobilisations corporelles sur la période considérée (2006/2007 - 2008/2009) ;
- ✓ Les constructions : elles représentent en moyenne 23,8% des immobilisations corporelles sur la période considérée (2006/2007 - 2008/2009) ;
- ✓ Les installations techniques, matériel et outillage : elles représentent en moyenne 47,9% des immobilisations corporelles sur la période considérée (2006/2007 - 2008/2009) ;
- ✓ Le matériel de transport, qui représente en moyenne 0,7% des immobilisations corporelles sur la période considérée (2006/2007 - 2008/2009) ;
- ✓ Les matériels de bureau et aménagements divers : ils représentent en moyenne 0,9% des immobilisations corporelles sur la période considérée (2006/2007 - 2008/2009) ;
- ✓ Les immobilisations corporelles en cours qui représentent en moyenne 3,8% des immobilisations corporelles sur la période considérée (2006/2007 - 2008/2009). Celles-ci sont relatives à des équipements fabriqués sur mesure, et qui sont comptabilisés en immobilisations en cours jusqu'à la livraison finale de l'immobilisation.

L'augmentation des constructions et des installations techniques, matériel et outillage entre les exercices 2006/2007 et 2007/2008 est liée à la réalisation d'un programme d'investissements démarré en 2006 et visant essentiellement le réaménagement et l'augmentation des capacités de production de l'usine d'Agadir. Ce programme se poursuit en 2008/2009 avec le réaménagement de l'usine dite Mariana à Safi, dans l'optique d'une meilleure optimisation des flux intra-usine.

La baisse des autres postes d'immobilisations corporelles (matériel de transport, mobilier et aménagements divers, et autres) s'explique par l'amortissement de ces dernières sur la période considérée (2006/2007 à 2008/2009).

En moyenne, les immobilisations corporelles représentent 84,6% de l'actif immobilisé de LGMC SA.

**Immobilisations financières**

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Prêts immobilisés	0	0	0	-	-	-
Autres créances financières	282	287	287	1,6%	0,0%	0,8%
Titres de participation	5 132	4 816	4 816	-6,2%	0,0%	-3,1%
Autres titres immobilisés	0	0	0	-	-	-
<b>Immobilisations financières</b>	<b>5 414</b>	<b>5 102</b>	<b>5 102</b>	<b>-5,8%</b>	<b>0,0%</b>	<b>-2,9%</b>
<i>En % de l'actif immobilisé</i>	<i>10,0%</i>	<i>8,9%</i>	<i>8,8%</i>			

Source : LGMC SA

Les immobilisations financières représentent en moyenne 9,3% de l'actif immobilisé de LGMC SA sur la période (2007-2009). La baisse enregistrée en 2007/2008 correspond à la cession de 2 100 actions de la société SPM, filiale de LGMC SA spécialisée dans la production de farine et huile de poisson, à son actionnaire Jaybo SARL

## 2.2.2 ANALYSE DE L'ACTIF CIRCULANT

**Stocks**

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Marchandises	0	0	0	-	-	-
<i>En % des stocks</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>			
Matières et fournitures consommables	52 413	31 638	33 545	-39,6%	6,0%	-20,0%
<i>En % des stocks</i>	<i>46,4%</i>	<i>30,5%</i>	<i>28,0%</i>			
Produits en cours	0	0	0	-	-	-
<i>En % des stocks</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>			
Produits intermédiaires et résiduels	0	0	0	-	-	-
<i>En % des stocks</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>			
Produits finis	60 564	71 956	86 428	18,8%	20,1%	19,5%
<i>En % des stocks</i>	<i>53,6%</i>	<i>69,5%</i>	<i>72,0%</i>			
<b>Stocks</b>	<b>112 977</b>	<b>103 594</b>	<b>119 974</b>	<b>-8,3%</b>	<b>15,8%</b>	<b>3,0%</b>
<i>En % de l'actif total</i>	<i>42,2%</i>	<i>33,7%</i>	<i>40,8%</i>			

Source : LGMC SA

Les stocks comprennent les stocks de matières et fournitures consommables ainsi que les stocks de produits finis.

Les stocks de matières et fournitures consommables comprennent essentiellement des emballages (boîtes vides, cartons) ainsi que des jutages (huiles, concentré de tomate). Ils sont comptabilisés au coût d'achat moyen pondéré. Les stocks de produits finis sont quant à eux comptabilisés à leur coût de production.

Au 31 mars 2009, les stocks représentent 40,8% de l'actif total contre 33,7% au 31 mars 2008.

En moyenne, les stocks sont constitués à hauteur de 65,0% de produits finis et de 35,0% de matières et fournitures consommables.

En 2007/2008, LGMC SA a mis en place une nouvelle politique de gestion des stocks d'emballages, lui permettant de s'approvisionner en flux tendus auprès de ses fournisseurs et de maintenir le stock tampon à niveau bas.

La hausse du stock de produits finis en 2008/2009 est liée au retournement conjoncturel au deuxième semestre de l'exercice qui a entraîné une baisse générale de l'activité et donc des difficultés à écouler les stocks accumulés au premier semestre. De plus, ce stock de produits finis comprend un stock de produits finis du client LIDL qui n'a pas été livré en raison de la rupture du contrat avec ce client.

### Créances de l'actif circulant

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Fournis. débiteurs, avances & acomptes	1 302	1 474	1 278	13,3%	-13,3%	-0,9%
<i>En % des créances</i>	<i>1,7%</i>	<i>1,3%</i>	<i>1,2%</i>	<i>-0,4 pts</i>	<i>-0,1 pts</i>	
Clients et comptes rattachés	62 043	90 216	62 331	45,4%	-30,9%	0,2%
<i>En % des créances</i>	<i>80,0%</i>	<i>79,6%</i>	<i>59,2%</i>	<i>-0,4 pts</i>	<i>-20,4 pts</i>	
Personnel	407	481	476	18,4%	-1,0%	8,2%
<i>En % des créances</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,4%</i>	<i>0,5%</i>	<i>-0,1 pts</i>	<i>0,0 pts</i>	
État	9 909	13 139	25 667	32,6%	95,3%	60,9%
<i>En % des créances</i>	<i>12,8%</i>	<i>11,6%</i>	<i>24,4%</i>	<i>-1,2 pts</i>	<i>12,8 pts</i>	
Comptes d'associés	0	0	0	-	-	-
<i>En % des créances</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>			
Autres débiteurs	3 688	7 790	15 502	111,2%	99,0%	105,0%
<i>En % des créances</i>	<i>4,8%</i>	<i>6,9%</i>	<i>14,7%</i>	<i>2,1 pts</i>	<i>7,9 pts</i>	
Comptes de régularisation actif	181	269	35	49,1%	-86,9%	-55,8%
<i>En % des créances</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0 pts</i>	<i>-0,2 pts</i>	
<b>Créances de l'actif circulant</b>	<b>77 529</b>	<b>113 370</b>	<b>105 289</b>	<b>46,2%</b>	<b>-7,1%</b>	<b>16,5%</b>
<i>En % de l'actif total</i>	<i>28,9%</i>	<i>36,9%</i>	<i>35,8%</i>	<i>7,9 pts</i>	<i>-1,1 pts</i>	

Source : LGMC SA

L'augmentation de 46,2% des créances de l'actif circulant en 2007/2008 est essentiellement due à la hausse des comptes « Clients et comptes rattachés » et « État », qui enregistrent respectivement des hausses de 45,4% et 32,6% sous l'effet de l'accroissement du chiffre d'affaires.

En 2008/2009, la baisse des créances de l'actif circulant de -7,1% est essentiellement liée au ralentissement de l'activité, qui a entraîné une baisse du poste « Clients et comptes rattachés ». Malgré cette baisse d'activité, le poste « État » et « Autres débiteurs » enregistrent des hausses notables, et passent respectivement à 25,7 mDh et 15,5 mDh (contre respectivement 13,1 mDh et 7,8 mDh en 2008). Cette évolution à contre-courant de l'activité s'explique par plusieurs facteurs :

- ✓ Pour le poste « État » : augmentation du crédit de TVA suite à la suspension de l'exonération de TVA sur certains achats ;
- ✓ Pour le poste « Autres débiteurs » : augmentation liée (i) à l'injection de 2,2 mDh en comptes d'associés dans la filiale Kennermerland et (ii) au remboursement par les assurances des dommages causés par le litige préalablement cité et non encaissé à la date de clôture (à hauteur de 12 mDh).

En moyenne sur la période (2007-2009), le poids des créances de l'actif circulant dans l'actif total est de 33,9%.

## 2.2.3 ANALYSE DE LA TRÉSORERIE ACTIF

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Chèques et valeurs à encaisser	0	0	0	-	-	-
Banques T.G. et C.C.P.	23 066	32 656	10 805	41,6%	-66,9%	-31,6%
Caisse, Régies d'avances et accreditifs	25	11	18	-56,3%	62,1%	-15,8%
<b>Trésorerie actif</b>	<b>23 091</b>	<b>32 667</b>	<b>10 823</b>	<b>41,5%</b>	<b>-66,9%</b>	<b>-31,5%</b>

Source : LGMC SA

La trésorerie actif de LGMC SA a progressé de 41,5% entre 2006/2007 et 2007/2008 avant de se rétracter de -66,9% en 2008/2009, passant de 32,7 mDh à 10,8 mDh.

## 2.2.4 ANALYSE DES CAPITAUX PROPRES

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Capital social	119 018	119 018	119 018	0,0%	0,0%	0,0%
Réserve d'investissement	281	281	281	0,0%	0,0%	0,0%
Réserve légale	6 087	7 075	8 676	16,2%	22,6%	19,4%
Report à nouveau	32 912	43 431	49 133	32,0%	13,1%	22,2%
Résultat de l'exercice	19 746	32 022	-8 829	62,2%	-	na
<b>Capitaux propres</b>	<b>178 044</b>	<b>201 826</b>	<b>168 278</b>	<b>13,4%</b>	<b>-16,6%</b>	<b>-2,8%</b>

Source : LGMC SA

Les capitaux propres de LGMC SA s'élèvent au 31 mars 2009 à 168,3 mDh contre 201,8 mDh au 31 mars 2008. Cette baisse s'explique par la dégradation du résultat net enregistré durant l'exercice 2008/2009. Elle est par ailleurs aussi impactée par la distribution de dividendes de 24,7 mDh effectuée en septembre 2008.

## 2.2.5 ANALYSE DU PASSIF CIRCULANT

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Fournisseurs et comptes rattachés	68 884	79 589	72 706	15,5%	-8,6%	2,7%
<i>En % du passif circulant</i>	88,7%	85,3%	75,8%	-3,5 pts	-9,5 pts	
Clients créditeurs, avances et acomptes	1 691	1 549	2 628	-8,4%	69,7%	24,7%
<i>En % du passif circulant</i>	2,2%	1,7%	2,7%	-0,5 pts	1,1 pts	
Personnel	2 233	2 067	2 240	-7,4%	8,4%	0,1%
<i>En % du passif circulant</i>	2,9%	2,2%	2,3%	-0,7 pts	0,1 pts	
Organismes sociaux	980	1 496	1 346	52,7%	-10,0%	17,2%
<i>En % du passif circulant</i>	1,3%	1,6%	1,4%	0,3 pts	-0,2 pts	
État	901	3 277	83	263,6%	-97,5%	-69,6%
<i>En % du passif circulant</i>	1,2%	3,5%	0,1%	2,3 pts	-3,4 pts	
Comptes d'associés	283	305	426	7,6%	39,5%	22,6%
<i>En % du passif circulant</i>	0,4%	0,3%	0,4%	0,0 pts	0,1 pts	
Autres créanciers	2 136	4 113	15 858	92,5%	285,6%	172,5%
<i>En % du passif circulant</i>	2,8%	4,4%	16,5%	1,7 pts	12,1 pts	
Comptes de régularisation Passif	0	0	0	-	-	-
<i>En % du passif circulant</i>	0,0%	0,0%	0,0%			
Autres provisions pour risques et charges	348	577	181	65,7%	-68,7%	-28,0%
<i>En % du passif circulant</i>	0,4%	0,6%	0,2%	0,2 pts	-0,4 pts	
Écart de conversion Passif	170	386	476	127,0%	23,3%	67,3%
<i>En % du passif circulant</i>	0,2%	0,4%	0,5%	0,2 pts	0,1 pts	
<b>Passif circulant</b>	<b>77 626</b>	<b>93 358</b>	<b>95 943</b>	<b>20,3%</b>	<b>2,8%</b>	<b>11,2%</b>

Source : LGMC SA

Les postes « Fournisseurs et comptes rattachés » et « Autres créanciers » constituent les principaux éléments du passif circulant. Ils représentent en moyenne sur les trois derniers exercices 91,2% du passif circulant.

Le poste « Fournisseurs et comptes rattachés » représente en moyenne 83,3% du passif circulant sur la période (2006/2007 – 2008/2009), et connaît un taux de croissance moyen sur cette période de 2,7%. Cette évolution est corrélée à celle de l'activité, avec notamment une croissance annuelle moyenne des ACMF de 1,4% sur la même période.

Le poste « État » enregistre en 2007/2008 une augmentation importante de 2.376 kDh qui correspond au reliquat d'impôt sur les sociétés à payer au 31 mars 2008. En effet, en 2007/2008, la Société a enregistré un résultat imposable en forte croissance. Les acomptes sur IS versés au titre de l'exercice 2007/2008 étant basés sur les réalisations de l'exercice précédent, le reliquat à verser au 31 mars 2008 a donc augmenté.

Le poste « Autres créanciers » représente en moyenne 7,9% entre 2006/2007 et 2008/2009 et s'établit à 2,1 mDh en 2006/2007, 4,1 mDh en 2007/2008 et 15,9 mDh en 2008/2009. La hausse constatée lors du dernier exercice fait suite à l'augmentation des dettes vis-à-vis des filiales SPM et SPP à hauteur de 11 mDh, afin de financer une partie du besoin en fonds de roulement de LGMC SA.

Au 31 mars 2009, les encours du passif circulant s'élèvent à 95,9 mDh contre 93,4 mDh au 31 mars 2008. Cette augmentation constatée en dépit de la baisse du compte fournisseurs et comptes rattachés (72,6 mDh au 31 mars 2009 contre 79,6 mDh au 31 mars 2008) corrélativement à la baisse du niveau d'activité de LGMC SA, s'explique essentiellement par l'augmentation substantielle du poste « Autres créanciers ».

#### 2.2.6 ANALYSE DE LA TRESORERIE PASSIF

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Crédits d'escompte	0	0	11 576	-	-	-
Crédits de trésorerie	12 000	12 000	18 000	0,0%	50,0%	22,5%
Banques (solde créditeurs)	0	0	401	-	-	-
<b>Trésorerie passif</b>	<b>12 000</b>	<b>12 000</b>	<b>29 977</b>	<b>0,0%</b>	<b>149,8%</b>	<b>58,1%</b>

Source : LGMC SA

Au 31 mars 2009, la trésorerie passif s'élève à 30 mDh contre 12 mDh en au 31 mars 2007 et 2008. Elle englobe quasi-exclusivement des crédits de trésorerie.

#### 2.2.7 ANALYSE DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Financement permanent	178 250	201 959	168 411	13,3%	-16,6%	-2,8%
Actif immobilisé	53 930	57 108	58 065	5,9%	1,7%	3,8%
<b>Fonds de roulement (FR)</b>	<b>124 320</b>	<b>144 851</b>	<b>110 346</b>	<b>16,5%</b>	<b>-23,8%</b>	<b>-5,8%</b>
Actif circulant	190 854	217 541	225 443	14,0%	3,6%	8,7%
Passif circulant	77 626	93 358	95 943	20,3%	2,8%	11,2%
<b>Besoin en fonds de roulement (BFR)</b>	<b>113 229</b>	<b>124 184</b>	<b>129 500</b>	<b>9,7%</b>	<b>4,3%</b>	<b>6,9%</b>
<b>BFR (en jours de CA)</b>	<b>109</b>	<b>110</b>	<b>128</b>	<b>1,4%</b>	<b>16,4%</b>	<b>8,7%</b>
<b>FR/BFR</b>	<b>109,8%</b>	<b>116,6%</b>	<b>85,2%</b>	<b>6,2%</b>	<b>-26,9%</b>	<b>-11,9%</b>
Trésorerie actif	23 091	32 667	10 823	41,5%	-66,9%	-31,5%
Trésorerie passif	12 000	12 000	29 977	0,0%	149,8%	58,1%
<b>Trésorerie nette</b>	<b>11 091</b>	<b>20 667</b>	<b>-19 154</b>	<b>86,3%</b>	<b>-</b>	<b>na</b>

Source : LGMC SA

#### Fonds de roulement

Au 31 mars 2008, LGMC SA enregistre un fond de roulement de 144,9 mDh, en progression de 16,5% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution résulte de la hausse importante des capitaux permanents (+13,3%) elle-même liée à l'amélioration du résultat net, ainsi qu'à la hausse de l'actif immobilisé due à la réalisation de nouveaux investissements.

Au 31 mars 2009, le fonds de roulement de LGMC SA baisse de -23,8% à 110,3 mDh. Cette dégradation du fonds de roulement est liée à la baisse de 16,6% du financement permanent, elle-même liée à la baisse significative du résultat net enregistré en 2009, sous le double effet du retournement conjoncturel de l'activité et de l'impact du redressement fiscal.

**Besoin en fonds de roulement (BFR)**

Le BFR de LGMC SA se dégrade en 2008 pour passer à 124 mDh contre 113 mDh en 2007. Cette hausse est liée au renforcement de l'activité enregistrée lors de cet exercice. Exprimé en jours de chiffre d'affaire, le BFR est stable à 110 jours de CA en 2008, contre 109 jours en 2007.

Au 31 mars 2009, le BFR de LGMC SA augmente de 4,3% par rapport au 31 mars 2008, alors même que le chiffre d'affaires affiche une baisse de 10,4%. Cette évolution traduit le retournement conjoncturel qui s'est produit lors de l'exercice 2009, et qui a eu pour impact un niveau de stocks important qui n'ont pas été comblés par une augmentation suffisante des délais fournisseurs et une baisse suffisante des délais clients.

**Trésorerie nette**

La trésorerie nette de LGMC SA, structurellement bénéficiaire, a enregistré un déficit de 19,1 mDh en 2009. Cette dégradation est liée à la baisse significative du fonds de roulement (-23,8%) dans un contexte où le BFR augmente de manière sensible (+4,3%).

**2.2.8 RATIOS D'ENDETTEMENT**

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Endettement financier net <sup>1</sup>	-10 808	-20 362	19 580	-	-	na
Capitaux propres	178 044	201 826	168 278	13,4%	-16,6%	-2,8%
<b>Ratio d'endettement</b>	<b>-6,1%</b>	<b>-10,1%</b>	<b>11,6%</b>	-	-	<b>na</b>

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Charges d'intérêt	894	2 408	3 898	169,5%	61,9%	108,9%
EBE	22 155	39 210	21 720	77,0%	-44,6%	-1,0%
<b>Charges d'intérêt / EBE (en %)</b>	<b>4,0%</b>	<b>6,1%</b>	<b>17,9%</b>	<b>2,1 pts</b>	<b>11,8 pts</b>	

Source : LGMC SA

L'endettement net de LGMC SA est majoritairement constitué d'éléments de trésorerie et ne comprend pas de dettes de financement à moyen et long terme. La dégradation du ratio d'endettement résulte à la fois de l'augmentation de l'endettement net lié à la dégradation de l'équilibre financier et de la baisse des capitaux propres due à la baisse du résultat net.

En 2008/2009, sous l'effet conjugué de la hausse des charges d'intérêt et de la baisse de l'EBE, le ratio charges d'intérêt / EBE s'établit à 17,9% contre 6,1% en 2007/2008 et 4,0% en 2006/2007.

<sup>1</sup> Endettement financier net = Dettes de financement + Provisions à caractère durable + Trésorerie passif – Trésorerie actif – Titres et Valeurs de placement

## 2.2.9 RATIOS DE GESTION

En nombre de jours	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Stocks (matières premières) <sup>1</sup>	70	38	44	-45,6%	14,4%	-21,1%
Stocks (produits finis) <sup>2</sup>	58	64	86	9,8%	34,1%	21,4%
Créances clients <sup>3</sup>	59	79	61	34,4%	-22,8%	1,9%
Dettes fournisseurs <sup>4</sup>	69	72	71	5,2%	-1,7%	1,7%

Source : LGMC SA

Le délai de règlement des clients s'élève à 67 jours en moyenne sur la période (2006/2007-2008/2009). Compte tenu du renforcement de l'activité en 2007/2008, le délai de règlement clients augmente de 34,4% en 2007/2008 pour atteindre 79 jours. Le délai de règlement fournisseurs est quant à lui stable sur la période, passant de 69 jours en 2006/2007 à 72 jours en 2007/2008 et 71 jours en 2008/2009.

## 2.2.10 ANALYSE DE LA RENTABILITÉ

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
Résultat d'exploitation <sup>5</sup>	13 606	27 080	19 658	99,0%	-27,4%	20,2%
Actif économique <sup>6</sup>	167 159	181 292	187 566	8,5%	3,5%	5,9%
<b>ROCE (en %)</b>	<b>8,1%</b>	<b>14,9%</b>	<b>10,5%</b>	<b>6,8 pts</b>	<b>-4,5 pts</b>	
Résultat net	19 746	32 022	-8 829	62,2%	-	na
Capitaux propres	178 044	201 826	168 278	13,4%	-16,6%	-2,8%
<b>ROE (en %)</b>	<b>11,1%</b>	<b>15,9%</b>	<b>-5,2%</b>	<b>4,8 pts</b>	<b>-21,1 pts</b>	

Source : LGMC SA

En 2007/2008, le ratio *Return on Capital Employed* (ROCE) réalisé par LGMC SA ressort à 14,9% contre 8,1% en 2006/2007. Cette amélioration de la rentabilité économique est liée à l'amélioration du résultat d'exploitation. En 2008/2009, le ROCE se dégrade à 10,5% sous l'effet conjugué de la baisse du résultat d'exploitation et de la hausse de l'actif économique (hausse de l'actif immobilisé et du BFR). En moyenne sur la période (2006/2007-2008/2009), le ROCE s'établit à 11,2%.

Le ratio de rentabilité financière, *Return on Equity* (ROE), s'améliore en 2007/2008 pour atteindre 15,9%, contre 11,1% en 2006/2007, sous l'effet de la hausse significative du résultat net. En 2008/2009, LGMC SA enregistre un résultat net négatif qui vient dégrader le ratio de rentabilité financière.

<sup>1</sup> Délai de rotation des stocks (matières premières) = (Stocks de matières premières \* 360) / (achats consommés de matières et fournitures HT)

<sup>2</sup> Délai de rotation des stocks (produits finis) = (Stocks de produits finis \* 360) / (chiffre d'affaires HT)

<sup>3</sup> Délai de règlement clients = (créances clients nettes \* 360) / (chiffre d'affaires TTC)

<sup>4</sup> Délai de règlement fournisseurs = (fournisseurs \* 360) / (achats consommés de matières et fournitures TTC + autres charges externes TTC)

<sup>5</sup> Résultat d'exploitation après impôt théorique sur les sociétés (taux d'IS retenu de 17,9%)

<sup>6</sup> Actif économique = Actif immobilisé net + BFR

## 2.3 ANALYSE DU TABLEAU DE FINANCEMENT

En kDh	06/07	07/08	08/09	Var. 06/07 -07/08	Var. 07/08 -08/09	TCAM
+ Capacité d'autofinancement	22 288	34 190	-3 088			
- Distribution de dividendes	10 986	8 240	24 719	-25,0%	200,0%	50,0%
+ Cession et réduction des immobilisations	4 846	3 918	92	-19,2%	-97,7%	-86,2%
+ Augmentation des capitaux propres et assimilés	0	0	0	-	-	-
+ Augmentation des dettes de financement	0	0	0	-	-	-
<b>= Total Ressources stables</b>	<b>16 148</b>	<b>29 867</b>	<b>-27 715</b>	<b>85,0%</b>	<b>-</b>	<b>na</b>
+ Acquisition ou augmentation d'immobilisations	6 634	8 858	6 707	33,5%	-24,3%	0,5%
+ Remboursement des capitaux propres	0	73	0	-	-	-
+ Remboursement des dettes de financement	0	0	0	-	-	-
+ Emplois en non valeurs	326	406	83	24,6%	-79,6%	-49,6%
<b>= Total Emplois stables</b>	<b>6 960</b>	<b>9 337</b>	<b>6 790</b>	<b>34,2%</b>	<b>-27,3%</b>	<b>-1,2%</b>
<b>Variation du besoin de financement global</b>	<b>9 794</b>	<b>10 955</b>	<b>5 317</b>	<b>11,9%</b>	<b>-51,5%</b>	<b>-26,3%</b>
Variation de trésorerie	-606	9 576	-39 822	-	-	na
<b>Trésorerie nette</b>	<b>11 091</b>	<b>20 667</b>	<b>-19 154</b>	<b>86,3%</b>	<b>-</b>	<b>na</b>

Source : LGMC SA

En 2006/2007 et 2007/2008, les sources de financement de LGMC SA sont constituées de l'autofinancement et de la cession d'immobilisations. En 2008/2009, LGMC SA enregistre un autofinancement négatif sous l'effet conjugué de la détérioration de la capacité d'autofinancement de LGMC SA (résultat net négatif de -8,8 mDh) et de la distribution de dividendes à hauteur de 24,7 mDh.

Les acquisitions d'immobilisations sur la période (2007-2009) comprennent :

En 2006/2007 :

- ✓ La construction d'un entrepôt de stockage de boîtes vides mitoyen à l'usine d'Agadir ;
- ✓ L'acquisition d'équipements pour l'usine d'Agadir en vue d'augmenter ses capacités de production et de mettre à niveau des équipements existants.

En 2007/2008 :

- ✓ L'acquisition d'équipements pour les sites de Safi, en vue d'augmenter leurs capacités de production
- ✓ La mise à niveau de certains équipements dans une optique d'optimisation des flux intra-usines.

En 2008/2009 :

- ✓ La poursuite du plan de mise à niveau des sites de Safi à travers l'acquisition de nouveaux équipements.

## 2.4 ANALYSE DES COMPTES SEMESTRIELS

## 2.4.1 ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT

En kDh	S1 08/09	S1 09/10	Var. 08/09 - 09/10
Ventes de biens et services produits	207 814	168 582	-18,9%
Variation de stocks de produits	23 087	6 915	-70,0%
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même			-
<b>Production de l'exercice</b>	<b>230 901</b>	<b>175 497</b>	<b>-24,0%</b>
Achats consommés de matières & fournitures	169 028	127 107	-24,8%
Autres charges externes	16 474	16 050	-2,6%
<b>Consommation de l'exercice</b>	<b>185 502</b>	<b>143 157</b>	<b>-22,8%</b>
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>45 399</b>	<b>32 340</b>	<b>-28,8%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>21,8%</i>	<i>19,2%</i>	<i>-2,7 pts</i>
Impôts et taxes	451	507	12,5%
Charges de personnel	24 627	22 322	-9,4%
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>20 321</b>	<b>9 511</b>	<b>-53,2%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>9,8%</i>	<i>5,6%</i>	<i>-4,1 pts</i>
Autres produits d'exploitation	11	15	42,9%
Autres charges d'exploitation	200	0	-
Reprises d'exploitation, transferts de charges	5 303	3 602	-32,1%
Dotations d'exploitation	6 635	5 986	-9,8%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>18 799</b>	<b>7 141</b>	<b>-62,0%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>9,0%</i>	<i>4,2%</i>	<i>-4,8 pts</i>
<b>Résultat financier</b>	<b>1 549</b>	<b>2 344</b>	<b>51,4%</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>20 347</b>	<b>9 486</b>	<b>-53,4%</b>
<b>Résultat non courant</b>	<b>-9 920</b>	<b>131</b>	<b>-</b>
Impôt sur les résultats	1 698	1 675	-1,4%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>8 729</b>	<b>7 942</b>	<b>-9,0%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>4,2%</i>	<i>4,7%</i>	<i>0,5 pts</i>

Source : LGMC SA

▪ **Chiffre d'affaires :**

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires export sur les premiers semestres des exercices 2008/2009 et 2009/2010 :

Chiffre d'affaires Export (en mDh)	S1 08/09	En %	S1 09/10	En %	Var. 08/09 - 09/10
<b>Afrique</b>	109,5	54,4%	68,5	42,2%	-37,4%
<b>Europe</b>	58,3	29,0%	58,9	36,3%	1,0%
<b>Moyen-Orient</b>	14,5	7,2%	15,7	9,7%	8,3%
<b>Divers</b>	19,1	9,5%	19,2	11,8%	0,7%
<b>Total</b>	<b>201,4</b>	<b>100,0%</b>	<b>162,3</b>	<b>100,0%</b>	<b>-19,4%</b>

Source : LGMC SA

Les ventes du premier semestre 2009/2010 affichent un recul de 19,4% par rapport au premier semestre de l'exercice précédent pour atteindre 162,3 mDh. Ce recul s'explique exclusivement par la baisse des ventes sur le marché européen, elle-même liée au non-renouvellement du contrat avec le client allemand LIDL.

▪ **Résultat d'exploitation :**

En kDh	S1 08/09	S1 09/10	Var. 08/09 -09/10
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>45 399</b>	<b>32 340</b>	<b>-28,8%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>21,8%</i>	<i>19,2%</i>	<i>-2,7 pts</i>
Impôts et taxes	451	507	12,5%
Charges de personnel	24 627	22 322	-9,4%
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>20 321</b>	<b>9 511</b>	<b>-53,2%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>9,8%</i>	<i>5,6%</i>	<i>-4,1 pts</i>
Autres produits d'exploitation	11	15	42,9%
Autres charges d'exploitation	200	0	-
Reprises d'exploitation, transferts de charges	5 303	3 602	-32,1%
Dotations d'exploitation	6 635	5 986	-9,8%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>18 799</b>	<b>7 141</b>	<b>-62,0%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>9,0%</i>	<i>4,2%</i>	<i>-4,8 pts</i>

Source : LGMC SA

Lors du premier semestre 2009/2010, le taux de marge opérationnelle a baissé pour atteindre 4,2%, impacté en cela par la hausse significative des prix des emballages et des huiles. Le résultat d'exploitation de ce premier semestre 2009/2010 s'élève ainsi à 7,1 mDh.

▪ **Résultat net :**

En kDh	S1 08/09	S1 09/10	Var. 08/09 -09/10
Résultat d'exploitation	18 799	7 141	-62,0%
Résultat financier	1 549	2 344	51,4%
Résultat courant	20 347	9 486	-53,4%
Résultat non courant	-9 920	131	-
Impôt sur les résultats	1 698	1 675	-1,4%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>8 729</b>	<b>7 942</b>	<b>-9,0%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>4,2%</i>	<i>4,7%</i>	<i>0,5 pts</i>

Source : LGMC SA

Le résultat net du premier semestre 2008/2009 s'élève à 8,7 mDh, soit un taux de marge nette de 4,2%. Ce résultat net est fortement impacté par un résultat non courant négatif de -9,9 mDh, qui correspond à une provision forfaitaire relative au règlement du litige avec l'administration fiscale. Le résultat net du premier semestre 2009/2010 ressort quant à lui à 7,9 mDh, soit un taux de marge nette de 4,7%.

▪ **Analyse de la rentabilité semestrielle :**

En kDh	Au 30/09/08	Au 30/09/09	Var.
Résultat d'exploitation	15 434	5 863	-62,0%
Actif économique <sup>1</sup>	183 060	169 238	-7,6%
<b>ROCE (en %)</b>	<b>8,4%</b>	<b>3,5%</b>	<b>-5,0 pts</b>
Résultat net	8 729	7 942	-9,0%
Capitaux propres	185 836	176 220	-5,2%
<b>ROE (en %)</b>	<b>4,7%</b>	<b>4,5%</b>	<b>-0,2 pts</b>

Source : LGMC SA

La rentabilité des capitaux employés (ROCE) enregistre une baisse au 30 septembre 2009 comparé au 30 septembre 2008. Cette baisse s'explique notamment par le recul du résultat d'exploitation de 62%, malgré la baisse de l'actif économique de 7,6%.

La rentabilité des capitaux propres (ROE) enregistre une légère baisse lors du premier semestre 2009/2010 comparé à la même période de l'exercice précédent. Cette baisse est liée au recul du résultat net de 9%, malgré une baisse des capitaux propres de 5,2%.

## 2.4.2 ANALYSE DU BILAN

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Variation
<b>Actif</b>			
<b>Actif immobilisé</b>	<b>58 065</b>	<b>69 054</b>	<b>18,9%</b>
Immobilisations en non valeur	504	422	-16,2%
Immobilisations incorporelles	2 854	2 768	-3,0%
Immobilisations corporelles	49 605	60 817	22,6%
Immobilisations financières	5 102	5 047	-1,1%
Écarts de conversion actif	0	0	-
<b>Actif circulant</b>	<b>225 443</b>	<b>201 606</b>	<b>-10,6%</b>
Stocks	119 974	118 263	-1,4%
Créances de l'actif circulant	105 289	83 343	-20,8%
Titres et valeurs de placement	0	0	-
Écarts de conversion actif	181	0	-
<b>Trésorerie actif</b>	<b>10 823</b>	<b>11 124</b>	<b>2,8%</b>
<b>Total Actif</b>	<b>294 331</b>	<b>281 785</b>	<b>-4,3%</b>
<b>Passif</b>			
<b>Capitaux permanents</b>	<b>168 411</b>	<b>176 346</b>	<b>4,7%</b>
Capitaux propres	168 278	176 220	4,7%
Dettes de financement	0	0	-
Provisions	133	125	-5,6%
Écarts de conversion passif	0	0	-
<b>Passif circulant</b>	<b>95 943</b>	<b>101 423</b>	<b>5,7%</b>
Dettes du passif circulant	95 287	101 423	6,4%
Autres provisions	181	0	-
Écarts de conversion passif	476	0	-
<b>Trésorerie passif</b>	<b>29 977</b>	<b>4 016</b>	<b>-86,6%</b>
<b>Total Passif</b>	<b>294 331</b>	<b>281 785</b>	<b>-4,3%</b>

Source : LGMC SA

▪ **Actif immobilisé :**

✓ **Immobilisations en non valeur**

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Var.
Frais préliminaires	0	0	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	504	422	-16,2%
<b>Immobilisations en non valeur</b>	<b>504</b>	<b>422</b>	<b>-16,2%</b>
<i>En % de l'actif immobilisé</i>	<i>0,9%</i>	<i>0,6%</i>	<i>-0,3 pts</i>

Source : LGMC SA

Au 30 septembre 2009, les immobilisations en non valeur s'élèvent à 422 kDh et sont composées exclusivement de charges à répartir sur plusieurs exercices. Elles enregistrent une baisse de 16,2% par rapport au 31 mars 2009.

✓ **Immobilisations incorporelles**

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Var.
Brevets, Marques et Valeurs similaires	55	55	0,0%
Fonds Commercial	2 581	2 581	0,0%
Autres immobilisations incorporelles	218	132	-39,5%
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 854</b>	<b>2 768</b>	<b>-3,0%</b>
<i>En % de l'actif immobilisé</i>	<i>4,9%</i>	<i>4,0%</i>	<i>-0,9 pts</i>

Source : LGMC SA

Au 30 septembre 2009, les immobilisations incorporelles enregistrent une baisse de 3% par rapport au 31 mars 2009 à 2.768 kDh. Cette baisse correspond à l'amortissement des autres immobilisations corporelles, qui sont passées de 218 kDh au 31 mars 2009 à 132 kDh au 30 septembre de la même année.

✓ **Immobilisations corporelles**

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Var.
Terrains	10 024	10 024	0,0%
Constructions	11 581	12 734	9,9%
Install. Techniques, Matériel & Outillage	24 550	30 963	26,1%
Matériel de Transport	195	454	132,7%
Mob., Mat. de bureau & Aménagements divers	428	469	9,6%
Autres immobilisations corporelles	709	630	-11,1%
Immobilisations corporelles en cours	2 118	5 542	161,7%
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>49 605</b>	<b>60 817</b>	<b>22,6%</b>
<i>En % de l'actif immobilisé</i>	<i>85,4%</i>	<i>88,1%</i>	<i>2,6 pts</i>

Source : LGMC SA

Les immobilisations corporelles de LGMC SA au 30 septembre 2009 s'élèvent à 60.817 kDh, soit une hausse de 22,6% par rapport au 31 mars 2009. Cette augmentation est essentiellement liée à l'acquisition d'installations techniques, matériels et outillages pour un montant de 6.413 kDh et à l'augmentation des immobilisations en cours pour un montant de 3.424 kDh.

✓ **Immobilisations financières**

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Var.
Prêts immobilisés	0	0	-
Autres créances financières	287	287	0,0%
Titres de participation	4 816	4 761	-1,1%
Autres titres immobilisés	0	0	-
<b>Immobilisations financières</b>	<b>5 102</b>	<b>5 047</b>	<b>-1,1%</b>
<i>En % de l'actif immobilisé</i>	<i>8,8%</i>	<i>7,3%</i>	<i>-1,5 pts</i>

Source : LGMC SA

Les immobilisations financières de LGMC SA s'élèvent au 30 septembre 2009 à 5.047 kDh, soit une baisse de près de 1% par rapport au 31 mars 2009. Cette évolution est liée à la comptabilisation d'une provision pour dépréciation des titres de participation détenues par LGMC SA dans la société Somajor, qui a été dissolue.

▪ **Actif circulant :**✓ **Stocks**

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Var.
Marchandises	0	0	-
<i>En % des stocks</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0 pts</i>
Matières et fournitures consommables	33 545	25 002	-25,5%
<i>En % des stocks</i>	<i>28,0%</i>	<i>21,1%</i>	<i>-6,8 pts</i>
Produits en cours	0	0	-
<i>En % des stocks</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0 pts</i>
Produits intermédiaires et résiduels	0	0	-
<i>En % des stocks</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0 pts</i>
Produits finis	86 428	93 261	7,9%
<i>En % des stocks</i>	<i>72,0%</i>	<i>78,9%</i>	<i>6,8 pts</i>
<b>Stocks</b>	<b>119 974</b>	<b>118 263</b>	<b>-1,4%</b>
<i>En % de l'actif total</i>	<i>40,8%</i>	<i>42,0%</i>	<i>1,2 pts</i>

Source : LGMC SA

Le niveau global de stock de LGMC SA au 30 septembre 2009 et au 31 mars 2009 est relativement stable (baisse de 1,4% sur la période). Néanmoins, la décomposition de ce stock évolue puisque le niveau de stocks de produits finis augmentent de près de 8% alors que le niveau de stocks de matières et fournitures consommables enregistre une baisse de près de 25%. En effet, les stocks produits lors du premier semestre de l'exercice sont en général vendus au cours du deuxième semestre, le niveau de stocks de produits finis est donc plus élevé au 30 septembre comparé au 31 mars. Inversement, le stock de matières et fournitures consommables est en général relativement plus élevé au 30 septembre qu'au 31 mars.

✓ **Créances de l'actif circulant**

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Var.
Fournis. débiteurs, avances & acomptes	1 278	1 236	-3,3%
<i>En % des créances</i>	<i>1,2%</i>	<i>1,5%</i>	<i>-0,3 pts</i>
Clients et comptes rattachés	62 331	56 812	-8,9%
<i>En % des créances</i>	<i>59,2%</i>	<i>68,2%</i>	<i>-9,0 pts</i>
Personnel	476	563	18,2%
<i>En % des créances</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,7%</i>	<i>-0,2 pts</i>
État	25 667	22 519	-12,3%
<i>En % des créances</i>	<i>24,4%</i>	<i>27,0%</i>	<i>-2,6 pts</i>
Comptes d'associés	0	0	-
<i>En % des créances</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	
Autres débiteurs	15 502	2 214	-85,7%
<i>En % des créances</i>	<i>14,7%</i>	<i>2,7%</i>	<i>12,1 pts</i>
Comptes de régularisation actif	35	0	-
<i>En % des créances</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0 pts</i>
<b>Créances de l'actif circulant</b>	<b>105 289</b>	<b>83 343</b>	<b>-20,8%</b>
<i>En % de l'actif total</i>	<i>35,8%</i>	<i>29,6%</i>	<i>6,2 pts</i>

Source : LGMC SA

Les créances de l'actif circulant diminuent de près de 21% au 30 septembre 2009 comparé au 31 mars 2009, soit un montant de 21.946 kDh. Cette baisse est liée à l'évolution du poste « Autres débiteurs », qui enregistre une baisse pour un montant de 13.288 kDh, suite à l'encaissement des indemnités versées par les assurances d'un des fournisseurs suite au litige mentionné plus haut. Elle est également liée à la baisse du poste « État » suite à certains remboursements de TVA. Enfin, le poste « Clients et comptes rattachés » enregistre une baisse de près de 9%, soit 5.519 kDh, en lien avec l'évolution de l'activité au cours du premier semestre de l'exercice 2009/2010.

✓ **Trésorerie actif**

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Var.
Chèques et valeurs à encaisser	0	0	-
Banques T.G. et C.C.P.	10 805	11 110	2,8%
Caisse, Régies d'avances et accréditifs	18	14	-18,8%
<b>Trésorerie actif</b>	<b>10 823</b>	<b>11 124</b>	<b>2,8%</b>

Source : LGMC SA

Au 30 septembre 2009, la trésorerie actif enregistre une hausse de 2,8% comparé au 31 mars 2009 et s'élève à 11.124 kDh.

▪ **Capitaux propres :**

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Var.
Capital social	119 018	119 018	0,0%
Réserve d'investissement	281	281	0,0%
Réserve légale	8 676	8 676	0,0%
Report à nouveau	49 133	40 304	-18,0%
Résultat de l'exercice	-8 829	7 942	-
<b>Capitaux propres</b>	<b>168 278</b>	<b>176 220</b>	<b>4,7%</b>

Source : LGMC SA

Les capitaux propres de LGMC SA ont augmenté de 4,7% entre le 31 mars 2009 et le 30 septembre 2009. Le report à nouveau passe de 49.133 kDh au 31 mars 2009 à 40.304 kDh au 30 septembre 2009 suite à l'affectation du résultat net enregistré au 31 mars. Par ailleurs, la Société a généré un résultat net de 7.942 kDh au cours du premier semestre de l'exercice 2009/2010.

▪ **Passif circulant :**

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Var.
Fournisseurs et comptes rattachés	72 706	85 222	17,2%
<i>En % du passif circulant</i>	<i>75,8%</i>	<i>84,0%</i>	<i>8,2 pts</i>
Clients créditeurs, avances et acomptes	2 628	7 882	199,9%
<i>En % du passif circulant</i>	<i>2,7%</i>	<i>7,8%</i>	<i>5,0 pts</i>
Personnel	2 240	1 725	-23,0%
<i>En % du passif circulant</i>	<i>2,3%</i>	<i>1,7%</i>	<i>-0,6 pts</i>
Organismes sociaux	1 346	1 258	-6,5%
<i>En % du passif circulant</i>	<i>1,4%</i>	<i>1,2%</i>	<i>-0,2 pts</i>
État	83	93	11,7%
<i>En % du passif circulant</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,0 pts</i>
Comptes d'associés	426	256	-39,9%
<i>En % du passif circulant</i>	<i>0,4%</i>	<i>0,3%</i>	<i>-0,2 pts</i>
Autres créanciers	15 858	4 987	-68,6%
<i>En % du passif circulant</i>	<i>16,5%</i>	<i>4,9%</i>	<i>-11,6 pts</i>
Comptes de régularisation Passif	0	0	-
<i>En % du passif circulant</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0 pts</i>
Autres provisions pour risques et charges	181	0	-
<i>En % du passif circulant</i>	<i>0,2%</i>	<i>0,0%</i>	<i>-0,2 pts</i>
Écart de conversion Passif	476	0	-
<i>En % du passif circulant</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,0%</i>	<i>-0,5 pts</i>
<b>Passif circulant</b>	<b>95 943</b>	<b>101 423</b>	<b>5,7%</b>

Source : LGMC SA

Le passif circulant de LGMC SA s'élève à 101.423 kDh au 30 septembre 2009 contre 95.943 kDh au 31 mars 2009, soit une hausse de 5,7% à 5.480 kDh. Cette augmentation se décompose de la manière suivante :

- ✓ Augmentation du poste « Fournisseurs et comptes rattachés » de 12.516 kDh ;
- ✓ Augmentation du poste « Clients créditeurs, avances et acomptes » de 5.254 kDh ;
- ✓ Baisse du poste « Autres créanciers » de 10.871 kDh, liée au remboursement des dettes contractées vis-à-vis de SPM et SPP.

▪ **Trésorerie passif :**

En kDh	Au 31/03/09	Au 30/09/09	Var.
Crédits d'escompte	11 576	0	-
Crédits de trésorerie	18 000	4 000	-77,8%
Banques (solde créditeurs)	401	16	-96,0%
<b>Trésorerie passif</b>	<b>29 977</b>	<b>4 016</b>	<b>-86,6%</b>

Source : LGMC SA

La trésorerie passif de la Société a enregistré une baisse de 25.961 kDh entre le 31 mars et le 30 septembre 2009. A cette date, la trésorerie passif s'élève à 4.016 kDh. L'amélioration de la trésorerie passif est liée essentiellement à l'encaissement des indemnités par les assurances d'un des fournisseurs suite à un litige, au traitement de certains dossiers de remboursement de TVA par l'administration ainsi qu'aux flux générés par l'activité lors du premier semestre 2009/2010.

2.4.3 ANALYSE DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER SEMESTRIEL

En kDh	Au 30/09/08	Au 30/09/09	Var.
Financement permanent	195 969	176 346	-10,0%
Actif immobilisé	56 067	69 054	23,2%
<b>Fonds de roulement (FR)</b>	<b>139 902</b>	<b>107 292</b>	<b>-23,3%</b>
Actif circulant	236 901	201 606	-14,9%
Passif circulant	109 909	101 423	-7,7%
<b>Besoin en fonds de roulement (BFR)</b>	<b>126 993</b>	<b>100 184</b>	<b>-21,1%</b>
<b>BFR en jours de chiffre d'affaires</b>	<b>110</b>	<b>107</b>	
<b>FR/BFR</b>	<b>110,2%</b>	<b>107,1%</b>	<b>-2,8%</b>
Trésorerie actif	24 918	11 124	-55,4%
Trésorerie passif	12 009	4 016	-66,6%
<b>Trésorerie nette</b>	<b>12 909</b>	<b>7 108</b>	<b>-44,9%</b>

Source : LGMC SA

▪ **Fonds de roulement**

Au 30 septembre 2009, LGMC SA enregistre un fond de roulement de 176.346 kDh, en baisse de 10% par rapport 30 septembre 2008. Cette évolution résulte de la baisse des capitaux propres, elle-même liée à la baisse du report à nouveau, impactée par le résultat négatif enregistré par la Société au 31 mars 2009.

▪ **Besoin en fonds de roulement (BFR)**

Le BFR de LGMC SA s'améliore entre le 30 septembre 2008 et le 30 septembre 2009 pour passer de 126.993 kDh à 100.184 kDh. Cette amélioration est liée entre autres à la baisse des créances de l'actif circulant suite au versement par les assurances d'un des fournisseurs d'indemnités et au traitement de dossiers de remboursement de TVA. Exprimé en jours de chiffre d'affaires, le BFR reste stable sur la période.

### 3. PERSPECTIVES DE LGMC SA

#### Avertissement :

*« Les prévisions ci-après sont fondées sur des hypothèses dont la réalisation présente par nature un caractère incertain. Les résultats et les besoins en financement réels peuvent différer de manière significative des informations présentées. Ces prévisions ne sont fournies qu'à titre indicatif, et ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ou implicite de la part de la Société visée. »*

#### 3.1 ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DE LA SOCIÉTÉ

Les prévisions d'exploitation de la Société sont basées sur trois orientations stratégiques principales :

- ✓ Exporter vers de nouveaux marchés et développer les marchés où LGMC SA est peu présente ;
- ✓ Développer des produits à forte valeur ajoutée ;
- ✓ Moderniser l'outil industriel afin d'améliorer le niveau de qualité actuel.

Le premier axe de développement de LGMC SA se trouve dans les pays où la Société est aujourd'hui peu ou pas présente, comme par exemple l'Europe de l'Est, la France ou encore les Amériques. Le management de LGMC SA a d'ores et déjà mis en œuvre cette politique de diversification géographique et a réussi à s'introduire sur de nouveaux marchés porteurs d'avenir tels que l'Europe de l'Est.

Le deuxième axe de développement réside dans l'accroissement des produits à forte valeur ajoutée dans le chiffre d'affaires global, tels que les conserves de sardines sans peau et sans arêtes. Un des objectifs annoncés de la Société est d'augmenter la part de ces produits, ce qui lui permettra d'un côté d'améliorer le taux de marge global et de l'autre côté d'augmenter les volumes produits grâce au gain de nouveaux marchés demandeurs de ce type de produits.

Enfin, la Société envisage de continuer à investir dans son outil de production afin de le moderniser et d'améliorer les rendements quantitatifs et qualitatifs de ses produits.

### 3.2 PROJECTIONS FINANCIÈRES

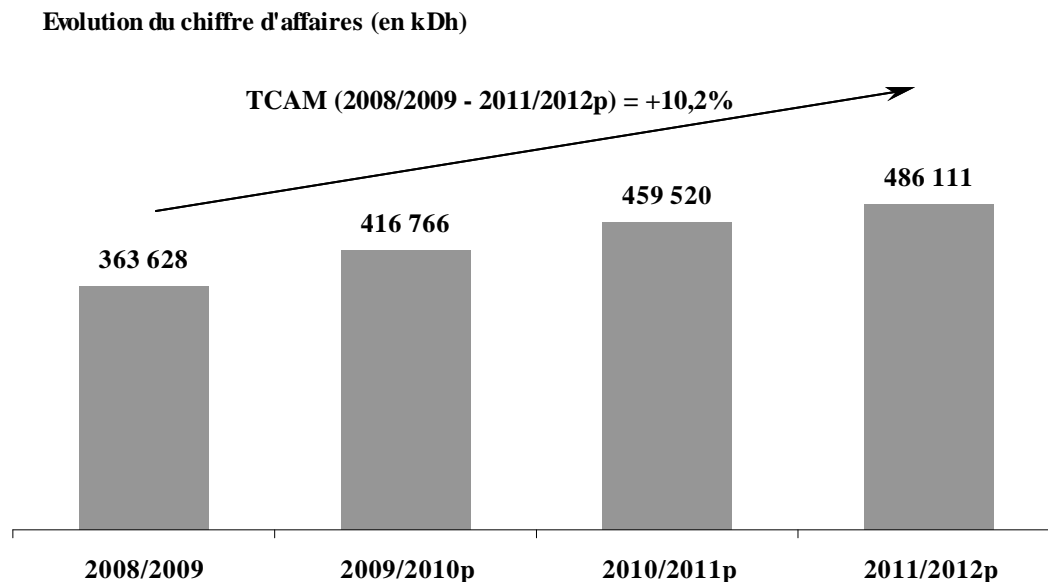
#### 3.1.1 ÉTATS DES SOLDES DE GESTION PRÉVISIONNELS

En kDh	2008/2009	2009/2010p	2010/2011p	2011/2012p	TCAM
Ventes de biens et services produits	363 628	416 766	459 520	486 111	10,2%
Variation de stocks de produits	12 923	1 492	4 585	662	-62,9%
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	652	0	0	0	-
<b>Production de l'exercice</b>	<b>377 204</b>	<b>418 258</b>	<b>464 105</b>	<b>486 772</b>	<b>8,9%</b>
Achats consommés de matières & fournitures	276 887	295 491	326 653	340 637	7,2%
Autres charges externes	30 044	33 898	36 094	37 398	7,6%
<b>Consommation de l'exercice</b>	<b>306 931</b>	<b>329 388</b>	<b>362 747</b>	<b>378 035</b>	<b>7,2%</b>
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>70 272</b>	<b>88 870</b>	<b>101 358</b>	<b>108 737</b>	<b>15,7%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>19,3%</i>	<i>21,3%</i>	<i>22,1%</i>	<i>22,4%</i>	
Impôts et taxes	1 858	858	858	858	-22,7%
Charges de personnel	46 694	49 612	55 762	57 932	7,5%
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>21 720</b>	<b>38 400</b>	<b>44 739</b>	<b>49 947</b>	<b>32,0%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>6,0%</i>	<i>9,2%</i>	<i>9,7%</i>	<i>10,3%</i>	
Autres produits d'exploitation	15	0	0	0	-
Autres charges d'exploitation	200	0	0	0	-
Reprises d'exploitation, transferts de charges	11 644	0	0	0	-
Dotations d'exploitation	9 236	8 115	8 464	8 879	-1,3%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>23 944</b>	<b>30 285</b>	<b>36 275</b>	<b>41 068</b>	<b>19,7%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>6,6%</i>	<i>7,3%</i>	<i>7,9%</i>	<i>8,4%</i>	
<b>Résultat financier</b>	<b>-527</b>	<b>-1 873</b>	<b>-2 830</b>	<b>-2 794</b>	<b>na</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>23 417</b>	<b>28 412</b>	<b>33 445</b>	<b>38 274</b>	<b>17,8%</b>
<b>Résultat non courant</b>	<b>-9 930</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>
Impôt sur les résultats	22 316	5 084	5 980	6 841	-32,6%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>-8 829</b>	<b>23 328</b>	<b>27 465</b>	<b>31 433</b>	<b>na</b>
<i>En % du CA</i>	<i>-2,4%</i>	<i>5,6%</i>	<i>6,0%</i>	<i>6,5%</i>	

Source : LGMC SA

Chiffre d'affaires

L'évolution du chiffre d'affaires de LGMC SA sur la période 2008/2009-2011/2012p se présente comme suit :



Le chiffre d'affaires de la Société croît à un TCAM de 10,2% entre 2008/2009 et 2011/2012<sup>p</sup> pour atteindre 486 mDh à la fin de l'horizon explicite de prévision.

Les hypothèses d'évolution du chiffre d'affaires sont basées sur l'évolution des ventes en volumes par région géographique, les prix de vente étant stabilisés à partir de 2010/2011<sup>p</sup> aux niveaux escomptés pour l'exercice 2009/2010<sup>p</sup>.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du chiffre d'affaires par zone géographique sur la période (2008/2009-2011/2012<sup>p</sup>):

En kDh	2008/2009	2009/2010 <sup>p</sup>	2010/2011 <sup>p</sup>	2011/2012 <sup>p</sup>	TCAM
<b>Conserves de poissons</b>	<b>348 547</b>	<b>399 149</b>	<b>440 631</b>	<b>466 225</b>	<b>10,2%</b>
Afrique	164 185	152 520	160 077	166 878	0,5%
Europe	113 343	158 003	185 678	198 319	20,5%
Moyen - Orient	29 246	34 274	35 987	37 787	8,9%
Amérique	7 200	13 697	16 437	18 902	38,0%
Asie/Océanie/Océan indien	29 900	35 943	37 740	39 627	9,8%
Local	4 673	4 712	4 712	4 712	0,3%
<b>Conserves végétales</b>	<b>8 578</b>	<b>9 147</b>	<b>9 605</b>	<b>10 085</b>	<b>5,5%</b>
<b>Autres</b>	<b>6 477</b>	<b>8 469</b>	<b>9 284</b>	<b>9 801</b>	<b>14,8%</b>
<b>Total</b>	<b>363 602</b>	<b>416 766</b>	<b>459 520</b>	<b>486 111</b>	<b>10,2%</b>

Source : LGMC SA

**Marge brute**

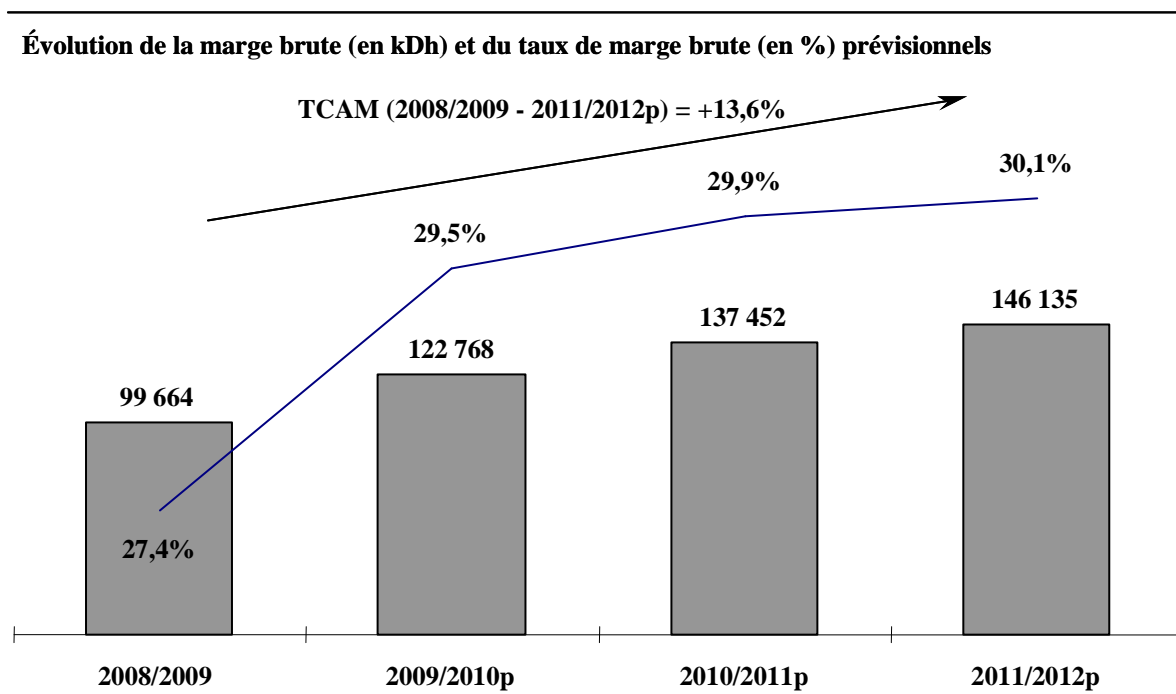
L'évolution de la marge brute sur la période (2008/2009-2011/2012<sup>P</sup>) est la suivante :

En kDh	2008/2009	2009/2010 <sup>P</sup>	2010/2011 <sup>P</sup>	2011/2012 <sup>P</sup>	TCAM
Chiffre d'affaires	363 628	416 766	459 520	486 111	10,2%
Marge brute	99 664	122 768	137 452	146 135	13,6%
En % du CA	27,4%	29,5%	29,9%	30,1%	

Source : LGMC SA

L'augmentation de la marge brute entre 2008/2009 et 2011/2012<sup>P</sup> est uniquement portée par l'évolution de la répartition des ventes par zone géographique.

L'évolution graphique de la marge brute et du taux de marge brute entre 2008/2009 et 2011/2012<sup>P</sup> est la suivante :



Source : LGMC SA

**Résultat d'exploitation**

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de l'excédent brut d'exploitation et du résultat d'exploitation sur la période (2008/2009-2011/2012<sup>P</sup>) :

En kDh	2008/2009	2009/2010 <sup>P</sup>	2010/2011 <sup>P</sup>	2011/2012 <sup>P</sup>	TCAM
Marge brute	99 664	122 768	137 452	146 135	13,6%
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	652	0	0	0	-100,0%
Autres charges externes	30 044	33 898	36 094	37 398	7,6%
Charges de personnel	46 694	49 612	55 762	57 932	7,5%
Impôts et taxes	1 858	858	858	858	-22,7%
<b>EBE</b>	<b>21 720</b>	<b>38 400</b>	<b>44 739</b>	<b>49 947</b>	<b>32,0%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>6,0%</i>	<i>9,2%</i>	<i>9,7%</i>	<i>10,3%</i>	
Autres produits d'exploitation	15	0	0	0	ns
Autres charges d'exploitation	200	0	0	0	ns
Reprises d'exploitation, transferts de charges	11 644	0	0	0	ns
Dotations d'exploitation	9 236	8 115	8 464	8 879	-1,3%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>23 944</b>	<b>30 285</b>	<b>36 275</b>	<b>41 068</b>	<b>19,7%</b>
<i>En % du CA</i>	<i>6,6%</i>	<i>7,3%</i>	<i>7,9%</i>	<i>8,4%</i>	

Source : LGMC SA

L'augmentation du taux de marge d'EBE provient essentiellement de l'amélioration du taux de marge brute ainsi que du maintien des charges fixes à leur niveau de 2008/2009.

L'augmentation des dotations aux amortissements est liée au calendrier d'investissements prévu entre 2008/2009 et 2011/2012<sup>P</sup>.

Le taux de marge d'exploitation passe donc de 6,6% en 2008/2009 à 8,4% en 2011/2012<sup>P</sup>.

**Résultat net**

Le résultat net de LGMC SA passe de -8,8 mDh en 2008/2009 à 23 328 kDh en 2009/2010<sup>p</sup>, sous l'effet du caractère exceptionnel du résultat non courant et de l'impôt sur les résultats de l'exercice 2008/2009 et de l'amélioration du résultat d'exploitation. En 2011/2012<sup>p</sup>, le résultat net s'élève à 31 433 kDh, essentiellement sous l'effet de l'amélioration du résultat d'exploitation.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du résultat net de 2008/2009 à 2011/2012<sup>P</sup> :

En kDh	2008/2009	2009/2010 <sup>P</sup>	2010/2011 <sup>P</sup>	2011/2012 <sup>P</sup>	TCAM
Résultat d'exploitation	23 944	30 285	36 275	41 068	19,7%
Résultat financier	-527	-1 873	-2 830	-2 794	ns
Résultat non courant	-9 930	0	0	0	ns
Impôt sur les résultats	22 316	5 084	5 980	6 841	-32,6%
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>-8 829</b>	<b>23 328</b>	<b>27 465</b>	<b>31 433</b>	<b>ns</b>
<i>En % du CA</i>	<i>-2,4%</i>	<i>5,6%</i>	<i>6,0%</i>	<i>6,5%</i>	

Source : LGMC SA

## 3.1.2 BILAN

Le tableau suivant présente l'évolution des principaux postes du bilan de LGMC SA sur la période (2008/2009-2011/2012<sup>p</sup>) :

En kDh	2008/2009	2009/2010 <sup>p</sup>	2010/2011 <sup>p</sup>	2011/2012 <sup>p</sup>	TCAM
Actif immobilisé	58 065	67 550	65 793	64 544	3,6%
Stocks	119 974	124 833	134 540	138 285	4,8%
Créances	105 469	94 461	101 064	103 645	-0,6%
Trésorerie actif	10 823	0	0	0	-100,0%
<b>Total Actif</b>	<b>294 331</b>	<b>286 844</b>	<b>301 397</b>	<b>306 474</b>	<b>1,4%</b>
Capital social	119 018	119 018	119 018	119 018	0,0%
Réserves	8 957	8 957	10 123	11 497	8,7%
Report à nouveau	49 133	21	21	21	-92,5%
Résultat net de l'exercice	-8 829	23 328	27 465	31 433	-252,7%
Capitaux propres	168 278	151 323	156 627	161 968	-1,3%
Provisions réglementées	133	133	133	133	0,0%
Dettes de financement	0	0	0	0	ns
Dettes du passif circulant	95 943	79 639	87 201	90 061	-2,1%
Trésorerie passif	29 977	55 749	57 437	54 312	21,9%
<b>Total Passif</b>	<b>294 331</b>	<b>286 844</b>	<b>301 397</b>	<b>306 474</b>	<b>1,4%</b>

Source : LGMC SA

Les principaux changements du bilan prévisionnel sont liés à :

- ✓ La diminution de l'actif immobilisé sous l'effet des amortissements ;
- ✓ L'augmentation de l'actif circulant et du passif circulant en lien avec la montée en puissance de l'activité ;
- ✓ La baisse des capitaux propres en 2009/2010<sup>p</sup> est liée à la distribution de dividendes de 40,2 mDh votée lors de l'assemblée générale du 30 novembre 2009 ;
- ✓ La prise en compte d'une hypothèse de distribution de dividendes sur la base d'un *pay-out ratio* de 100%.

## 4. FACTEURS DE RISQUE

### Risque d'approvisionnement

La maîtrise de l'approvisionnement constitue un des facteurs clés de succès de l'industrie de la conserverie de poissons au Maroc.

Les problèmes d'approvisionnement que connaît aujourd'hui le secteur sont liés à la vétusté des infrastructures de stockage à bord et de débarquements.

Le plan Halieutis (cf. Partie « Activité de LGMC SA ») mis en place par le Gouvernement en octobre 2009 pourrait permettre aux industriels de la conserverie de poissons de bénéficier plus régulièrement d'une matière première de meilleure qualité grâce à la modernisation de la flotte et à la mise à niveau des infrastructures d'accueil de la matière première.

### Risque lié à l'évolution des prix des matières premières

Outre le poisson, l'un des principaux intrants des produits de LGMC SA reste l'emballage et en particulier l'emballage en fer blanc qui représente aujourd'hui la majeure partie de la production de la Société. Or le prix des boîtes de fer blanc est très fortement lié au cours mondial de l'acier. Une hausse du cours de l'acier impacte de manière automatique le prix d'achat des emballages.

Un des moyens de recours de LGMC SA contre cette volatilité des prix consistent à augmenter de manière mécanique ses prix de vente. De plus, le partenariat établi avec la société Impress Metal Packaging permet à LGMC SA de réguler la volatilité des prix pour les boîtes en fer blanc, lui permettant ainsi de maintenir son niveau de compétitivité face à ses concurrents.

### Risque lié à la défaillance des clients

Le risque de défaillance des clients de LGMC SA est relativement faible du fait que :

- ✓ Pour le marché africain, les ventes sont sécurisées par un paiement d'avance avant toute expédition de marchandises ou par des crédits documentaires sécurisés ;
- ✓ Pour le marché européen, les principaux clients de LGMC SA sont soit des centrales d'achats des importateurs dont la visibilité sur la solvabilité et la pérennité dépasse l'horizon des commandes.

### Risque de change

Du fait de la répartition géographique de ses ventes, LGMC SA est exposé de manière importante aux fluctuations de taux de change sur les principales devises (euro, dollar US, livre sterling). Néanmoins, depuis 2009, le risque de change est maîtrisé grâce à une exposition moindre aux fluctuations du dollar US et de la livre sterling, la Société exigeant désormais de ses clients anglais et de quelques pays africains des paiements en euro.

**Risque concurrentiel**

Le risque concurrentiel se traduirait pour LGMC SA par une perte de part de marché liée à l'apparition de produits de substitution ou à l'entrée de nouveaux acteurs de la conserverie de poissons.

Concernant l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché, ce risque existe, en particulier s'agissant des derniers entrants, dotés d'un outil de production de dernière génération et de capacités équivalentes à celle de LGMC SA.

Au niveau international, les produits de LGMC SA sont en concurrence avec les conserves de sardines produites par d'autres acteurs marocains, par des conserves de sardines de Thaïlande, du Pérou, du Venezuela ou en encore du Chili mais également par d'autres conserves de poissons (thon, maquereaux...). Néanmoins, le Maroc est l'un des rares pays ( avec la France, l'Espagne, le Portugal...) à disposer le long de ses côtes de l'espèce « Pilchardus Wilbaum », seule espèce de sardine reconnue au niveau international.

**5. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES**

A la date d'établissement de la présente Note d'information, la Société ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation nette.

**PARTIE 8 : ANNEXES**

---

## 1. DONNÉES COMPTABLES ET FINANCIÈRES DE LGMC SA

### 1.1 PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION SPECIFIQUES A L'ENTREPRISE

<b>I. ACTIF IMMOBILISE</b>	
<b>A. EVALUATION A L'ENTRÉE</b>	
1. Immobilisations en non-valeurs	Coût d'acquisition
2. Immobilisations incorporelles	Coût d'acquisition
3. Immobilisations corporelles	Coût d'acquisition
4. Immobilisations financières	Coût d'acquisition
<b>B. CORRECTIONS DE VALEUR</b>	
1. Méthodes d'amortissements	Linéaire
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Perte Probable
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif	–
<b>II. ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie)</b>	
<b>A. EVALUATION A L'ENTRÉE</b>	
1. Stocks	Coût moyen pondéré
2. Créances	Valeur Nominale
3. Titres et valeurs de placement	Coût d'acquisition
<b>B. CORRECTIONS DE VALEUR</b>	
1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Perte Probable
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Actif	Cours fin D'exercice
<b>III. FINANCEMENT PERMANENT</b>	
1. Méthodes de réévaluation	–
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	–
3. Dettes de financement permanent	Valeur d'acquisition
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Perte Probable
5. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Passif	–
<b>IV. PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)</b>	
1. Dettes du passif circulant	Valeur d'entrée
2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Perte Probable
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion-Passif	Cours fin D'exercice
<b>V. TRESORERIE</b>	
1. Trésorerie -Actif	Valeur d'entrée
2. Trésorerie -Passif	Valeur d'entrée
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	–

## 1.2 ÉTATS DE SYNTHÈSE ANNUELS

## 1.2.1 BILANS

**Bilan de l'exercice clos le 31 mars 2007**

A C T I F	EXERCICE			EXE PRECEDENT
	BRUT	AMORTISS.	NET	31/03/2006
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR(A)</b>	<b>325 908,74</b>	<b>40 025,38</b>	<b>285 883,36</b>	
Frais préliminaires				
Charges à répartir s/plusieurs exercices	325 908,74	40 025,38	285 883,36	
Primes de remboursement obligations				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>3 293 450,00</b>	<b>171 528,13</b>	<b>3 121 921,87</b>	<b>2 636 000,00</b>
Brevets, Marques, et Valeurs similaires	55 000,00		55 000,00	55 000,00
Fonds Commercial	2 581 000,00		2 581 000,00	2 581 000,00
Autres Immobilisations Incorporelles	657 450,00	171 528,13	485 921,87	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>130 761 109,71</b>	<b>85 652 698,29</b>	<b>45 108 411,42</b>	<b>43 818 105,96</b>
Terrains	10 023 881,80		10 023 881,80	10 023 881,80
Constructions	24 508 205,86	13 460 543,07	11 047 662,79	8 568 915,00
Install. Techniques, Matériel & Outillage	78 486 705,61	59 382 778,15	19 103 927,46	14 100 000,56
Matériel de Transport	7 317 184,68	6 804 514,89	512 669,79	802 414,07
Mob., Maté de bureau & Aménagem.divers	3 600 672,80	3 128 926,55	471 746,25	1 072 671,98
Autres Immobilisations corporelles	3 905 385,05	2 875 935,63	1 029 449,42	730 641,67
Immobilisations corporelles en cours	2 919 073,91		2 919 073,91	8 519 580,88
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES(D)</b>	<b>5 463 777,75</b>	<b>50 000,00</b>	<b>5 413 777,75</b>	<b>7 867 518,15</b>
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	282 059,38		282 059,38	286 799,78
Titres de participation	5 181 718,37	50 000,00	5 131 718,37	7 580 718,37
Autres titres immobilisés				
<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF(E)</b>				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes financières				
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>139 844 246,20</b>	<b>85 914 251,80</b>	<b>53 929 994,40</b>	<b>54 321 624,11</b>
<b>STOCKS (F)</b>	<b>117 216 253,92</b>	<b>4 238 966,94</b>	<b>112 977 286,98</b>	<b>102 871 132,22</b>
Marchandises				
Matières et fournitures consommables	53 188 080,72	774 581,19	52 413 499,53	36 654 530,82
Produits en cours				
Produits finis	64 028 173,20	3 464 385,75	60 563 787,45	66 216 601,40
<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>77 529 066,14</b>		<b>77 529 066,14</b>	<b>70 287 824,93</b>
Fournis. Débiteurs avances & acomptes	1 301 528,97		1 301 528,97	1 398 633,90
Clients et comptes rattachés	62 043 486,49		62 043 486,49	57 009 335,94
Personnel	406 577,05		406 577,05	471 326,80
État	9 908 845,50		9 908 845,50	8 309 468,69
Comptes d'associés				
Autres débiteurs	3 687 903,81		3 687 903,81	2 854 694,75
Comptes de régularisation actif	180 724,32		180 724,32	244 364,85
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>			<b>0,00</b>	
<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (I)</b>	<b>347 999,19</b>		<b>347 999,19</b>	<b>210 749,96</b>
(Éléments circulants)				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>195 093 319,25</b>	<b>4 238 966,94</b>	<b>190 854 352,31</b>	<b>173 369 707,11</b>
<b>TRESORERIE -ACTIF</b>	<b>23 091 352,79</b>		<b>23 091 352,79</b>	<b>23 696 932,16</b>
Chèques et valeurs à encaisser				
Banques T.G. et C.C.P.	23 066 318,19		23 066 318,19	23 673 950,06
Caisse, Régies d'avances et accreditifs	25 034,60		25 034,60	22 982,10
<b>TOTAL III</b>	<b>23 091 352,79</b>		<b>23 091 352,79</b>	<b>23 696 932,16</b>
<b>TOTAL GENERAL I I+II+III</b>	<b>358 028 918,24</b>	<b>90 153 218,74</b>	<b>267 875 699,50</b>	<b>251 388 263,38</b>

<b>PASSIF</b>	<b>EXERCICE</b>	<b>EXERC PREC.(31/03/06)</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou personnel (1)	119 017 600,00	71 410 560,00
Moins actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé		
Dont réserve		
Réserve d'investissement	281 336,35	4 400 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport		32 169 279,82
Écart de réévaluation		11 319 096,53
Réserve légale	6 087 395,38	5 416 155,96
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	32 912 323,07	31 145 014,17
Résultat nets en instance d'affectation (2)		
Résultat de l'exercice (2)	<b>19 745 685,60</b>	<b>13 424 788,32</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>178 044 340,40</b>	<b>169 284 894,80</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>		
Emprunts Obligataires		
Autres dettes de financement		
<b>PROVISION DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES(D)</b>	<b>205 626,15</b>	<b>168 426,15</b>
Provision pour risques	170 626,15	168 426,15
Provision pour charges	35 000,00	
<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (E)</b>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes financières		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>178 249 966,55</b>	<b>169 453 320,95</b>
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>77 107 820,51</b>	<b>69 657 008,59</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	68 883 569,05	61 114 105,67
Clients créditeurs, avances et acomptes	1 690 800,83	236 701,99
Personnel	2 233 192,09	2 548 218,09
Organismes sociaux	979 650,55	2 243 240,17
État	901 201,46	1 799 982,10
Comptes d'associés	283 399,43	264 119,43
Autres créanciers	2 135 960,24	1 415 460,24
Comptes de régularisation-passif	46,86	35 180,90
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>	<b>347 999,19</b>	<b>210 749,96</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (H)</b>	<b>169 913,25</b>	<b>67 183,88</b>
(Éléments circulants)		
<b>TOTAL II (E+G+H)</b>	<b>77 625 732,95</b>	<b>69 934 942,43</b>
<b>TRESORERIE -PASSIF</b>	<b>12 000 000,00</b>	<b>12 000 000,00</b>
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie	12 000 000,00	12 000 000,00
Banques(solde créditeurs)		
<b>TOTAL III</b>	<b>12 000 000,00</b>	<b>12 000 000,00</b>
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>267 875 699,50</b>	<b>251 388 263,38</b>

**Bilan de l'exercice clos le 31 mars 2008**

A C T I F	EXERCICE			EXE PRECEDENT
	BRUT	AMORTISS.	NET	31/03/2007
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR(A)</b>	<b>731 947,15</b>	<b>163 172,18</b>	<b>568 774,97</b>	<b>285 883,36</b>
Frais préliminaires				
Charges à répartir s/plusieurs exercices	731 947,15	163 172,18	568 774,97	285 883,36
Primes de remboursement obligations				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>3 355 850,00</b>	<b>337 190,63</b>	<b>3 018 659,37</b>	<b>3 121 921,87</b>
Brevets, Marques, et Valeurs similaires	55 000,00		55 000,00	55 000,00
Fonds Commercial	2 581 000,00		2 581 000,00	2 581 000,00
Autres Immobilisations Incorporelles	719 850,00	337 190,63	382 659,37	485 921,87
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>139 374 792,85</b>	<b>90 956 302,34</b>	<b>48 418 490,51</b>	<b>45 108 411,42</b>
Terrains	10 023 881,80		10 023 881,80	10 023 881,80
Constructions & Aménagements	25 843 709,86	14 454 867,47	11 388 842,39	11 047 662,79
Install. Techniques, Matériel & Outillage	88 095 070,46	63 023 626,43	25 071 444,03	19 103 927,46
Matériel de Transport	7 319 084,68	7 078 708,48	240 376,20	512 669,79
Mobilier & Matériel de bureaux	3 745 841,63	3 306 663,23	439 178,40	471 746,25
Autres Immobilisations corporelles	3 987 885,05	3 092 436,73	895 448,32	1 029 449,42
Immobilisations corporelles en cours	359 319,37		359 319,37	2 919 073,91
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES(D)</b>	<b>5 152 477,75</b>	<b>50 000,00</b>	<b>5 102 477,75</b>	<b>5 413 777,75</b>
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	286 559,38		286 559,38	282 059,38
Titres de participation	4 865 918,37	50 000,00	4 815 918,37	5 131 718,37
Autres titres immobilisés				
<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF(E)</b>				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes financières				
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>148 615 067,75</b>	<b>91 506 665,15</b>	<b>57 108 402,60</b>	<b>53 929 994,40</b>
<b>STOCKS (F)</b>	<b>108 791 667,89</b>	<b>5 197 421,45</b>	<b>103 594 246,44</b>	<b>112 977 286,98</b>
Marchandises				
Matières et fournitures consommables	32 694 829,89	1 056 933,35	31 637 896,54	52 413 499,53
Produits en cours				
Produits finis	76 096 838,00	4 140 488,10	71 956 349,90	60 563 787,45
<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>113 370 185,07</b>		<b>113 370 185,07</b>	<b>77 529 066,14</b>
Fournis. débiteurs, avances & acomptes	1 474 409,90		1 474 409,90	1 301 528,97
Clients et comptes rattachés	90 216 051,50		90 216 051,50	62 043 486,49
Personnel	481 223,05		481 223,05	406 577,05
État	13 138 765,99		13 138 765,99	9 908 845,50
Comptes d'associés				
Autres débiteurs	7 790 321,11		7 790 321,11	3 687 903,81
Comptes de régularisation actif	269 413,52		269 413,52	180 724,32
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>				
<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (I)</b>	<b>576 666,74</b>		<b>576 666,74</b>	<b>347 999,19</b>
(Éléments circulants)				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>222 738 519,70</b>	<b>5 197 421,45</b>	<b>217 541 098,25</b>	<b>190 854 352,31</b>
<b>TRESORERIE -ACTIF</b>	<b>32 667 348,99</b>		<b>32 667 348,99</b>	<b>23 091 352,79</b>
Chèques et valeurs à encaisser				
Banques T.G. et C.C.P.	32 656 406,95		32 656 406,95	23 066 318,19
Caisse, Régies d'avances et accreditifs	10 942,04		10 942,04	25 034,60
<b>TOTAL III</b>	<b>32 667 348,99</b>		<b>32 667 348,99</b>	<b>23 091 352,79</b>
<b>TOTAL GENERAL II+II+III</b>	<b>404 020 936,44</b>	<b>96 704 086,60</b>	<b>307 316 849,84</b>	<b>267 875 699,50</b>

<b>PASSIF</b>	<b>EXERCICE</b>	<b>EXERC PREC.(31/03/07)</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou personnel (1)	119 017 600,00	119 017 600,00
Moins actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé		
Dont réserve		
Réserve d'investissement	281 336,35	281 336,35
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Écart de réévaluation		
Réserve légale	7 074 679,66	6 087 395,38
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	43 431 044,39	32 912 323,07
Résultat nets en instance d'affectation (2)		
Résultat de l'exercice (2)	<b>32 021 751,97</b>	<b>19 745 685,60</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>201 826 412,37</b>	<b>178 044 340,40</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>		
Emprunts Obligataires		
Autres dettes de financement		
<b>PROVISION DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES(D)</b>	<b>132 862,51</b>	<b>205 626,15</b>
Provision pour risques	97 862,51	170 626,15
Provision pour charges	35 000,00	35 000,00
<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (E)</b>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes financières		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>201 959 274,88</b>	<b>178 249 966,55</b>
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>92 395 144,67</b>	<b>77 107 820,51</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	79 588 732,15	68 883 569,05
Clients créditeurs, avances et acomptes	1 548 826,27	1 690 800,83
Personnel	2 067 071,45	2 233 192,09
Organismes sociaux	1 495 817,20	979 650,55
État	3 277 071,82	901 201,46
Comptes d'associés	305 065,54	283 399,43
Autres créanciers	4 112 560,24	2 135 960,24
Comptes de régularisation-passif		46,86
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>	<b>576 666,74</b>	<b>347 999,19</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (H)</b>	<b>385 763,55</b>	<b>169 913,25</b>
(Éléments circulants)		
<b>TOTAL II (E+G+H)</b>	<b>93 357 574,96</b>	<b>77 625 732,95</b>
<b>TRESORERIE -PASSIF</b>	<b>12 000 000,00</b>	<b>12 000 000,00</b>
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie	12 000 000,00	12 000 000,00
Banques(solde créditeurs)		
<b>TOTAL III</b>	<b>12 000 000,00</b>	<b>12 000 000,00</b>
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>307 316 849,84</b>	<b>267 875 699,50</b>

**Bilan de l'exercice clos le 31 mars 2009**

A C T I F	EXERCICE			EXE PRECEDENT
	BRUT	AMORTISS.	NET	31/03/2008
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR(A)</b>	<b>814 792,10</b>	<b>310 942,36</b>	<b>503 849,74</b>	<b>568 774,97</b>
Frais préliminaires				
Charges à répartir s/plusieurs exercices	814 792,10	310 942,36	503 849,74	568 774,97
Primes de remboursement obligations				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>3 375 750,00</b>	<b>522 128,13</b>	<b>2 853 621,87</b>	<b>3 018 659,37</b>
Brevets, Marques, et Valeurs similaires	55 000,00		55 000,00	55 000,00
Fonds Commercial	2 581 000,00		2 581 000,00	2 581 000,00
Autres Immobilisations Incorporelles	739 750,00	522 128,13	217 621,87	382 659,37
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>145 638 984,08</b>	<b>96 033 715,76</b>	<b>49 605 268,32</b>	<b>48 418 490,51</b>
Terrains	10 023 881,80		10 023 881,80	10 023 881,80
Constructions & Aménagements	27 021 134,54	15 439 744,20	11 581 390,34	11 388 842,39
Install. Techniques, Matériel & Outillage	91 527 269,05	66 977 242,11	24 550 026,94	25 071 444,03
Matériel de Transport	7 047 688,01	6 852 457,83	195 230,18	240 376,20
Mobilier & Matériel de bureaux	3 913 225,63	3 485 349,62	427 876,01	439 178,40
Autres Immobilisations corporelles	3 987 885,05	3 278 922,00	708 963,05	895 448,32
Immobilisations corporelles en cours	2 117 900,00		2 117 900,00	359 319,37
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES(D)</b>	<b>5 152 477,75</b>	<b>50 000,00</b>	<b>5 102 477,75</b>	<b>5 102 477,75</b>
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	286 559,38		286 559,38	286 559,38
Titres de participation	4 865 918,37	50 000,00	4 815 918,37	4 815 918,37
Autres titres immobilisés				
<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF(E)</b>				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes financières				
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>154 982 003,93</b>	<b>96 916 786,25</b>	<b>58 065 217,68</b>	<b>57 108 402,60</b>
<b>STOCKS (F)</b>	<b>123 377 108,19</b>	<b>3 403 512,57</b>	<b>119 973 595,62</b>	<b>103 594 246,44</b>
Marchandises				
Matières et fournitures consommables	34 357 282,59	812 048,37	33 545 234,22	31 637 896,54
Produits en cours				
Produits finis	89 019 825,60	2 591 464,20	86 428 361,40	71 956 349,90
<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>105 288 777,50</b>		<b>105 288 777,50</b>	<b>113 370 185,07</b>
Fournis. débiteurs, avances & acomptes	1 278 074,19		1 278 074,19	1 474 409,90
Clients et comptes rattachés	62 331 191,13		62 331 191,13	90 216 051,50
Personnel	476 206,58		476 206,58	481 223,05
État	25 666 509,09		25 666 509,09	13 138 765,99
Comptes d'associés				
Autres débiteurs	15 501 536,51		15 501 536,51	7 790 321,11
Comptes de régularisation actif	35 260,00		35 260,00	269 413,52
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>				
<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (I)</b>	<b>180 626,93</b>		<b>180 626,93</b>	<b>576 666,74</b>
(Éléments circulants)				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>228 846 512,62</b>	<b>3 403 512,57</b>	<b>225 443 000,05</b>	<b>217 541 098,25</b>
<b>TRESORERIE -ACTIF</b>	<b>10 823 197,76</b>		<b>10 823 197,76</b>	<b>32 667 348,99</b>
Chèques et valeurs à encaisser				
Banques T.G. et C.C.P.	10 805 466,10		10 805 466,10	32 656 406,95
Caisse, Régies d'avances et accreditifs	17 731,66		17 731,66	10 942,04
<b>TOTAL III</b>	<b>10 823 197,76</b>		<b>10 823 197,76</b>	<b>32 667 348,99</b>
<b>TOTAL GENERAL II+II+III</b>	<b>394 651 714,31</b>	<b>100 320 298,82</b>	<b>294 331 415,49</b>	<b>307 316 849,84</b>

PASSIF	EXERCICE	EXERC PREC.(31/03/08)
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou personnel (1)	119 017 600,00	119 017 600,00
Moins actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé		
Dont réserve		
Réserve d'investissement	281 336,35	281 336,35
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Écart de réévaluation		
Réserve légale	8 675 767,26	7 074 679,66
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	49 132 668,76	43 431 044,39
Résultat nets en instance d'affectation (2)		
Résultat de l'exercice (2)	<b>-8 828 988,02</b>	<b>32 021 751,97</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>168 278 384,35</b>	<b>201 826 412,37</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>		
Emprunts Obligataires		
Autres dettes de financement		
<b>PROVISION DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES(D)</b>	<b>132 862,51</b>	<b>132 862,51</b>
Provision pour risques	97 862,51	97 862,51
Provision pour charges	35 000,00	35 000,00
<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (E)</b>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes financières		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>168 411 246,86</b>	<b>201 959 274,88</b>
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>95 286 511,07</b>	<b>92 395 144,67</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	72 706 035,13	79 588 732,15
Clients créditeurs, avances et acomptes	2 628 174,31	1 548 826,27
Personnel	2 239 752,91	2 067 071,45
Organismes sociaux	1 345 910,30	1 495 817,20
État	83 291,93	3 277 071,82
Comptes d'associés	425 626,43	305 065,54
Autres créanciers	15 857 720,06	4 112 560,24
Comptes de régularisation-passif		
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>	<b>180 626,93</b>	<b>576 666,74</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (H)</b>	<b>475 549,76</b>	<b>385 763,55</b>
(Éléments circulants)		
<b>TOTAL II (E+G+H)</b>	<b>95 942 687,76</b>	<b>93 357 574,96</b>
<b>TRESORERIE -PASSIF</b>	<b>29 977 480,87</b>	<b>12 000 000,00</b>
Crédits d'escompte	11 576 000,00	
Crédits de trésorerie	18 000 000,00	12 000 000,00
Banques(solde créditeurs)	401 480,87	
<b>TOTAL III</b>	<b>29 977 480,87</b>	<b>12 000 000,00</b>
<b>TOTAL GENERAL I-II+III</b>	<b>294 331 415,49</b>	<b>307 316 849,84</b>

## 1.2.2 COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

**Compte de produits et charges de l'exercice clos au 31 mars 2007**

	NATURE	OPERATIONS		TOTAL DE	TOTAL DE
		PROPRE A L'EXERCICE	CONC. L'EXE. PRECEDENT	L'EXERCICE	L'EX. PRECEDENT 31/03/2006
<b>I</b>	<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
	Vente de marchandises(en l'état)				
	Vente de biens et services produits	375 364 109,92		375 364 109,92	370 972 542,18
	<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>				
	Variation de stocks de produits (+/-)	-4 601 103,85		-4 601 103,85	809 241,65
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	321 800,00		321 800,00	329 200,00
	Subvention d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation	10 500,00		10 500,00	10 500,00
	Reprises d'exploitations : transferts de charges	3 721 661,24		3 721 661,24	999 200,38
<b>II</b>	<b>TOTAL I</b>	<b>374 816 967,31</b>	<b>0,00</b>	<b>374 816 967,31</b>	<b>373 120 684,21</b>
	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
	Achats revendus (2) de marchandises				10 422,00
	Achats consommés (2) de matières et fournitures	269 143 076,87		269 143 076,87	265 268 758,50
	Autres charges externes	31 389 640,98	200 302,12	31 589 943,10	33 715 787,73
	Impôts et taxes	865 732,94		865 732,94	880 722,09
	Charges de personnel	47 107 913,79	223 007,25	47 330 921,04	50 483 292,72
	Autres charges d'exploitation	200 000,00		200 000,00	
	Dotations d'exploitation	9 115 422,45		9 115 422,45	8 746 902,75
	<b>TOTAL II</b>	<b>357 821 787,03</b>	<b>423 309,37</b>	<b>358 245 096,40</b>	<b>359 105 885,79</b>
<b>III</b>	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>16 995 180,28</b>	<b>-423 309,37</b>	<b>16 571 870,91</b>	<b>14 014 798,42</b>
<b>IV</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	2 429 940,00		2 429 940,00	1 126 327,00
	Gains de change	1 854 337,45	578 093,31	2 432 430,76	2 008 718,89
	Intérêts et autres produits financiers	518 360,96		518 360,96	132 577,91
	Reprises financières, transferts de charges	210 749,96		210 749,96	403 137,36
	<b>TOTAL IV</b>	<b>5 013 388,37</b>	<b>578 093,31</b>	<b>5 591 481,68</b>	<b>3 670 761,16</b>
<b>V</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
	Charges d'intérêts	3 841,18		3 841,18	66 928,94
	Pertes de changes	344 214,98	197 543,12	541 758,10	507 270,06
	Autres charges financières				
	Dotations financières	347 999,19		347 999,19	210 749,96
	<b>TOTAL V</b>	<b>696 055,35</b>	<b>197 543,12</b>	<b>893 598,47</b>	<b>784 948,96</b>
<b>VI</b>	<b>RESULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>4 317 333,02</b>	<b>380 550,19</b>	<b>4 697 883,21</b>	<b>2 885 812,20</b>
<b>VII</b>	<b>RESULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>21 312 513,30</b>	<b>-42 759,18</b>	<b>21 269 754,12</b>	<b>16 900 610,62</b>

(1) Variation de stocks : stock final -stock initial(+);diminution (-)  
(2) Achats revendus ou consommés :achats -variation de stocks.

NATURE	OPERATIONS		TOTAL EXERCICE 3= 1+2	TOTAL EXERCICE PRECEDENT 31/03/2006	
	Propres à l'exer.	conc exe preced.			
	1	2			
VII	<b>RESULTAT COURANT (reports)</b>	<b>21 312 513,30</b>	<b>-42 759,18</b>	<b>21 269 754,12</b>	<b>16 900 610,62</b>
VIII	<b>PRODUITS NON COURANTS</b>				
	Produits des cessions d'immobilisations	4 836 092,00		4 836 092,00	40 000,00
	Subventions d'équilibre				
	Reprises sur subventions d'investissement				
	Autres produits non courants	2 746,99		2 746,99	
	Reprises non courante, transferts de charges				
	<b>TOTAL VIII</b>	<b>4 838 838,99</b>		<b>4 838 838,99</b>	<b>40 000,00</b>
	<b>CHARGES NON COURANTES</b>				
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	2 499 735,29		2 499 735,29	
	Subventions accordées				
	Autres charges non courantes	49 420,22		49 420,22	508 476,30
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
	<b>TOTAL IX</b>	<b>2 549 155,51</b>		<b>2 549 155,51</b>	<b>508 476,30</b>
X	<b>RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>	<b>2 289 683,48</b>		<b>2 289 683,48</b>	<b>-468 476,30</b>
XI	<b>RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+/-X)</b>	<b>23 602 196,78</b>	<b>-42 759,18</b>	<b>23 559 437,60</b>	<b>16 432 134,32</b>
XII	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>3 813 752,00</b>		<b>3 813 752,00</b>	<b>3 007 346,00</b>
XIII	<b>RESULTAT NET (XI - XII)</b>	<b>19 788 444,78</b>	<b>-42 759,18</b>	<b>19 745 685,60</b>	<b>13 424 788,32</b>
XIV	<b>TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)</b>			<b>385 247 287,98</b>	<b>376 831 445,37</b>
XV	<b>TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)</b>			<b>365 501 602,38</b>	<b>363 406 657,05</b>
XVI	<b>RESULTAT NET (total produits - total charges)</b>			<b>19 745 685,60</b>	<b>13 424 788,32</b>

**Compte de produits et charges de l'exercice clos au 31 mars 2008**

	NATURE	OPERATIONS		TOTAL DE	TOTAL DE
		PROPRE A	CONC. L'EXE.	L'EXERCICE	L'EX. PRECEDENT
I		L'EXERCICE	PRECEDENT		31/03/2007
	<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
	Vente de marchandises(en l'état)				
	Vente de biens et services produits	406 010 405,83		406 010 405,83	375 364 109,92
	<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>				
	Variation de stocks de produits (+/-)	12 068 664,80		12 068 664,80	-4 601 103,85
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				321 800,00
	Subvention d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				10 500,00
	Reprises d'exploitations : transferts de charges	4 563 936,78		4 563 936,78	3 721 661,24
<b>II</b>	<b>TOTAL I</b>	<b>422 643 007,41</b>	<b>0,00</b>	<b>422 643 007,41</b>	<b>374 816 967,31</b>
	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
	Achats revendues(2) de marchandises				
	Achats consommées(2) de matières et fournitures	861 660,00		861 660,00	
		297 990 944,24	1 128,55	297 992 072,79	269 143 076,87
	Autres charges externes	31 292 333,87	38 579,00	31 330 912,87	31 589 943,10
	Impôts et taxes	907 932,20		907 932,20	865 732,94
	Charges de personnel	47 763 514,59	12 734,37	47 776 248,96	47 330 921,04
	Autres charges d'exploitation				200 000,00
	Dotations d'exploitation	10 789 834,80		10 789 834,80	9 115 422,45
	<b>TOTAL II</b>	<b>389 606 219,70</b>	<b>52 441,92</b>	<b>389 658 661,62</b>	<b>358 245 096,40</b>
<b>III</b>	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>33 036 787,71</b>	<b>-52 441,92</b>	<b>32 984 345,79</b>	<b>16 571 870,91</b>
<b>IV</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	2 101 428,00		2 101 428,00	2 429 940,00
	Gains de change	1 735 513,18	399 353,10	2 134 866,28	2 432 430,76
	Intérêts et autres produits financiers	461 564,85		461 564,85	518 360,96
	Reprises financières, transferts de charges	347 999,19		347 999,19	210 749,96
	<b>TOTAL IV</b>	<b>4 646 505,22</b>	<b>399 353,10</b>	<b>5 045 858,32</b>	<b>5 591 481,68</b>
<b>V</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
	Charges d'intérêts	2 325,83		2 325,83	3 841,18
	Pertes de changes	1 493 988,30	334 980,24	1 828 968,54	541 758,10
	Autres charges financières				
	Dotations financières	576 666,74		576 666,74	347 999,19
	<b>TOTAL V</b>	<b>2 072 980,87</b>	<b>334 980,24</b>	<b>2 407 961,11</b>	<b>893 598,47</b>
<b>VI</b>	<b>RESULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>2 573 524,35</b>	<b>64 372,86</b>	<b>2 637 897,21</b>	<b>4 697 883,21</b>
<b>VII</b>	<b>RESULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>35 610 312,06</b>	<b>11 930,94</b>	<b>35 622 243,00</b>	<b>21 269 754,12</b>

(1) Variation de stocks : stock final -stock initial(+);diminution (-)

(2) Achats revendus ou consommés :achats -variation de stocks.

NATURE	OPERATIONS		TOTAL EXERCICE 3= 1+2	TOTAL EXERCICE PRECEDENT 31/03/2007	
	Propres à l'exer.	conc exe preced.			
	1	2			
VII	<b>RESULTAT COURANT (reports)</b>	<b>35 610 312,06</b>	<b>11 930,94</b>	<b>35 622 243,00</b>	<b>21 269 754,12</b>
VIII	<b>PRODUITS NON COURANTS</b>				
	Produits des cessions d'immobilisations	3 917 520,00		3 917 520,00	4 836 092,00
	Subventions d'équilibre				
	Reprises sur subventions d'investissement				
	Autres produits non courants	28 031,97		28 031,97	2 746,99
	Reprises non courante, transferts de charges				
	<b>TOTAL VIII</b>	<b>3 945 551,97</b>		<b>3 945 551,97</b>	<b>4 838 838,99</b>
	<b>CHARGES NON COURANTES</b>				
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	493 000,00		493 000,00	2 499 735,29
	Subventions accordées				
	Autres charges non courantes	72 830,00		72 830,00	49 420,22
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
	<b>TOTAL IX</b>	<b>565 830,00</b>		<b>565 830,00</b>	<b>2 549 155,51</b>
X	<b>RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>	<b>3 379 721,97</b>		<b>3 379 721,97</b>	<b>2 289 683,48</b>
XI	<b>RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+/-X)</b>	<b>38 990 034,03</b>	<b>11 930,94</b>	<b>39 001 964,97</b>	<b>23 559 437,60</b>
XII	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>6 980 213,00</b>		<b>6 980 213,00</b>	<b>3 813 752,00</b>
XIII	<b>RESULTAT NET (XI - XII)</b>	<b>32 009 821,03</b>	<b>11 930,94</b>	<b>32 021 751,97</b>	<b>19 745 685,60</b>
XIV	<b>TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)</b>			<b>431 634 417,70</b>	<b>385 247 287,98</b>
XV	<b>TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)</b>			<b>399 612 665,73</b>	<b>365 501 602,38</b>
XVI	<b>RESULTAT NET (total produits - total charges)</b>			<b>32 021 751,97</b>	<b>19 745 685,60</b>

**Compte de produits et charges de l'exercice clos au 31 mars 2009**

	N A T U R E	O P E R A T I O N S		TOTAL DE	TOTAL DE
		PROPRE A	CONC. L'EXE.	L'EXERCICE	L'EX. PRECEDENT
I		L'EXERCICE	PRECEDENT		31/03/2008
	<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
	Vente de marchandises(en l'état)				
	Vente de biens et services produits	363 531 670,30	96 727,73	363 628 398,03	406 010 405,83
	<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>				
	Variation de stocks de produits (+/-)	12 922 987,60		12 922 987,60	12 068 664,80
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	652 350,18		652 350,18	
	Subvention d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation	10 500,00	4 284,00	14 784,00	
	Reprises d'exploitations : transferts de charges	11 644 228,52		11 644 228,52	4 563 936,78
<b>II</b>	<b>TOTAL I</b>	<b>388 761 736,60</b>	<b>101 011,73</b>	<b>388 862 748,33</b>	<b>422 643 007,41</b>
	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
	Achats revendues(2) de marchandises				861 660,00
	Achats consommés(2) de matières et fournitures	276 873 895,38	13 459,93	276 887 355,31	297 992 072,79
	Autres charges externes	29 526 920,99	517 083,55	30 044 004,54	31 330 912,87
	Impôts et taxes	1 857 922,39		1 857 922,39	907 932,20
	Charges de personnel	46 677 582,49	16 530,04	46 694 112,53	47 776 248,96
	Autres charges d'exploitation	200 000,00		200 000,00	
	Dotations d'exploitation	9 235 516,98		9 235 516,98	10 789 834,80
	<b>TOTAL II</b>	<b>364 371 838,23</b>	<b>547 073,52</b>	<b>364 918 911,75</b>	<b>389 658 661,62</b>
<b>III</b>	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>24 389 898,37</b>	<b>-446 061,79</b>	<b>23 943 836,58</b>	<b>32 984 345,79</b>
<b>IV</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	1 013 049,00		1 013 049,00	2 101 428,00
	Gains de change	761 596,63	725 213,44	1 486 810,07	2 134 866,28
	Intérêts et autres produits financiers	294 815,25		294 815,25	461 564,85
	Reprises financières, transferts de charges	576 666,74		576 666,74	347 999,19
	<b>TOTAL IV</b>	<b>2 646 127,62</b>	<b>725 213,44</b>	<b>3 371 341,06</b>	<b>5 045 858,32</b>
<b>V</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
	Charges d'intérêts	151 834,21		151 834,21	2 325,83
	Pertes de changes	3 083 098,56	436 831,90	3 519 930,46	1 828 968,54
	Autres charges financières	45 500,00		45 500,00	
	Dotations financières	180 626,93		180 626,93	576 666,74
	<b>TOTAL V</b>	<b>3 461 059,70</b>	<b>436 831,90</b>	<b>3 897 891,60</b>	<b>2 407 961,11</b>
<b>VI</b>	<b>RESULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>-814 932,08</b>	<b>288 381,54</b>	<b>-526 550,54</b>	<b>2 637 897,21</b>
<b>VII</b>	<b>RESULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>23 574 966,29</b>	<b>-157 680,25</b>	<b>23 417 286,04</b>	<b>35 622 243,00</b>

(1) Variation de stocks : stock final -stock initial(+); diminution (-)  
(2) Achats revendus ou consommés :achats -variation de stocks.

NATURE	OPERATIONS		TOTAL EXERCICE 3= 1+2	TOTAL EXERCICE PRECEDENT 31/03/2008	
	Propres à l'exer.	conc exe preced.			
	1	2			
VII	<b>RESULTAT COURANT (reports)</b>	<b>23 574 966,29</b>	<b>-157 680,25</b>	<b>23 417 286,04</b>	<b>35 622 243,00</b>
VIII	<b>PRODUITS NON COURANTS</b>				
	Produits des cessions d'immobilisations	92 000,00		92 000,00	3 917 520,00
	Subventions d'équilibre				
	Reprises sur subventions d'investissement				
	Autres produits non courants	6 575 063,84		6 575 063,84	28 031,97
	Reprises non courante, transferts de charges				
	<b>TOTAL VIII</b>	<b>6 667 063,84</b>		<b>6 667 063,84</b>	<b>3 945 551,97</b>
	<b>CHARGES NON COURANTES</b>				
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	822,90		822,90	493 000,00
	Subventions accordées				
	Autres charges non courantes	16 596 053,00		16 596 053,00	72 830,00
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
	<b>TOTAL IX</b>	<b>16 596 875,90</b>		<b>16 596 875,90</b>	<b>565 830,00</b>
X	<b>RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>	<b>-9 929 812,06</b>		<b>-9 929 812,06</b>	<b>3 379 721,97</b>
XI	<b>RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+/-X)</b>	<b>13 645 154,23</b>	<b>-157 680,25</b>	<b>13 487 473,98</b>	<b>39 001 964,97</b>
XII	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>4 483 362,00</b>	<b>17 833 100,00</b>	<b>22 316 462,00</b>	<b>6 980 213,00</b>
XIII	<b>RESULTAT NET (XI - XII)</b>	<b>9 161 792,23</b>	<b>-17 990 780,25</b>	<b>-8 828 988,02</b>	<b>32 021 751,97</b>
XIV	<b>TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)</b>			<b>398 901 153,23</b>	<b>431 634 417,70</b>
XV	<b>TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)</b>			<b>407 730 141,25</b>	<b>399 612 665,73</b>
XVI	<b>RESULTAT NET (total produits - total charges)</b>			<b>-8 828 988,02</b>	<b>32 021 751,97</b>

## 1.2.3 TABLEAUX DE FINANCEMENT

**Tableau de financement de l'exercice clos le 31 mars 2007**

<b>I SYNTHESSES DES MASSES DU BILAN</b>			
<b>M A S S E S</b>	<b>EXERCICE DU 01.04.06 AU 31.03.07</b>		
	<b>EXERCICE A</b>	<b>EXERCICE B</b>	<b>VARIATION A - B</b>
1) FINANCEMENT PERMANENT	178 249 966,55	169 453 320,95	8 796 645,60
2) MOINS ACTIF IMMOBILISE	53 929 994,40	54 321 624,11	-391 629,71
3) FONDS DE ROULMENT FONCTIONNEL(1-2)      A	124 319 972,15	115 131 696,84	9 188 275,31
4) ACTIF CIRCULANT	190 854 352,31	173 369 707,11	17 484 645,20
5) MOINS PASSIF CIRCULANT	77 625 732,95	69 934 942,43	7 690 790,52
6)=BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL(4-5)      B	113 228 619,36	103 434 764,68	9 793 854,68
7) TRESORERIE NETTE(ACTIF-PASSIF)      = A-B	11 091 352,79	11 696 932,16	-605 579,37
<b>II EMPLOIS ET RESSOURCES</b>			
<b>P O S T E S</b>	<b>EXERCICE</b>		<b>EXERCICE PRECEDENT</b>
	<b>EMPLOIS</b>	<b>RESSOURCES</b>	<b>EMPLOIS      RESSOURCES</b>
<b>I/ RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>			
*AUTOFINANCEMENT      (A)		<b>11 301 744,40</b>	<b>13 391 652,94</b>
*CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT      (A)		22 287 984,40	18 884 772,94
*DISTRIBUTIONS DE BENEFICES		10 986 240,00	5 493 120,00
*CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS      (B)		<b>4 846 092,00</b>	<b>40 000,00</b>
*CESSION D'IMMOBILISATION INCORPORELLE			
*CESSION D'IMMOBILISATION CORPORELLE		68 000,00	40 000,00
*CESSION D'IMMOBILISATION FINANCIERE		4 768 092,00	0,00
*RECUPERATIONS SUR CREANCES IMMOILISEES		10 000,00	
*AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES(C)			
*AUGMENTATION DU CAPITAL, APPORTS			
* SUBVENTION D'INVESTISSEMENT			
*AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT      (D)			
(Nettes de primes de remboursement)			
<b>TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>		<b>16 147 836,40</b>	<b>13 431 652,94</b>
<b>II/ EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>			
*ACQUISITIONS ET AUGMENTATION D'IMMOBILISATIONS (E)	<b>6 633 652,35</b>		<b>5 917 857,64</b>
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	657 450,00		
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 920 942,75		5 890 857,64
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES	50 000,00		
*AUGMENTATION DES CREANCES IMMOILISEES	5 259,60		27 000,00
*REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES      (F)			
*REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT      (G)			
*EMPLOIS EN NON VALEURS      (H)	<b>325 908,74</b>		
<b>TOTAL II EMPLOIS STABLES      (E+F+G+H)</b>	<b>6 959 561,09</b>		<b>5 917 857,64</b>
<b>III/VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT BLOBAL (B.F.G.)</b>	<b>9 793 854,68</b>		<b>5 577 079,31</b>
<b>IV/ VARIATION DE LA TRESORERIE</b>		<b>605 579,37</b>	<b>13 090 874,61</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>16 753 415,77</b>	<b>16 753 415,77</b>	<b>19 008 732,25      19 008 732,25</b>

**Tableau de financement de l'exercice clos le 31 mars 2008**

<b>I SYNTHESSES DES MASSES DU BILAN</b>					
<b>M A S S E S</b>		<b>EXERCICE A</b>	<b>EXERCICE B</b>	<b>VARIATION A - B</b>	
1) FINANCEMENT PERMANENT		201 959 274,88	178 249 966,55	23 709 308,33	
2) MOINS ACTIF IMMOBILISE		57 108 402,60	53 929 994,40	3 178 408,20	
3) FONDS DE ROULMENT FONCTIONNEL(1-2)	A	144 850 872,28	124 319 972,15	20 530 900,13	
4) ACTIF CIRCULANT		217 541 098,25	190 854 352,31	26 686 745,94	
5) MOINS PASSIF CIRCULANT		93 357 574,96	77 625 732,95	15 731 842,01	
6)=BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL(4-5)	B	124 183 523,29	113 228 619,36	10 954 903,93	
7) TRESORERIE NETTE(ACTIF-PASSIF)	= A-B	20 667 348,99	11 091 352,79	9 575 996,20	
<b>II EMPLOIS ET RESSOURCES</b>					
<b>P O S T E S</b>		<b>EXERCICE EMPLOIS</b>	<b>EXERCICE RESSOURCES</b>	<b>EXERCICE PRECEDENT EMPLOIS</b>	<b>EXERCICE PRECEDENT RESSOURCES</b>
<b>I/ RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>					
*AUTOFINANCEMENT	(A)		<b>25 949 965,32</b>		<b>11 301 744,40</b>
*CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	(A)		34 189 645,32		22 287 984,40
*DISTRIBUTIONS DE BENEFICES			8 239 680,00		10 986 240,00
*CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS	(B)		<b>3 917 520,00</b>		<b>4 846 092,00</b>
*CESSION D'IMMOBILISATION INCORPORELLE					
*CESSION D'IMMOBILISATION CORPORELLE					68 000,00
*CESSION D'IMMOBILISATION FINANCIERE			3 917 520,00		4 768 092,00
*RECUPERATIONS SUR CREANCES IMMOILISEES					10 000,00
*AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES(C)					
*AUGMENTATION DU CAPITAL, APPORTS					
*SUBVENTION D'INVESTISSEMENT					
*AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT	(D)				
(Nettes de primes de remboursement)					
<b>TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>			<b>29 867 485,32</b>		<b>16 147 836,40</b>
<b>II/ EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>					
*ACQUISITIONS ET AUGMENTATION D'IMMOBILISATIONS	(E)	<b>8 857 783,14</b>		<b>6 633 652,35</b>	
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		62 400,00		657 450,00	
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES		8 613 683,14		5 920 942,75	
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES		177 200,00		50 000,00	
*AUGMENTATION DES CREANCES IMMOILISEES		4 500,00		5 259,60	
*REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES	(F)	<b>72 763,64</b>			
*REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT	(G)				
*EMPLOIS EN NON VALEURS	(H)	<b>406 038,41</b>		325 908,74	
<b>TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)</b>		<b>9 336 585,19</b>		<b>6 959 561,09</b>	
<b>III/VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT BLOBAL (B.F.G.)</b>		<b>10 954 903,93</b>		<b>9 793 854,68</b>	
<b>IV/ VARIATION DE LA TRESORERIE</b>		<b>9 575 996,20</b>			<b>605 579,37</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>29 867 485,32</b>	<b>29 867 485,32</b>	<b>16 753 415,77</b>	<b>16 753 415,77</b>

**Tableau de financement de l'exercice clos le 31 mars 2009**

		(Modèle Normal)			
<b>I SYNTHESSES DES MASSES DU BILAN</b>					
M A S S E S		EXERCICE A	EXERCICE B	VARIATION A - B	
1) FINANCEMENT PERMANENT		168 411 246,86	201 959 274,88	-33 548 028,02	
2) MOINS ACTIF IMMOBILISE		58 065 217,68	57 108 402,60	956 815,08	
3) FONDS DE ROULMENT FONCTIONNEL(1-2)	A	110 346 029,18	144 850 872,28	-34 504 843,10	
4) ACTIF CIRCULANT		225 443 000,05	217 541 098,25	7 901 901,80	
5) MOINS PASSIF CIRCULANT		95 942 687,76	93 357 574,96	2 585 112,80	
6)=BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL(4-5)	B	129 500 312,29	124 183 523,29	5 316 789,00	
7) TRESORERIE NETTE(ACTIF-PASSIF)	= A-B	-19 154 283,11	20 667 348,99	-39 821 632,10	
<b>II EMPLOIS ET RESSOURCES</b>					
P O S T E S		EXERCICE		EXERCICE PRECEDENT	
		EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
<b>I/ RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>					
*AUTOFINANCEMENT	(A)		-27 807 200,71	25 949 965,32	
*CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	(A)		-3 088 160,71	34 189 645,32	
*DISTRIBUTIONS DE BENEFICES			24 719 040,00	8 239 680,00	
*CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS	(B)		92 000,00	3 917 520,00	
*CESSION D'IMMOBILISATION INCORPORELLE					
*CESSION D'IMMOBILISATION CORPORELLE			92 000,00		
*CESSION D'IMMOBILISATION FINANCIERE				3 917 520,00	
*RECUPERATIONS SUR CREANCES IMMOILISEES					
*AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES(C)					
*AUGMENTATION DU CAPITAL, APPORTS					
* SUBVENTION D'INVESTISSEMENT					
*AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT	(D)				
(Nettes de primes de remboursement)					
<b>TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>			<b>-27 715 200,71</b>	<b>29 867 485,32</b>	
<b>II/ EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>					
*ACQUISITIONS ET AUGMENTATION D'IMMOBILISATIONS (E)		6 706 797,44		8 857 783,14	
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		19 900,00		62 400,00	
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES		6 686 897,44		8 613 683,14	
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES				177 200,00	
*AUGMENTATION DES CREANCES IMMOILISEES				4 500,00	
*REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES	(F)			72 763,64	
*REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT	(G)				
*EMPLOIS EN NON VALEURS	(H)	82 844,95		406 038,41	
<b>TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)</b>		<b>6 789 642,39</b>		<b>9 336 585,19</b>	
<b>III/VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT BLOBAL (B.F.G.)</b>		<b>5 316 789,00</b>		<b>10 954 903,93</b>	
<b>IV/ VARIATION DE LA TRESORERIE</b>		<b>-39 821 632,10</b>		<b>9 575 966,20</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>-27 715 200,71</b>	<b>-27 715 200,71</b>	<b>29 867 455,32</b>	<b>29 867 485,32</b>

## 1.2.4 ÉTATS DES SOLDES DE GESTION

États des soldes de gestion de l'exercice clos au 31 mars 2007

<u>I/ TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS</u>			<u>Exer. clos le 31.03.2007</u>	
	NATURE	EXERCICE	EXE PRECEDENT	
1	Ventes de marchandises (en l'état)			
2	- Achat de marchandises			10422,00
<b>I</b>	<b>= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT</b>			<b>-10422,00</b>
<b>II</b>	<b>+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)</b>	<b>371 084 806,07</b>		<b>372 110 983,83</b>
3	* Ventes de biens et services produits	375 364 109,92		370 972 542,18
4	* Variation stocks produits	-4 601 103,85		809 241,65
5	* Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	321 800,00		329 200,00
<b>III</b>	<b>- CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)</b>	<b>300 733 019,97</b>		<b>298 984 546,23</b>
6	* Achats consommées de matières & fournitures	269 143 076,87		265 268 758,50
7	* Autres charges externes	31 589 943,10		33 715 787,73
<b>IV</b>	<b>+ VALEUR AJOUTEE (I+II+III)</b>	<b>70 351 786,10</b>		<b>73 116 015,60</b>
8	= Subventions d'exploitation			
<b>V</b>	<b>9 - Impôts et taxes</b>	<b>865 732,94</b>		<b>880 722,09</b>
10	- Charges de personnel	47 330 921,04		50 483 292,72
	<b>= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>22 155 132,12</b>		<b>21 752 000,79</b>
	<b>= OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION</b>			
11	+ Autres produits d'exploitation	10 500,00		10 500,00
12	- Autres charges d'exploitation	200 000,00		
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	3 721 661,24		999 200,38
14	- Dotations d'exploitation	9 115 422,45		8 746 902,75
<b>VI</b>	<b>= RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)</b>	<b>16 571 870,91</b>		<b>14 014 798,42</b>
<b>VII</b>	<b>+/- RESULTAT FINANCIER</b>	<b>4 697 883,21</b>		<b>2 885 812,20</b>
<b>VIII</b>	<b>= RESULTAT COURANT (+ou -)</b>	<b>21 269 754,12</b>		<b>16 900 610,62</b>
<b>IX</b>	<b>+/- RESULTAT NON COURANT</b>	<b>2 289 683,48</b>		<b>-468 476,30</b>
15	- Impôt sur les résultats	3 813 752,00		3 007 346,00
<b>X</b>	<b>= RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>19 745 685,60</b>		<b>13 424 788,32</b>
<u>II/ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT-AUTOFINANCEMENT</u>				
1	Résultat de l'exercice	<b>19 745 685,60</b>		<b>13 424 788,32</b>
	* Bénéfice			
	* Perte			
2	+ Dotations d'exploitation (1)	4 876 455,51		5 663 210,30
3	+ Dotations financières (1)			
4	+ Dotations non courantes (1) <b>REGUL PROV.POUR RISQUE</b>	2 200,00		
5	- Reprises d'exploitation (2)			163 225,68
6	- Reprises financières (2)			
7	- Reprises non courantes (2) (3)			
8	- Produits des cessions d'immobilisations	4 836 092,00		40 000,00
9	+ Valeurs nettes d'amortiss. des immob. cédées	2 499 735,29		
<b>I</b>	<b><u>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)</u></b>	<b>22 287 984,40</b>		<b>18 884 772,94</b>
10	- Distributions de bénéfices	10 986 240,00		5 493 120,00
<b>II</b>	<b><u>AUTOFINANCEMENT</u></b>	<b>11 301 744,40</b>		<b>13 391 652,94</b>

**États des soldes de gestion de l'exercice clos au 31 mars 2008**

<b>I/ TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS</b>		<b>Exer. clos le 31.03.2008</b>	
	<b>NATURE</b>	<b>EXERCICE</b>	<b>EXE PRECEDENT</b>
1	Ventes de marchandises (en l'état)		
2	- Achat de marchandises		
<b>I</b>	<b>= MARGE BRUT SUR VENTESS EN L'ÉTAT</b>		
<b>II</b>	<b>+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)</b>	<b>418 079 070,63</b>	<b>371 084 806,07</b>
3	* Ventes de biens et services produits	406 010 405,83	375 364 109,92
4	* Variation stocks produits	12 068 664,80	-4 601 103,85
5	* Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même		321 800,00
<b>III</b>	<b>- CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)</b>	<b>330 184 645,66</b>	<b>300 733 019,97</b>
6	* Achats consommées de matières & fournitures	298 853 732,79	269 143 076,87
7	* Autres charges externes	31 330 912,87	31 589 943,10
<b>IV</b>	<b>+ VALEUR AJOUTEE (I+II+III)</b>	<b>87 894 424,97</b>	<b>70 351 786,10</b>
8	= Subventions d'exploitation		
<b>V</b>	<b>9 - Impôts et taxes</b>	<b>907 932,20</b>	<b>865 732,94</b>
10	- Charges de personnel	47 776 248,96	47 330 921,04
	<b>= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>39 210 243,81</b>	<b>22 155 132,12</b>
	<b>= OU INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION</b>		
11	+ Autres produits d'exploitation		10 500,00
12	- Autres charges d'exploitation		200 000,00
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	4 563 936,78	3 721 661,24
14	- Dotations d'exploitation	10 789 834,80	9 115 422,45
<b>VI</b>	<b>= RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)</b>	<b>32 984 345,79</b>	<b>16 571 870,91</b>
<b>VII</b>	<b>+/- RESULTAT FINANCIER</b>	<b>2 637 897,21</b>	<b>4 697 883,21</b>
<b>VIII</b>	<b>= RESULTAT COURANT (+ou -)</b>	<b>35 622 243,00</b>	<b>21 269 754,12</b>
<b>IX</b>	<b>+/- RESULTAT NON COURANT</b>	<b>3 379 721,97</b>	<b>2 289 683,48</b>
15	- Impôt sur les résultats	6 980 213,00	3 813 752,00
<b>X</b>	<b>= RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>32 021 751,97</b>	<b>19 745 685,60</b>
<b>II/ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT-AUTOFINANCEMENT</b>			
1	Résultat de l'exercice	<b>32 021 751,97</b>	<b>19 745 685,60</b>
	* Bénéfice		
	* Perte		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	5 592 413,35	4 876 455,51
3	+ Dotations financières (1)		
4	+ Dotations non courantes (1)		2 200,00
5	- Reprises d'exploitation (2)		
6	- Reprises financières (2)		
7	- Reprises non courantes (2) (3)		
8	- Produits des cessions d'immobilisations	3 917 520,00	4 836 092,00
9	+ Valeurs nettes d'amortiss. des immob. cédées	493 000,00	2 499 735,29
<b>I</b>	<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)</b>	<b>34 189 645,32</b>	<b>22 287 984,40</b>
10	- Distributions de bénéfices	8 239 680,00	10 986 240,00
<b>II</b>	<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>25 949 965,32</b>	<b>11 301 744,40</b>

**États de soldes de gestion de l'exercice clos au 31 mars 2009**

<u>I/ TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS</u>		<u>Exer. clos le 31.03.2009</u>	
	NATURE	EXERCICE	EXE PRECEDENT
1	Ventes de marchandises (en l'état)		
2	- Achat de marchandises		
<b>I</b>	<b>= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ÉTAT</b>		
<b>II</b>	<b>+ <u>PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)</u></b>	<b>377 203 735,81</b>	<b>418 079 070,63</b>
3	* Ventes de biens et services produits	363 628 398,03	406 010 405,83
4	* Variation stocks produits	12 922 987,60	12 068 664,80
5	* Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	652 350,18	
<b>III</b>	<b>- <u>CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)</u></b>	<b>306 931 359,85</b>	<b>330 184 645,66</b>
6	* Achats consommés de matières & fournitures	276 887 355,31	298 853 732,79
7	* Autres charges externes	30 044 004,54	31 330 912,87
<b>IV</b>	<b>+ <u>VALEUR AJOUTEE (I+II+III)</u></b>	<b>70 272 375,96</b>	<b>87 894 424,97</b>
8	= Subventions d'exploitation		
<b>V</b>	<b>9 - Impôts et taxes</b>	1 857 922,39	907 932,20
10	- Charges de personnel	46 694 112,53	47 776 248,96
	<b>= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>21 720 341,04</b>	<b>39 210 243,81</b>
	<b>= OU INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION</b>		
11	+ Autres produits d'exploitation	14 784,00	
12	- Autres charges d'exploitation	200 000,00	
13	+ Reprises d'exploitation : transferts de charges	11 644 228,52	4 563 936,78
14	- Dotations d'exploitation	9 235 516,98	10 789 834,80
<b>VI</b>	<b>= RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)</b>	<b>23 943 836,58</b>	<b>32 984 345,79</b>
<b>VII</b>	<b>+/- RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-526 550,54</b>	<b>2 637 897,21</b>
<b>VIII</b>	<b>= RESULTAT COURANT (+ou -)</b>	<b>23 417 286,04</b>	<b>35 622 243,00</b>
<b>IX</b>	<b>+/- RESULTAT NON COURANT</b>	<b>-9 929 812,06</b>	<b>3 379 721,97</b>
15	- Impôt sur les résultats (Dont 17 833 100,00 } ex: 98/99 à 02/03)	22 316 462,00	6 980 213,00
<b>X</b>	<b>= RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>-8 828 988,02</b>	<b>32 021 751,97</b>
<u>II/ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT-AUTOFINANCEMENT</u>			
1	Résultat de l'exercice	<b>-8 828 988,02</b>	<b>32 021 751,97</b>
	* Bénéfice		
	* Perte		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	5 832 004,41	5 592 413,35
3	+ Dotations financières (1)		
4	+ Dotations non courantes (1)		
5	- Reprises d'exploitation (2)		
6	- Reprises financières (2)		
7	- Reprises non courantes (2) (3)		
8	- Produits des cessions d'immobilisations	92 000,00	3 917 520,00
9	+ Valeurs nettes d'amortiss. des immob. cédées	822,90	493 000,00
<b>I</b>	<b><u>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)</u></b>	<b>-3 088 160,71</b>	<b>34 189 645,32</b>
10	- Distributions de bénéfices	24 719 040,00	8 239 680,00
<b>II</b>	<b><u>AUTOFINANCEMENT</u></b>	<b>-27 807 200,71</b>	<b>25 949 965,32</b>

## 1.2.5 ÉTATS DES DÉROGATIONS

**État des dérogations de l'exercice clos au 31 mars 2009**

INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	STE EXPORTATRICE	CA EXPORT EXONERE A 50%
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		<b>NEANT</b>
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		<b>NEANT</b>

1.2.6 TABLEAUX DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES

**Au 31 mars 2009**

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXRCICE
		ACQUISITION	PRODUCTION PAR ENTREPRISE POUR ELLE MÊME	VIREMENT	CESSION	RETRAIT	VIREMENT	
<b><u>IMMOBILISATION EN NON VALEUR</u></b>								
Frais préliminaires								
Charges à répartir sur plusieurs exercices	731 947,15	82 844,95						814 792,10
Primes de remboursement obligations								
<b>TOTAL IMMOBILISATION EN NON VALEUR</b>	<b>731 947,15</b>	<b>0,00</b>						<b>814 792,10</b>
<b><u>IMMOBILISATION INCORPORELLES</u></b>								
Immobilisation en recherche et développement								
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	55 000,00	0,00						55 000,00
Fonds commercial	2 581 000,00	0,00						2 581 000,00
Autres immobilisations incorporelles	719 850,00	19 900,00						739 750,00
<b>TOTAL IMMOBILISATION INCORPORELLES</b>	<b>3 355 850,00</b>	<b>19 900,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>3 375 750,00</b>
<b><u>IMMOBILISATION CORPORELLES</u></b>								
Terrains	10 023 881,80	0,00						10 023 881,80
Constructions & Aménagements	25 843 709,86	1 177 424,68						27 021 134,54
Installations techniques, matériel & outillages	88 095 070,46	3 432 198,59						91 527 269,05
Matériel de Transport	7 319 084,68	151 309,54			422 706,21			7 047 688,01
Mobilier, Matériel de bureaux	3 745 841,63	167 384,00						3 913 225,63
Autres immobilisations corporelles	3 987 885,05	0,00						3 987 885,05
Immobilisations corporelles en cours	359 319,37	2 931 320,00					1 172 739,37	2 117 900,00
<b>TOTAL IMMOBILISATION CORPORELLES</b>	<b>139 374 792,85</b>	<b>7 859 636,81</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>422 706,21</b>	<b>0,00</b>	<b>1 172 739,37</b>	<b>145 638 984,08</b>

## 1.2.7 TABLEAUX DES AMORTISSEMENTS

**Au 31 mars 2009**

NATURE	CUMUL DEBUT EXERCICE	DOTATION DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS SORTIES	CUMUL DES AMORTISSEMENTS FIN EXERCICE
	1	2	3	4= 1+2+3
<b><u>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS</u></b>	<b>163 172,18</b>	<b>147 770,18</b>	<b>0,00</b>	<b>310 942,36</b>
* Frais préliminaires	105 207,13	65 181,75		170 388,88
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	57 965,05	82 588,43		140 553,48
* Primes de remboursement des obligations				
<b><u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u></b>	<b>337 190,63</b>	<b>184 937,50</b>	<b>0,00</b>	<b>522 128,13</b>
* Immobilisation en recherche et développement				
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires				
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles	337 190,63	184 937,50		522 128,13
<b><u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u></b>	<b>90 956 302,34</b>	<b>5 499 296,73</b>	<b>421 883,31</b>	<b>96 033 715,76</b>
* Terrains				
* Constructions & Aménagements	14 454 867,47	984 876,73		15 439 744,20
* Installations techniques, matériel et outillage	63 023 626,43	3 953 615,68		66 977 242,11
* Matériel de transport	7 078 708,48	195 632,66	421 883,31	6 852 457,83
* Mobilier, matériel de bureau	3 306 663,23	178 686,39		3 485 349,62
* Autres immobilisations corporelles	3 092 436,73	186 485,27		3 278 922,00
* Immobilisations corporelles en cours				

## 1.2.8 TABLEAUX DES PROVISIONS

**Tableau des provisions de l'exercice clos au 31 mars 2007**

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		d'exploitation	financière	non courantes	d'exploitation	financière	non courantes	
1/ Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	50 000,00	-	-	-	-	-	-	50 000,00
2/ Provisions réglementées								
3/ Provisions durables pour risques et charges	168 426,15	37 200,00						205 626,15
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>218 426,15</b>	<b>37 200,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>255 626,15</b>
4/ Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	3 083 692,45	4 238 966,94			3 083 692,45			4 238 966,94
5/ Autres provisions pour risques et charges	210 749,96		347 999,19			210 749,96		347 999,19
6/ Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
<b>TOTAL (B)</b>	<b>3 294 442,41</b>	<b>4 238 966,94</b>			<b>0,00</b>			<b>4 586 966,13</b>
<b>TOTAL (A + B)</b>	<b>3 512 868,56</b>	<b>4 276 166,94</b>			<b>0,00</b>			<b>4 842 592,28</b>

**Tableau des provisions de l'exercice clos au 31 mars 2008**

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		d'exploitation	financière	non courantes	d'exploitation	financière	non courantes	
1/ Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	50 000,00							50 000,00
2/ Provisions réglementées								
3/ Provisions durables pour risques et charges	205 626,15				72 763,64			132 862,51
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>255 626,15</b>	<b>0,00</b>			<b>72 763,64</b>	<b>0,00</b>		<b>182 862,51</b>
4/ Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	4 238 966,94	5 197 421,45			4 238 966,94			5 197 421,45
5/ Autres provisions pour risques et charges	347 999,19	576 666,74			347 999,19			576 666,74
6/ Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
<b>TOTAL (B)</b>	<b>4 586 966,13</b>	<b>5 774 088,19</b>			<b>4 586 966,13</b>			<b>5 774 088,19</b>
<b>TOTAL (A + B)</b>	<b>4 842 592,28</b>	<b>5 774 088,19</b>			<b>4 659 729,77</b>			<b>5 956 950,70</b>

**Tableau des provisions de l'exercice clos au 31 mars 2009**

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		d'exploitation	financière	non courantes	d'exploitation	financière	non courantes	
1/ Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	50 000,00							50 000,00
2/ Provisions réglementées								
3/ Provisions durables pour risques et charges	132 862,51							132 862,51
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>182 862,51</b>	<b>0,00</b>			<b>0,00</b>	<b>0,00</b>		<b>182 862,51</b>
4/ Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	5 197 421,45	3 403 512,57			5 197 421,45			3 403 512,57
5/ Autres provisions pour risques et charges	576 666,74	180 626,93			576 666,74			180 626,93
6/ Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
<b>TOTAL (B)</b>	<b>5 774 088,19</b>	<b>3 584 139,50</b>			<b>5 774 088,19</b>			<b>3 584 139,50</b>
<b>TOTAL (A + B)</b>	<b>5 956 950,70</b>	<b>3 584 139,50</b>			<b>5 774 088,19</b>			<b>3 767 002,01</b>

## 1.2.9 TABLEAUX DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

**Au 31 mars 2009**

DATE DE CESSION OU RETRAIT	COMPTE PRINCIPAL	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULES	VALEUR NETTE D'AMORTISSEMENTS	PRODUIT DE CESSION	PLUS-VALUES	MOINS-VALUES
1	2	3	4	5	6	7	8
30/09/2008	2340000	171 097,47	171 097,47	0,00	30 000,00	30 000,00	
30/09/2008	2341000	1 452,17	629,27	822,90	18 500,00	17 677,10	
30/09/2008	2341000	22 708,00	22 708,00	0,00	15 000,00	15 000,00	
30/09/2008	2341000	141 294,00	141 294,00	0,00	16 500,00	16 500,00	
30/11/2008	2341000	86 153,77	86 153,77	0,00	12 000,00	12 000,00	
<b>TOTAL</b>		<b>422 705,41</b>	<b>421 882,51</b>	<b>822,90</b>	<b>92 000,00</b>	<b>91 177,10</b>	

1.2.10 TABLEAUX DES TITRES DE PARTICIPATION

**Exercice clos au 31 mars 2007**

RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITÉ	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ETATS DE SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXER.
						Date clôture	Situation Nette	Résultat Net	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
SODEMA Paris				10,00	10,00				
UMACIC Casa				52 995,00	52 995,00				
Sté le NOTRE				2 000,00	2 000,00				
SOMAPCO				1 800,00	1 800,00				
SODIMUR				1 500,01	1 500,01				
Cie Internationale				0,01	0,01				
Sté Frigorifique Safi				0,01	0,01				
Banque Popul. Safi	BANQUE			8 000,00	8 000,00				
Banque Popul. Agadir	BANQUE			500,00	500,00				
B.M.C.E.	BANQUE			13 975,00	13 975,00				
MARSUPECHE	PECHE			24 000,00	24 000,00				
STE S.P.M.	PROVENDE	2 002 500,00	78%	2 345 850,00	2 345 850,00	31/12/06	28 757 253,74	3 851 114,83	
STE S.P.P.	PROVENDE	2 808 000,00	51%	1 361 970,00	1 361 970,00	31/12/06	14 789 060,02	4 968 016,82	430 740,00
A.M.P.A.				780,03	780,03				
U.N.I.C.A.				1 046,30	1 046,30				
SOMAJOR				100 000,00	50 000,00				
ISANNY				120 000,00	120 000,00				
COMARSOP	PECHE	1 500 000,00	26%	390 000,00	390 000,00	31/12/06	1 010 169,08	-23 483,59	
MAGHREB OXYGENE	GAZ			2 112,00	2 112,00				
AFRIQUIA GAZ	CARBURANT			5 180,01	5 180,01				
COPRAVE	CONS.ALIM	5 000 000,00	50%	0,00	0,00	31/12/06	8 995 136,86	1 650 025,43	1 999 200,00
KENNERMERLAND	CONS.ALIM	1 500 000,00	50%	750 000,00	750 000,00	31/12/06	-1 916 927,37	-956 128,42	
<b>TOTAL.....</b>		<b>12 810 500,00</b>		<b>5 181 718,37</b>	<b>5 131 718,37</b>		<b>51 634 692,33</b>	<b>9 489 545,07</b>	<b>2 429 940,00</b>

**Exercice clos au 31 mars 2008**

RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITE	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ETATS DE SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXER.
						Date clôture	Situation Nette	Résultat Net	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
SODEMA Paris				10,00	10,00				
UMACIC Casa				52 995,00	52 995,00				
Sté le NOTRE				2 000,00	2 000,00				
SOMAPCO				1 800,00	1 800,00				
SODIMUR				1 500,01	1 500,01				
Cie Internationale				0,01	0,01				
Sté Frigorifique Safi				0,01	0,01				
Banque Popul. Safi	BANQUE			8 000,00	8 000,00				
Banque Popul. Agadir	BANQUE			500,00	500,00				
B.M.C.E.	BANQUE			13 975,00	13 975,00				1 350,00
MARSUPECHE	PECHE			24 000,00	24 000,00				
STE S.P.M.	PROVENDE	2 002 500,00	62%	1 870 850,00	1 870 850,00	31/12/07	30 743 428,66	1 986 174,92	
STE S.P.P.	PROVENDE	2 808 000,00	51%	1 361 970,00	1 361 970,00	31/12/07	15 431 927,08	1 766 067,06	574 320,00
A.M.P.A.				780,03	780,03				
U.N.I.C.A.				1 046,30	1 046,30				
SOMAJOR				100 000,00	50 000,00				
ISANNY				120 000,00	120 000,00				
COMARSOP	PECHE	1 500 000,00	33%	499 200,00	499 200,00	31/12/07	986 474,57	-23 694,51	
MAGHREB OXYGENE	GAZ			2 112,00	2 112,00				30,00
AFRIQUIA GAZ	CARBURANT			5 180,01	5 180,01				728,00
KENNEMERLAND	CONS.ALIM	1 500 000,00	50%	750 000,00	750 000,00	31/12/07	-2 930 517,32	-1 013 589,95	
FRUIT PARTNERS	CONS.ALIM	100 000,00	50%	50 000,00	50 000,00	31/12/07	3 170 134,10	3 070 134,10	1 525 000,00
<b>TOTAL.....</b>				<b>4 865 918,37</b>	<b>4 815 918,37</b>		<b>47 401 447,09</b>	<b>5 785 091,62</b>	<b>2 101 428,00</b>

**Exercice clos au 31 mars 2009**

RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITE	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ETATS DE SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXER.
						Date clôture	Situation Nette	Résultat Net	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
SODEMA Paris				10,00	10,00				
UMACIC Casa				52 995,00	52 995,00				
Sté le NOTRE				2 000,00	2 000,00				
SOMAPCO				1 800,00	1 800,00				
SODIMUR				1 500,01	1 500,01				
Cie Internationale				0,01	0,01				
Sté Frigorifique Safi				0,01	0,01				
Banque Popul. Safi	BANQUE			8 000,00	8 000,00				
Banque Popul. Agadir	BANQUE			500,00	500,00				
B.M.C.E.	BANQUE			13 975,00	13 975,00				1 620,00
MARSUPECHE	PECHE			24 000,00	24 000,00				
STE S.P.M.	PROVENDE	2 002 500,00	62%	1 870 850,00	1 870 850,00	31/12/08	32 441 413,28	2 741 770,62	703 035,00
STE S.P.P.	PROVENDE	2 808 000,00	51%	1 361 970,00	1 361 970,00	31/12/08	16 303 026,69	2 546 413,61	
A.M.P.A.				780,03	780,03				
U.N.I.C.A.				1 046,30	1 046,30				
SOMAJOR				100 000,00	50 000,00				
ISANNY				120 000,00	120 000,00				
COMARSOP	PECHE	1 500 000,00	33%	499 200,00	499 200,00	31/12/08	962 861,06	-23 613,51	
MAGHREB OXYGENE	GAZ			2 112,00	2 112,00				54,00
AFRIQUIA GAZ	CARBURANT			5 180,01	5 180,01				840,00
KENNERMERLAND	CONS.ALIM	1 500 000,00	50%	750 000,00	750 000,00	31/12/08	-3 573 675,53	-643 158,21	
FRUIT PARTNERS	CONS.ALIM	100 000,00	50%	50 000,00	50 000,00	28/02/09	725 002,35	604 868,25	307 500,00
<b>TOTAL.....</b>				<b>4 865 918,37</b>	<b>4 815 918,37</b>		<b>46 858 627,85</b>	<b>5 226 280,76</b>	<b>1 013 049,00</b>

1.2.11 TABLEAU DE RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Exercice clos au 31 mars 2009

NOM, PRENOM OU RAISON SOCIALE DES PRINCIPAUX ASSOCIES (1)	ADRESSE	NOMBRE DE TITRES		VALEUR NOMINALE DE CHAQUE ACTION OU PART SOCIALE	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice actuel	Exercice précédent		Souscrit	Appelé	Libéré
		3	4		6	7	8

JAYBO SARL	CASABLANCA	437116	437116	130,00	56 825 080,00	56 825 080,00	56 825 080,00
AYOUCHE KARIM	CASABLANCA	85511	85511	130,00	11 116 430,00	11 116 430,00	11 116 430,00
ALAOUI BELGHITI ZHOR	CASABLANCA	64911	64911	130,00	8 438 430,00	8 438 430,00	8 438 430,00
TAD MAROC	CASABLANCA	45350	45350	130,00	5 895 500,00	5 895 500,00	5 895 500,00
HERITIERS EL JAMALI HAMOU	CASABLANCA	29970	29970	130,00	3 896 100,00	3 896 100,00	3 896 100,00
EL JAMALI ABDELKRIM	CASABLANCA	29955	29955	130,00	3 894 150,00	3 894 150,00	3 894 150,00
EL JAMALI MOHAMED	CASABLANCA	30350	30350	130,00	3 945 500,00	3 945 500,00	3 945 500,00
BOURQUIA LAHBIB	AGADIR	11755	11755	130,00	1 528 150,00	1 528 150,00	1 528 150,00
AYOUCHE LEILA	CASABLANCA	49666	49666	130,00	6 456 580,00	6 456 580,00	6 456 580,00
AYOUCHE MERIEM	CASABLANCA	33	33	130,00	4 290,00	4 290,00	4 290,00
DIVERS		130903	130903	130,00	17 017 390,00	17 017 390,00	17 017 390,00
<b>TOTAUX</b>		<b>915520</b>	<b>915520</b>		<b>119 017 600,00</b>	<b>119 017 600,00</b>	<b>119 017 600,00</b>



## 1.2.12 TABLEAUX D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

### Exercice clos au 31 mars 2007

	MONTANTS		MONTANTS
<b>A./ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B./AFFECTATION DES RESULTATS</b>	
		* Réserve légale	671 239,42
* Report à nouveau	0,00	* Autres réserves	0,00
* Résultats nets en instance d'affectation	13 424 788,32	* Tantièmes	0,00
* Résultat net de l'exercice	0,00	* Dividendes	10 986 240,00
* Prélèvements sur les réserves	0,00	* Autres affectations	0,00
* Autres prélèvements	0,00	* Report à nouveau	1 767 308,90
<b>TOTAL A</b>	<b>13 424 788,32</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>13 424 788,32</b>

### Exercice clos au 31 mars 2008

	MONTANTS		MONTANTS
<b>A./ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B./AFFECTATION DES RESULTATS</b>	
(Décision du .....22/08/2007..... )		* Réserve légale	987 284,28
* Report à nouveau	0,00	* Autres réserves	0,00
* Résultats nets en instance d'affectation	19 745 685,60	* Tantièmes	0,00
* Résultat net de l'exercice	0,00	* Dividendes	8 239 680,00
* Prélèvements sur les réserves	0,00	* Autres affectations	0,00
* Autres prélèvements	0,00	* Report à nouveau	10 518 721,32
<b>TOTAL A</b>	<b>19 745 685,60</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>19 745 685,60</b>

### Exercice clos au 31 mars 2009

	MONTANTS		MONTANTS
<b>A./ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B./AFFECTATION DES RESULTATS</b>	
(Décision du .....13/08/2008..... )		* Réserve légale	1 601 087,60
* Report à nouveau	0,00	* Autres réserves	0,00
* Résultats nets en instance d'affectation	32 021 751,97	* Tantièmes	0,00
* Résultat net de l'exercice	0,00	* Dividendes	24 719 040,00
* Prélèvements sur les réserves	0,00	* Autres affectations	0,00
* Autres prélèvements	0,00	* Report à nouveau	5 701 624,37
<b>TOTAL A</b>	<b>32 021 751,97</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>32 021 751,97</b>

1.2.13 TABLEAUX DES CRÉANCES

Exercice clos au 31 mars 2007

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			MONTANTS REPRESENTES PAR EFFETS
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES & NON RECOUVREES	DEVISES	MONTANTS VIS A VIS DE L'ÉTAT & ORGANISMES PUBLICS	MONTANTS VIS A VIS DES ENTREPRISES LIEES	
<u>DE L'ACTIF IMMOBILISE</u>	282 059,38	282 059,38						
*Prêts immobilisés *Autres créances financières	282 059,38	282 059,38						
<u>DE L'ACTIF CIRCULANT</u>	77 529 066,14	275 127,05	69 399 325,29	7 854 613,80	53 556 048,40	9 908 845,50	8 263 044,54	2 209 815,30
*Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 301 528,97		1 115 317,90	186 211,07				
*Clients et comptes rattachés	62 043 486,49		54 375 083,76	7 668 402,73	53 556 048,40		8 263 044,54	2 209 815,30
*Personnel	406 577,05	275 127,05	131 450,00					
*État	9 908 845,50		9 908 845,50			9 908 845,50		
*Comptes d'associés								
*Autres débiteurs	3 687 903,81		3 687 903,81					
*Comptes de régularisations-Actif	180 724,32		180 724,32					

**Exercice clos au 31 mars 2008**

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			MONTANTS REPRESENTES PAR EFFETS
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES & NON RECOUVREES	DEVISES	MONTANTS VIS A VIS DE L'ÉTAT & ORGANISMES PUBLICS	MONTANTS VIS A VIS DES ENTREPRISES LIEES	
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>286 559,38</b>	<b>286 559,38</b>						
*Prêts immobilisés *Autres créances financières	286 559,38	286 559,38						
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>113 370 185,07</b>	<b>109 000,00</b>	<b>20 164 493,71</b>	<b>93 096 691,36</b>	<b>78 541 167,34</b>	<b>13 138 765,99</b>	<b>16 788 900,33</b>	<b>1 231 621,18</b>
*Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 474 409,90		207 282,07	1 267 127,83				
*Clients et comptes rattachés	90 216 051,50		7 989 476,41	82 226 575,09	78 541 167,34		9 760 302,83	1 231 621,18
*Personnel	481 223,05	109 000,00	372 223,05					
*État	13 138 765,99		8 414 375,05	4 724 390,94		13 138 765,99		
*Comptes d'associés								
*Autres débiteurs	7 790 321,11		2 911 723,61	4 878 597,50			7 028 597,50	
*Comptes de régularisations-Actif	269 413,52		269 413,52					

**Exercice clos au 31 mars 2009**

CREANCES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			MONTANTS REPRESENTES PAR EFFETS
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES & NON RECOUVREES	DEVISES	MONTANTS VIS A VIS DE L'ÉTAT & ORGANISMES PUBLICS	MONTANTS VIS A VIS DES ENTREPRISES LIEES	
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>286 559,38</b>	<b>286 559,38</b>						
*Prêts immobilisés *Autres créances financières	286 559,38	286 559,38						
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>105 288 777,50</b>	<b>236 637,62</b>	<b>26 235 254,83</b>	<b>78 816 885,05</b>	<b>51 822 093,43</b>	<b>25 666 509,09</b>	<b>10 492 197,31</b>	<b>1 800 026,28</b>
*Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	1 278 074,19	108 682,07	114 204,29	1 055 187,83				
*Clients et comptes rattachés	62 331 191,13		6 284 316,33	56 046 874,80	51 822 093,43		7 932 197,31	1 800 026,28
*Personnel	476 206,58	127 955,55	348 251,03					
*État	25 666 509,09		16 581 223,77	9 085 285,32		25 666 509,09		
*Comptes d'associés								
*Autres débiteurs	15 501 536,51		2 871 999,41	12 629 537,10			2 560 000,00	
*Comptes de régularisations-Actif	35 260,00		35 260,00					

## 1.2.14 TABLEAUX DES DETTES

**Exercice clos au 31 mars 2007**

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			MONTANTS REPRESENTES PAR EFFETS
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES ET NON PAYEES	MONTANTS EN DEVISES	MONTANTS VIS A VIS L'ÉTAT & ORGANISMES PUBLICS	MONTANTS VIS A VIS DES ENTREPRISES LIEES	
<b><u>DE FINANCEMENT</u></b>								
*Emprunts obligataires								
*Autres dettes de financement								
<b><u>DU PASSIF CIRCULANT</u></b>	<b>77 107 820,51</b>		<b>73 704 549,57</b>	<b>3 139 151,51</b>	<b>32 577 027,50</b>	<b>901 201,46</b>	<b>1 337 937,35</b>	<b>15 572 878,84</b>
*Fournisseurs et comptes rattachés	68 883 569,05		66 341 957,78	2 541 611,27	29 948 607,50		1 285 397,11	15 572 878,84
*Clients créditeurs, avances et acomptes	1 690 800,83		1 145 800,83	545 000,00	545 000,00			
*Personnel	2 233 192,09		2 233 192,09					
*Organismes sociaux	979 650,55		979 650,55					
*État	901 201,46		901 201,46			901 201,46		
*Comptes d'associés	283 399,43		19 280,00					
*Autres créanciers	2 135 960,24		2 083 420,00	52 540,24	2 083 420,00		52 540,24	
*Comptes de régularisations-Passif	46,86		46,86					

**Exercice clos au 31 mars 2008**

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			MONTANTS REPRESENTES PAR EFFETS
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES ET NON PAYEES	MONTANTS EN DEVISES	MONTANTS VIS A VIS L'ÉTAT & ORGANISMES PUBLICS	MONTANTS VIS-A-VIS DES ENTREPRISES LIEES	
<b>DE FINANCEMENT</b>								
*Emprunts obligataires								
*Autres dettes de financement								
<b>DU PASSIF CIRCULANT</b>	<b>92 395 144,67</b>		<b>4 144 542,47</b>	<b>88 250 602,20</b>	<b>9 717 681,87</b>	<b>967 153,46</b>	<b>1 058 452,24</b>	<b>10 811 632,04</b>
*Fournisseurs et comptes rattachés	79 588 732,15		3 327 791,69	76 260 940,46	4 108 835,60	65 952,00	1 005 912,00	10 811 632,04
*Clients créditeurs, avances et acomptes	1 548 826,27		3 660,00	1 545 166,27	1 548 826,27			
*Personnel	2 067 071,45			2 067 071,45				
*Organismes sociaux	1 495 817,20			1 495 817,20				
*État	3 277 071,82			3 277 071,82		901 201,46		
*Comptes d'associés	305 065,54		287 950,54	17 115,00				
*Autres créanciers	4 112 560,24		525 140,24	3 587 420,00	4 060 020,00		52 540,24	
*Comptes de régularisations-Passif								

**Exercice clos au 31 mars 2009**

DETTES	TOTAL	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			MONTANTS REPRESENTES PAR EFFETS
		PLUS D'UN AN	MOINS D'UN AN	ECHUES ET NON PAYEES	MONTANTS EN DEVISES	MONTANTS VIS A VIS L'ETAT & ORGANISMES PUBLICS	MONTANTS VIS-A-VIS DES ENTREPRISES LIEES	
<b>DE FINANCEMENT</b>								
*Emprunts obligataires								
*Autres dettes de financement								
<b>DU PASSIF CIRCULANT</b>	<b>95 286 511,07</b>		<b>67 196 464,68</b>	<b>28 090 046,39</b>	<b>11 293 283,96</b>	<b>149 243,93</b>	<b>12 002 800,00</b>	<b>26 210 798,47</b>
*Fournisseurs et comptes rattachés	72 706 035,13		48 845 557,94	23 860 477,19	3 959 456,45	65 952,00	957 300,00	26 210 798,47
*Clients créditeurs, avances et acomptes	2 628 174,31		2 628 174,31		2 628 174,31			
*Personnel	2 239 752,91			2 239 752,91				
*Organismes sociaux	1 345 910,30		1 345 910,30					
*État	83 291,93		83 291,93			83 291,93		
*Comptes d'associés	425 626,43		125 712,00	299 914,43				
*Autres créanciers	15 857 720,06		14 167 818,20	1 689 901,86	4 705 653,20		11 045 500,00	
*Comptes de régularisations-Passif								



1.2.15 TABLEAUX DES ENGAGEMENTS FINANCIERS REÇUS OU DONNÉS AUTRES QUE LE CRÉDIT BAIL

Exercice clos au 31 mars 2007

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS	MONTANTS
	EXERCICE	EXERC. PRECEDENT
*Avals et cautions *Engagement en matière de pension de retrait et obligations similaires *Autres engagements donnés * *	N E A N T	
( Dont engagements à l'égard des entreprises liées		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
	MONTANTS	MONTANTS
	EXERCICE	EXERC. PRECEDENT
*Avals et cautions *Autres engagements reçus *	N E A N T	
TOTAL .....		

Exercice clos au 31 mars 2008

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS	MONTANTS
	EXERCICE	EXERC. PRECEDENT
*Avals et cautions *Engagement en matière de pension de retrait et obligations similaires *Autres engagements donnés * *	N E A N T	
( Dont engagements à l'égard des entreprises liées		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
	MONTANTS	MONTANTS
	EXERCICE	EXERC. PRECEDENT
*Avals et cautions *Autres engagements reçus *	N E A N T	
TOTAL .....		

## Exercice clos au 31 mars 2009

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANTS	MONTANTS
	EXERCICE	EXERC. PRECEDENT
*Avals et cautions *Engagement en matière de pension de retrait et obligations similaires *Autres engagements donnés * *	N E A N T	
( Dont engagements à l'égard des entreprises liées		
ENGAGEMENTS RECUS	MONTANTS	MONTANTS
	EXERCICE	EXERC. PRECEDENT
*Avals et cautions *Autres engagements reçus *	N E A N T	
TOTAL .....		

## 1.2.16 TABLEAUX DES SÛRETÉS RÉELLES DONNÉES OU REÇUES

Exercice clos au 31 mars 2007

TIERS CRÉDITEURS OU TIERS DÉBITEURS	MONTANTS COUVERTS PAR LA SÛRETÉ	NATURE	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SÛRETÉ DONNÉE À LA DATE DE CLOTURE
<u>SÛRETÉS DONNÉES</u>	N	E	A	N	T
<u>SÛRETÉS RECUES</u>	N	E	A	N	T

## Exercice clos au 31 mars 2008

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANTS COUVERTS PAR LA SURETE	NATURE	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
<u>SURETES DONNEES</u>	N	E	A	N	T
<u>SURETES RECUES</u>	N	E	A	N	T

Exercice clos au 31 mars 2009

TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	MONTANTS COUVERTS PAR LA SURETE	NATURE	DATE ET LIEU D'INSCRIPTION	OBJET	VALEUR COMPTABLE NETTE DE LA SURETE DONNEE A LA DATE DE CLOTURE
<u>SURETES DONNEES</u>	N	E	A	N	T
<u>SURETES RECUES</u>	N	E	A	N	T

## 1.3 ÉTATS DE SYNTHÈSE SEMESTRIELS

## 1.3.1 BILANS

**Bilan au 30 septembre 2008**

A C T I F	Exercice			Ex Précédent
	Brut	Amortissement	Net	
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR (A)</b>	<b>731 947,15</b>		<b>495 580,25</b>	<b>568 774,97</b>
Frais préliminaires		236 366,90		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	731 947,15	236 366,90	495 580,25	568 774,97
Primes de remboursement obligations				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>3 375 750,00</b>	<b>429 659,38</b>	<b>2 946 090,62</b>	<b>3 018 659,37</b>
Immob. en recherche et développement				
Brevets, Marques, et Valeurs similaires	55 000,00		55 000,00	55 000,00
Fonds Commercial	2 581 000,00		2 581 000,00	2 581 000,00
Autres Immobilisations Incorporelles	739 750,00	429 659,38	310 090,62	382 659,37
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>140 934 749,74</b>	<b>93 411 778,41</b>	<b>47 522 971,33</b>	<b>48 418 490,51</b>
Terrains	10 023 881,80		10 023 881,80	10 023 881,80
Constructions & Aménagements	25 843 709,86	14 943 241,51	10 900 468,35	11 388 842,39
Install. Techniques, Matériel & Outillage	88 704 320,46	65 011 371,94	23 692 948,52	25 071 444,03
Matériel de Transport	7 105 990,94	6 858 291,65	247 699,29	240 376,20
Mobilier & Matériel de bureaux	3 819 741,63	3 398 800,61	420 941,02	439 178,40
Autres Immobilisations corporelles	3 987 885,05	3 200 072,70	787 812,35	895 448,32
Immobilisations corporelles en cours	1 449 220,00		1 449 220,00	359 319,37
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)</b>	<b>5 152 477,75</b>	<b>50 000,00</b>	<b>5 102 477,75</b>	<b>5 102 477,75</b>
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	286 559,38		286 559,38	286 559,38
Titres de participation	4 865 918,37	50 000,00	4 815 918,37	4 815 918,37
Autres titres immobilisés				
<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (E)</b>				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes financières				
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>150 194 924,64</b>	<b>94 127 804,69</b>	<b>56 067 119,95</b>	<b>57 108 402,60</b>
<b>STOCKS (F)</b>	<b>140 225 718,55</b>	<b>3 678 353,23</b>	<b>136 547 365,32</b>	<b>103 594 246,44</b>
Marchandises				
Matières et fournitures consommables	41 041 504,35	971 499,43	40 070 004,92	31 637 896,54
Produits en cours				
Produits intermédiaires, et résiduels				
Produits finis	99 184 214,20	2 706 853,80	96 477 360,40	71 956 349,90
<b>CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>86 488 314,49</b>		<b>86 488 314,49</b>	<b>113 370 185,07</b>
Fournis. débiteurs, avances & acomptes	1 921 752,40		1 921 752,40	1 474 409,90
Clients et comptes rattachés	64 251 871,39		64 251 871,39	90 216 051,50
Personnel	516 327,51		516 327,51	481 223,05
État	16 297 771,20		16 297 771,20	13 138 765,99
Comptes d'associés				
Autres débiteurs	3 363 115,80		3 363 115,80	7 790 321,11
Comptes de régularisation actif	137 476,19		137 476,19	269 413,52
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>	<b>13 865 736,69</b>		<b>13 865 736,69</b>	<b>0,00</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (I)</b>				<b>576 666,74</b>
(Éléments circulants)				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>240 579 769,73</b>	<b>3 678 353,23</b>	<b>236 901 416,50</b>	<b>217 541 098,25</b>
<b>TRESORERIE - ACTIF</b>	<b>24 917 741,53</b>		<b>24 917 741,53</b>	<b>32 667 348,99</b>
Chèques et valeurs à encaisser				
Banques T.G. et C.C.P.	24 905 286,55		24 905 286,55	32 656 406,95
Caisse, Régies d'avance et accreditifs	12 454,98		12 454,98	10 942,04
<b>TOTAL III</b>	<b>24 917 741,53</b>		<b>24 917 741,53</b>	<b>32 667 348,99</b>
<b>TOTAL GENERAL I I+II+III</b>	<b>415 692 435,90</b>	<b>97 806 157,92</b>	<b>317 886 277,98</b>	<b>307 316 849,84</b>

PASSIF	Exercice	Exercice Précédent
Capital social ou personnel (1)	119 017 600,00	119 017 600,00
Moins actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé		
Dont réserve		
Réserve d'investissement	281 336,35	281 336,35
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Écart de réévaluation		
Réserve légale	8 675 767,26	7 074 679,66
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	49 132 668,76	43 431 044,39
Résultat net en instance d'affectation (2)		
Résultat de l'exercice (2)	8 728 901,82	32 021 751,97
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>185 836 274,19</b>	<b>201 826 412,37</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>		
Emprunts Obligataires		
Autres dettes de financement		
<b>PROVISION DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)</b>	<b>10 132 862,51</b>	<b>132 862,51</b>
Provision pour risques	10 097 862,51	97 862,51
Provision pour charges	35 000,00	35 000,00
<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (E)</b>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes financières		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>195 969 136,70</b>	<b>201 959 274,88</b>
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>109 908 501,87</b>	<b>92 395 144,67</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	100 109 380,88	79 588 732,15
Clients créditeurs, avances et acomptes	1 335 071,72	1 548 826,27
Personnel	2 189 582,21	2 067 071,45
Organismes sociaux	1 581 390,60	1 495 817,20
État	154 119,48	3 277 071,82
Comptes d'associés	430 663,54	305 065,54
Autres créanciers	4 108 293,44	4 112 560,24
Comptes de régularisation passif		
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>		<b>576 666,74</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (H)</b>		<b>385 763,55</b>
(Éléments circulants)		
<b>TOTAL II (E+G+H)</b>	<b>109 908 501,87</b>	<b>93 357 574,96</b>
<b>TRESORERIE - PASSIF</b>	<b>12 008 639,41</b>	<b>12 000 000,00</b>
Crédits d'escompte		
Crédits de trésorerie	12 000 000,00	12 000 000,00
Banques (solde créditeur)	8 639,41	
<b>TOTAL III</b>	<b>12 008 639,41</b>	<b>12 000 000,00</b>
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>317 886 277,98</b>	<b>307 316 849,84</b>

**Bilan au 30 septembre 2009**

A C T I F	Exercice			Exercice Précédent
	BRUT	AMORTISS.	NET	31/03/2009
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR (A)</b>	<b>814 792,10</b>	392 421,58	<b>422 370,52</b>	<b>503 849,74</b>
Frais préliminaires				
Charges à répartir sur plusieurs exercices	814 792,10	392 421,58	422 370,52	503 849,74
Primes de remboursement obligations				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>3 375 750,00</b>	608 045,32	<b>2 767 704,68</b>	<b>2 853 621,87</b>
Immob. en recherche et développement				
Brevets, Marques, et Valeurs similaires	55 000,00		55 000,00	55 000,00
Fonds Commercial	2 581 000,00		2 581 000,00	2 581 000,00
Autres Immobilisations Incorporelles	739 750,00	608 045,32	131 704,68	217 621,87
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>159 610 716,77</b>	<b>98 794 008,63</b>	<b>60 816 708,14</b>	<b>49 605 268,32</b>
Terrains	10 023 881,80		10 023 881,80	10 023 881,80
Constructions & Aménagements	28 749 603,64	16 015 891,83	12 733 711,81	11 581 390,34
Install. Techniques, Matériel & Outillage	100 278 028,45	69 314 588,59	30 963 439,86	24 550 026,94
Matériel de Transport	6 967 352,93	6 513 048,06	454 304,87	195 230,18
Mobilier & Matériel de bureaux	4 061 766,79	3 592 708,85	469 057,94	427 876,01
Autres Immobilisations corporelles	3 987 885,05	3 357 771,30	630 113,75	708 963,05
Immobilisations corporelles en cours	5 542 198,11		5 542 198,11	2 117 900,00
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)</b>	<b>5 047 341,39</b>	<b>0,00</b>	<b>5 047 341,39</b>	<b>5 102 477,75</b>
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	286 559,38		286 559,38	286 559,38
Titres de participation	4 760 782,01		4 760 782,01	4 815 918,37
Autres titres immobilisés				
<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (E)</b>				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes financières				
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>168 848 600,26</b>	<b>99 794 475,53</b>	<b>69 054 124,73</b>	<b>58 065 217,68</b>
<b>STOCKS (F)</b>	<b>120 937 199,40</b>	<b>2 674 134,83</b>	<b>118 263 064,57</b>	<b>119 973 595,62</b>
Marchandises				
Matières et fournitures consommables	25 002 103,45	0,00	25 002 103,45	33 545 234,22
Produits en cours				
Produits intermédiaires, et résiduels				
Produits finis	95 935 095,95	2 674 134,83	93 260 961,12	86 428 361,40
<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>83 343 185,95</b>		<b>83 343 185,95</b>	<b>105 288 777,50</b>
Fournis. débiteurs, avances & acomptes	1 235 673,65		1 235 673,65	1 278 074,19
Clients et comptes rattachés	56 811 746,72		56 811 746,72	62 331 191,13
Personnel	562 694,51		562 694,51	476 206,58
État	22 519 387,38		22 519 387,38	25 666 509,09
Comptes d'associés				
Autres débiteurs	2 213 683,69		2 213 683,69	15 501 536,51
Comptes de régularisation actif			0,00	35 260,00
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>	<b>0,00</b>		<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (I)</b>				<b>180 626,93</b>
(Éléments circulants)				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>204 280 385,35</b>	<b>2 674 134,83</b>	<b>201 606 250,52</b>	<b>225 443 000,05</b>
<b>TRESORERIE - ACTIF</b>	<b>11 124 136,33</b>		<b>11 124 136,33</b>	<b>10 823 197,76</b>
Chèques et valeurs à encaisser				
Banques T.G. et C.C.P.	11 109 733,64		11 109 733,64	10 805 466,10
Caisse, Régies d'avance et accreditifs	14 402,69		14 402,69	17 731,66
<b>TOTAL III</b>	<b>11 124 136,33</b>		<b>11 124 136,33</b>	<b>10 823 197,76</b>
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>384 253 121,94</b>	<b>102 468 610,36</b>	<b>281 784 511,58</b>	<b>294 331 415,49</b>

PASSIF	Exercice	Exercice Précédent
Capital social ou personnel (1)	119 017 600,00	119 017 600,00
Moins actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé		
Dont réserve		
Réserve d'investissement	281 336,35	281 336,35
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Écart de réévaluation		
Réserve légale	8 675 767,26	8 675 767,26
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	40 303 680,74	49 132 668,76
Résultat net en instance d'affectation (2)		
Résultat de l'exercice (2)	<b>7 942 059,30</b>	<b>-8 828 988,02</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>176 220 443,65</b>	<b>168 278 384,35</b>
<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>		
Emprunts Obligataires		
Autres dettes de financement		
<b>PROVISION DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)</b>	<b>125 462,51</b>	<b>132 862,51</b>
Provision pour risques	90 462,51	97 862,51
Provision pour charges	35 000,00	35 000,00
<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (E)</b>		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes financières		
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>176 345 906,16</b>	<b>168 411 246,86</b>
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>101 422 500,60</b>	<b>95 286 511,07</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	85 221 578,20	72 706 035,13
Clients créditeurs, avances et acomptes	7 882 043,40	2 628 174,31
Personnel	1 725 165,04	2 239 752,91
Organismes sociaux	1 257 870,51	1 345 910,30
État	93 018,92	83 291,93
Comptes d'associés	255 704,43	425 626,43
Autres créanciers	4 987 120,10	15 857 720,06
Comptes de régularisation passif		
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>		<b>180 626,93</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (H)</b>		<b>475 549,76</b>
(Éléments circulants)		
<b>TOTAL II (E+G+H)</b>	<b>101 422 500,60</b>	<b>95 942 687,76</b>
<b>TRESORERIE - PASSIF</b>	<b>4 016 104,82</b>	<b>29 977 480,87</b>
Crédits d'escompte		11 576 000,00
Crédits de trésorerie	4 000 000,00	18 000 000,00
Banques (solde créditeur)	16 104,82	401 480,87
<b>TOTAL III</b>	<b>4 016 104,82</b>	<b>29 977 480,87</b>
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>281 784 511,58</b>	<b>294 331 415,49</b>

## 1.3.2 COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

Au 30 septembre 2008

	NATURE	OPERATIONS		TOTAL DE L'EXERCICE 3 = 1 + 2	TOTAL DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice (1)	Concernant l'exercice précédent (2)		
EXPLOITATION	<b>I PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
	Vente de marchandises (en l'état)				
	Vente de biens et services produits	207 813 859,85		207 813 859,85	153 265 436,59
	<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>				
	Variation de stocks de produits (+/-)	23 087 376,20		23 087 376,20	581 152,90
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation	10 500,00		10 500,00	
	Reprises d'exploitations : transferts de charges	5 302 524,45		5 302 524,45	4 718 332,83
	<b>TOTAL I</b>	<b>236 214 260,50</b>	<b>0,00</b>	<b>236 214 260,50</b>	<b>158 564 922,32</b>
EXPLOITATION	<b>II CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
	Achats revendus (2) de marchandises				23 400,00
	Achats consommés (2) de matières et de fournitures	169 026 949,93	1 398,79	169 028 348,72	112 911 814,15
	Autres charges externes	16 278 173,11	195 647,41	16 473 820,52	13 184 762,97
	Impôts et taxes	451 095,72		451 095,72	734 610,59
	Charges de personnel	24 627 100,36		24 627 100,36	19 621 586,61
	Autres charges d'exploitation	200 000,00		200 000,00	
	Dotations d'exploitation	6 635 222,31		6 635 222,31	6 184 246,08
<b>TOTAL II</b>	<b>217 218 541,43</b>	<b>197 046,20</b>	<b>217 415 587,63</b>	<b>152 660 420,40</b>	
<b>III RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>18 995 719,07</b>	<b>-197 046,20</b>	<b>18 798 672,87</b>	<b>5 904 501,92</b>	
FINANCIER	<b>IV PRODUITS FINANCIERS</b>				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	705 549,00		705 549,00	576 428,00
	Gains de change	233 104,04	643 435,15	876 539,19	942 828,57
	Intérêts et autres produits financiers	136 480,89		136 480,89	114 552,24
	Reprises financières, transferts de charges	576 666,74		576 666,74	
	<b>TOTAL IV</b>	<b>1 651 800,67</b>	<b>643 435,15</b>	<b>2 295 235,82</b>	<b>1 633 808,81</b>
	<b>V CHARGES FINANCIERES</b>				
	Charges d'intérêts				102,60
	Pertes de changes	324 478,57	422 128,05	746 606,62	397 985,10
	Autres charges financières				
Dotations financières					
<b>TOTAL V</b>	<b>324 478,57</b>	<b>422 128,05</b>	<b>746 606,62</b>	<b>398 087,70</b>	
<b>VI RESULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>1 327 322,10</b>	<b>221 307,10</b>	<b>1 548 629,20</b>	<b>1 235 721,11</b>	
<b>VII RESULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>20 323 041,17</b>	<b>24 260,90</b>	<b>20 347 302,07</b>	<b>7 140 223,03</b>	

NATURE		OPERATIONS		TOTAL DE L'EXERCICE 3 = 1 + 2	TOTAL DE L'EXERCICE PRECEDENT	
		Propres à l'exercice (1)	Concernant l'exercice précédent (2)			
	<b>VII</b>	<b>RESULTAT COURANT (reports)</b>	<b>20 323 041,17</b>	<b>24 260,90</b>	<b>20 347 302,07</b>	<b>7 140 223,03</b>
NON COURANT	<b>VIII</b>	<b>PRODUITS NON COURANTS</b>				
		Produits des cessions d'immobilisations	80 000,00		80 000,00	
		Subventions d'équilibre				
		Reprises sur subventions d'investissement				
		Autres produits non courants	1 905,65		1 905,65	
		Reprises non courantes, transferts de charges				
		<b>TOTAL VIII</b>	<b>81 905,65</b>		<b>81 905,65</b>	<b>0,00</b>
		<b>CHARGES NON COURANTES</b>				
		Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	822,90		822,90	
		Subventions accordées				
	Autres charges non courantes	1 200,00		1 200,00	10 680,00	
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	10 000 000,00		10 000 000,00		
	<b>TOTAL IX</b>	<b>10 002 022,90</b>		<b>10 002 022,90</b>	<b>10 680,00</b>	
	<b>X</b>	<b>RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>	<b>-9 920 117,25</b>		<b>-9 920 117,25</b>	<b>-10 680,00</b>
	<b>XI</b>	<b>RESULTAT AVANT IMPOTS (VII +/- X)</b>	<b>10 402 923,92</b>	<b>24 260,90</b>	<b>10 427 184,82</b>	<b>7 129 543,03</b>
	<b>XII</b>	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>1 698 283,00</b>		<b>1 698 283,00</b>	<b>1 210 622,00</b>
	<b>XIII</b>	<b>RESULTAT NET (XI - XII)</b>	<b>8 704 640,92</b>	<b>24 260,90</b>	<b>8 728 901,82</b>	<b>5 918 921,03</b>
	XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			238 591 401,97	160 198 731,13
	XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			229 862 500,15	154 279 810,10
		RESULTAT NET (total produits - total charges)			8 728 901,82	5 918 921,03

Au 30 septembre 2009

NATURE	OPERATIONS		TOTAL DE L'EXERCICE 3 = 1 + 2	TOTAL DE L'EXERCICE PRECEDENT	
	Propres à l'exercice (1)	Concernant l'exercice précédent (2)			
<b>EXPLOITATION</b>	<b>I PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
	Vente de marchandises (en l'état)				
	Vente de biens et services produits	168 554 825,84	27 132,54	168 581 958,38	207 813 859,85
	<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>				
	Variation de stocks de produits (+/-)	6 915 270,35		6 915 270,35	23 087 376,20
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation	15 000,00		15 000,00	10 500,00
	Reprises d'exploitations : transferts de charges	3 601 874,53		3 601 874,53	5 302 524,45
	<b>TOTAL I</b>	<b>179 086 970,72</b>	<b>27 132,54</b>	<b>179 114 103,26</b>	<b>236 214 260,50</b>
<b>II</b>	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
	Achats revendus (2) de marchandises				
	Achats consommés (2) de matières et de fournitures	126 772 707,16	334 332,12	127 107 039,28	169 028 348,72
	Autres charges externes	16 032 299,97	17 988,03	16 050 288,00	16 473 820,52
	Impôts et taxes	507 494,55		507 494,55	451 095,72
	Charges de personnel	22 321 549,90		22 321 549,90	24 627 100,36
	Autres charges d'exploitation				200 000,00
	Dotations d'exploitation	5 986 474,11		5 986 474,11	6 635 222,31
<b>TOTAL II</b>	<b>171 620 525,69</b>	<b>352 320,15</b>	<b>171 972 845,84</b>	<b>217 415 587,63</b>	
<b>III RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>7 466 445,03</b>	<b>-325 187,61</b>	<b>7 141 257,42</b>	<b>18 798 672,87</b>	
<b>FINANCIER</b>	<b>IV PRODUITS FINANCIERS</b>				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	576 950,00		576 950,00	705 549,00
	Gains de change	858 418,20	1 616 983,64	2 475 401,84	876 539,19
	Intérêts et autres produits financiers	9 472,24		9 472,24	136 480,89
	Reprises financières, transferts de charges	180 626,93		180 626,93	576 666,74
	<b>TOTAL IV</b>	<b>1 625 467,37</b>	<b>1 616 983,64</b>	<b>3 242 451,01</b>	<b>2 295 235,82</b>
	<b>V CHARGES FINANCIERES</b>				
	Charges d'intérêts	383 951,91		383 951,91	
	Pertes de changes	238 251,36	74 128,26	312 379,62	746 606,62
	Autres charges financières	201 800,00		201 800,00	
Dotations financières					
<b>TOTAL V</b>	<b>824 003,27</b>	<b>74 128,26</b>	<b>898 131,53</b>	<b>746 606,62</b>	
<b>VI RESULTAT FINANCIER (IV-V)</b>	<b>801 464,10</b>	<b>1 542 855,38</b>	<b>2 344 319,48</b>	<b>1 548 629,20</b>	
<b>VII RESULTAT COURANT (III+VI)</b>	<b>8 267 909,13</b>	<b>1 217 667,77</b>	<b>9 485 576,90</b>	<b>20 347 302,07</b>	

	NATURE	OPERATIONS		TOTAL DE L'EXERCICE 3 = 1 + 2	TOTAL DE L'EXERCICE PRECEDENT	
		Propres à l'exercice (1)	Concernant l'exercice précédent (2)			
VII	RESULTAT COURANT (reports)	8 267 909,13	1 217 667,77	9 485 576,90	20 347 302,07	
NON COURANT	VIII	PRODUITS NON COURANTS				
		Produits des cessions d'immobilisations	21 500,00	21 500,00	80 000,00	
		Subventions d'équilibre				
		Reprises sur subventions d'investissement				
		Autres produits non courants	206 470,85		206 470,85	
		Reprises non courantes, transferts de charges			1 905,65	
		<b>TOTAL VIII</b>	<b>227 970,85</b>		<b>227 970,85</b>	<b>81 905,65</b>
		CHARGES NON COURANTES				
		Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées			822,90	
		Subventions accordées			1 200,00	
	Autres charges non courantes	96 907,44	96 907,44	10 000 000,00		
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions					
	<b>TOTAL IX</b>	<b>96 907,44</b>		<b>96 907,44</b>	<b>10 002 022,90</b>	
X	RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	131 063,41		131 063,41	-9 920 117,25	
XI	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII +/- X)	8 398 972,54	1 217 667,77	9 616 640,31	10 427 184,82	
XII	IMPOTS SUR LES RESULTATS	1 664 985,00	9 596,01	1 674 581,01	1 698 283,00	
XIII	RESULTAT NET (XI - XII)	6 733 987,54	1 208 071,76	7 942 059,30	8 728 901,82	
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)			182 584 525,12	238 591 401,97	
XV	TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)			174 642 465,82	229 862 500,15	
	RESULTAT NET (total produits - total charges)			7 942 059,30	8 728 901,82	

## 2. ÉTATS DE SYNTHÈSE DE MUTANDIS SCA

## 2.1 BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2008

	ACTIF	EXERCICE			EXE PRECEDENT
		BRUT	AMORTISS.	NET	
	<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR(A)</b>	<b>13 157 861,00</b>	<b>13 157 861,00</b>	<b>0,00</b>	
A	Frais préliminaires	11 882 894,40	11 882 894,40		
C	Charges à répartir s/plusieurs exercices	1 274 966,60	1 274 966,60		
T	Primes de remboursement obligations				
I	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>41 114,00</b>	<b>6 167,10</b>	<b>34 946,90</b>	
F	Immob. en recherche et développement				
	Brevets, Marques, et Valeurs similaires	41 114,00	6 167,10	34 946,90	
	Fonds Commercial				
	Autres Immobilisations Incorporelles				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>26 414 444,68</b>	<b>48 278,57</b>	<b>26 366 166,11</b>	
I	Terrains			0,00	
M	Constructions & Aménagements			0,00	
O	Install. Techniques, Matériel & Outillage			0,00	
B	Matériel de Transport	16 316,67	2 447,50	13 869,17	
I	Mobilier & Matériel de bureaux	352 565,51	45 831,07	306 734,44	
L	Autres Immobilisations corporelles			0,00	
I	Immobilisations corporelles en cours	26 045 562,50		26 045 562,50	
S	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES(D)</b>	<b>90 647 800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 647 800,00</b>	
E	Prêts immobilisés				
	Autres créances financières	7 600 427,21		7 600 427,21	
	Titres de participation	83 047 372,79		83 047 372,79	
	Autres titres immobilisés				
	<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF(E)</b>				
	Diminution des créances immobilisées				
	Augmentations des dettes financières				
	<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>130 261 219,68</b>	<b>13 212 306,67</b>	<b>117 048 913,01</b>	
	<b>STOCKS (F)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
A	Marchandises				
C	Matières et fournitures consommables			0,00	
T	Produits en cours				
I	Produits intermédiaires, et résiduels				
F	Produits finis			0,00	
	<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>195 078 168,19</b>		<b>195 078 168,19</b>	
C	Fournis. débiteurs, avances & acomptes				
R	Clients et comptes rattachés				
	Personnel	20 000,00		20 000,00	
U	État	2 912 288,91		2 912 288,91	
L	Comptes d'associés	110 450 143,85		110 450 143,85	
A	Autres débiteurs	81 679 564,70		81 679 564,70	
N	Comptes de régularisation actif	16 170,73		16 170,73	
T	<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>	<b>213 706 117,97</b>		<b>213 706 117,97</b>	
	<b>ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (I)</b>			<b>0,00</b>	
	(Éléments circulants)				
	<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>408 784 286,16</b>	<b>0,00</b>	<b>408 784 286,16</b>	
T	<b>TRESORERIE -ACTIF</b>	<b>34 455 500,37</b>		<b>34 455 500,37</b>	
R	Chèques et valeurs à encaisser				
E	Banques T.G. et C.C.P.	34 455 051,05		34 455 051,05	
S	Caisse, Régies d'avances et accreditifs	449,32		449,32	
O	<b>TOTAL III</b>	<b>34 455 500,37</b>		<b>34 455 500,37</b>	
R	<b>TOTAL GENERAL I I+II+III</b>	<b>573 501 006,21</b>	<b>13 212 306,67</b>	<b>560 288 699,54</b>	

	PASSIF	EXERCICE	EXERC PREC.
	<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
F	Capital social ou personnel (1)	777 000 000,00	
I			
N	Moins actionnaires, capital souscrit non appelé	-194 250 000,00	
A	Capital appelé	582 750 000,00	
N	Dont réserve		
C	Réserve d'investissement		
E	Prime d'émission, de fusion, d'apport		
M	Écart de réévaluation		
E	Réserve légale		
N	Autres réserves		
T	Report à nouveau (2)		
	Résultat nets en instance d'affectation (2)		
	Résultat de l'exercice (2)	-28 417 648,58	
	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>554 332 351,42</b>	
P	<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
E			
R	Subventions d'investissement		
M	Provisions réglementées		
A			
N	<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>		
A	Emprunts Obligataires		
N	Autres dettes de financement		
T			
	<b>PROVISION DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES(D)</b>	<b>0,00</b>	
	Provision pour risques		
	Provision pour charges		
	<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (E)</b>		
	Augmentation des créances immobilisées		
	Diminution des dettes financières		
	<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>554 332 351,42</b>	
P	<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>5 956 348,12</b>	
A			
S	Fournisseurs et comptes rattachés	4 688 977,50	
S	Clients créditeurs, avances et acomptes		
I	Personnel	964 835,01	
F	Organismes sociaux	194 393,39	
	État	108 142,22	
C	Comptes d'associés		
I	Autres créanciers		
R	Comptes de régularisation-passif		
C	<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>		
U			
L	<b>ECARTS DE CONVERSION -PASSIF (H)</b>		
	(Éléments circulants)		
	<b>TOTAL II (E+G+H)</b>	<b>5 956 348,12</b>	
	<b>TRESORERIE -PASSIF</b>	<b>0,00</b>	
T			
R	Crédits d'escompte		
E	Crédits de trésorerie		
S	Banques(solde créditeurs)		
O	<b>TOTAL III</b>	<b>0,00</b>	
R			
	<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>560 288 699,54</b>	

## 2.2 COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES AU 31 DÉCEMBRE 2008

	NATURE	OPERATIONS		TOTAL DE	TOTAL DE
		PROPRE A L'EXERCICE	CONC. L'EXE. PRECEDENT	L'EXERCICE	L'EX. PRECEDENT
<b>I</b>	<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
	Vente de marchandises(en l'état)				
	Vente de biens et services produits				
	<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>				
	Variation de stocks de produits (+/-)				
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
E	Subvention d'exploitation				
X	Autres produits d'exploitation				
P	Reprises d'exploitations : transferts de charges	17 877,20		17 877,20	
L					
O					
I					
<b>T II</b>	<b>TOTAL I</b>	<b>17 877,20</b>	<b>0,00</b>	<b>17 877,20</b>	
A					
<b>T</b>	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
I					
O	Achats revendues(2) de marchandises				
N	Achats consommés(2) de matières et fournitures	5 953 445,58		5 953 445,58	
	Autres charges externes	8 609 582,19		8 609 582,19	
	Impôts et taxes	13 097,78		13 097,78	
	Charges de personnel	3 288 167,42		3 288 167,42	
	Autres charges d'exploitation				
	Dotations d'exploitation	13 212 306,67		13 212 306,67	
	<b>TOTAL II</b>	<b>31 076 599,64</b>	<b>0,00</b>	<b>31 076 599,64</b>	
<b>III</b>	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>			<b>-31 058 722,44</b>	
<b>IV</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
	Produits des titres de participation et autres titres immobilisés			0,00	
F	Gains de change	304,30		304,30	
I	Intérêts et autres produits financiers	2 670 592,87		2 670 592,87	
N	Reprises financières, transferts de charges			0,00	
A					
N	<b>TOTAL IV</b>	<b>2 670 897,17</b>	<b>0,00</b>	<b>2 670 897,17</b>	
<b>C V</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
I					
E	Charges d'intérêts	28 395,16		28 395,16	
R	Pertes de changes	580,33		580,33	
	Autres charges financières				
	Dotations financières			0,00	
	<b>TOTAL V</b>	<b>28 975,49</b>	<b>0,00</b>	<b>28 975,49</b>	
<b>VI</b>	<b>RESULTAT FINANCIER (IV-V)</b>			<b>2 641 921,68</b>	
<b>VII</b>	<b>RESULTAT COURANT (III+VI)</b>			<b>-28 416 800,76</b>	

- (1) Variation de stocks : stock final -stock initial(+);diminution (-)  
(2) Achats revendus ou consommés :achats -variation de stocks.

	NATURE	OPERATIONS		TOTAL EXERCICE 3= 1+2	TOTAL EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exer.	conc exe preced.		
		1	2		
VII	<b>RESULTAT COURANT (reports)</b>	-28 416 800,76		-28 416 800,76	
VIII	<b>PRODUITS NON COURANTS</b>				
	Produits des cessions d'immobilisations			0,00	
	Subventions d'équilibre				
	Reprises sur subventions d'investissement				
	Autres produits non courants	1 892,38		1 892,38	
	Reprises non courante, transferts de charges				
	<b>TOTAL VIII</b>	<b>1 892,38</b>		<b>1 892,38</b>	
	<b>CHARGES NON COURANTES</b>				
	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées			0,00	
	Subventions accordées				
	Autres charges non courantes	2 740,20		2 740,20	
	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
	<b>TOTAL IX</b>	<b>2 740,20</b>		<b>2 740,20</b>	
X	<b>RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)</b>			-847,82	
XI	<b>RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+/-X)</b>			-28 417 648,58	
XII	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>				
XIII	<b>RESULTAT NET (XI - XII)</b>			-28 417 648,58	
XIV	<b>TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)</b>			2 690 666,75	
XV	<b>TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)</b>			31 108 315,33	
XVI	<b>RESULTAT NET (total produits - total charges)</b>			-28 417 648,58	

## 2.3 TABLEAU DE FINANCEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2008

<b>I SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN</b>				
<b>M A S S E S</b>	<b>EXERCICE N</b>	<b>EXERCICE N-1</b>	<b>VARIATION</b>	
1) FINANCEMENT PERMANENT	554 332 351,42			554 332 351,42
2) MOINS ACTIF IMMOBILISÉ	117 048 913,01		117 048 913,01	
3) FONDS DE ROULMENT FONCTIONNEL(1-2) A	437 283 438,41			437 283 438,41
4) ACTIF CIRCULANT	408 784 286,16		408 784 286,16	
5) MOINS PASSIF CIRCULANT	5 956 348,12			5 956 348,12
6)=BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL(4-5) B	402 827 938,04		402 827 938,04	
7) TRESORERIE NETTE(ACTIF-PASSIF) = A-B	34 455 500,37		34 455 500,37	
<b>II EMPLOIS ET RESSOURCES</b>				
<b>P O S T E S</b>	<b>EXERCICE</b>		<b>EXERCICE PRECEDENT</b>	
	<b>EMPLOIS</b>	<b>RESSOURCES</b>	<b>EMPLOIS</b>	<b>RESSOURCES</b>
<b>I/ RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>				
*AUTOFINANCEMENT (A)	15 205 341,91			
*CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (A)	15 205 341,91			
*DISTRIBUTIONS DE BENEFICES				
*CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)				
*CESSION D'IMMOBILISATION INCORPORELLE				
*CESSION D'IMMOBILISATION CORPORELLE				
*CESSION D'IMMOBILISATION FINANCIERE				
*RECUPERATIONS SUR CREANCES IMMOILISEES				
*AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES(C)		582 750 000,00		
*AUGMENTATION DU CAPITAL, APPORTS		582 750 000,00		
* SUBVENTION D'INVESTISSEMENT				
*AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (Nettes de primes de remboursement)				
<b>TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>		<b>0,00</b>		<b>0,00</b>
<b>II/ EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)</b>				
*ACQUISITIONS ET AUGMENTATION D'IMMOBILISATIONS (E)	117 103 358,68		0,00	
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	41 114,00			
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES	26 414 444,68			
*ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES	83 047 372,79			
*AUGMENTATION DES CREANCES IMMOILISEES	7 600 427,21			
*REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
*REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
*EMPLOIS EN NON VALEURS (H)	13 157 861,00			
<b>TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)</b>	<b>130 261 219,68</b>		<b>0,00</b>	
<b>III/VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT BLOBAL (B.F.G.)</b>	<b>402 827 938,04</b>			
<b>IV/ VARIATION DE LA TRESORERIE</b>	<b>34 455 500,37</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>582 750 000,00</b>	<b>582 750 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

## 2.4 ETAT DES SOLDES DE GESTION

		NATURE	EXERCICE	EXE PRECEDENT
	1	Ventes de marchandises (en l'état)		
	2	- Achats revendus de marchandises		
<b>I</b>	=	<b>Marge brute sur ventes en l'état (I)</b>		
<b>II</b>	+	<b>Ventes de biens et services produits</b>		
	3	Variation de stocks de produits		
	4	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
	5	Production de l'exercice (II)		
<b>III</b>	-	<b>Achats consommés de matières &amp; fournitures</b>	5 953 445,58	
	6	Autres charges externes	8 609 582,19	
	7	Consommation de l'exercice (III)	14 563 027,77	
<b>IV</b>	+	<b>Valeur ajoutée (I+II+III) = IV</b>	<b>-14 563 027,77</b>	
	8	= Subventions d'exploitation		
<b>V</b>	-	<b>Impôts et taxes</b>	13 097,78	
	10	- Charges de personnel	3 288 167,42	
	=	<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>		
	=	<b>OU INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION</b>	-17 864 292,97	
	11	+ Autres produits d'exploitation		
	12	- Autres charges d'exploitation		
	13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	17 877,20	
	14	- Dotations d'exploitation	13 212 306,67	
<b>VI</b>	=	<b>Résultat d'exploitation (VI)</b>	<b>-31 058 722,44</b>	
<b>VII</b>	+/-	<b>Résultat financier (VII)</b>	2 641 921,68	
<b>VIII</b>	=	<b>Résultat courant (VI+VII) = VIII</b>	<b>-28 416 800,76</b>	
<b>IX</b>	+/-	<b>Résultat non courant (IX)</b>	-847,82	
	15	- <b>Impôt sur les résultats</b>		
<b>X</b>	=	<b>Résultat net de l'exercice (X)</b>	<b>-28 417 648,58</b>	
<b>II/ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT-AUTOFINANCEMENT</b>				
	1	Résultat de l'exercice		
		* Bénéfice		
		* Perte	-28 417 648,58	
	2	+ Dotations d'exploitation (1)	13 212 306,67	
	3	+ Dotations financières (1)		
	4	+ Dotations non courantes (1)		
	5	- Reprises d'exploitation (2)		
	6	- Reprises financières (2)		
	7	- Reprises non courantes (2) (3)		
	8	- Produits des cessions d'immobilisations		
	9	+ Valeurs nettes d'amortiss. des immob. cédées		
<b>I</b>		<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)</b>	<b>-15 205 341,91</b>	
	10	- Distributions de bénéfices		
<b>II</b>		<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>-15 205 341,91</b>	

## 2.5 ÉTAT DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIÈRES AU 31 DÉCEMBRE 2008

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		ACQUISITION	PRODUCTION PAR ENTREPRISE POUR ELLE MÊME	VIREMENT	CESSION	RETRAIT	VIREMENT	
<b><u>IMMOBILISATION EN NON VALEUR</u></b>								
Frais préliminaires		11 882 894,40						11 882 894,40
Charges à répartir sur plusieurs exercices		4 763 911,40					3 488 944,80	1 274 966,60
Primes de remboursement obligations								
<b>TOTAL IMMOBILISATION EN NON VALEUR</b>		<b>16 646 805,80</b>					<b>3 488 944,80</b>	<b>13 157 861,00</b>
<b><u>IMMOBILISATION INCORPORELLES</u></b>								
Immobilisation en recherche et développement								
Brevets, marques, droits et valeurs similaires		41 114,00						41 114,00
Fonds commercial								
Autres immobilisations incorporelles								
<b>TOTAL IMMOBILISATION INCORPORELLES</b>		<b>41 114,00</b>						<b>41 114,00</b>
<b><u>IMMOBILISATION CORPORELLES</u></b>								
Terrains								
Constructions & Aménagements								
Installations techniques, matériel & outillages								
Matériel de Transport		16 316,67						16 316,67
Mobilier, Matériel de bureaux		352 565,51						352 565,51
Autres immobilisations corporelles								
Immobilisations corporelles en cours		26 045 562,50						26 045 562,50
<b>TOTAL IMMOBILISATION CORPORELLES</b>		<b>26 414 444,68</b>						<b>26 414 444,68</b>

## 2.6 ÉTAT DES AMORTISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE 2008

NATURE	CUMUL DEBUT EXERCICE 1	DOTATION DE L'EXERCICE 2	AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS SORTIES 3	CUMUL DES AMORTISSEMENTS FIN EXERCICE 4= 1+2+3
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS</b>		<b>13 157 861,00</b>		<b>13 157 861,00</b>
* Frais préliminaires		11 882 894,40		11 882 894,40
* Charges à répartir sur plusieurs exercices		1 274 966,60		1 274 966,60
* Primes de remboursement des obligations				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>		<b>6 167,10</b>		<b>0,00</b>
* Immobilisation en recherche et développement		6 167,10		
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires				
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>48 278,57</b>		<b>48 278,57</b>
* Terrains				
* Constructions & Aménagements				
* Installations techniques, matériel et outillage				
* Matériel de transport		2 447,50		2 447,50
* Mobilier, matériel de bureau		45 831,07		45 831,07
* Autres immobilisations corporelles				
* Immobilisations corporelles en cours				

## 2.7 ÉTAT DES PROVISIONS AU 31 DÉCEMBRE 2008

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		d'exploitation	financière	Non courantes	d'exploitation	financière	Non courantes	
1/Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2/ Provisions réglementées								
3/ Provisions durables pour risques et charges								
<b>SOUS TOTAL (A)</b>								
4/ Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)								
5/ Autres provisions pour risques et charges								
6/ Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
<b>TOTAL (B)</b>								
<b>TOTAL (A + B)</b>								

**NEANT**



**2.9 TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION AU 31 DÉCEMBRE 2008**

RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITÉ	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ETATS DE SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXER.
						Date clôture	Situation Nette	Résultat Net	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
Distra	Production Vente de détergents	127 936 000,00	68,0%	82 847 572,79	82 847 572,79	31/12/08	91 872 214,06	-18 377 899,22	
Fenyadi	Holding	100 000,00	99,9%	99 900,00	99 900,00	31/12/08	77 720,00	-22 280,00	
Financière First	Holding	100 000,00	99,9%	99 900,00	99 900,00	31/12/08	83 530,00	-16 470,00	
<b>TOTAL.....</b>				<b>83 047 372,79</b>	<b>83 047 372,79</b>		<b>92 033 464,06</b>	<b>-18 416 649,22</b>	<b>0,00</b>

## 2.10 RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2008

NOM, PRENOM OU RAISON SOCIALE DES PRINCIPAUX ASSOCIES (1) 1	ADRESSE 2	NOMBRE DE TITRES		VALEUR NOMINALE DE CHAQUE ACTION OU PART SOCIALE 5	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice actuel 3	Ex. pré. 4		Souscrit 6	Appelé 7	Libéré 8
Adil Douiri	Casablanca	1 400 000,00		100,00	140 000 000,00	105 000 000,00	105 000 000,00
Samia Kabbaj	Casablanca	20 000,00		100,00	2 000 000,00	1 500 000,00	1 050 000,00
BMCE Bank	Casablanca	499 999,00		100,00	49 999 900,00	37 499 925,00	37 499 925,00
RMA Watanya	Casablanca	500 000,00		100,00	50 000 000,00	37 500 000,00	37 500 000,00
Othman Benjelloun	Casablanca	1,00		100,00	100,00	75,00	75,00
Fouad Douiri	Casablanca	40 000,00		100,00	4 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
Muteo	Casablanca	999 999,00		100,00	99 999 900,00	74 999 925,00	24 999 975,00
Driss Jettou	Casablanca	1,00		100,00	100,00	75,00	25,00
CFG Group	Casablanca	499 999,00		100,00	49 999 900,00	37 499 925,00	12 499 975,00
Amyr Alami	Casablanca	1,00		100,00	100,00	75,00	25,00
Hind Dinia	Rabat	5 000,00		100,00	500 000,00	375 000,00	375 000,00
Mohamed Essakalli	Casablanca	10 000,00		100,00	1 000 000,00	750 000,00	750 000,00
Holmarcom	Casablanca	600 000,00		100,00	60 000 000,00	45 000 000,00	45 000 000,00
Mohamed Hassan Bensalah	Casablanca	400 000,00		100,00	40 000 000,00	30 000 000,00	30 000 000,00
Arnela Capital Privado	Espagne	999 999,00		100,00	99 999 900,00	74 999 925,00	74 999 831,15
Manuele Jove Capellan	Espagne	1,00		100,00	100,00	75,00	25,00
Best Financière	Rabat	500 000,00		100,00	50 000 000,00	37 500 000,00	12 500 000,00
Zouhair Bennani	Rabat	100 000,00		100,00	10 000 000,00	7 500 000,00	2 500 000,00
Mohamed Ben Thami Tazi	Casablanca	850 000,00		100,00	85 000 000,00	63 750 000,00	63 750 000,00
Mohamed Tazi	Casablanca	150 000,00		100,00	15 000 000,00	11 250 000,00	8 750 000,00
Olivier Huby	France	50 000,00		100,00	5 000 000,00	3 750 000,00	1 250 000,00
Najib Hakim Belmaachi	Casablanca	80 000,00		100,00	8 000 000,00	6 000 000,00	6 000 000,00
Kay Holding	Casablanca	50 000,00		100,00	5 000 000,00	3 750 000,00	3 750 000,00
Hélène Tournier Renaud	Casablanca	5 000,00		100,00	500 000,00	375 000,00	375 000,00
Ismail Douiri	Rabat	10 000,00		100,00	1 000 000,00	750 000,00	750 000,00
<b>TOTAUX</b>		<b>7 770 000,00</b>	<b>0,00</b>		<b>777 000 000,00</b>	<b>582 750 000,00</b>	<b>472 299 856,15</b>

## 2.11 ETAT D'AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE

	MONTANTS		MONTANTS
<b>A./ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B./AFFECTATION DES RESULTATS</b>	
(Décision du ..... )		* Réserve légale	
* Report à nouveau		* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice		* Dividendes	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	
<b>TOTAL A</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>0,00</b>

NEANT

### 3. ÉTATS DE SYNTHÈSE DE JAYBO SARL

## 3.1 BILANS

**Bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2006**

	A C T I F	EXERCICE			EXE PRECEDENT
		BRUT	AMORTISS.	NET	
	<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR(A)</b>				
A	Frais préliminaires				
C	Charges à répartir s/plusieurs exercices				
T	Primes de remboursement obligations				
I	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>				
F	Immob. en recherche et développement				
	Brevets, Marques, et Valeurs similaires				
	Fonds Commercial				
	Autres Immobilisations Incorporelles				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>6 251 125,00</b>	<b>27 092,70</b>	<b>6 224 032,30</b>	<b>0,00</b>
I	Terrains	3 000 000,00		3 000 000,00	
M	Constructions & Aménagements	3 251 125,00	27 092,70	3 224 032,30	
O	Install. Techniques, Matériel & Outillage				
B	Matériel de Transport				
I	Mobilier & Matériel de bureaux				
L	Autres Immobilisations corporelles				
I	Immobilisations corporelles en cours				
S	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES(D)</b>	<b>90 738 331,06</b>		<b>90 738 331,06</b>	<b>95 337 869,06</b>
	<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>96 989 456,06</b>	<b>27 092,70</b>	<b>96 962 363,36</b>	<b>95 337 869,06</b>
	<b>STOCKS (F)</b>				
A	Marchandises				
C	Matières et fournitures consommables				
T	Produits en cours				
I	Produits intermédiaires, et résiduels				
F	Produits finis				
	<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>5 508 271,27</b>		<b>5 508 271,27</b>	<b>5 444 046,84</b>
C	Fournis. débiteurs, avances & acomptes				
R	Clients et comptes rattachés				
C	Personnel				
U	Etat				
L	Comptes d'associés				
A	Autres débiteurs	5 508 271,27		5 508 271,27	5 444 046,84
N	Comptes de régularisation actif				
T	<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>				
	<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>5 508 271,27</b>	<b>0,00</b>	<b>5 508 271,27</b>	<b>5 444 046,84</b>
T	<b>TRESORERIE -ACTIF</b>	<b>2 207 549,36</b>		<b>2 207 549,36</b>	<b>215 886,75</b>
R	Chèques et valeurs à encaisser				
E	Banques T.G. et C.C.P.	2 207 549,36		2 207 549,36	215 886,75
S	Caisse, Régies d'avances et accreditifs				
O	<b>TOTAL III</b>	<b>2 207 549,36</b>		<b>2 207 549,36</b>	<b>215 886,75</b>
R	<b>TOTAL GENERAL II+II+III</b>	<b>104 705 276,69</b>	<b>27 092,70</b>	<b>104 678 183,99</b>	<b>100 997 802,65</b>

	<b>P A S S I F</b>	<b>EXERCICE</b>	<b>EXERC PREC.</b>
	<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
F	Capital social ou personnel (1)	500 000,00	500 000,00
N	Moins actionnaires, capital souscrit non appelé		
A	Capital appelé		
E	Prime d'émission, de fusion, d'apport		
M	Ecart de réévaluation		
E	Réserves diverses	100 000,00	100 000,00
T	Report à nouveau (2)	19 158 975,85	16 117 434,33
	Résultat nets en instance d'affectation (2)		
	Résultat de l'exercice (2)	<b>8 640 595,07</b>	<b>3 041 541,52</b>
	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>28 399 570,92</b>	<b>19 758 975,85</b>
P	<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
N	<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>		
	<b>PROVISION DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES(D)</b>		
	<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>28 399 570,92</b>	<b>19 758 975,85</b>
P	<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>76 278 613,07</b>	<b>81 238 826,80</b>
A			
S	Fournisseurs et comptes rattachés	3 000,00	3 000,00
C	Comptes d'associés	75 679 159,00	81 229 159,00
I	Autres créanciers	584 860,00	1 100,00
R	Comptes de régularisation-passif	11 594,07	5 567,80
C	<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>		
	<b>TOTAL II (E+G+H)</b>	<b>76 278 613,07</b>	<b>81 238 826,80</b>
	<b>TRESORERIE -PASSIF</b>		
T			
R	Crédits d'escompte		
E	Crédits de trésorerie		
S	Banques(solde créditeurs)		
O	<b>TOTAL III</b>		
R			
	<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>104 678 183,99</b>	<b>100 997 802,65</b>

**Bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2007**

	A C T I F	EXERCICE			EXE PRECEDENT
		BRUT	AMORTISS.	NET	
	<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR(A)</b>	<b>137 650,00</b>	<b>27 530,00</b>	<b>110 120,00</b>	
<b>I</b>	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>				
<b>F</b>	Immob. en recherche et développement				
	Brevets, Marques, et Valeurs similaires				
	Fonds Commercial				
	Autres Immobilisations Incorporelles				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>				<b>6 224 032,30</b>
<b>I</b>	Terrains				3 000 000,00
<b>M</b>	Constructions & Aménagements				3 224 032,30
<b>O</b>	Install. Techniques, Matériel & Outillage				
<b>B</b>	Matériel de Transport				
<b>I</b>	Mobilier & Matériel de bureaux				
<b>L</b>	Autres Immobilisations corporelles				
<b>I</b>	Immobilisations corporelles en cours				
<b>S</b>	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES(D)</b>	<b>85 979 105,06</b>		<b>85 979 105,06</b>	<b>90 738 331,06</b>
	<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>86 116 755,06</b>	<b>27 530,00</b>	<b>86 089 225,06</b>	<b>96 962 363,36</b>
	<b>STOCKS (F)</b>				
<b>A</b>	Marchandises				
<b>C</b>	Matières et fournitures consommables				
<b>T</b>	Produits en cours				
<b>I</b>	Produits intermédiaires, et résiduels				
<b>F</b>	Produits finis				
	<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>4 491 629,08</b>		<b>4 491 629,08</b>	<b>5 508 271,27</b>
<b>C</b>	Fournis. débiteurs, avances & acomptes				
<b>R</b>	Clients et comptes rattachés				
<b>C</b>	Personnel				
<b>U</b>	Etat				
<b>L</b>	Comptes d'associés				
<b>A</b>	Autres débiteurs	4 491 629,08		4 491 629,08	5 508 271,27
<b>N</b>	Comptes de régularisation actif				
<b>T</b>	<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>				
	<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>4 491 629,08</b>		<b>4 491 629,08</b>	<b>5 508 271,27</b>
<b>T</b>	<b>TRESORERIE -ACTIF</b>	<b>2 931 577,22</b>		<b>2 931 577,22</b>	<b>2 207 549,36</b>
<b>R</b>	Chèques et valeurs à encaisser				
<b>S</b>	Banques T.G. et C.C.P.	2 927 316,63		2 927 316,63	2 207 549,36
<b>O</b>	Caisse, Régies d'avances et accreditifs	4 260,59		4 260,59	
<b>R</b>	<b>TOTAL III</b>	<b>2 931 577,22</b>		<b>2 931 577,22</b>	<b>2 207 549,36</b>
	<b>TOTAL GENERAL I I+II+III</b>	<b>93 539 961,36</b>	<b>27 530,00</b>	<b>93 512 431,36</b>	<b>104 678 183,99</b>

	<b>PASSIF</b>	<b>EXERCICE</b>	<b>EXERC. PREC.</b>
	<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
F	Capital social ou personnel (1)	28 000 000,00	500 000,00
N	Moins actionnaires, capital souscrit non appelé		
A	Capital appelé		
E	Prime d'émission, de fusion, apport		
M	Ecart de réévaluation		
E	Réserves diverses	100 000,00	100 000,00
T	Report à nouveau (2)	299 570,92	19 158 975,85
	Résultat nets en instance d'affectation (2)		
	Résultat de l'exercice (2)	<b>4 606 710,97</b>	<b>8 640 595,07</b>
	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>33 006 281,89</b>	<b>28 399 570,92</b>
P	<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
N	<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>		
	<b>PROVISION DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES(D)</b>		
	<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>33 006 281,89</b>	<b>28 399 570,92</b>
P	<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>60 506 149,47</b>	<b>76 278 613,07</b>
A			
S	Fournisseurs et comptes rattachés	70 681,37	3 000,00
C	Comptes d'associés	53 431 159,00	75 679 159,00
I	Autres créanciers	6 988 750,00	584 860,00
R	Comptes de régularisation-passif	15 559,10	11 594,07
C	<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>		
	<b>TOTAL II (E+G+H)</b>	<b>60 506 149,47</b>	<b>76 278 613,07</b>
	<b>TRESORERIE -PASSIF</b>		
T			
R	Crédits d'escompte		
E	Crédits de trésorerie		
S	Banques(solde créditeurs)		
O	<b>TOTAL III</b>		
R			
	<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>93 512 431,36</b>	<b>104 678 183,99</b>

**Bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2008**

A C T I F	EXERCICE			EXE PRECEDENT
	BRUT	AMORTISS.	NET	
<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR(A)</b>	<b>147 650,00</b>	<b>57 060,00</b>	<b>90 590,00</b>	<b>110 120,00</b>
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>				
Immob. en recherche et développement				
Brevets, Marques, et Valeurs similaires				
Fonds Commercial				
Autres Immobilisations Incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>				
Terrains				
Constructions & Aménagements				
Install. Techniques, Matériel & Outillage				
Matériel de Transport				
Mobilier & Matériel de bureaux				
Autres Immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES(D)</b>	<b>91 472 105,06</b>		<b>91 472 105,06</b>	<b>85 979 105,06</b>
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>91 619 755,06</b>	<b>57 060,00</b>	<b>91 562 695,06</b>	<b>86 089 225,06</b>
<b>STOCKS (F)</b>				
Marchandises				
Matières et fournitures consommables				
Produits en cours				
Produits intermédiaires, et résiduels				
Produits finis				
<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>347 275,93</b>		<b>347 275,93</b>	<b>4 491 629,08</b>
Fournis, débiteurs, avances & acomptes				
Clients et comptes rattachés				
Personnel				
Etat				
Comptes d'associés				
Autres débiteurs	347 275,93		347 275,93	4 491 629,08
Comptes de régularisation actif				
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>				
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>347 275,93</b>		<b>347 275,93</b>	<b>4 491 629,08</b>
<b>TRESORERIE -ACTIF</b>	<b>212 145,92</b>		<b>212 145,92</b>	<b>2 931 577,22</b>
Chèques et valeurs à encaisser				
Banques T.G. et C.C.P.	207 885,33		207 885,33	2 927 316,63
Caisse, Régies d'avances et accreditifs	4 260,59		4 260,59	4 260,59
<b>TOTAL III</b>	<b>212 145,92</b>		<b>212 145,92</b>	<b>2 931 577,22</b>
<b>TOTAL GENERAL I I+II+III</b>	<b>92 179 176,91</b>	<b>57 060,00</b>	<b>92 122 116,91</b>	<b>93 512 431,36</b>

	PASSIF	EXERCICE	EXERC PREC.
	<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
	Capital social ou personnel (1)	28 000 000,00	28 000 000,00
	Moins actionnaires, capital souscrit non appelé		
	Capital appelé		
	Prime d'émission, de fusion ,d'apport		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves diverses	100 000,00	100 000,00
	Report à nouveau (2)	4 906 281,89	299 570,92
	Résultat nets en instance d'affectation (2)		
	Résultat de l'exercice (2)	<b>12 299 911,03</b>	<b>4 606 710,97</b>
	<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>45 306 192,92</b>	<b>33 006 281,89</b>
	<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
	<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>	<b>2 000 000,00</b>	
	<b>PROVISION DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES(D)</b>		
	<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>47 306 192,92</b>	<b>33 006 281,89</b>
	<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>44 815 923,99</b>	<b>60 506 149,47</b>
	Fournisseurs et comptes rattachés	70 000,00	70 681,37
	Comptes d'associés	44 731 159,00	53 431 159,00
	Autres créanciers	3 251,12	6 988 750,00
	Comptes de régularisation-passif	11 513,87	15 559,10
	<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>		
	<b>TOTAL II (E+G+H)</b>	<b>44 815 923,99</b>	<b>60 506 149,47</b>
	<b>TRESORERIE -PASSIF</b>		
	Crédits d'escompte		
	Crédits de trésorerie		
	Banques(solde créditeurs)		
	<b>TOTAL III</b>		
	<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>92 122 116,91</b>	<b>93 512 431,36</b>

## 3.2 COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES

A 31décembre 2006

	NATURE	OPERATIONS		TOTAL DE	TOTAL DE
		PROPRE A	CONC. L'EXE.	L'EXERCICE	L'EX. PRECEDENT
		L'EXERCICE	PRECEDENT		
<b>I</b>	<b>PRODUITS COURANTS</b>				
	Vente de marchandises(en l'état)				
	Vente de biens et services produits				
	CHIFFRE D'AFFAIRES				
	Variation de stocks de produits (+/-)				
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subvention d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation	25 000,00		25 000,00	
	Reprises d'exploitations : transferts de charges				
	Produits financiers	5 469 550,00		5 469 550,00	3 077 626,25
	<b>TOTAL I</b>	<b>5 494 550,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 494 550,00</b>	<b>3 077 626,25</b>
<b>II</b>	<b>CHARGES COURANTES</b>				
	Achats revendues(2) de marchandises				
	Achats consommées(2) de matières et fournitures				
	Autres charges externes	98 538,92	8 294,31	106 833,23	29 878,93
	Impôts et taxes	4 392,00		4 392,00	4 392,00
	Charges de personnel				
	Autres charges d'exploitation				
	Dotations d'exploitation	27 092,70		27 092,70	
	Charges financières	2 758,87		2 758,87	256,80
	<b>TOTAL II</b>	<b>132 782,49</b>	<b>8 294,31</b>	<b>141 076,80</b>	<b>34 527,73</b>
<b>III</b>	<b>RESULTAT COURANT (I-II)</b>			<b>5 353 473,20</b>	<b>3 043 098,52</b>
<b>IV</b>	<b>PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS</b>				
	Produits non courants	13 228 800,00		13 228 800,00	
	Charges non courantes	9 368 063,13		9 368 063,13	57,00
<b>V</b>	<b>RESULTAT NON COURANT</b>			<b>3 860 736,87</b>	<b>-57,00</b>
<b>VI</b>	<b>RESULTAT AVANT IMPOTS (III+V)</b>			<b>9 214 210,07</b>	<b>3 043 041,52</b>
<b>VII</b>	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>573 615,00</b>		<b>573 615,00</b>	<b>1 500,00</b>
<b>VIII</b>	<b>RESULTAT NET</b>			<b>8 640 595,07</b>	<b>3 041 541,52</b>
<b>IX</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)</b>			<b>18 723 350,00</b>	<b>3 077 626,25</b>
<b>X</b>	<b>TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)</b>			<b>10 082 754,93</b>	<b>36 084,73</b>
<b>XI</b>	<b>RESULTAT NET (total produits - total charges)</b>			<b>8 640 595,07</b>	<b>3 041 541,52</b>

**Au 31 décembre 2007**

	NATURE	OPERATIONS		TOTAL DE	TOTAL DE
		PROPRE A	CONC. L'EXE.	L'EXERCICE	L'EX. PRECEDENT
		L'EXERCICE	PRECEDENT		
<b>I</b>	<b>PRODUITS COURANTS</b>				
	Vente de marchandises(en l'état)				
	Vente de biens et services produits	765 600,00		765 600,00	
	CHIFFRE D'AFFAIRES	765 600,00		765 600,00	
	Variation de stocks de produits (+/-)				
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subvention d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				25 000,00
	Reprises d'exploitations : transferts de charges				
	Produits financiers	4 102 613,00		4 102 613,00	5 469 550,00
	<b>TOTAL I</b>	<b>4 868 213,00</b>	<b>0,00</b>	<b>4 868 213,00</b>	<b>5 494 550,00</b>
<b>II</b>	<b>CHARGES COURANTES</b>				
	Achats revendues(2) de marchandises				
	Achats consommées(2) de matières et fournitures	5 685,32		5 685,32	
	Autres charges externes	261 685,42	2 163,92	263 849,34	106 833,23
	Impôts et taxes	123 650,80		123 650,80	4 392,00
	Charges de personnel				
	Autres charges d'exploitation				
	Dotations d'exploitation	209 178,02		209 178,02	27 092,70
	Charges financières	72,89		72,89	2 758,87
	<b>TOTAL II</b>	<b>600 272,45</b>	<b>2 163,92</b>	<b>602 436,37</b>	<b>141 076,80</b>
<b>III</b>	<b>RESULTAT COURANT (I-II)</b>			<b>4 265 776,63</b>	<b>5 353 473,20</b>
<b>IV</b>	<b>PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS</b>				
	Produits non courants	11 748 000,00		11 748 000,00	13 228 800,00
	Charges non courantes	11 134 464,66		11 134 464,66	9 368 063,13
<b>V</b>	<b>RESULTAT NON COURANT</b>			<b>613 535,34</b>	<b>3 860 736,87</b>
<b>VI</b>	<b>RESULTAT AVANT IMPOTS (III+V)</b>			<b>4 879 311,97</b>	<b>9 214 210,07</b>
<b>VII</b>	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>272 601,00</b>		<b>272 601,00</b>	<b>573 615,00</b>
<b>VIII</b>	<b>RESULTAT NET</b>			<b>4 606 710,97</b>	<b>8 640 595,07</b>
<b>IX</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)</b>			<b>16 616 213,00</b>	<b>18 723 350,00</b>
<b>X</b>	<b>TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)</b>			<b>12 009 502,03</b>	<b>10 082 754,93</b>
<b>XI</b>	<b>RESULTAT NET (total produits - total charges)</b>			<b>4 606 710,97</b>	<b>8 640 595,07</b>

**Au 31 décembre 2008**

	NATURE	OPERATIONS		TOTAL DE	TOTAL DE
		PROPRE A	CONC. L'EXE.	L'EXERCICE	L'EX. PRECEDENT
		L'EXERCICE	PRECEDENT		
<b>I</b>	<b>PRODUITS COURANTS</b>				
	Vente de marchandises(en l'état)				
	Vente de biens et services produits				765 600,00
	CHIFFRE D'AFFAIRES				765 600,00
	Variation de stocks de produits (+/-)				
	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	Subvention d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation	22 222,22	22 222,22	44 444,44	
	Reprises d'exploitations : transferts de charges				
	Produits financiers	12 569 207,50		12 569 207,50	4 102 613,00
	<b>TOTAL I</b>	<b>12 591 429,72</b>	<b>22 222,22</b>	<b>12 613 651,94</b>	<b>4 868 213,00</b>
<b>II</b>	<b>CHARGES COURANTES</b>				
	Achats revendues(2) de marchandises				
	Achats consommées(2) de matières et fournitures	14 980,02		14 980,02	5 685,32
	Autres charges externes	121 419,44		121 419,44	263 849,34
	Impôts et taxes	27 600,00	57 600,00	85 200,00	123 650,80
	Charges de personnel				
	Autres charges d'exploitation				
	Dotations d'exploitation	29 530,00		29 530,00	209 178,02
	Charges financières				72,89
	<b>TOTAL II</b>	<b>193 529,46</b>	<b>57 600,00</b>	<b>251 129,46</b>	<b>602 436,37</b>
<b>III</b>	<b>RESULTAT COURANT (I-II)</b>			<b>12 362 522,48</b>	<b>4 265 776,63</b>
<b>IV</b>	<b>PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS</b>				
	Produits non courants	459,55		459,55	11 748 000,00
	Charges non courantes				11 134 464,66
<b>V</b>	<b>RESULTAT NON COURANT</b>			<b>459,55</b>	<b>613 535,34</b>
<b>VI</b>	<b>RESULTAT AVANT IMPOTS (III+V)</b>			<b>12 362 982,03</b>	<b>4 879 311,97</b>
<b>VII</b>	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>63 071,00</b>		<b>63 071,00</b>	<b>272 601,00</b>
<b>VIII</b>	<b>RESULTAT NET</b>			<b>12 299 911,03</b>	<b>4 606 710,97</b>
<b>IX</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)</b>			<b>12 614 111,49</b>	<b>16 616 213,00</b>
<b>X</b>	<b>TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)</b>			<b>314 200,46</b>	<b>12 009 502,03</b>
<b>XI</b>	<b>RESULTAT NET (total produits - total charges)</b>			<b>12 299 911,03</b>	<b>4 606 710,97</b>



### 3.4 TABLEAUX DES AMORTISSEMENTS

**Au 31 décembre 2008**

NATURE	CUMUL DEBUT EXERCICE 1	DOTATION DE L'EXERCICE 2	AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS SORTIES 3	CUMUL DES AMORTISSEMENTS FIN EXERCICE 4= 1+2+3
<b><u>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS</u></b>	27 530,00	29 530,00		57 060,00
<b><u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u></b>				
<b><u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u></b> * Terrains * Constructions & Aménagements * Installations techniques, matériel et outillage * Matériel de transport * Autres immobilisations corporelles				

## 3.5 TABLEAUX DES PROVISIONS

**Au 31 décembre 2006**

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		d'exploitation	financière	Non courantes	d'exploitation	financière	Non courantes	
1/ Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2/ Provisions réglementées								
3/ Provisions durables pour risques et charges								
<b>SOUS TOTAL (A)</b>		<b>NEANT</b>						
4/ Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)								
5/ Autres provisions pour risques et charges								
6/ Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
<b>TOTAL (B)</b>								
<b>TOTAL (A + B)</b>								

**Au 31 décembre 2007**

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		d'exploitation	financière	Non courantes	d'exploitation	financière	Non courantes	
1/ Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2/ Provisions réglementées								
3/ Provisions durables pour risques et charges								
<b>SOUS TOTAL (A)</b>		<b>NEANT</b>						
4/ Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)								
5/ Autres provisions pour risques et charges								
6/ Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
<b>TOTAL (B)</b>								
<b>TOTAL (A + B)</b>								

**Au 31 décembre 2008**

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		d'exploitation	financière	Non courantes	d'exploitation	financière	Non courantes	
1/ Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2/ Provisions réglementées								
3/ Provisions durables pour risques et charges								
<b>SOUS TOTAL (A)</b>		<b>NEANT</b>						
4/ Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)								
5/ Autres provisions pour risques et charges								
6/ Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie								
<b>TOTAL (B)</b>								
<b>TOTAL (A + B)</b>								

**3.6 TABLEAUX DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS**

DATE DE CESSION OU RETRAIT	COMPTE PRINCIPAL	MONTANT BRUT	AMORT. CUMULES	VALEUR NETTE D'AMORT.	PRODUIT DE CESSION	PLUS-VALUES	MOINS-VALUES
1	2	3	4	5	6	7	8
<b>NEANT</b>							
<b>TOTAL</b>		0,00		0,00	0,00	0,00	



### 3.7 TABLEAUX DES TITRES DE PARTICIPATION

Au 31 décembre 2006

RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITE	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ETATS DE SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXER.
						Date cloture	Situation Nette	Résultat Net	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
LGMC	Industrie	71 410 560,00	53,00%	85 962 894,96	85 962 894,96	31/03/06	169 284 894,80	13 424 788,32	5 469 140,00
Coprave	Industrie	5 000 000,00	49,98%	4 768 092,00	4 768 092,00	31/12/05	11 145 111,43	1 442 639,38	
Autres titres immobilisés									
Afriquia Gaz			OPV	5 232,10	5 232,10				410,00
Maghreb Oxygène			12,00	2 112,00	2 112,00				
<b>TOTAL.....</b>									
				<b>90 738 331,06</b>	<b>90 738 331,06</b>				<b>5 469 550,00</b>

Au 31 décembre 2007

RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITE	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ETATS DE SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXER.
						Date cloture	Situation Nette	Résultat Net	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
LGMC Autres titres immobilisés	Industrie	119 017 600,00	49,78%	85 963 496,96	85 963 496,96	31/03/07	178 644 340,40	19 745 685,60	4 101 445,00
Afriquia Gaz			OPV	5 232,10	5 232,10				728,00
Maghreb Oxygène			12,00	2 112,00	2 112,00				30,00
Atlanta			5,00	6 000,00	6 000,00				
<b>TOTAL.....</b>				<b>85 976 841,06</b>	<b>85 976 841,06</b>				<b>4 102 203,00</b>

**Au 31 décembre 2008**

RAISON SOCIALE DE LA SOCIETE EMETTRICE	SECTEUR D'ACTIVITE	CAPITAL SOCIAL	PARTICIPATION AU CAPITAL EN %	PRIX D'ACQUISITION GLOBAL	VALEUR COMPTABLE NETTE	EXTRAIT DES DERNIERS ETATS DE SYNTHESE DE LA SOCIETE EMETTRICE			PRODUITS INSCRITS AU CPC DE L'EXER.
						Date cloture	Situation Nette	Résultat Net	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
LGMC	Industrie	119 017 600,00	50,00%	87 571 496,96	87 571 496,96	31/03/08	201 826 412,37	32 021 751,97	12 388 843,00
Coprave	Industrie	2 002 500,00	17,53%	3 885 000,00	3 885 000,00	31/12/08	31 341 413,28	2 741 770,62	178 500,00
Autres titres immobilisés									
Afriquia Gaz			14,00	5 232,10	5 232,10				840,00
Maghreb Oxygène			6,00	2 112,00	2 112,00				54,00
Atlanta			5,00	6 000,00	6 000,00				212,50
<b>TOTAL.....</b>				<b>91 456 496,96</b>	<b>91 456 496,96</b>				<b>12 568 449,50</b>

## 3.8 TABLEAU DE RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2008

NOM, PRENOM OU RAISON SOCIALE DES PRINCIPAUX ASSOCIES (1) 1	ADRESSE 2	NOMBRE DE TITRES		VALEUR NOMINALE DE CHAQUE ACTION OU PART SOCIALE 5	MONTANT DU CAPITAL		
		Exercice actuel	Exercice précédent		Souscrit	Appelé	Libéré
		3	4		6	7	8
KARIM AYOUCHE	CASABLANCA	109088	109088	100,00	10 908 800,00	10 908 800,00	10 908 800,00
MOHAMED EL JAMALI	CASABLANCA	54544	54544	100,00	5 454 400,00	5 454 400,00	5 454 400,00
ABDEKRIM EL JAMALI	CASABLANCA	54544	54544	100,00	5 454 400,00	5 454 400,00	5 454 400,00
ZHOR ALAOUI BELGHITI	CASABLANCA	57792	57792	100,00	5 779 200,00	5 779 200,00	5 779 200,00
MOHAMED LAHBIB BOURQUIA	AGADIR	4032	4032	100,00	403 200,00	403 200,00	403 200,00
<b>TOTAUX</b>		<b>280000</b>	<b>280000</b>		<b>28 000 000,00</b>	<b>28 000 000,00</b>	<b>28 000 000,00</b>

### 3.9 TABLEAUX D’AFFECTATION DU RÉSULTAT

#### Exercice clos au 31 décembre 2006

	MONTANTS		MONTANTS
<b>A./ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B./AFFECTATION DES RESULTATS</b>	
(Décision du .....27/06/2006..... )		* Réserve légale	
* Report à nouveau	16 117 434,33	* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice	3 041 541,52	* Dividendes	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	19 158 975,85
<b>TOTAL A</b>	<b>19 158 975,85</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>19 158 975,85</b>

#### Exercice clos au 31 décembre 2007

	MONTANTS		MONTANTS
<b>A./ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B./AFFECTATION DES RESULTATS</b>	
(Décision du ..... )		* Réserve légale	
* Report à nouveau	19 158 975,85	* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice	8 640 595,07	* Dividendes	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	27 500 000,00
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	299 570,92
<b>TOTAL A</b>	<b>27 799 570,92</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>27 799 570,92</b>

#### Exercice clos au 31 décembre 2008

	MONTANTS		MONTANTS
<b>A./ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B./AFFECTATION DES RESULTATS</b>	
(Décision du .....27/06/2006..... )		* Réserve légale	
* Report à nouveau	299 570,92	* Autres réserves	
* Résultats nets en instance d'affectation		* Tantièmes	
* Résultat net de l'exercice	4 606 710,97	* Dividendes	
* Prélèvements sur les réserves		* Autres affectations	
* Autres prélèvements		* Report à nouveau	4 906 281,89
<b>TOTAL A</b>	<b>4 906 281,89</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>4 906 281,89</b>

**4. MODÈLE DU BULLETIN D'ORDRE DE VENTE****OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT INITIÉE PAR MUTANDIS SCA ET JAYBO SARL  
VISANT LE FLOTTANT EN BOURSE DE LGMC SA****1. Identification du vendeur**

Nom / Dénomination : ..... (a) Code Identité : .....  
 Prénom / Forme : ..... N° Identité : .....  
 Date et lieu de naissance : ..... (b) Code qualité du vendeur : .....  
 Adresse / Siège social : .....  
 .....  
 Téléphone : ..... Fax : .....  
 Nationalité : .....

**2. Destinataire**

Je vous prie de bien vouloir procéder, dans le cadre de l'OPR initiée par Mutandis SCA et Jaybo SARL et visant le flottant en Bourse de LGMC SA, à la vente de mes titres LGMC SA au cours de \_\_\_ Dhs et tel que décrit ci-après :

Quantité bloquée	Quantité offerte à la vente	Dépositaire	N° Compte titres	N° Compte espèce (RIB)

**3. Important**

Le client s'assure de la disponibilité des titres sur son compte ouvert dans les livres de son établissement conservateur, et ce préalablement à la transmission de tout ordre de vente en bourse.

Tout ordre de vente de titres LGMC SA dans le cadre de l'OPR doit être accompagné d'une attestation de détention de titres bloqués fournie par le dépositaire desdits titres.

Tout ordre de vente est susceptible d'être modifié ou annulé pendant la période de vente prévue du 10 février au 5 mars 2010.

La vente pour compte d'enfants mineurs peut être effectuée par le tuteur ou le représentant légal. Une copie de la page du livret de famille faisant ressortir la date de naissance de l'enfant mineur est à joindre à l'ordre de vente.

L'attestation de blocage des titres validée par le client et le dépositaire constituera une institution de Règlement / Livraison pour son dépositaire.

**Avertissement CDVM**

**Une note d'information, visée par le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières, est mise à la disposition des actionnaires de LGMC SA, sans frais, au siège de LGMC SA et auprès des membres en charge de la collecte des ordres, ainsi que sur le site du CDVM ([www.cdvm.gov.ma](http://www.cdvm.gov.ma)).**

---

<b>(a) Code identité</b>	<b>(b) Code qualité</b>
Carte d'identité nationale : CI	Personnes physiques marocaines : P
Carte de résidence : CS	Personnes physiques résidentes non marocaines : R
Passeport : PA	Personnes physiques étrangères : E
Registre du commerce : RC	Personnes morales marocaines : M
N° d'agrément (OPCVM) : AG	Personnes morales étrangères : I
Dénomination (associations) : AS	OPCVM : O
	Associations : S
	Institutionnels marocains : A
	Institutionnels étrangers : G

---